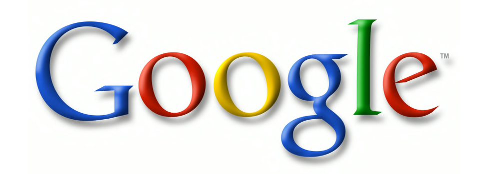
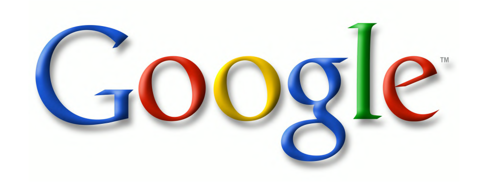
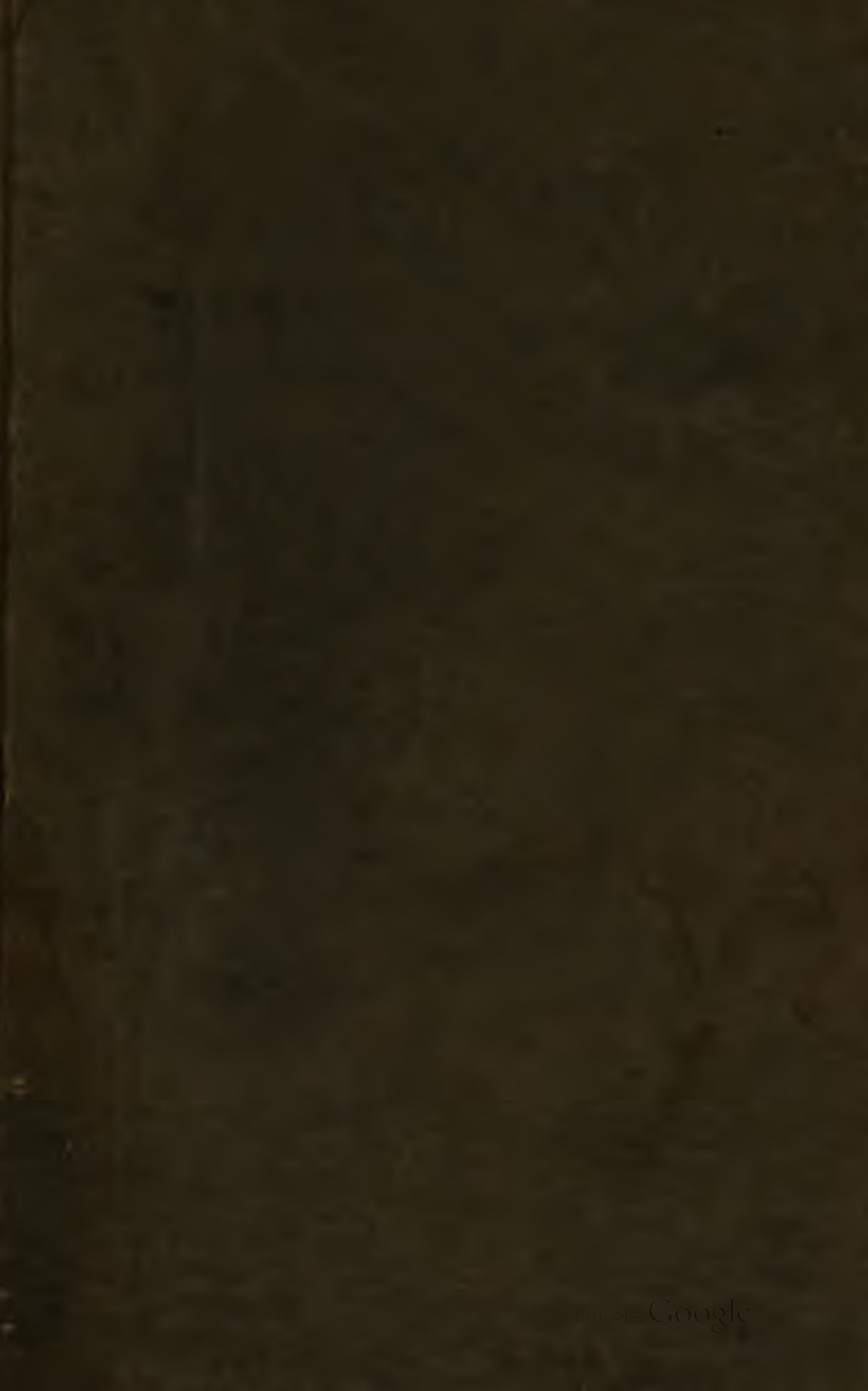
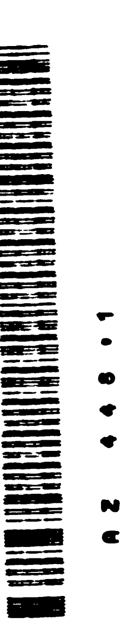
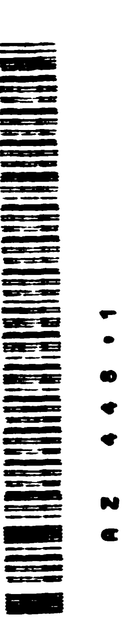


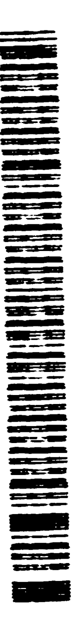


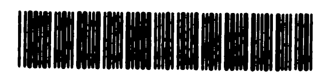












MÉMOIRES

DE

MICHEL OGINSKI.

TOME I.

Cet Ouvrage se trouve aussi chez

DUPONT ET Cie, LIBRAIRES,
RUE VIVIENNE;

SAUTELET ET Cie, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

MÉMOIRES

DE

[Kleofas]

MICHEL OGINSKI

SUR LA POLOGNE

ET LES POLONAIS,

DEPUIS 1788 JUSQU'A LA FIN DE 1815.

TOME PREMIER.

[Fr. par Léonard Chodzko]

PARIS,
BARBEZAT ET DELARUE, ÉDITEURS,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.
GENÈVE,
MÊME MAISON, RUE DU RHÔNE, N° 177.
1826.

Cet Ouvrage se trouve aussi chez

DUPONT ET Cie, LIBRAIRES,
RUE VIVIENNE;

SAUTELET ET Cie, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

MÉMOIRES

DE

MICHEL OGINSKI

SUR LA POLOGNE

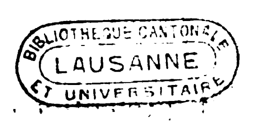
ET LES POLONAIS,

DEPUIS 1788 JUSQU'A LA FIN DE 1815.

TOME PREMIER.

[Éd. par Léonard Chodzko]

PARIS,
BARBEZAT ET DELARUE, ÉDITEURS,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.
GENÈVE,
MÊME MAISON, RUE DU RHÔNE, N° 177.
1826.



AVERTISSEMENT.

Je n'ai jamais eu la prétention d'être auteur, ni l'intention de présenter au public ces Mémoires, que j'avais rédigés uniquement pour mes enfans et mes amis. Je désirais leur faire connaître les événemens extraordinaires dont j'ai été témoin ; je voulais leur conserver le souvenir des malheurs dont leur patrie a été la victime, et leur retracer un tableau fidèle de la conduite que j'ai constamment suivie, en prouvant, par mon exemple, qu'au milieu de toutes les vicissitudes de la fortune, on trouve une véritable consolation dans la certitude d'avoir cherché à remplir son devoir.

J'étais si peu occupé du désir de faire parler de moi, que je ne me suis jamais donné la peine de réfuter des articles de

journaux étrangers, et des citations dans différens ouvrages sur la Pologne, qui me regardaient. Mais après m'être aperçu que mon insouciance à cet égard m'attirait le désagrément de faire parler de moi, malgré moi; et surtout ayant trouvé dans différentes éditions de la Biographie moderne, des assertions absurdes sur mon compte, et qui dénaturaient en même temps des faits importans de l'histoire de mon pays, je me suis déterminé à livrer ces Mémoires à l'impression, d'autant plus volontiers que depuis long-temps mes amis exigeaient de moi ce sacrifice. [1]

[1] Des gazettes de Londres, de l'année 1791, annonçaient que j'avais péri à mon passage de Calais à Douvres, et mes amis me regrettaient, tandis que je lisais moi-même la description de mon prétendu naufrage. Beaucoup de journaux m'ont fait comparaître à la barre de la Convention à Paris, en 1792; et j'ai vu des copies du discours qu'on m'y avait fait tenir, tandis que je me trouvais, à cette époque, à trois cents lieues des frontières de la France. Les gazettes de

En cédant aux instances de beaucoup de personnes qui les connaissaient en partie, j'ai eu moins à cœur de redresser ce qui avait rapport à moi, que de rectifier des erreurs de faits et de dates sur les derniers événemens arrivés en Pologne, en faisant connaître avec vérité et précision, ceux dans lesquels je me suis trouvé plus ou moins impliqué.

Ayant pris ce parti, je dois faire observer qu'après avoir commencé très jeune à servir

Hambourg, de Cologne et autres, prétendaient, en 1796, que j'étais à la tête d'un corps de troupes de dix à quinze mille hommes, sur les frontières de la Turquie; et cette nouvelle était annoncée avec tant de certitude, que l'on écrivait de Paris à Verninac, ambassadeur de France près la Porte Ottomane, pour le blâmer de n'en avoir pas fait son rapport: c'est de Verninac lui-même que je l'ai appris dans le temps à Constantinople. Le Mercure de France, en 1797, me désignait président d'un comité chargé de rédiger une Constitution polonaise à Paris. D'autres journaux me faisaient passer pour le fameux *Passevan-Oglou*; et cette nouvelle était si accréditée, principalement en Lithuanie,

mon pays, et ayant successivement été : Représentant au Corps législatif, Membre de la Chambre des finances, Envoyé extraordinaire en Hollande, Chargé d'une mission en Angleterre, Ministre du trésor de Lithuanie, Soldat à l'époque de la révolution de Pologne, Agent des patriotes polonais à Constantinople et à Paris, retiré des affaires à la suite de mon émigration pendant plusieurs années, et enfin placé par l'empereur Alexandre au sénat de Pétersbourg, il n'est

que j'eus tout autant de peine à la démentir à mon retour, que j'en ai eu à détruire la certitude qu'on avait du prétendu discours prononcé à la Convention à Paris. Je ne citerai pas tant d'autres faussetés dans ce genre, non plus que certains articles de la Biographie moderne, que je ne m'étais pas donné la peine de faire rectifier; mais on ne sera pas étonné, après cela, des différentes opinions que l'on a pu se former de mes principes, qui m'ont attiré des persécutions personnelles, et qui ont motivé le retard de la permission de rentrer dans mon pays : elle ne m'a été accordée, par l'empereur Alexandre, qu'au commencement de 1802, c'est-à-dire après huit ans d'émigration.

pas étonnant que ceux qui ne jugent que sur les apparences, aient pu me regarder tour à tour comme aristocrate ou jacobin, comme partisan français ou dévoué à la Russie.

Ces idées sans doute disparaîtront en lisant mes Mémoires, et feront place à la conviction que le seul sentiment qui m'a toujours conduit, et qui a exercé sur moi le pouvoir le plus impérieux, est celui de l'amour de la patrie. Il m'a quelquefois égaré à la vérité, et m'a fait commettre des imprudences par trop de crédulité et de précipitation à suivre les premiers mouvemens de mon cœur; mais les passions ne raisonnent pas, et celle de l'amour de la patrie est certes bien excusable, même dans ses inconséquences.

Ceux qui me connaissent et qui ont partagé mon dévoûment et mes sacrifices pour mon pays, liront cet ouvrage avec intérêt;

ils y trouveront ma manière habituelle de penser, de sentir et de m'exprimer. Ils se rappelleront les époques différentes dans lesquelles ils m'ont vu; ils renouvelleront dans leur souvenir des faits qui leur sont connus pour la plupart, mais dont ils ont ignoré les détails circonstanciés; ils reliront avec plaisir la description des situations variées dans lesquelles je me suis trouvé, et dont on serait tenté de ranger une partie dans la classe des romans, si, après tous les événemens que les révolutions nous ont fournis, il pouvait y avoir des situations qui parussent incroyables, et si des témoins encore vivans ne pouvaient attester l'exacte vérité de tous les faits que ces Mémoires renferment.

Ceux à qui mon nom est inconnu auront de l'indulgence pour bien des détails qui leur paraîtront indifférens, en faveur des renseignemens très intéressans sur les af-

faires de la Pologne, entre lesquels il y en a beaucoup qui sont ignorés du public.

Comme, à titre de Polonais, mon objet principal est de parler de la Pologne, j'ai supprimé en grande partie les notes et les observations que j'avais recueillies sur les affaires politiques de l'Europe, en ne laissant subsister que la description des événemens qui avaient un rapport plus ou moins direct avec les affaires de mon pays.

On ne doit pas être étonné qu'un Polonais fasse paraître ses Mémoires dans une langue étrangère; car j'avais l'habitude de faire mes notés en français, et je les livre (à quelques changemens près) telles que je les avais recueillies pour mon usage. Cette considération me méritera sans doute l'indulgence des lecteurs pour les fautes de langue et de style qu'ils pourraient y rencontrer.

Si mon âge et mes infirmités ne me

laissent pas le loisir de les publier dans la langue de mon pays, j'ose me flatter qu'il se trouvera entre mes compatriotes un ami obligeant qui m'épargnera la peine de la traduction.

INTRODUCTION.

Lorsque l'on a vu s'écouler les trente dernières années du dix-huitième siècle, et que l'on est parvenu à l'époque d'aujourd'hui; lorsque l'on a été témoin des événemens les plus extraordinaires et les moins attendus, que ce cadre embrasse, et que l'on s'est trouvé non seulement spectateur, mais même parfois acteur des scènes variées qui l'ont rempli, il est impossible de résister au besoin de noter les principaux faits, et de coucher sur le papier ses aperçus, ses souvenirs et ses observations.

La lutte entre les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale et la métropole, cette lutte long-temps douteuse, qui finit par assurer la liberté et l'indépendance des États-Unis, et qui enseigna aux peuples à réclamer leurs droits contre la force et l'oppression; le règne de Frédéric II, de ce roi philosophe, auteur et guerrier, qui, tour à tour vaincu et vainqueur, finit par donner, aux dépens de

ses voisins, de l'extension à la Prusse, et à lui assurer un rang distingué entre les puissances de l'Europe; les règnes de Joseph II et de Catherine II, qui amenèrent tant de réformes et de changemens dans la manière de penser des gouvernans et des peuples; les deux premiers partages de la Pologne, qui, après avoir morcelé ce pays, furent suivis d'un troisième et dernier, qui en effaça même jusqu'au nom, et enfin le rétablissement de ce royaume par l'empereur Alexandre; l'abolition du gouvernement monarchique en France, sa transformation en république, le passage de ce régime, après différens modes d'administration, à l'état de despotisme sous l'empereur Napoléon, et enfin le retour à la monarchie constitutionnelle et à la dynastie des Bourbons; les révolutions dans les Pays-Bas, en Hollande, en Espagne, en Portugal, à Naples, dans le Piémont et en Grèce, sont autant d'époques mémorables qui se sont succédé dans l'espace de cinquante ans environ, et qui ont frappé de stupeur et d'étonnement tout observateur qui sait sentir et penser.

Je n'ai pas fait mention dans cet exposé

de ces royaumes aussitôt détruits que formés; de ces rois qui, à peine couronnés, se virent précipités du trône; de ces grandes républiques qui, après avoir été indépendantes pendant bien des siècles, se sont vues incorporées dans les états des puissances voisines; de ces guerres atroces qui ont fait verser le sang de tant de millions d'individus; de ces victimes de la vengeance, du fanatisme, et de la persécution pour opinions politiques; car ces événemens n'étaient qu'une suite naturelle du bouleversement général et de la destruction entière des anciennes formes et des principes qui avaient servi de base au système politique de l'Europe.

Personne ne saurait disconvenir que cette période d'un demi-siècle renferme bien plus de faits extraordinaires que les annales historiques de plusieurs siècles ne pourraient nous en présenter; et ces faits se sont succédé avec tant de rapidité, qu'ils ont presque toujours déjoué les calculs des politiques les plus consommés, et ont amené des résultats auxquels on ne pouvait point s'attendre.

Cette marche rapide des événemens, et le choc de forces et d'opinions qui les a fait

naître, ne peuvent être sans doute attribués qu'à l'esprit du temps et aux progrès des lumières, auxquels on ne peut prescrire de terme, et que l'on ne saurait arrêter à volonté. L'influence de ces lumières, l'opposition qu'elles rencontrent dans les préjugés et l'ignorance, l'action qu'elles déploient en raison des difficultés qui se présentent, doivent nécessairement opérer des effets aussi imprévus que surprenans.

Les journaux, qui sont rarement véridiques, et qui se contredisent si fréquemment; les ouvrages modernes, dont les auteurs cèdent souvent aux impressions de la crainte, ou se laissent égarer par l'impulsion de l'esprit de parti et de leurs passions, n'ont pu toujours retracer avec exactitude tous ces phénomènes merveilleux, et rendre raison des grands résultats que la révolution française a surtout produits dans différentes parties du globe.

C'est le temps qui dévoilera la vérité, et qui la fera paraître tôt ou tard dans les écrits qui vont suivre, et pour lesquels plus d'un observateur a recueilli dans le fond de sa retraite de riches matériaux. C'est alors que

l'illusion ayant disparu, on jugera sans prévention des effets et des causes; c'est alors que l'on pourra trouver facilement l'explication de tout ce qui paraît aujourd'hui inconcevable : c'est d'après cela que la postérité jugera le caractère des nations; qu'elle prononcera sur les différentes opinions qui les ont partagées; qu'elle distinguera le grand homme de l'usurpateur, le fanatique exalté par le patriotisme de celui qui ne l'est que par vanité et par ambition, l'homme de bien de celui qui en a porté le masque, et qu'elle assignera à chacun de ceux qui ont marqué dans ces dernières époques la place qui lui convient.

Dans le rang des nations qui se sont fait connaître particulièrement par leur courage, leurs vertus, leurs malheurs et leur persévérance, les Polonais méritent sans contredit d'occuper une place bien distinguée. Je ne parle pas de ces Polonais qui, dans les siècles les plus reculés, faisaient trembler leurs voisins par la force de leurs armes, et qui étendaient les frontières de leur pays depuis le Wolga jusqu'à l'Oder; je ne m'arrête pas à ces époques brillantes, où la Pologne était

une des puissances les plus marquantes de l'Europe; je ne citerai pas ces rois dont les noms ont passé à la postérité, soit par leurs exploits militaires, soit par la sagesse de leurs institutions législatives, soit par la protection accordée à la classe des paysans, soit par l'établissement des tribunaux et l'organisation de la justice, soit par l'encouragement qu'ils donnaient aux sciences et aux arts; je n'entreprendrai pas non plus de nommer les grands hommes d'état et les grands capitaines qui ont illustré la Pologne dans les siècles précédens, et je passerai sous silence les savans jurisconsultes, les historiens, orateurs et poètes célèbres dont ce pays pouvait se glorifier à une époque où beaucoup de nations européennes étaient encore fort arriérées, sous le rapport de l'instruction.

Je ne parle ici que des Polonais tels qu'on a pu les observer et connaître depuis cinquante ans : vexés, persécutés, opprimés par leurs voisins, et voyant leur pays tourmenté par des guerres civiles que des ennemis leur suscitaient, pour les diviser, les affaiblir et les perdre totalement; je parle de ces Polo-

nais qui, après avoir vu leur patrie déchirée en lambeaux, et enfin disparaissant du rang des puissances de l'Europe, n'ont cessé de l'aimer et n'ont désiré de vivre que pour la voir renaître de ses cendres; je parle de ces Polonais qui, au milieu des troubles et des calamités qui ravageaient leur pays, ont conservé un courage imperturbable, qui ont su braver les menaces, résister aux tentations, se soumettre à l'impérieuse nécessité de céder à la force, sans savoir plier avec bassesse, et dévier du chemin de l'honneur et du devoir; je parle de ces Polonais qui n'ont pas hésité de se faire traîner en Sibérie, plutôt que de renoncer aux principes patriotiques qu'ils professaient; de ceux qui, à l'époque de la diète constitutionnelle, ont voué à la patrie leurs services et leurs fortunes; de ceux qui, courant se ranger sous les étendards de Kosciuszko, ont eu le courage de vouloir laver dans leur sang l'opprobre et l'ignominie dont on avait cherché à couvrir la nation polonaise; de ceux enfin qui, après le dernier partage, n'ont cessé de travailler au rétablissement de la Pologne, et ont osé espérer de pouvoir lui être encore utiles.

C'est en vain qu'en cherchant à découvrir les causes de la décadence et de la chute de ce pays, on a voulu flétrir le caractère national des Polonais. La classe agricole en Pologne n'était pas, à la vérité, éclairée; mais elle n'a jamais été corrompue. Le vol, le meurtre et les crimes de toute espèce étaient inconnus dans ce pays; et aujourd'hui même qu'il est morcelé et sous différens gouvernemens, ils y sont très rares. Le peuple a peu de besoins, et son travail lui suffit pour vivre. La noblesse, exercée dès l'enfance à manier le cheval et les armes, impatiente de l'esclavage et du joug étranger, n'avait besoin que d'un chef intrépide et entreprenant qui la conduisît au combat, et elle savait défendre vaillamment ses propriétés, en défendant les frontières de son pays. Les grands seigneurs, ou aristocrates, que l'on a inculpés principalement d'avoir contribué aux désastres de la Pologne, en entretenant les divisions intérieures, et en cherchant à maintenir l'anarchie, étaient bien plus intéressés que les autres classes à conserver l'intégrité de leur pays : les riches propriétés qu'ils y possédaient, l'influence qu'ils avaient dans les

affaires publiques, les droits et les priviléges dont ils jouissaient, étaient des motifs bien puissans pour les attacher à leur patrie, pour leur faire haïr le despotisme, et abhorrer la domination étrangère. J'ajouterai encore que leur éducation était plus soignée, et que, tenant pour la plupart à honneur de compter dans le nombre de leurs ancêtres des hommes d'état et des militaires distingués, qui s'étaient illustrés en servant leur pays, ils auraient rougi de ne pas suivre leur exemple, et de flétrir leur réputation en déshonorant le nom qu'ils portaient. On doit donc leur rendre la justice que l'amour de la patrie et de la gloire guidait leurs actions tout aussi puissamment que le désir de conserver leurs droits et leurs propriétés; et certes il n'y a pas un seul de ces véritablement grands seigneurs qui se soit souillé en se vendant à quelque cour étrangère, et en sacrifiant le bien-être de son pays à son ambition et à sa fortune. Plusieurs ont pu être égarés et aveuglés sur les intérêts de leur patrie; plusieurs ont été éconduits par leur vanité et leur amour-propre; mais aucun n'a mérité d'être placé dans la classe des traîtres.

Si les fastes de la Pologne ont transmis à la postérité les noms distingués de Tarnowski, de Zamoyski, de Zolkiewski, de Chodkiewicz, de Czarnecki, de Sobieski et de tant d'autres, issus des premières familles nobles, qui, par leurs talens ou leurs exploits militaires, ont bien mérité de la patrie dans les siècles précédens, il n'est pas à douter que l'histoire moderne ne consacre quelques pages à la mémoire de Charles Radziwill, d'Oginski, grand-général de Lithuanie; de Wielhorski; de Pac et de plusieurs autres grands seigneurs qui n'ont pas eu à la vérité l'occasion de se signaler par autant de succès éclatans que ceux que je viens de nommer, mais qui ont sacrifié des fortunes immenses, et qui se sont exposés personnellement à tous les périls de la guerre pendant la confédération de Bar, avant le premier partage de 1773.

Et quel tribut d'éloges n'ont pas mérité les individus des premières familles polonaises qui, depuis l'époque de la diète constitutionnelle jusqu'au rétablissement de la Pologne par l'empereur Alexandre, se sont dévoués à tous les genres de souffrances et

de persécutions; qui ont renoncé à leur rang, à leur fortune, et qui ont bravé courageusement tous les dangers et la mort même pour servir leur patrie!

On ne peut pas douter que l'anarchie qui s'était établie en Pologne à la suite d'une forme vicieuse de gouvernement, que les abus qui en furent la conséquence, tout aussi-bien que l'introduction du luxe et la corruption des mœurs, devaient entraîner la décadence et la chute de ce pays; mais il faut remonter au commencement du dix-huitième siècle pour découvrir la véritable source des malheurs de la Pologne et de la désorganisation de son gouvernement.

Aussi long-temps que la Prusse était resserrée dans ses frontières, avant l'avénement au trône de Frédéric II; que la Russie avait plus besoin de faire des réformes dans l'intérieur que de s'occuper de nouvelles conquêtes, et que la cour de Vienne ménageait les Polonais, dont elle avait réclamé et obtenu des secours efficaces contre l'invasion des Turcs, la Pologne devait fixer nécessairement l'attention de toute l'Europe.

Son sol, fertile en toutes sortes de produc-

tions, lui procurait un commerce d'autant plus lucratif, que l'exportation de ses denrées était tout à son avantage, et l'importation des marchandises étrangères se trouvait à cette époque très bornée.

Les Polonais, se sentant assez forts pour repousser les attaques des voisins, s'occupaient à faire valoir leurs possessions, regorgeaient d'or et d'argent, et ne prévoyaient pas que cet état florissant de leur pays exciterait un jour l'envie des puissances limitrophes, et lui attirerait une suite de calamités.

C'est à l'époque de la mort de Jean Sobieski, que l'on doit proprement faire remonter la source de ces catastrophes malheureuses qui se succédèrent en Pologne, et qui amenèrent graduellement la décadence et la chute de ce pays.

A peine Jean Sobieski avait-il cessé d'exister, que plusieurs princes souverains de l'Europe ambitionnèrent d'obtenir une couronne qui donnait l'avantage de commander à une nation belliqueuse, et de gouverner un pays fertile, riche et très étendu.

Le prince de Conti, le prince électeur de

Bavière, le duc de Lorraine et l'électeur de Saxe furent les principaux candidats pour le trône de Pologne. Chacun d'eux cherchant à se faire des amis, négociait, travaillait les esprits par ses agens, corrompait par des promesses, ou achetait même des partisans pour se procurer des suffrages

Ce fut le premier germe des divisions en faveur des étrangers; et c'est dès-lors que l'on éprouva les premiers effets de l'influence qu'opéraient des négociations appuyées de la force et de l'argent répandu au nom des candidats à la couronne. Mais ce fut bien pis lorsque, quelques années après l'élection d'Auguste II, la rivalité entre Charles XII et Pierre-le-Grand fit de la Pologne le théâtre d'une guerre sanglante, en achevant d'établir la discorde, la haine et l'animosité entre les différens partis de la nation.

La Suède parvint à faire mettre la couronne sur la tête de Stanislas Leszczynski; et ses armées ravageaient la Saxe, en persécutant en Pologne tous les partisans d'Auguste II. D'un autre côté, la Russie employant son crédit et ses forces pour appuyer

Auguste II, parvint à le replacer sur le trône, en chassant Stanislas Leszczynski, qui fut obligé de renoncer à l'avantage de régner dans son pays, pour se contenter du duché de Lorraine, qui lui fut destiné à la suite des négociations de paix.

C'est depuis cette époque que l'influence de la Russie s'établit en Pologne, et qu'elle continua à croître et à se consolider pendant les règnes des deux Auguste, jusqu'à l'avénement au trône de Stanislas Poniatowski, que Catherine fit élire roi en 1764. C'est après cette élection surtout que la Russie exerça un pouvoir illimité en Pologne, ne trouvant d'obstacle ni dans la nation polonaise, trop affaiblie après les deux règnes précédens, ni dans des puissances voisines qui n'osaient rivaliser, et qui trouvèrent même plus avantageux pour elles de prendre part au démembrement de la Pologne.

Les guerres que la Saxe eut à soutenir contre la Suède, et depuis contre Frédéric II, épuisèrent les armées et le trésor de la Pologne; l'introduction du luxe et des mœurs étrangères démoralisa ceux qui étaient attachés à la cour, et firent dégénérer l'an-

cienne valeur polonaise qui fit place aux goûts pour les plaisirs et l'oisiveté.

C'est ainsi que, tandis que la Russie, l'Autriche et la Prusse organisaient leurs gouvernemens, encourageaient l'agriculture, l'industrie et le commerce; protégeaient les sciences et les arts, et donnaient de l'accroissement à leur puissance, la Pologne s'appauvrissait, se désorganisait sous tous les rapports, et se préparait peu à peu le triste sort qui lui était réservé.

Ces temps n'existaient plus où le sabre seul suffisait pour faire reculer l'ennemi. Un pays ouvert comme la Pologne ne pouvait plus se passer de forteresses, d'artillerie et d'une armée bien disciplinée, sans risquer d'être envahie; et ce n'était pas sans doute des souverains étrangers qui s'occupaient principalement de la conservation de leurs propres états, qui redoutaient la Russie, et ne tenaient aux intérêts de la Pologne que par les avantages éventuels qu'elle leur procurait, qui pouvaient chercher à prévenir et empêcher les malheurs dont ce pays devint la victime.

Je ne me suis permis cette digression que

pour disculper les Polonais de l'anarchie de leur gouvernement et des vices de la législation qu'on leur imputait exclusivement, et dont on ne devait accuser que les étrangers; car le caractère national s'est conservé malgré les efforts qu'on a employés pour le corrompre, et on l'a vu reparaître dans toute sa pureté et son éclat chaque fois que l'occasion s'est présentée de le faire valoir pour servir la patrie.

Les malheureux n'ont point d'amis, et les Polonais, vexés, opprimés et persécutés, en trouvaient d'autant moins que leurs ennemis étaient nombreux, et que la force et la puissance de ceux qui les avaient soumis, ne permettaient de les faire connaître que sous un point de vue désavantageux. Mais si l'on observe leur conduite avec impartialité, on trouvera qu'avides de gloire et non de conquêtes, ils n'ont jamais su être bas dans l'adversité, ni fiers et vindicatifs au milieu de leurs succès.

Courageux sans présomption, entreprenans sans chercher d'intérêt personnel, patiens dans le malheur, capables de tout sacrifier pour leur pays, ils n'ont pu s'attirer que

le reproche d'avoir été souvent trop confians et crédules envers ceux qui se disaient leurs amis, et qui flattaient leurs espérances.

Il fut un temps où cette apologie aurait été déplacée. Les Polonais, toujours animés du même esprit, mais épars sur toute la surface du globe, n'avaient conservé ni leur existence politique, ni leur pays, ni même leur nom. Parler en leur faveur, agir pour eux, défendre leur cause, c'était s'exposer à être regardé comme révolutionnaire, inquiet et dangereux à la société.

Aujourd'hui [1] un monarque magnanime, qu'aucun autre n'a surpassé en loyauté et en puissance, en rétablissant quoique en partie la Pologne, lui a rendu son nom, son existence et sa nationalité, et réalisant ce que d'autres avaient seulement fait espérer, il a ajouté de nouveaux lauriers à sa couronne, et s'est attiré l'admiration de l'Europe, ainsi que l'amour et la reconnaissance des Polonais.

Aujourd'hui tous les souvenirs glorieux pour la nation polonaise ne sauraient être indifférens à leur nouveau roi, qui sait si

[1] J'écrivais cela au mois de novembre 1815.

bien apprécier l'attachement que chacun doit à sa patrie, et récompenser la valeur et l'enthousiasme de ceux qui la servent avec zèle, et combattent pour la défendre.

L'on ne craint plus de rappeler tous les efforts des Polonais pour reconquérir leur pays et leur nom, puisque c'est la conduite qu'ils ont tenue, le courage dont ils ont donné des preuves suivies, et la persévérance avec laquelle ils n'ont cessé de s'occuper du sort de la patrie qui leur ont mérité l'estime et la confiance d'Alexandre, et qui leur ont valu la régénération de la Pologne.

C'est cette certitude qui m'a déterminé à réunir avec soin toutes les notes que j'ai pu conserver sur les affaires de la Pologne, pour les transmettre à mes enfans, sans craindre que le hasard les fît paraître un jour dans le public. Les faits n'y sont point altérés; la vérité n'y est point déguisée; la partialité n'a pas conduit ma plume; car je n'écrivais que pour moi et pour les miens. On trouvera dans ces notes des preuves incontestables de l'attachement, du dévouement et de tous les sacrifices dont les Polonais étaient capables pour leur pays. L'on

verra que s'ils différaient d'opinions entre eux, ils ne variaient jamais quant à l'objet principal dans leurs principes et leurs intentions; et tous, chacun à sa manière, n'avaient d'autre but que de travailler à être utiles, et à remplir leur devoir.

Ces notes renferment surtout des détails très intéressans, et qui sont connus de peu de personnes, sur les démarches et tentatives des Polonais pour l'affranchissement de leur pays depuis l'insurrection de 1794 jusqu'à l'année 1798. On verra dans la suite de ces Mémoires que j'ai été plus à même que beaucoup d'autres de recueillir les matériaux qui me les ont fournis, et de les conserver en grande partie, malgré tous les risques que j'ai courus de m'en voir séparé pour toujours au milieu des dangers personnels auxquels je me suis trouvé bien souvent exposé.

MÉMOIRES

DE

MICHEL OGINSKI.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Une longue suite de calamités dont la Pologne fut la victime, depuis l'avénement au trône du roi Stanislas-Auguste, avait indisposé contre lui la plus grande partie de la nation.

On le regardait comme exécuteur des volontés de la Russie, à laquelle il devait la couronne, et on ne lui reconnaissait pas assez d'énergie pour opposer de la résistance là où son honneur, la gloire de sa nation et le salut de son pays auraient demandé du courage, de l'activité, et un dévouement entier à la cause de sa patrie.

L'entretien d'une énorme armée étrangère qui inondait presque toujours la Pologne; la conduite

arrogante et hautaine de ses chefs envers la noblesse du pays; les guerres civiles; l'enlèvement du sein même de la capitale des évêques et sénateurs en 1768, pour les transporter dans le fond de la Russie; le partage de la Pologne exécuté en 1773, et ratifié par la diète généralement détestée de 1775; l'établissement du conseil permanent; le gouvernement arbitraire des ministres russes, aux volontés desquels le roi était obligé de plier en tout; les assemblées nationales inactives depuis le partage du pays; l'épuisement des finances et la nullité de l'armée; tout cela était imputé à Stanislas-Auguste. A ces griefs on ajoutait encore les reproches qu'il s'entourait de préférence d'étrangers, pour détruire le goût de tout ce qui était national, et qu'il donnait un mauvais exemple à ses peuples, en se livrant trop au luxe et à la dissipation.

Il ne m'appartient pas de prononcer si tout autre, à la place de Stanislas-Auguste, aurait su résister et s'opposer à toutes les catastrophes malheureuses qui sont venues fondre de tous côtés sur la Pologne. Un auteur [1] très distingué a dit en parlant de ce prince, *que son sort pendant tout son règne fut d'être tyrannisé tour à tour par son peuple, ou par ses voisins. Comme il avait peu d'énergie et beaucoup de lumières, son*

[1] Ségur. *Tableau politique de l'Europe.*

esprit clairvoyant ne lui servit jamais qu'à prévoir ses malheurs, sans pouvoir l'en garantir.

Ce qu'il y a de certain, et ce que personne ne peut contester, c'est que, sous ce règne qui a si peu convenu à la nation, le changement dans le système d'éducation et dans la manière de penser des Polonais, a formé une nouvelle génération, et a produit des hommes distingués par leur énergie et leurs talens, qui pouvaient servir utilement la patrie, et la tirer de l'état d'opprobre et d'avilissement dans lequel elle était plongée depuis si long-temps.

C'était sans doute un bienfait de la Providence, qui voulait qu'au milieu de la désolation générale, l'espoir d'un avenir plus riant vînt apporter quelques consolations.

Infortuné dans tout le courant de son règne, mais voulant le bien, et profondément instruit, Stanislas consacrait aux sciences, à la littérature et aux arts, tous les momens dont il pouvait disposer sans préjudice aux affaires de l'état. Il s'entourait de savans, les récompensait généreusement, et s'occupait avec zèle à propager les lumières dans son pays.

C'est alors que *Konarski* organisa les écoles pies, réforma la méthode d'enseignement et publia plusieurs ouvrages utiles. *Bohomolec* rédigea un journal instructif, composa des comédies pour le théâtre national, et combattit les pré-

jugés du peuple. *Krasicki*, le plus aimable et le plus varié des poètes, critiqua, amusa, et instruisit. *Wengierski*, doué d'un esprit satirique, se fit pardonner de fortes vérités adressées aux grands, par des vers pleins d'esprit et de sel. *Kopczynski* fit une grammaire et assujettit la langue à des règles fixes. *Naruszewicz*, célèbre historien et poète, traduisit Horace et Tacite; et prenant le premier pour modèle dans la versification, il s'éleva à la hauteur du style du second, en écrivant l'histoire de son pays. *Trembecki*, aurait peut-être mérité la palme entre les poètes sous le règne de Stanislas, s'il avait été moins paresseux et quelquefois moins courtisan. Le savant *Albertrandi*, antiquaire distingué, envoyé par le roi à Stockholm et à Rome, avec ordre de recueillir des matériaux pour l'histoire de Pologne, enrichit les archives nationales de plus de cent volumes de manuscrits précieux, tous écrits de sa main. L'astronome *Poczobutt*, le physicien *Strzecki*, *Sniadecki*, *Skrzetuski*, *Wyrwicz*, *Stuszic*, *Kollontay*, et tant d'autres savans et littérateurs, se sont appliqués à former la jeunesse dans différentes branches d'instruction, à inspirer le goût de l'étude, et à étendre le cercle des lumières et des connaissances.

Mais rien n'a contribué davantage à détruire les anciens préjugés, à développer les dispositions que les Polonais ont ordinairement pour

l'étude, et à former une nouvelle pépinière de jeunes gens instruits, que l'organisation de l'école militaire des cadets, et l'établissement de la commission d'éducation. Ces deux institutions seules, pouvaient suffire pour donner une idée de tout ce dont le roi aurait été capable, si son énergie avait répondu à ses talens, et si la fortune adverse, n'avait toujours combattu et contrarié ses meilleures intentions.

A mesure que les écoles nationales s'organisaient et se remplissaient, et que les effets bienfaisans du nouveau système d'éducation se faisaient sentir, tout prenait une nouvelle face. Les idées et les opinions changeaient visiblement dans les provinces et dans la capitale.

Bientôt il n'y eut personne qui ne désirât apprendre le polonais d'après les règles, le parler purement et correctement, et l'écrire avec précision et élégance. On se mit à étudier l'histoire de son pays, à se rappeler les grands hommes qui l'ont illustré, à chanter leurs faits mémorables, à se rapatrier avec l'ancien costume national.

Le théâtre polonais, protégé particulièrement par le roi, se perfectionna, et ne manqua ni d'auteurs dramatiques, tels que le prince *Adam Czartoryski*, *Zablocki*, *Kniaznin*, *Niemcewicz*, et *Osinski*, qui déployèrent un véritable talent; ni de bons acteurs, entre lesquels *Boguslawski*,

qui en est présentement le doyen, et qui en était alors le modèle, a cherché à enrichir le répertoire de beaucoup de pièces originales, ou traduites en prose et en vers.

Le goût pour le militaire, l'équitation et tous les exercices gymnastiques, remplaça chez les jeunes gens, celui des plaisirs frivoles, et contribua autant à former les forces physiques, que l'étude à réveiller les facultés de l'âme.

Les dames polonaises, dont l'esprit et l'amabilité ont de tout temps attiré et mérité les hommages de toute l'Europe, rivalisaient entre elles pour prêcher le patriotisme, et ne vantaient que ce qui était national. L'on conçoit combien ces préceptes avaient d'influence sur le caractère bouillant d'une jeunesse impatiente de la domination étrangère.

Le ton de la bonne société régnait partout. Les réunions étaient nombreuses, gaies et enjouées. Les jeunes gens s'y présentaient avec aisance et sans avoir des manières affectées, ils avaient de l'esprit sans pédanterie, de l'amabilité sans prétention.

C'est dans ces réunions que l'on rencontrait *Joseph Poniatowski*, *Ignace* et *Stanislas Potocki*, les *Czartoryski*, *Sapiéha*, *Malachowski*, *Mostowski*, *Weyssenhoff*, *Niemcewicz*, *Matuszewic*, et tant d'autres, qui depuis ont si bien mérité de la patrie.

Voilà ce qu'était Varsovie à l'époque où l'assemblée de la diète, que l'on a nommée *constitutionnelle*, ou *diète de quatre ans*, a été convoquée en 1788. Tous ceux qui se sentaient de la capacité et du talent, cherchèrent avec empressement à se faire élire nonces, ou représentans de la nation, pour avoir part aux délibérations de cette assemblée, qui devait changer et fixer le sort de la Pologne.

Dix années environ de repos avaient donné le temps convenable à songer aux moyens de sortir de l'état d'abjection dans lequel la nation se trouvait. Chaque parti voyait différemment la possibilité d'y parvenir, mais on était persuadé de la nécessité de s'en occuper, et les bruits qui s'étaient répandus d'un nouveau partage de la Pologne, avaient monté toutes les têtes.

La diète fut convoquée pour le 30 septembre. Le 6 octobre, les États se réunirent. Le 7, ils formèrent l'acte de confédération et le signèrent. C'était le premier triomphe remporté sur le parti qui n'aurait pas voulu voir les États confédérés, afin de faire valoir au besoin le *liberum veto*.

Malachowski fut élu maréchal de la diète pour la couronne; *Casimir Sapiéha* pour la Lithuanie.

Le roi voyait avec plaisir la réunion de tout ce qu'il y avait de plus distingué dans la nation, pour former une assemblée à laquelle il voulait

communiquer des projets, qu'il croyait être les plus sages et les plus salutaires pour la conservation de la Pologne. Mais voulant faire connaître quelles étaient ses intentions, il faut rappeler des événemens antérieurs à cette époque.

Au mois de mai de l'année précédente, le roi avait eu une entrevue à Kaniow, avec l'impératrice Catherine, qui allait visiter les parties méridionales de son empire, et qui désirait voir en même temps la Crimée, qu'elle s'était fait céder par les Turcs. Il lui fit part des inquiétudes que l'on avait sur un nouveau partage; lui présenta un mémoire sur les différens changemens qu'il croyait être utiles et nécessaires pour son pays, et en obtint avec toutes les facilités pour ce qu'il demandait, la promesse solennelle qu'elle maintiendrait la république telle qu'elle était, et qu'elle garantirait son indépendance.

L'empereur Joseph, qu'il eut occasion de voir plus tard dans ce voyage, lui renouvela la même garantie, et Stanislas se fiant aveuglément aux assurances de ces deux souverains et à leurs démonstrations amicales, ne douta point, d'après ce qu'on lui faisait entendre, que la Russie proposerait aux Polonais un traité d'alliance, qu'il regardait comme très avantageux, dans la supposition que la Pologne serait désormais à couvert de toute insulte de ses voisins, et de toute crainte d'être encore une fois partagée.

C'est avec ces sentimens que le roi revint de Kaniow à Varsovie; et il vit avec plaisir, que dès que les hostilités commencèrent de la part des Turcs, au mois d'août de la même année, l'impératrice lui fit proposer ainsi qu'au conseil permanent, une alliance offensive et défensive.

Cette proposition ne pouvait être acceptée par le gouvernement de Pologne, sans manquer aux anciens traités avec la Turquie; aussi fut-elle ajournée et renvoyée à la décision de la diète prochaine. L'impératrice fit demander de pouvoir prendre à sa solde trente mille hommes pour la cavalerie, choisis dans la noblesse polonaise; mais cette proposition n'eut pas plus de succès que la première.

Cependant la guerre avec les Turcs devenant plus active, et le roi de Suède, Gustave III, menaçant Pétersbourg du côté de la Finlande, les négociations pour le traité d'alliance avec la Pologne devinrent plus pressantes, et le roi se flattait que la diète s'y prêterait volontiers.

D'un autre côté, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, effrayé de la ligue de Joseph II et de Catherine contre la Turquie, et craignant que la Pologne n'y fût entraînée, cherchait à faire entrer la Suède, la Hollande et l'Angleterre dans les intérêts de la Turquie, pour la sauver et mettre une barrière à l'ambition de la Russie. Toutes ces puissances, qui s'accordaient dans leurs principes,

trouvaient qu'il fallait comprendre la Pologne dans cette nouvelle ligue; mais qu'il était indispensable avant tout de lui faire avoir un gouvernement indépendant, et qui ne fût point influencé par aucune puissance étrangère.

Quels que soient les reproches qu'on ait pu faire au roi de Prusse, relativement à sa conduite ultérieure vis-à-vis des Polonais, l'on ne peut douter qu'à cette époque il agissait de bonne foi, d'autant plus qu'il consultait aussi ses véritables intérêts. Il est même certain que, n'ayant pas eu part au premier démembrement de la Pologne, qu'il n'approuvait pas dans le fond de son cœur, vu la prépondérance que ce partage inégal de 1773 avait procurée à la Russie et à la cour de Vienne, il lui importait de voir la Pologne relevée par une bonne organisation intérieure, et renforcée par une armée considérable. Il aurait désiré en faire un boulevard pour arrêter les progrès de la puissance des deux cours impériales, et donner le temps à la Prusse de se remettre, à la suite des guerres qu'elle avait eu à soutenir sous le règne de son prédécesseur.

Jusque-là Frédéric-Guillaume s'était fait connaître comme un prince juste, bienfaisant, ami de la paix, et procurant à ses sujets un gouvernement paternel. Il n'avait pas fait de mal aux Polonais; les Russes leur en avaient fait beaucoup. Les Polonais avaient encore sous les yeux le

tableau déchirant de la situation dans laquelle leur pays s'était trouvé pendant tant d'années; ils ne voyaient pas de probabilité de pouvoir sortir de cet état avilissant, par l'opération de la Russie, qui était intéressée à le maintenir; et ils concevaient, au contraire, tous les motifs qui portaient Frédéric-Guillaume à leur faciliter les moyens d'organiser une bonne constitution, et une force imposante.

Lucchesini, ministre de Prusse à Varsovie, en déplorant les malheurs de la Pologne, exaltait la probité généreuse du roi son maître, s'indignait contre les imposteurs, qui supposaient au cabinet prussien l'idée d'un nouveau partage. *Frédéric-Guillaume, disait-il, cherche une plus noble gloire; il veut garantir l'Europe de l'ambition des barbares du Nord; il prétend opposer une barrière à leur avidité : son dessein est de rendre à la Pologne son éclat, sa gloire, sa liberté.*

Hailes, ministre d'Angleterre à Varsovie, appuyait fortement ces discours; faisait entrevoir la probabilité d'un armement anglais pour seconder les Suédois, et ranimait, par ses conseils, ceux dont l'opinion n'était pas encore prononcée.

L'on aime à croire ce que l'on désire, et les malheureux n'ont d'autre consolation que l'espérance. Il ne faut donc point s'étonner que le parti

prussien s'accrut promptement et devint très considérable en peu de temps; tandis que l'influence de l'ambassadeur de Russie baissait de jour en jour.

Je ne puis m'empêcher de rappeler quelques passages de l'ouvrage cité ci-dessus, de l'ex-ambassadeur de France en Russie, comte *de Ségur*, au sujet de la proposition du traité d'alliance, faite par Catherine à la Pologne : *Cette proposition fut une grande faute, et prouva que l'impératrice, dont l'orgueil avait toujours été flatté, ne connaissait pas les violens ressentimens et la haine implacable que produisent l'oppression, l'injustice et l'humiliation. Jamais on ne prit plus mal son temps, et l'on ne manqua plus complétement son but. Les Polonais, autrefois respectés en Europe, se souvenaient encore qu'ils avaient combattu sans désavantage les Prussiens, leurs tributaires; délivré l'Autriche et Vienne des armes ottomanes; et que les Moscowites avaient souvent reculé devant eux...... Après le premier partage, l'Autriche et la Prusse avaient abandonné à l'impératrice les affaires de la Pologne...... Depuis cette époque, c'étaient les ambassadeurs de Russie qui régnaient véritablement en Pologne : leur hauteur avec le roi, leur mépris insultant pour la nation, leur faste, leur insolence, leur avidité, les vexations des troupes russes qui restaient dans le pays, avaient*

réuni sur la Russie toutes les haines, tous les désirs de vengeance que les trois cours co-partageantes devaient inspirer à ce peuple opprimé. On ne pouvait parler d'un Russe à un Polonais sans le voir pâlir de crainte et frémir de rage. Ce seul nom lui rappelait sa gloire flétrie, sa liberté perdue, ses lois détruites, ses biens ravis, sa famille persécutée, son honneur outragé...... En vain quelques uns voulaient, comme le roi de Pologne, profiter de cette circonstance, qui semblait ouvrir les yeux de Catherine sur ses vrais intérêts, trop long-temps méconnus; en vain ils cherchaient à représenter qu'avec l'appui de la Russie, ils pouvaient réformer leur constitution, se donner une existence politique plus solide, et peut-être recouvrer un tiers des possessions qu'ils avaient perdues. Ils faisaient inutilement observer que les offres de la Prusse étaient illusoires et intéressées, et l'embarras des deux cours impériales passager; qu'il était insensé de les croire perdues, et dangereux de les irriter; qu'à la paix, les Polonais seraient sans appui, objet de leur vengeance, et que la Prusse, au lieu de les secourir alors, s'entendrait avec elles pour un nouveau partage..... Les noms d'esclave et de traître étaient la seule réponse à ces insinuations, qu'on ne hasardait qu'avec timidité, et qui étaient repoussées avec indignation.

Il n'y a rien à la vérité à ajouter au tableau

que l'auteur a tracé de la disposition des esprits au commencement de la diète de 1788; mais nous verrons que cette diète n'a pas été tout-à-fait exempte de reproches, malgré le zèle, l'enthousiasme et les meilleures intentions qui animaient le plus grand nombre des membres. Il n'était pas, par exemple, politique et prudent de s'élever ouvertement contre la Russie, de déclamer contre elle, et de la menacer avant de se raffermir, et être en force de se mesurer contre elle. Le même reproche est à faire au sujet du mauvais emploi du temps, qu'on perdit souvent en discussions inutiles avant d'avoir réglé définitivement les deux objets les plus importans, c'est-à-dire le trésor et l'armée. Enfin, ayant tant fait que de rompre toutes relations et de se brouiller entièrement avec la Russie, dont on devait un jour redouter la puissance et la vengeance, si on ne se mettait en mesure de pouvoir lui résister, et n'ayant d'autre salut que dans l'appui de la Prusse et de ses alliés, pourquoi attacher tant de prix à la cession de Thorn et de Dantzick? pourquoi aigrir le roi de Prusse après l'avoir tant caressé, et perdre tous les avantages d'un traité d'alliance et de commerce avec la Hollande et l'Angleterre?

Mais n'anticipons pas sur les événemens, et suivons la marche de cette diète mémorable qui a fait une époque si brillante dans l'histoire de

Pologne, et dont les résultats ont été si funestes !

Dès le 12 d'octobre, le ministre de Prusse *Buchholtz* présenta à la diète, au nom de sa cour, la déclaration suivante :

« Ce fut à la fin d'août 1787, que M. le comte *de Stackelberg*, ambassadeur de Russie, déclara officiellement au soussigné *que S. M. l'impératrice avait résolu de faire avec le roi et la république de Pologne, dans la prochaine diète, une alliance dont le but et l'unique objet seraient la sûreté et l'intégrité de la Pologne, ainsi que sa défense contre l'ennemi commun*. Le soussigné en ayant fait le rapport au roi son maître, il déclara à M. le comte *de Stackelberg*, en conséquence de ses ordres, *que quelque sensible que S. M. fût à cette ouverture confidentielle, elle ne pouvait pourtant pas dissimuler qu'elle ne voyait aucune nécessité d'une pareille alliance, vu surtout les traités subsistans de tous côtés ; que si on jugeait cependant une nouvelle alliance nécessaire pour la Pologne, S. M. ferait aussi proposer le renouvellement des traités qui subsistaient de longue main entre la Prusse et la Pologne, comme elle ne prenait pas moins de part au bien-être de cet état voisin qu'aucune autre puissance*. Le soussigné a accompagné cette réponse de la représentation de plusieurs autres motifs qui pou-

vaient faire sentir l'inutilité, et en même temps les suites dangereuses d'une alliance pareille entre la Russie et la Pologne, d'après le double but énoncé.

« Le baron de *Keller*, ministre du roi à Pétersbourg, a été chargé de faire immédiatement les mêmes déclarations et représentations à la cour impériale de Russie.

« Comme le roi a cependant appris avec surprise que le projet de cette alliance a déjà été précédemment communiqué et agité en Pologne, et qu'il est possible qu'il soit repris à la présente diète, S. M. croit devoir annoncer ses sentimens sur un objet aussi intéressant pour la Pologne, par la déclaration suivante :

« Si l'alliance projetée entre la Russie et la Pologne doit avoir pour premier but la conservation de l'intégrité de la Pologne, le roi n'en voit aucune utilité ni nécessité; cette intégrité se trouvant déjà suffisamment garantie par les derniers traités. On ne saurait supposer que S. M. l'impératrice de Russie, ni son allié l'empereur des Romains, voulussent enfreindre les leurs. Il faudrait donc supposer au roi un pareil dessein, et diriger en conséquence contre lui cette alliance.

« S. M. n'ignore pas qu'on a pris à tâche depuis quelque temps d'imprimer une opinion sur ses vues, relativement à l'intégrité des états de

la république, aussi peu convenable à sa droiture qu'à la dignité de sa politique. Le roi peut plutôt provoquer au témoignage la partie saine et éclairée de la nation polonaise, s'il n'a pas pris tous les soins possibles pendant la durée de son règne de maintenir une bonne amitié et le meilleur voisinage avec elle, et s'il est arrivé la moindre chose qui puisse faire juger ou soupçonner du contraire.

« Le roi ne peut donc pas se dispenser de réclamer et de protester solennellement contre le but de la susdite alliance, si elle doit être dirigée contre S. M., et elle ne pourrait la regarder dans ce cas que comme tendant à interrompre la bonne harmonie et le bon voisinage établis entre la Prusse et la Pologne par les traités les plus solennels.

« Si en second lieu cette alliance doit être dirigée contre l'*ennemi commun;* si l'on entend sous cette qualification la Porte ottomane, le roi ne peut pas se dispenser, par amitié pour la république de Pologne, de lui représenter que la Porte ottomane ayant toujours religieusement ménagé les états de la république pendant tout le cours de la présente guerre, les suites les plus dangereuses ne manqueraient pas de s'ensuivre tant pour les états de la république que pour ceux de S. M. prussienne qui les avoisinent, si la Pologne venait à contracter des liaisons qui

autorisassent la Porte à voir dans la Pologne un ennemi, et à l'inonder de ses troupes, peu accoutumées à la discipline militaire.

« Tout bon et éclairé citoyen de la Pologne sentira aisément combien il serait difficile, sinon impossible, de défendre sa patrie contre un ennemi si proche, aussi formidable et aussi heureux. Il comprendra en même temps, que par une démarche de cette nature, les moteurs du projet d'une alliance contre la Porte, seraient aussi ceux qui, selon le dispositif de l'article VI du traité conclu en 1773 entre la Prusse et la république, dispenseraient le roi de garantir à la république l'intégrité de ses états; les guerres entre la Pologne et la Porte ottomane étant expressément exceptées dans le susdit traité.

« L'alliance projetée ainsi entre la Russie et la Pologne entraînerait donc la république immanquablement et sans aucun but de nécessité, dans une guerre ouverte, avec un de ses meilleurs voisins, mais en même temps le plus dangereux ennemi. Elle priverait la république de l'assistance et de la garantie du roi, sans lui en présenter une meilleure et plus suffisante.

« Le roi ne saurait donc être indifférent au projet d'une alliance aussi extraordinaire, qui menacerait non seulement la république de Pologne, mais aussi ses propres états, aussi voisins de la Pologne, du plus grand danger, et ne

manquerait pas d'étendre le feu de la guerre et de causer un embrasement général.

« Le roi ne trouve pas à redire que la république de Pologne augmente son armée, et mette ses forces militaires dans un état plus respectable, mais il donne à considérer aux bons citoyens de la Pologne, si l'on ne pourrait pas, dans les circonstances présentes, abuser d'une augmentation quelconque de l'armée polonaise; entraîner la république contre son gré dans une guerre qui lui est absolument étrangère, et par conséquent amener des suites désagréables.

« Le roi se flatte que S. M. le roi de Pologne, et les États de la sérénissime république, assemblés dans la présente diète, voudront prendre en mûre considération tout ce que S. M. vient de leur faire représenter dans les vues et par les principes de la plus sincère amitié, et pour le véritable bien et intérêt commun des deux états, si étroitement liés par des liens indissolubles d'alliance permanente et éternelle.

« S. M. espère de même, que S. M. l'impératrice de Russie ne refusera pas son suffrage à des motifs aussi justes et aussi conformes au véritable bien-être de la nation polonaise; et elle s'attend par conséquent avec confiance, qu'on fera abstraction de part et d'autre, du projet d'une alliance aussi peu nécessaire, mais toujours très dangereuse pour la Pologne.

« Si, contre toute attente, on voulait procéder outre à la conclusion de l'alliance souvent mentionnée, le roi offre également à la sérénissime république son alliance et renouvellement des traités qui subsistent entre la Prusse et la Pologne. S. M. croit pouvoir lui garantir son intégrité aussi bien que toute autre puissance, et elle fera tout ce qui dépendra d'elle pour préserver l'illustre nation polonaise de toute oppression étrangère, et particulièrement d'une attaque hostile de la Porte ottomane, si elle veut suivre son conseil.

« Si, contre toute attente, on ne voulait pas faire attention à toutes ces considérations et offres amicales, le roi, ne voyant plus dans le projet de l'alliance susdite, qu'un projet formé contre S. M., et celui d'entraîner la république dans une guerre ouverte avec les Turcs, et d'exposer, par une suite inévitable, à leurs incursions et hostilités, non seulement les états de la république, mais aussi ceux de S. M. prussienne, il ne pourrait pas se dispenser de prendre les mesures que la prudence et sa propre conservation lui dicteraient, pour prévenir des desseins aussi dangereux pour l'un et pour l'autre état.

« Dans ce cas non espéré, S. M. invite les véritables patriotes et les bons citoyens de la Pologne, à se joindre à elle pour détourner par des mesures sages et communes, les grandes calamités dont leur patrie est menacée. Ils peuvent

s'attendre fermement que S. M. leur accordera tout l'appui nécessaire et l'assistance la plus efficace pour maintenir l'indépendance, la liberté et la sûreté de la Pologne.

« Fait à Varsovie, le 12 octobre 1788.

« *Signé* Louis de Buchholtz. »

J'ai copié en entier cette déclaration, comme un écrit diplomatique de la plus haute importance à cette époque, et qui ne pouvait manquer d'inspirer toute la confiance possible aux Polonais, en leur garantissant de la manière la moins équivoque ce qui était l'objet de leurs vœux. Cette note produisit une très vive sensation sur tous les partis. Les séances de la diète commencèrent à devenir orageuses. L'ambassadeur de Russie sentit la nécessité de donner quelque explication ; il déclara que *l'impératrice n'avait envisagé son alliance avec la Pologne que comme une chose avantageuse pour la république, et qui ne devait effrayer aucun de ses voisins ; que c'était sous ce rapport que l'alliance lui avait été proposée par le roi et le conseil permanent ; qu'elle ne l'avait pas refusée à leurs sollicitations ; mais que du moment que le roi de Prusse en prenait ombrage, elle faisait sans hésiter le sacrifice d'un plan qu'elle eût suivi avec plaisir, et auquel elle renonçait avec regret.*

On conçoit que cette manière de s'expliquer

était faite pour augmenter encore, s'il était possible, la méfiance de la nation envers le roi, et faire réveiller de nouveaux soupçons; car d'après les expressions de cette note, il semblait que ce n'était pas la Russie qui avait recherché l'alliance de la Pologne, mais que le roi avec le conseil permanent, en avaient conçu et présenté le projet.

Huit jours après la déclaration du roi de Prusse, la diète fit une réponse que voici, et qui mérite d'être copiée, comme posant les bases des premiers rapports politiques entre la Prusse et la Pologne.

« Les soussignés, par ordre exprès du roi et des États confédérés de la diète, ont l'honneur de remettre à M. de *Buchholtz*, envoyé extraordinaire de S. M. le roi de Prusse, la reponse qui suit, relative aux sentimens de S. M. le roi de Prusse, exposés dans la déclaration du 12 octobre de l'année courante.

« La lecture de la susdite déclaration de S. M. le roi de Prusse, faite en pleine séance ce 13 octobre, a pénétré les États assemblés, d'une reconnaissance vive et sincère, due à la façon de penser généreuse du roi ami et voisin, qui, en assurant à la Pologne l'intégrité de ses possessions, ajoute à la foi des traités une confiance personnelle, et répond à la haute idée que la nation s'est faite d'un monarque aussi vertueux que puissant.

« Le projet de l'alliance entre la Russie et la

Pologne n'ayant pas été proposé à la diète, d'abord libre, et ensuite confédérée, ne fait pas l'objet de son acte d'union, qui ramène les travaux de l'assemblée, d'après la volonté générale de la nation et du militaire de la république, non dans le système d'une force offensive, mais dans celui d'une force défensive et conservatrice de ses possessions et de l'indépendance de son gouvernement.

« Si, dans la direction déjà déterminée de ces travaux, les États assemblés venaient à recevoir une proposition et un projet d'alliance, la république étant tenue, par la nature même de la diète, à une marche publique, ne serait jamais dans le cas de voiler ses procédés, conformes à l'indépendance de sa souveraineté, aux règles de la prudence, aux principes sacrés du droit public, et à la déférence due aux sentimens d'amitié de S. M. le roi de Prusse.

« La volonté générale, toujours droite et toujours publique, formant l'esprit des délibérations de la diète actuelle, les États assemblés chercheront unanimement à établir dans l'opinion de S. M. le roi de Prusse une idée avantageuse de leurs lumières et de leur patriotisme.

« Varsovie, ce 20 octobre 1788.

« *Les maréchaux de la diète,*

« MALACHOWSKI et SAPIÉHA. »

Dès-lors il n'y eut plus de projet tendant à faire de nouvelles réformes, qui ne fût communiqué au ministre de Prusse, et qui fût ignoré de *Hailes*, ministre d'Angleterre. On décréta l'augmentation de l'armée jusqu'au nombre de cent mille hommes. On établit une nouvelle commission de guerre pour organiser l'armée, et on la rendit indépendante du roi et du conseil. On exigea que l'armée russe ne prolongeât point son séjour en Pologne, sous quelque prétexte que ce fût, et qu'il fût tracé une route militaire pour les troupes qui marchaient vers la Turquie, sans toucher au sol polonais.

Sur ces entrefaites, le comte *de Stackelberg*, ambassadeur de Russie, présenta une seconde note, en date du 5 novembre.

Le ministre y disait entre autres *qu'il s'était imposé jusque-là le silence le plus absolu, et n'avait fait aucune représentation à l'égard des déterminations de la diète, qui, quoiqu'elles aient enfreint la constitution de 1775, concertée avec les trois cours, n'ont pas porté directement atteinte à l'acte de garantie de 1775. Qu'il aurait désiré n'être jamais réduit à la nécessité fâcheuse de protester contre une infraction à la forme du gouvernement, consacrée par l'acte de garantie solennel du traité de 1775. Que c'est cependant l'idée contenue dans différens projets ayant pour but une diète permanente, et par conséquent*

une subversion totale du gouvernement, qui lui prescrit de déclarer que S. M. l'impératrice, en renonçant avec regret à l'amitié qu'elle a vouée à S. M. le roi et à la sérénissime république, ne pourra regarder que comme une violation des traités le moindre changement fait à la constitution de 1775.

Si cette note, à laquelle on répondit avec dignité et modération, occasionna une grande agitation entre tous les partis et fut l'objet d'une discussion animée, l'on éprouva une bien plus vive sensation, lorsque le roi de Pologne, au milieu des débats qui eurent lieu à l'occasion de cette note, chercha à constater que Catherine prenait un grand intérêt à la Pologne, à qui son amitié était essentiellement nécessaire.

Il éleva la voix, pour se faire mieux entendre, et appuya davantage sur le passage suivant : « *Je dis expressément et hautement qu'il n'est pas de puissance à laquelle nos intérêts soient moins contraires qu'à la Russie. Je rappelle à ma nation que c'est à la Russie que nous devons la restitution d'une partie des pays qui nous ont été pris. Que dans les vues de commerce, la Russie nous présente les perspectives les plus avantageuses ; que dans l'intention actuelle d'augmenter les forces de la nation, non seulement la Russie n'y a apporté aucun empêche-*

ment, mais qu'elle y a consenti le plus volontiers. Je dis donc que non seulement nous ne devons pas la provoquer contre nous, et lui témoigner de la mauvaise volonté; mais au contraire, que nous devons tâcher de maintenir avec elle la meilleure intelligence possible. J'ajoute encore, parce que j'en suis convaincu, que faire connaître à l'impératrice que nous sommes bien disposés pour elle, c'est le moyen d'effectuer facilement les améliorations et réglemens que nous voulons établir dans notre pays; tandis qu'au contraire ce serait élever à nos opérations des barrières difficiles à surmonter que de donner des sujets de mécontentement à cette souveraine magnanime.

Ce discours fut applaudi par les partisans russes, et peut-être même par d'autres Polonais, qui, sans l'être, voyaient les choses à cette époque comme le roi les voyait. Il excita un sentiment bien différent et une effervescence générale entre le plus grand nombre des membres de l'assemblée. Le ministre de Prusse en profita pour alimenter la confiance que sa cour avait déjà inspirée. Il présenta, en date du 19 novembre, une autre note dans laquelle il témoignait combien Frédéric-Guillaume était satisfait de voir que la confédération de la diète n'entraînerait pas l'alliance avec la Russie; il insista sur l'opinion

qu'aucune garantie antérieure et particulière ne pouvait empêcher la nation d'améliorer son gouvernement; il déclara que Frédéric-Guillaume serait toujours prêt à remplir envers la république ses engagemens d'alliance et de garantie générale, tendans à assurer son indépendance; mais que d'ailleurs, jamais il ne s'immiscerait dans les affaires intérieures, et ne gênerait la liberté des délibérations.

La diète, dont la plupart des membres désiraient faire des changemens dans la constitution, fut charmée de l'explication donnée, dans la note de *Buchholtz, à la garantie* que la Russie faisait valoir. Dans la réponse qu'elle y fit, en date du 8 décembre, elle releva cette explication, en adoptant comme principe que *la garantie* ne pouvait regarder que son indépendance et ses propriétés, et que même dans ce sens, le seul admissible, il n'y avait que la république qui pût la réclamer; que cette garantie ne pouvait être alléguée en aucun cas par le garant, comme un droit qu'il peut exercer, et encore moins si l'on prétendait l'appliquer à la révision que la république voulait faire de ses lois, et à l'établissement du mode d'administration intérieure qui lui paraîtrait le plus convenable.

Le parti prussien augmentait tous les jours, et l'on conservait des relations intimes avec le ministre de Prusse; cependant plus on voyait

d'objets à discuter et à décider, et moins on était rassuré sur la possibilité de terminer le travail dans l'espace de temps prescrit pour la durée ordinaire des diètes. Celle-ci devait finir, d'après les bruits répandus par le parti de l'opposition, avec le mois de décembre, ce qui alarmait les espérances des patriotes. Pour écarter toute incertitude, et prévenir les tentatives des malveillans, il fut proposé, à la séance du 29 novembre, de prolonger la diète à un temps indéfini, et le projet passa sans grandes contestations.

CHAPITRE II.

A la séance du 4 décembre 1788, on parla ouvertement d'alliance avec la Prusse, la Suède, la Hollande et l'Angleterre. Pour la première fois, on se prononça dans plusieurs discours avec force et véhémence contre la Russie et la cour de Vienne. Il y eut des nonces qui exprimèrent leur sentiment avec chaleur pour l'alliance avec le roi de Prusse, qui était approuvée et conseillée par les puissances amies de la Pologne.

Le ministre de Suède remit une note au nom de son souverain, dans laquelle il disait *que S. M., qui a toujours pris et prend encore plus*

dans ce moment un intérêt sincère au bien et à l'indépendance du roi et de la république, voit avec satisfaction un prince aussi puissant que le roi de Prusse prendre à cœur son indépendance. S.M., qui, à l'exemple de ses prédécesseurs, ne peut que s'intéresser vivement au sort d'une nation noble et généreuse qui se trouve liée avec elle par des intérêts communs, saisira avec empressement toutes les occasions de lui témoigner ses sentimens, et de se réunir avec elle pour une défense commune.

Cependant la plus sage partie de l'assemblée était persuadée que l'on ne pouvait s'occuper d'un traité d'alliance avant d'avoir réformé les abus du gouvernement, et de l'avoir consolidé par de bonnes institutions. La prolongation de la durée de la diète en offrait la facilité; il ne s'agissait que de savoir en profiter, et malheureusement on n'en profita point comme on aurait pu le faire.

Ce ne fut que le 7 septembre 1789 qu'on nomma une députation chargée de réformer différentes branches de l'administration, et de présenter des bases pour le projet d'une nouvelle constitution. La loi qui prescrivait cette nomination déclarait que la députation devait être composée de onze membres, dont le roi nommerait cinq entre les ministres et sénateurs, et la chambre des nonces six, tous distingués par leur âge,

leur expérience, leur patriotisme, ou leurs talens.

Voici les noms de ceux qui formèrent cette députation : *Krasinski*, évêque de Kamieniec; *Potocki*, maréchal de Lithuanie; *Oginski*, grand-général de Lithuanie; *Chreptowicz*, vice-chancelier de Lithuanie; *Kossowski*, vice-trésorier de la couronne; *Suchodolski*, nonce de Chelm; *Moszczenski*, nonce de Braclaw; *Dzialynski*, nonce de Posnanie; *Sokolowski*, nonce d'Inowroclaw; *Wawrzecki*, nonce de Braslaw; *Weyssenhoff*, nonce de Livonie.

Il est vrai que jusqu'à ce terme du 7 septembre, l'on n'avait pas été toujours dans une inactivité absolue; mais peu d'objets d'une importance majeure furent décidés. On cassa le conseil permanent, créé et maintenu jusqu'alors par la Russie, et ce fut un des événemens les plus marquans, ou plutôt une des démarches les plus hardies de l'assemblée dans les premiers jours de janvier. On décréta à l'unanimité de faire un emprunt de dix millions pour le trésor de la couronne, et de trois millions pour la Lithuanie. Au reste, on perdit beaucoup de temps pour le procès de *Poninski*, et en discussions minutieuses sur beaucoup d'objets peu importans.

Les partisans russes, qui se réjouissaient de la lenteur des opérations de la diète, faisaient souvent naître des discussions pour aigrir et con-

trarier les patriotes. Ils profitaient de cet avantage, afin de semer la mésintelligence entre les différens partis qui ne s'étaient pas encore définitivement prononcés; et, sous le masque du patriotisme, ils déclamaient contre Frédéric-Guillaume et ses ministres dans l'intention d'inspirer envers eux des soupçons et de la méfiance.

Si l'on avait voulu écouter les bons et vrais patriotes, qui observaient les événemens sous leur véritable point de vue; si on avait pressé les opérations de la diète, et proclamé la constitution du 3 mai 1791 dix-huit mois plus tôt, la Pologne était sauvée. Elle aurait eu le temps de consolider son gouvernement, et de se renforcer depuis 1789 jusqu'à 1792; elle n'aurait pas perdu tous les avantages d'une alliance offerte bien sincèrement à cette époque par le roi de Prusse; elle n'aurait pas laissé à la Russie le temps de faire la paix avec les Turcs et la Suède; et elle aurait prévenu ce rapprochement de la Russie à la Prusse, motivé en 1792 par les troubles intérieurs de la France. C'est ce rapprochement qui changea tout-à-fait les intentions de Frédéric-Guillaume à l'égard de la Pologne, qui altéra son caractère et sa manière de penser, et qui souleva et arma presque toute l'Europe contre la France, sans produire d'autre effet que d'augmenter le fanatisme révolutionnaire, d'exaspérer les esprits, et d'exposer la France à toutes les horreurs de

l'anarchie. Je n'ai pas besoin d'ajouter que c'est à ce rapprochement que la Pologne a dû la confédération de Targowica, un nouveau partage, une révolution honorable mais malheureuse, et sa disparition totale du rang des puissances de l'Europe.

Un nonce de Lithuanie, *Korsak*, qui, sans avoir les talens distingués de beaucoup de ses collègues, avait leur patriotisme, leur dévouement et beaucoup de bon sens, s'écriait souvent dans ses discours prononcés à la diète : *De l'argent et une armée ! voilà les deux seuls objets dont nous devons nous occuper!* Il avait raison, mais on ne l'écouta pas.

On avait nommé une nouvelle députation des affaires étrangères, avec la précaution de n'y placer personne de suspect. On décida à la séance du 9 décembre, d'envoyer des ministres à Constantinople, en Suède, en Danemarck, en Hollande, à Berlin, à Dresde, en Espagne, à Londres, à Paris.

Sur la fin de 1789, on fit part à la diète d'une lettre de Frédéric-Guillaume, par laquelle ce prince offrait à la république son amitié et lui demandait la sienne, en lui exprimant ses vœux de la voir heureuse et puissante. Il lui témoignait le désir, qu'il disait aussi être celui de l'Angleterre et de la Hollande, de former avec la Pologne des liaisons qu'aucune intrigue ne pût troubler.

Dans cette vue, il souhaitait que la forme du gouvernement qu'on allait lui donner, fût établie et fixée le plus tôt possible, parce que de cette forme devait dépendre à l'avenir le bonheur de la nation.

La députation des affaires étrangères, en communiquant cette lettre à la diète, y ajouta le rapport d'une conférence qu'elle avait eue avec les deux ministres de Prusse et d'Angleterre. *Lucchesini*, qui avait remplacé *Buchholtz* depuis le 27 avril 1789, disait et répétait que le roi de Prusse voyait pour la Pologne plus d'avantages politiques dans l'établissement d'un bon gouvernement, que dans une armée formidable avec une constitution qui laisserait la république exposée à des discussions ou à des révolutions continuelles. *Hailes* appuyait cette opinion; et la députation ayant demandé à ces deux ministres s'ils approuvaient que leurs opinions, leurs déclarations et leurs expressions fussent rapportées à la diète, *Lucchesini* répondit sans hésiter : *Je pense même que nous avons le droit de le demander, afin que nous et nos cours ne demeurions pas plus long-temps incertains sur le sort de la Pologne.*

Depuis ce rapport, l'on ne parla plus que de dresser les articles fondamentaux d'une nouvelle constitution. L'on trouvait, à la vérité des obstacles qui paraissaient insurmontables, et on mettait en avant la question, si la diète pouvait

fixer ces points élémentaires, avant d'y être autorisée formellement par la nation. Mais enfin les discours persuasifs de plusieurs membres de la diète, et principalement celui du maréchal de Lithuanie, *Ignace Potocki*, prévalurent dans l'assemblée; et après que le roi lui-même se fut laissé entraîner par l'opinion qui devenait générale, quant à la nécessité de s'occuper de changemens tendans à améliorer la forme du gouvernement, il parut un projet de réforme pour la constitution, composé de huit articles intitulés *Principes pour l'amélioration de la Constitution.* Les voici, tels qu'ils ont été soumis à l'examen de la diète:

Art. I. De l'obligation réelle où est la nation d'assurer et conserver la liberté, la propriété et l'égalité individuelle des citoyens, résultent les droits et pouvoirs suivans, propres à la nation: 1°. de faire des lois, et de ne se soumettre qu'à celles qu'elle aura statuées; 2°. de régler les titres de la monnaie, les impôts, les dépenses du trésor public, d'en inspecter l'emploi, et de s'en faire rendre compte; 3°. de contracter avec les puissances étrangères, de faire les traités de paix et d'alliance, et de déclarer la guerre; 4°. de surveiller le grand-conseil (straz) et les autres pouvoirs exécutifs, qui doivent à la nation responsabilité de l'exercice de leurs pouvoirs; 5°. enfin, d'élire ses rois, le grand-conseil, les juges de la

diète, et autres pouvoirs publics, connus sous la dénomination de *Commissions de la république*.

II. La nation confie ses droits et ses devoirs propres à elle, à ses nonces, députés à la diète; et elle se rassemble à cet effet en diétines anti-comitiales, où les citoyens propriétaires fonciers et hypothécaires et leurs enfans ont droit de voter pour l'élection de leurs nonces ou plénipotentiaires, et même pour les instructions en fait de législation, en rendant les nonces responsables de leur conduite aux diétines de relation.

III. Et pour que le pouvoir de la nation ainsi confié soit toujours en état de surveiller et d'agir, dorénavant la diète sera toujours prête dans l'intervalle de deux ans, c'est-à-dire qu'après la période des diètes ordinaires écoulée, les nonces reviendront aux diétines de relation rendre compte de leur gestion, où, d'après leur conduite, ils pourront être changés ou confirmés, avec le pouvoir suprême, dans tous les cas et besoins extraordinaires de la république; et dès-lors la diète, toujours prête, pourra être et sera nécessairement convoquée : 1°. dans tous les cas urgens concernant le droit des gens; 2°. dans ceux d'une révolution interne de la république, ou dans son gouvernement, par la collision des pouvoirs publics; 3°. dans le danger évident d'une disette générale; 4°. dans celui de la mort du roi, ou de grave maladie. Dans les cas sus-

mentionnés, tous les arrêtés de la diète ne feront cependant jamais partie du Code des lois civiles, criminelles et politiques; mais ils obligeront à l'obéissance, tant les différens corps du gouvernement que tous les sujets de la république, comme édits émanés du pouvoir suprême de la diète, et auront force d'obligation, jusqu'à leur abrogation par les diètes ordinaires.

IV. La volonté de la nation, dans l'exercice du pouvoir législatif, sera dorénavant manifestée par l'uniformité ou la pluralité des instructions. L'unanimité sera requise pour les lois cardinales; les trois quarts d'instructions pour les lois politiques; les deux tiers pour les impôts; leur simple pluralité pour les lois civiles et criminelles.

V. Dans la surveillance du grand-conseil, des commissions de la république dans leurs différentes élections, les membres de la diète suivront les règles prescrites par la future constitution; mais quant à la conclusion des traités, alliances, déclarations de guerre, la pluralité des trois quarts des membres de la diète sera décisive.

VI. La nation mettant dans la même balance la bonté des lois et leur exécution, indépendamment du pouvoir judiciaire des tribunaux suprêmes, des commissions palatinales et des commissions de la république, reconnaît le besoin d'une inspection et d'une exécution générale et

uniforme, tant pour les affaires internes qu'étrangères, et confie cette tutelle suprême dans les mains du roi et de son conseil (straz), dont les personnes qui le composeront seront responsables à la diète, sans pouvoir y voter.

VII. Les magistratures, les pouvoirs exécutifs, étant sujets à responsabilité, ont besoin non seulement d'être surveillés, mais même poursuivis, en cas de prévarication. Les jugemens de la diète, distincts du pouvoir législatif, seront conservés. Ce tribunal sera circonscrit dans ses bornes, et fixé dans sa procédure.

VIII. Après que sur ces bases la constitution aura été fixée, il sera garanti que les diètes confédérées n'auront et ne pourront plus avoir lieu, ne seront plus licites, et qu'en cas d'une législation confédérée, l'union et les lois de la confédération ne seront jamais obligatoires.

Après plusieurs séances, ces huit articles furent acceptés à l'unanimité. Cependant ils ne répondaient pas encore à l'intention de ceux qui auraient voulu déterminer de suite l'hérédité du trône, pour empêcher à l'avenir tous les abus que les élections des rois avaient introduits en Pologne; mais c'était un point difficile à toucher; les avis furent partagés, et les plus vives contestations s'élevèrent à ce sujet.

Les anciens préjugés, l'usage existant depuis tant de siècles, l'incertitude sur le choix d'une

famille à qui l'on pût confier le trône héréditaire, l'obligation de renoncer au privilége qu'avait chaque noble de pouvoir aspirer à la couronne, tous ces motifs parlaient en faveur du trône électif. Mais le temps, qui mûrit tout, amena, quoique plus tard, ce changement, qui était sans doute le plus important dans l'organisation du gouvernement polonais, et celui dont l'adoption fut le plus contestée dans le commencement.

Le roi de Pologne, qui avait juré par les *pacta conventa* de ne faire aucune démarche pour rendre le trône successif, jouait, au milieu de ces discussions, un rôle passif avec d'autant plus de raison, qu'il était persuadé de ne voir aucun membre de sa famille appelé pour lui succéder. Cependant, lorsqu'on lui demandait son avis, et qu'on le consultait sur le choix de celui qu'on devait nommer de son vivant, pour régner après lui, il disait, et je le lui ai entendu répéter : *Je sais que le soleil levant obscurcira mon soleil couchant; mais je suis persuadé que les interrègnes, depuis que la couronne est élective, ont amené la Pologne à sa décadence.*

Un autre point ne paraissait guère plus facile à adopter : c'était la demande des bourgeois, d'être admis au rang des citoyens. Jusque-là la noblesse seule avait gouverné exclusivement; les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire étaient entre les

mains des nobles. L'on verra dans la suite, et certes c'est un des réglemens qui ont fait le plus d'honneur à la diète, que cette assemblée, composée de nobles seuls, qui, sans être contraints par d'autres considérations que celle de la justice et des avantages qui résulteraient pour l'état, se dépouilla spontanément de ses priviléges exclusifs, pour les faire partager aux habitans des villes. Il n'y a pas de doute que, si cette diète n'avait pas été interrompue et limitée à jamais, l'esclavage des paysans aurait disparu; car on avait pris les mesures les plus sages pour préparer, amener insensiblement cette crise, sans occasionner une violente secousse, et sans attenter aux droits des propriétaires nobles. C'est ainsi que, lorsque dans d'autres pays le tiers-état cherchait par des révolutions sanglantes à arracher à la noblesse ses droits, et à détruire l'aristocratie, le corps de la noblesse en Pologne allait au contraire au-devant des vœux des autres classes, et ne consultait que l'intérêt et le bien-être de l'état.

En général l'esprit des membres de l'assemblée était bon, et les intentions pures. La plus grande partie désirait de renverser l'oligarchie, et constituer une monarchie sous laquelle une nation pût jouir de son indépendance politique, et d'une sage liberté. Ceux qui pensaient différemment étaient en petit nombre. Cependant l'on dispu-

tait sur les formes, et les discussions étaient vives, car les objets que l'on soumettait à la décision de l'assemblée n'avaient guère occupé les diètes précédentes, et par conséquent paraissaient sous une forme neuve et étrangère.

Il n'en fut pas de même lorsqu'il s'agit d'impôts et d'offres patriotiques; on détermina sans contradiction que les nobles payeraient le dixième de leurs revenus, et les possesseurs des starosties la moitié. Dans le temps que les nobles se taxaient sans ménagement pour subvenir aux besoins de l'état, on décida que les habitans de la campagne seraient épargnés et qu'ils ne payeraient pas plus qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors. Outre les impôts que l'on décréta, les habitans les plus opulens des trois provinces de la Grande-Pologne, de la Petite-Pologne et de la Lithuanie, firent des dons très considérables au trésor public, et le roi même suivit cet exemple : le clergé fit aussi de son côté des sacrifices assez marquans.

Le 30 décembre, la diète fut prorogée au 3 février 1790, et les maréchaux furent chargés d'adresser des universaux à tous les palatinats, pour les informer de ce qui avait été décidé et fait.

Pendant ce temps, la Russie avait déclaré par son ministre à Berlin, qu'elle ne mettrait pas d'obstacle à l'alliance de la Prusse avec la Po-

logne. Le ministre de Prusse donna une communication officielle de cette déclaration à la diète. Bientôt après il communiqua aussi à la députation des affaires étrangères, que le roi de Prusse agréait le projet de réforme adopté par la diète; qu'il était prêt à offrir une alliance défensive; qu'il proposait une diminution de moitié sur les droits que ses douanes percevaient sur l'exportation des productions de la Pologne; mais il ne dissimula pas que Frédéric-Guillaume désirait la souveraineté de Thorn et de Dantzick avec une portion de son territoire, et qu'il serait disposé à donner une compensation convenable et avantageuse à la Pologne.

La diète voyait la nécessité de l'alliance proposée : les avis furent partagés. Plusieurs membres voulaient conserver la neutralité; d'autres se prononçaient contre la neutralité; mais après avoir assuré l'indépendance de la nation, et pour l'obtenir, ils regardaient l'alliance d'une grande puissance comme indispensable. Quelques uns voulaient que le traité de commerce accompagnât celui d'alliance; d'autres prétendaient que le traité d'alliance devait être conclu avant tout, et qu'il fallait se donner le temps nécessaire pour discuter et terminer définitivement au gré et à l'avantage des deux parties, le traité de commerce. Cet avis prévalut, et les antagonistes du parti prussien se réjouirent de voir que les négo-

ciations pourraient être prolongées, que les obstacles et les difficultés seraient multipliés et qu'on ménagerait par là assez de temps à la Russie pour s'entendre avec le roi de Prusse.

Cependant *Lucchesini*, en faisant la proposition au sujet de Thorn et de Dantzick, ajoutait qu'il avait l'ordre du roi de s'en désister en cas qu'il trouvât de l'opposition et des difficultés; il n'insistait donc essentiellement que sur les traités d'alliance et de commerce.

Le ministre d'Angleterre, *Hailes*, appuyait toutes les propositions de la cour de Berlin, et promettait de grands avantages du traité de commerce.

Le roi de Pologne, persuadé enfin que la majorité de l'assemblée était prononcée pour le système prussien, et entraîné par les représentations de *Lucchesini*, fit l'éloge du roi de Prusse dans le discours qu'il prononça lors de la discussion au sujet du traité d'alliance, résuma tout ce qui avait été dit pour et contre, et déclara qu'il se rangerait du côté de la majorité. Cet avis du roi diminua encore le parti de l'opposition, et *Lucchesini* en profita pour faire une communication confidentielle : « Que la Russie « avait proposé au roi de Prusse de le mettre en « possession de la Grande-Pologne, s'il voulait « rester neutre dans la guerre contre les Turcs. » Cette révélation, qui passa de bouche en bouche,

réduisit tous les membres de l'opposition au silence, et l'alliance avec la Prusse fut décrétée à la séance du 15 mars, presqu'à l'unanimité. Immédiatement après, on s'occupa de la rédaction du traité, qui fut signé le 29 mars et ratifié le 5 avril.

C'est après la ratification de ce traité, et lorsque les discussions commencèrent au sujet du traité de commerce, que je reçus l'ordre de presser mon départ pour ma mission en Hollande.

Un an auparavant, lorsqu'il était question de nommer des ministres pour les cours étrangères, on m'avait proposé successivement l'ambassade de Constantinople, la mission d'Angleterre et celle de Suède. Je les avais refusées, parce qu'à cette époque je ne voyais pas encore les affaires prendre une consistance assurée. Je trouvais de l'exaltation d'un côté, de la mauvaise volonté et des entraves de l'autre. Il me semblait que l'on entreprenait de vastes plans, avec de faibles moyens d'exécution.

Je ne savais ce que des ministres polonais pouvaient opérer près des cours étrangères, tandis que la Pologne n'ayant pu se soustraire encore à la tutelle des puissances qui l'avaient partagée, était faible, sans armée, sans trésor, et sans forme de gouvernement solidement organisé.

Je partageais l'enthousiasme des bons citoyens; j'admirais leur zèle, leur énergie, leurs talens. Mais, voyant l'assemblée divisée en différens partis, et les habitans de la capitale et des provinces partageant ces différentes opinions; en outre, observant la lenteur des opérations de la diète et les sourdes menées des intrigans qui cherchaient à déranger son travail, je m'affermis dans la résolution de ne point accepter de mission auprès d'une cour étrangère, espérant pouvoir être plus utile à mon pays sans le quitter.

Cependant, plusieurs mois après, vers la fin de l'année 1789, on nomma *Pierre Potocki* ministre à Constantinople; *George Potocki*, en Suède; *Adam Rzewuski*, en Danemarck; le prince *Joseph Czartoryski*, à Berlin; *Nepomuc Malachowski*, à Dresde; *Thadée Morski*, en Espagne; *François Bukaty*, à Londres; *Stanislas Potocki*, à Paris; et l'on me choisit pour la mission de Hollande.

La nouvelle m'en fut apportée par un courrier à ma campagne, en Lithuanie. Je me rendis incessamment à Varsovie, ne pouvant ni ne devant refuser le poste que l'on me désignait à une époque où les affaires avaient bien changé de face, et où tout concourait à relever les espérances de mes compatriotes.

Je ne demandai que le temps nécessaire pour régler mes affaires de famille; et, après avoir

reçu des instructions et mes lettres de créance, je quittai le pays au mois de juin.

CHAPITRE III.

J'ARRIVAI à Breslau le 21 juin 1790. Un calme parfait régnait en apparence dans cette ville; mais tous les esprits étaient inquiets et incertains sur les résultats des préparatifs militaires de Léopold et de Frédéric.

Le prince *Jablonowski*, envoyé de Pologne à la cour de Berlin, attendait depuis quelques jours un courrier qui déterminât le moment de son départ pour Reichembach, où l'on s'attendait à avoir un congrès. Le prince *Reüss*, ministre d'Autriche, le baron de *Rheede*, envoyé de Hollande, et *Ewart*, envoyé d'Angleterre, étaient tous dans la même attente.

Le ministre d'Angleterre m'informa que Léopold venait d'écrire une lettre amicale au roi de Prusse, en déclarant qu'il accepterait avec plaisir toutes les propositions qui lui seraient faites; et par conséquent on présumait que tout s'arrangerait à l'amiable. Ce n'était pas l'opinion du comte *Woyna*, envoyé de Pologne à la cour de Vienne, qui, dans sa correspondance avec le

prince *Jablonowski*, lui disait ouvertement que Léopold ne voulait entendre aucune proposition au sujet de la cession d'une partie de la Gallicie à la Pologne, pour l'indemniser au cas qu'elle cédât Thorn et Dantzick au roi de Prusse, et que la guerre était inévitable; car, quoique Léopold répugnât à la faire, ses ministres, et principalement le prince *Kaunitz*, employaient tous les efforts possibles pour l'y déterminer.

Le 22, je rendis mes visites de devoir à tous les ministres, ainsi qu'au comte *de Hoym* et au prince *de Hohenlohe*, coadjuteur de l'évêché de Breslau. Je devais prolonger mon séjour dans cette ville, pour remplir les instructions particulières que j'avais reçues, d'observer, en passant par la Silésie, la marche des négociations des ministres autrichiens et prussiens, sans avoir l'air d'y être autorisé. Mais des ordres postérieurs me firent accélérer mon départ, comme je le dirai plus bas.

J'appris par le prince *Jablonowski* que M. *de Hertzberg* avait témoigné le désir de me voir à mon passage pour la Hollande; qu'il me conseillait de me présenter au roi de Prusse avant de me rendre au lieu de ma destination, et qu'il se chargeait de me conduire lui-même au quartier-général.

Ce projet me convenait. Je partis le 23 pour

me rendre à Reichembach. J'y fus très bien reçu par M. *de Hertzberg ;* mais je vis avec peine que ce premier ministre du roi notre nouvel allié, avait en général des idées très défavorables de la nation polonaise. Toutes les questions qu'il me fit relativement à la diète de Varsovie, l'opinion qu'il manifesta sur différens individus marquans à cette diète, et la mauvaise humeur qu'il ne put cacher contre les entraves que l'on avait mises pour la conclusion d'un traité de commerce entre la Prusse et la Pologne, me firent connaître qu'il n'aimait pas les Polonais. Il tenait à leur alliance pour suivre le système qu'il avait adopté, d'affaiblir l'Autriche, de procurer Thorn et Dantzick à la Prusse, et de se prêter à l'impulsion du cabinet de Londres. Dans cette vue, le ministre *Ewart* ne cessait de travailler son esprit, en appuyant sur la nécessité et les avantages de la ligue anglo-prussienne.

Quant au roi de Prusse, il semblait que réellement il portât de l'estime et de l'affection à la nation polonaise. Ce prince, jusqu'à cette époque, s'était fait connaître d'une manière avantageuse, et avait développé des sentimens de loyauté qui lui avaient concilié l'estime et la considération générale. C'est à l'opinion publique à prononcer si sa conduite ultérieure à l'égard de cette même Pologne n'a pas terni son règne, et si le changement notable qui a eu lieu

depuis dans sa manière de penser et d'agir, n'a pas dû effacer l'impression favorable que son règne aussi noble que brillant dans les commencemens avait inspirée.... Ce qu'il y a de certain, c'est qu'alors il faisait naître le désir de le connaître personnellement; et l'idée de lui être présenté m'avait d'autant plus flatté, que j'allais remplir la fonction de ministre dans une cour où la sœur de Frédéric-Guillaume était à la tête du gouvernement.

M. *de Hertzberg* me dit qu'il attendait incessamment le prince *Reüss*, ainsi que M. *Spielmann*, qui devaient arriver de Vienne, et qu'il verrait s'il ne serait pas possible de faire quelque négociation avantageuse pour la Pologne, dont il ne séparait plus les intérêts de ceux de la Prusse.

J'aperçus cependant qu'il n'était pas très satisfait des réponses qu'il avait reçues de Vienne. Il me fit observer que ne pouvant quitter son poste ce jour là ni le jour suivant, il croyait que si je ne voulais pas m'arrêter à Reichembach, je pourrais aller seul à Schönewald où se trouvait le roi, qui me verrait avec plaisir, et m'offrit une lettre à l'adresse du général *Kökeritz*, aide-de-camp de S. M., qui se chargerait de me présenter.

Je partis incessamment pour Schönewald, éloigné de deux milles de Reichembach. Je trouvai les environs de ce village couverts de troupes

d'une belle tenue. Le roi était à deux lieues de la frontière, faisant tous les jours le tour du camp, et passant le reste du temps à travailler chez lui. Comme j'arrivais à Schönewald après dîner, et à l'heure où le roi sortait ordinairement à cheval pour faire sa tournée habituelle, et que l'on ne put m'informer à quelle heure il rentrerait, ce qui arrivait souvent fort tard, je me contentai de faire parvenir la lettre de M. *de Hertzberg* au général *Kökeritz*, et j'allai en attendant au village d'Olbersdorf, que l'on avait destiné pour quartier au grand-général *Oginski*, à un mille de Schönewald. J'y fus atteint par une estafette expédiée de Breslau avec des lettres de Varsovie qui m'intimaient l'ordre positif de ne pas m'arrêter en Silésie, mais de poursuivre immédiatement ma route pour La Haye. Ignorant ce qui avait pu motiver cet ordre inattendu, et craignant que l'on ne me blamât à Varsovie d'avoir désiré me faire présenter au roi, je cherchai quelque prétexte pour partir ce soir même, et je quittai Olbersdorf sans voir le roi, qui envoya quelques heures plus tard son aide-de-camp, pour me faire inviter à venir dîner chez lui le lendemain, et qui fit depuis des reproches à mon oncle, de ne pas m'avoir engagé à rester; mais j'étais déjà loin.

Comme on a cherché à donner différentes interprétations à ce brusque départ, j'ai cru devoir

en faire connaître la véritable raison, et sans doute il ne pouvait y en avoir d'autres.

Je revins à Breslau dans la matinée du 25, et le même jour au soir, je suivis la route de Dresde.

Avant mon départ de Breslau, *Ewart* me fit entendre que, d'après les dernières nouvelles du cabinet de Vienne, on commençait derechef à croire à la possibilité de la guerre, qui pourrait éclater même sous peu de jours; mais il ajouta que le roi de Prusse, ne voulant point compromettre ni exposer les Polonais, n'exigerait point les secours qu'ils devaient lui fournir d'après le traité, afin de les mettre dans le cas de garder une neutralité parfaite.

Le 26, en passant par Liegnitz, je rencontrai les gardes royales de Potsdam qui prenaient leur direction vers Schönewald. Je vis aussi chemin faisant différens corps de troupes qui marchaient vers la frontière de la Bohême, pour compléter l'armée, qu'on croyait devoir être forte de cent mille hommes.

Cependant, malgré tous ces armemens et les difficultés que présentaient les ministres des deux cours pour trouver des voies conciliatrices, leurs souverains s'entendirent par une correspondance particulière, et le résultat des conférences de Reichembach fut la convention signée le 27 juillet 1790.

Cet acte diplomatique a beaucoup influé sur la marche des affaires en Pologne. Il ne s'agissait plus de faire avoir la Gallicie, comme on l'avait projeté, en indemnité de Thorn et de Dantzick, que le roi de Prusse convoitait: Léopold avait eu quelques avis que la Russie elle-même avait mis ce projet en avant, pour le punir du désir qu'il annonçait de discontinuer la guerre contre la Turquie. Elle voulait lui faire perdre la Gallicie, et se rattacher la Prusse en lui faisant avoir Thorn et Dantzick, que les Polonais auraient cédés volontiers pour recouvrer leurs provinces anciennement envahies par l'Autriche. Léopold crut pouvoir parer le coup en entrant en pourparler avec le roi de Prusse, et lui offrant sa médiation pour lui faire avoir Thorn et Dantzick, moyennant quelques avantages qui lui seraient assurés. Quoiqu'il n'y eût eu que des ouvertures confidentielles à cet égard entre les ministres de Vienne et de Berlin, le comte *Woyna*, ministre de Pologne, se crut obligé d'annoncer à sa cour ce qui était parvenu à sa connaissance; c'est qu'il s'agissait d'un arrangement d'après lequel le roi de Prusse promettait d'étendre les frontières de la Gallicie aux dépens de la Pologne, si l'empereur lui facilitait la cession de Thorn et de Dantzick.

L'on connaît la déclaration officielle que le

roi de Prusse fit paraître dans le temps par son ministre, pour donner un démenti à ces nouvelles, qui avaient répandu l'alarme entre les membres de la diète.

Il écrivait aussi au comte *de Goltz*, son ministre, qui remplaçait alors momentanément *Lucchesini* : *Je ne puis vous donner assez à connaître mon étonnement de ce qu'un pareil bruit a pu parvenir en Pologne, et plus encore de ce que, quand il m'attribue de pareilles vues, on ait pu y ajouter la moindre croyance. Ma volonté est que vous garantissiez sur-le-champ en mon nom la fourberie et la fausseté d'une pareille nouvelle, et que partout et dans toutes les occasions, vous déclariez d'une manière positive et solennelle que c'est un bruit uniquement inventé par la méchanceté pour semer la discorde entre la diète et moi, et exciter contre moi la défiance de la nation. J'affirme hardiment que personne n'est en état d'apporter la preuve la plus légère qu'il se soit rien passé entre la cour de Vienne et moi qui puisse justifier un pareil soupçon, et que non seulement il n'a été question en aucune manière d'un nouveau partage de la Pologne, mais que je serai moi-même le premier à m'y opposer.*

Cependant, les conférences de Reichembach, en rapprochant les deux cours de Vienne et de Berlin, devaient nécessairement faire re-

naître les soupçons et les inquiétudes des Polonais.

Léopold, voyant les Pays-Bas en pleine insurrection et la Hongrie menaçant de recouvrer son indépendance, sentait l'impossibilité de faire rentrer le premier de ces états dans le devoir, sans y employer la force, et de contenir les Hongrois avant d'avoir terminé la guerre avec la Turquie.

Il savait que la Porte était excitée à continuer cette guerre par la cour de Prusse, qui venait de faire signer un traité d'alliance par son ministre à Constantinople; il n'ignorait pas que cette même cour pouvait l'empêcher de faire avancer une armée dans les Pays-Bas. Il sentit donc le besoin de fermer l'oreille aux représentations du prince *de Kaunitz;* et d'ailleurs, son esprit doux et pacifique répugnait à une nouvelle guerre.

Le roi de Prusse ne fit pas difficulté de consentir à ce que Léopold fît passer des troupes dans les Pays-Bas, mais à condition que cette province ne serait pas traitée en pays conquis, et qu'elle conserverait ses anciennes institutions. La seconde clause qu'il imposait, était celle de conclure un armistice avec la Turquie, pour traiter d'une paix qui restituerait aux Turcs toutes les conquêtes faites sur eux par les Autrichiens.

Dans toutes ces négociations, il ne fut donc

plus question de la Pologne, et ce rapprochement des cours de Vienne et de Berlin ne pouvait qu'être un triste présage pour elle.

Après la signature de la convention, les Autrichiens se mirent incessamment en marche vers les Pays-Bas, où la révolution fut terminée en peu de temps, et les préliminaires avec la Turquie furent signés à peu près selon la teneur de la convention.

Je reviens à mon voyage. La route que j'ai suivie par Dresde, où je m'arrêtai quelques jours, Leipzick, Halberstadt, Brunswick et Hanovre jusqu'en Hollande, ne fournira aucun détail, car j'ai supprimé dans ces Mémoires toute la partie descriptive de mes voyages dont j'ai fait un recueil séparé. J'étais privé de nouvelles politiques et surtout de celles de mon pays pendant quelque temps, mais j'allais m'en dédommager en arrivant à La Haye, que l'on appelait à juste titre l'observatoire des diplomates. J'arrivais à une époque où les nouvelles devaient fourmiller de tous côtés. Je m'approchais du théâtre de la révolution française, et de celle des Pays-Bas. J'étais assez charmé, à l'âge de vingt-quatre ans, de voir de près des événemens dont les descriptions avaient exalté ma tête et aiguillonné ma curiosité!.... Je ne connaissais pas encore alors la partie tragique des révolutions; j'avoue donc que dans la fougue de l'âge, et avec tous les

principes libéraux dont javais été imbu dès mon enfance, je me félicitais d'avoir accepté une mission dans une cour aussi voisine de la France, que je supposais devoir me fournir des modèles du patriotisme le plus pur, d'actions héroïques les plus étonnantes, et de cette éloquence mâle et sublime que l'amour de la liberté rend si véhémente et si persuasive.

Il m'a fallu, depuis, bien des années d'expérience pour apprendre combien il est facile de se laisser séduire et entraîner par le charme des innovations, et combien il est peu possible de prévoir les chances que doivent amener le renversement d'un ancien système de gouvernement et le bouleversement total des institutions qui en formaient la base.

J'arrivai à La Haye le 18 juillet, et ne tardai pas à porter l'original de mes lettres de créance au président de l'assemblée des États-Généraux des Provinces-Unies. J'en remis la copie, selon l'usage, au grand-pensionnaire *Van-der-Spiegel,* et deux jours après j'appris qu'on avait chargé une députation de deux membres de l'assemblée, de m'informer que j'étais agréé comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi et de la sérénissime république de Pologne; et on accompagnait cette déclaration d'expressions très amicales pour le roi et pour la nation polonaise.

Je fus présenté peu après au prince et à la princesse stathouder, et je me vis avec plaisir au milieu d'une cour très brillante et fort aimable.

Lord *Auckland* était pour lors ambassadeur d'Angleterre à La Haye. Son ton, ses manières, et son influence dans les affaires, me rappelèrent ce qu'avait été le comte *de Stackelberg* à Varsovie. Le comte *Keller,* de Prusse; le comte *de Llano,* d'Espagne; M. *de Kalytcheff,* de Russie; le comte *de Lôvenhielm,* de Suède; M. *d'Araujo,* de Portugal; le chevalier *de Révél,* de Sardaigne; M. *Caillard,* chargé d'affaires de France; M. *Buol-Schauenstein,* d'Autriche, composaient un corps diplomatique très distingué.

Mes instructions se bornaient à déclarer :

1°. Que le but de ma mission était de renouveler les assurances du désir qui animait le roi et la république de Pologne de maintenir et resserrer les liens d'amitié avec la république de Hollande.

2°. D'informer les États-Généraux des Provinces-Unies du traité d'alliance défensive conclu avec le roi de Prusse, avec lequel la république de Hollande étant strictement liée, il en devait résulter de nouveaux rapports et de nouvelles liaisons entre cette république et la Pologne.

3°. De faire part qu'après la conclusion du traité d'alliance avec le roi de Prusse, on continuait les négociations d'un traité de commerce

avec la cour de Berlin, et que ce traité ayant pour objet principalement le commerce de la mer Baltique, le résultat de ces négociations ne pouvait être indifférent à la république de Hollande.

Dans les articles suivans, l'on me recommandait de ne jamais perdre de vue tout ce qui pourrait servir à étendre le commerce de la Pologne, et à procurer des avantages commerciaux tant pour le pays en général que pour les habitans en particulier.

L'on terminait par me faire entendre que le principal objet de ma mission était de surveiller les négociations qui ne manqueraient pas de suivre la guerre, et d'obtenir par l'intervention de la république de Hollande, que la Pologne pût avoir son représentant au congrès général, pour s'assurer, par le traité qui en serait le résultat, son intégrité et son indépendance.

La Pologne, depuis environ vingt mois, avait attiré l'attention générale de toute l'Europe. La détermination courageuse des représentans de la nation; les talens distingués pour la législation, la politique et la diplomatie, qui s'étaient développés d'une manière aussi inattendue qu'énergique, joints à l'éloquence de beaucoup de membres de la diète; la sagesse des mesures que l'on employait pour se soustraire à la garantie de 1775, et pour la formation d'une armée imposante; l'opinion prononcée du roi en faveur du nouveau

système, et l'enthousiasme général qui régnait dans tout le pays, ne pouvaient manquer de présenter la Pologne, à cette époque, sous l'aspect le plus intéressant sur l'horizon politique.

Le roi de Prusse avait mis de l'empressement à rechercher son alliance et son amitié [1]. L'Angleterre et la Hollande se promettaient, d'après le changement du système politique en Pologne, de bien plus grands avantages commerciaux qu'on n'en avait eu jusqu'alors de ce pays riche et fertile, qui, en concurrence avec la Russie, pour la fourniture des blés de toute espèce, du lin, du chanvre, du bois de construction, des cuirs et autres objets essentiels du crû de son sol, ne pouvait se passer du produit des fabriques et manufactures étrangères.

La Suède et la Turquie voyaient avec plaisir la Pologne sortir de la dépendance de la Russie, et prête à agir avec eux contre l'ennemi commun.

Le gouvernement français s'était exprimé d'une manière amicale, mais très remarquable, dans une lettre qu'il avait adressée à son agent *Aubert*, à Varsovie, et qu'il avait fait communiquer aux maréchaux de la diète : *L'ancienne amitié*, y est-il dit, *entre la France et la Po-*

[1] Le roi de Prusse disait, dans sa lettre adressée au roi de Pologne, en date du 11 avril 1790, au sujet du traité d'alliance : *J'y mets un très grand prix, et je tiens à honneur d'être le principal allié d'une nation aussi noble et aussi brave.*

logne ne peut qu'inspirer à S. M. le plus grand intérêt pour tout ce qui contribuera à la tranquillité de la république. Le roi espère de la sagesse de la nation polonaise qu'en s'occupant de la restauration des diverses branches de son gouvernement, elle évitera tout ce qui pourrait la compromettre avec quelque puissance que ce soit; qu'elle sentira que ce que des siècles ont altéré ou détruit ne peut pas être rétabli en peu de mois; qu'enfin elle pesera toutes les circonstances qui lui imposent la nécessité de procéder avec mesure, pour ne pas s'exposer à voir anéantir jusqu'à l'espoir de recouvrer à jamais la consistance et l'éclat que la nature lui avait assignés parmi les puissances de l'Europe.

Quant aux amis de la révolution qui commençait à faire des progrès en France, ils voyaient dans l'enthousiasme et l'effervescence qui régnaient en Pologne, le germe de ces principes libéraux qui pourraient transporter un jour d'un bout de l'Europe à l'autre, avec l'esprit philosophique, le règne de la liberté; mais ce calcul était faux, car les moteurs de la diète constitutionnelle agissaient d'après des principes bien différens des révolutionnaires français, quoiqu'on les ait accusés depuis de jacobinisme.

Généralement parlant, presque tous les gouvernemens, et tous les peuples éclairés, voyaient avec intérêt les nobles efforts des Polonais pour

se relever. C'était, sans contredit, un moment brillant pour la Pologne, et on s'en apercevait même à la manière bienveillante dont ses ministres étaient reçus partout.

Je ne puis assez me louer des égards et des attentions que l'on eut pour moi à la cour; et quoique les esprits ne fussent rien moins que calmés, après la dernière révolution, qui n'avait été qu'assoupie par l'entrée des troupes prussiennes; quoique beaucoup de mécontens, amis des Français, affectassent de se distinguer des orangistes, en ne portant que de très petites cocardes orange, dans le temps que chacun, sans excepter même les ministres étrangers, devait en avoir à son chapeau; quoique ces mécontens, qui étaient en plus grand nombre à Amsterdam, n'aimassent pas la cour, non plus que les ministres de Prusse et d'Angleterre, j'étais également bien vu des deux partis, et tous les Hollandais en général prenaient le plus vif intérêt au sort de la Pologne.

Je ne fus pas long-temps sans avoir une preuve de la confiance que les opérations de la diète leur avaient inspirée. On m'avait chargé de négocier un emprunt pour la république de Pologne. Plusieurs banquiers d'Amsterdam s'empressèrent de l'effectuer, et en moins de vingt-quatre heures la négociation fut terminée.

Comme dans le même temps on négociait aussi

un emprunt pour la Russie, et qu'ayant pris les devans, je pressais l'envoi des fonds pour le trésor de la Pologne, sans avoir d'autre but que de remplir les ordres que je recevais de Varsovie, je fus accusé d'avoir cherché à retarder ou même à faire manquer la négociation d'emprunt pour la Russie, et j'ai appris vingt ans plus tard que c'est le premier grief que l'on conçut contre moi à Pétersbourg, après la réception d'un rapport sur cet objet, expédié dans le temps par le ministre de Russie à Varsovie, *Bulgakoff*.

Le vieux greffier *Fagel*, qui était particulièrement ami des Polonais, et très attaché d'ancienne date au roi de Pologne, qu'il avait connu autrefois en Hollande en 1756, me raconta des détails très intéressans sur Stanislas Poniatowski, et m'assura qu'alors déjà il avait presque la certitude qu'il deviendrait roi. Il me montra la copie d'une lettre qu'il écrivit à Stanislas à son avénement au trône, pour le complimenter, et lui rappeler les conversations qu'ils avaient eues à ce sujet.

Je n'ai eu que deux fois l'occasion de voir ce ministre, qui mourut peu de temps après, et fut remplacé par le jeune *Fagel*.

Après avoir annoncé à la députation des affaires étrangères que les sentimens de la cour auprès de laquelle je me trouvais, étaient à l'unisson de ceux de la cour de Berlin; comme c'était très naturel,

je ne manquai pas de lui faire part aussi des observations que l'on me remit à Amsterdam sur les suites fâcheuses qui résulteraient pour la Pologne de la cession de Thorn et de Dantzick. Le mémoire que l'on me présenta à ce sujet était très bien rédigé; il y avait des aperçus sages et vrais; mais on voyait à chaque phrase l'esprit d'opposition au système prussien, et une partialité prononcée.

J'ignorais l'impression que ce mémoire produirait à Varsovie; mais je devais le porter à la connaissance de la députation, d'autant plus qu'il était signé par plusieurs négocians très riches et distingués, qui avaient eu souvent des relations de commerce avec la Pologne, mais qui n'étaient pas du tout *stathoudériens*, et par conséquent point amis de la Prusse.

La députation me chargea d'insinuer que le roi et la république de Pologne ayant nommé un ministre à La Haye, on verrait avec plaisir un représentant des États-Généraux des Provinces-Unies à Varsovie. Cette négociation ne souffrit pas de difficulté. Le baron *de Rhéede*, qui fut depuis ministre à Pétersbourg, reçut l'ordre d'aller en Pologne, et de passer quelque temps à Varsovie.

Au commencement du mois de septembre, un courrier m'apporta la nouvelle de la signature de la paix à Varéla, entre la Suède et la

Russie. C'étaient *Armfeldt* et *Igelström* qui avaient été chargés de la négociation, et qui signèrent le traité le 14 août 1790. L'on me chargea de sonder l'impression que cette nouvelle produirait à La Haye. Je n'ai pas besoin de dire que la ligue anglo-prussienne en fut déconcertée infiniment; cependant, connaissant le caractère du roi de Suède, on se flattait de le ramener à de nouvelles hostilités contre la Russie, et probablement on y serait parvenu, si les préliminaires de la paix entre la Russie et la Turquie, signés un an après à Galacz, et suivis du traité de paix de Jassi, ne l'eussent forcé de renoncer à de nouvelles tentatives. D'ailleurs les progrès de la révolution française détournèrent son attention de toute entreprise contre la Russie, pour en faire un des premiers moteurs de l'armement des puissances de l'Europe contre la France.

N'ayant rien de bien intéressant à communiquer à la députation relativement à la situation de la Hollande, qui, subjuguée par le roi de Prusse, et dominée par l'Angleterre, n'agissait que d'après l'impulsion de ces deux cours, je cherchai à donner de l'intérêt à ma correspondance par des détails fréquens sur tout ce qui se passait en France et dans les Pays-Bas. Il n'y avait presque pas de jours que nous ne reçussions des nouvelles de Bruxelles et de Paris. Il semblait que *Van-der-Noot* et *Van-Eupen* occupassent

plus le public de La Haye que les opérations des révolutionnaires français. L'avocat et l'ecclésiastique belges étaient le sujet de toutes les conversations; ils remplissaient les articles des gazettes; ils fournissaient des sujets de caricatures dans tous les sens; on les faisait entrer comme interlocuteurs dans des dialogues, et pièces de théâtre, et on en faisait des héros, ou on les tournait en ridicule, d'après les succès ou les revers de leurs partisans. La ligue anglo-prussienne les avait favorisés secrètement aussi long-temps que le roi de Prusse ne s'était pas entendu avec Léopold à Reichembach; mais cette révolution ne pouvait durer. Les nobles, le clergé, les démocrates et les démagogues, qui tous étaient mécontens, et voulaient secouer le joug des Autrichiens, ne pouvaient amalgamer leurs opinions, agir d'après les mêmes principes, et ne faire qu'un parti qui aurait pu se maintenir, ou du moins résister plus long-temps. L'empereur Joseph II avait provoqué cette révolution en perdant la confiance des Brabançons et des Flamands, lors du projet d'échanger les provinces belgiques contre la Bavière. Il avait mécontenté les habitans de ces provinces en démolissant leurs forteresses; en supprimant leurs priviléges; en abolissant les juridictions seigneuriales; en voulant contraindre les catholiques, dominans et superstitieux, à la tolérance de tous les cultes; en

établissant des écoles normales que rejetait le clergé; en cherchant à donner une apparence de liberté à la nation, et renforçant dans le fait le pouvoir et l'autorité du souverain.

Entraîné dans la guerre contre les Turcs, inquiet pour ses provinces de la Hongrie, redoutant la ligue anglo-prussienne, Joseph II n'osait pas, et ne pouvait envoyer des forces suffisantes pour apaiser les troubles dans les Pays-Bas. Léopold, plus heureux, n'eut que l'embarras d'y envoyer quelques troupes. Tout rentra dans le devoir beaucoup plus tôt que l'on ne l'aurait cru. Un détachement de *hussards* occupa la capitale; et je puis attester que lors de mon voyage pour Londres j'arrivai par hasard à Anvers une couple d'heures après que les Autrichiens y étaient rentrés, et en avaient pris possession avec une vingtaine de soldats d'infanterie.

La facilité avec laquelle cette révolution fut terminée, devint très pernicieuse pour ceux qui s'imaginèrent qu'il en serait de même de la révolution française. Pouvoit-on mettre en parallèle les provinces belgiques avec la France, quant à son étendue, à sa population, à sa position géographique, à ses ressources? Tous les efforts réunis des puissances de l'Europe ne purent parvenir, ni à sauver la vie du roi, ni à arrêter la fureur des démagogues, ni à calmer et pacifier les esprits, ni à remettre Louis XVIII sur le

trône, ni à faire rentrer en France ceux qui avaient émigré, ou par système, ou par nécessité. Tous les partis républicains se réunissaient lorsqu'il s'agissait de la défense de la patrie. Les révolutionnaires ont essuyé quelquefois des échecs, mais jamais ils n'ont été battus au point de mettre leur pays en danger et d'exposer la capitale. Électrisés par des revers, au lieu de se rebuter, ils marchaient en avant avec plus d'enthousiasme et d'énergie; ils triomphaient et faisaient reculer l'ennemi qui voulait pénétrer en France pour rétablir l'ancien gouvernement.

L'opinion presque générale en Hollande était que, sans la coalition, il y aurait eu beaucoup moins de sang versé en France, et peut-être Louis XVI aurait-il été épargné. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'une république de vingt-quatre millions d'habitans ne pouvait exister, et que, sans employer de troupes étrangères, on l'aurait réduite, peut-être même quelques années plus tôt, à finir, comme elle l'a fait, par sentir le besoin d'un chef.

L'on pourrait trouver à redire que j'anticipe sur les événemens par ces réflexions sur la révolution française, et en faisant mention de ce qui n'est arrivé que plus tard; mais je puis attester que, pendant mon séjour à La Haye, on ne parlait dans presque toutes les réunions que des catastrophes funestes qu'amenerait nécessairement

l'armement de l'Europe contre la France : on en devinait les tristes résultats; et c'est ce qui doit justifier l'opinion que j'exprimais dans mes dépêches adressées à la députation des affaires étrangères à Varsovie, ainsi que dans mes communications officielles avec les ministres de Pologne, à Berlin, à Londres et à Vienne.

Au reste, en faisant mes rapports à la députation, je puisais à une bonne source. C'est le comte *de Mercy-Argeantaux*, ambassadeur de la cour de Vienne à Paris, et qui était venu passer quelque temps à La Haye, qui recevait les nouvelles les plus directes de la France. Je mettais de côté ses observations, ses craintes et ses espérances, et je m'en tenais simplement aux faits.

C'est au baron *de Feltz* que je me fiais par préférence pour les nouvelles des Pays-Bas, qu'il nous donnait sans exagérations ; et c'est M. *Caillard*, chargé d'affaires de France, qui depuis a publié un Mémoire très détaillé sur la révolution de Hollande, qui a bien voulu me fournir la plus grande partie des renseignemens intéressans touchant cette révolution, que je m'empressais de communiquer à mon gouvernement, d'après les ordres que j'en avais reçus.

CHAPITRE IV.

Au mois de novembre 1790, il me parvint une lettre d'*Ewart*, ministre d'Angleterre à la cour de Berlin, qui m'annonçait que je serais chargé par la députation des affaires étrangères d'une mission particulière pour Londres. Il en avait été informé par *Hailes*, ministre d'Angleterre à Varsovie. Cette nouvelle, disait-il, lui avait fait beaucoup de plaisir; et il m'invitait à ne pas perdre de temps dès que j'aurais reçu mes instructions. Il ajoutait qu'il en avait déjà prévenu le ministère, et que lui-même, se trouvant malade, et ayant besoin de prendre les eaux de Bath, il comptait sous peu me voir en Angleterre, et me communiquer des choses importantes relativement à mon pays. Il m'assurait que je serais très bien reçu à Londres, et me témoignait beaucoup de zèle et d'intérêt pour les affaires de la Pologne. Le style de sa lettre n'était pas sur le ton ministériel, mais très amical, et fait pour inspirer de la confiance.

Deux semaines après, je reçus l'ordre de me rendre à Londres. M. *Bukaty* s'y trouvait en qualité de ministre de Pologne; mais jusque-là

on ne lui avait jamais fait faire aucune démarche auprès du gouvernement anglais pour le sonder au sujet de Thorn et de Dantzick. On croyait pouvoir se soustraire à cette nécessité, et engager le roi de Prusse à renoncer à ses projets sur ces deux villes. D'ailleurs les esprits et les opinions étaient très partagés à Varsovie à cet égard, non seulement entre les membres de la diète, mais même entre ceux qui composaient la députation des affaires étrangères.

On avait long-temps éludé la question, et la députation répondait aux ministres *Lucchesini* et *Hailes* qu'elle n'avait le pouvoir de faire aucune cession ou échange; que la diète ne l'y avait pas autorisée, et qu'après le traité d'alliance conclu avec le roi de Prusse, elle ne pouvait s'occuper que du traité de commerce. Comme cependant la cession de Thorn et de Dantzick paraissait être la condition *sine quâ non* pour la conclusion de ce traité, et comme les ministres de Prusse et d'Angleterre pressaient et insistaient d'avoir une réponse catégorique, la députation se détermina enfin à me charger d'aborder la question dans une conférence particulière que je devais me procurer avec le ministre *Pitt*.

Je quittai La Haye aux premiers jours de décembre. Je traversai les Pays-Bas, que les troupes autrichiennes achevaient de pacifier. Quelques bandes de mécontens épars dans les broussailles,

et inquiétant des voyageurs, étaient les seuls restes de cette fameuse révolution.

A Lille, je vis le premier échantillon des gardes nationales françaises et des institutions révolutionnaires. On m'arrêta à la porte de la ville, et deux soldats accompagnèrent ma voiture jusqu'à la municipalité. On me fit entrer dans une vaste cour dont on eut soin de fermer et barricader les portes. Je remis mon passe-port à un homme de mauvaise mine, qui le porta je ne sais où; mais on le garda pendant plus d'une demi-heure; et tandis que de jeunes militaires de la garde nationale s'approchaient très insolemment pour examiner ma voiture, un homme en habit bourgeois, et qui paraissait être de l'ancien régime, vint me demander tout bas si je savais pourquoi l'on m'avait fait venir à la municipalité. Sur ma réponse que c'était sans doute pour voir mon passe-port, il me dit qu'il ne suffisait pas d'avoir un passe-port, et que, trois jours avant moi, il avait passé aussi un baron, avec une voiture à quatre places et à six chevaux de poste, tout comme était mon équipage, et qu'on l'avait arrêté pour l'envoyer sous escorte à Paris, où, dit-on, il avait péri sur l'échafaud. Sans m'inquiéter et m'étonner de cet avis, j'envoyai de suite mon courrier à la salle de la municipalité, pour me plaindre du retard que l'on me faisait éprouver, et l'on me rapporta enfin le

passe-port, sur lequel on avait mis en lettres majuscules, VU; sans ajouter où, quand et par qui.

J'arrivai heureusement à Calais, où la première figure que j'aperçus fut un capucin avec la tête poudrée, en souliers et bas blancs. Je me rappelai, malgré le contraste du vêtement, le moine de *Sterne*, d'autant plus que j'étais à la même place, à l'hôtel de Dessein! Je voulus l'aborder pour le questionner sur le changement de costume, pour entamer une conversation; mais *altri tempi*, *altre cure*, il s'enfuit lestement, craignant sans doute de se compromettre en répondant à mes questions.

Une tempête horrible, qui fit périr beaucoup de bâtimens sur mer et qui en endommagea plusieurs dans le port même, interrompit la communication entre Calais et Douvres pendant trois jours. J'attendis la possibilité de m'embarquer. Je voyais tous les jours des débris de bâtimens naufragés; je lisais les gazettes que l'on recevait toutes les vingt-quatre heures, et j'écoutais le chant du *Çà-ira*, qui retentissait dans toutes les rues.

Enfin, après m'être impatienté à attendre le vent favorable, je passai à Douvres et de là à Londres, où je trouvai une lettre de *Ewart*, qui m'annonçait qu'il était à Bath, qu'il espérait que je viendrais le voir; car il était malade au

point de ne pas pouvoir se rendre de sitôt à Londres; et il m'informait en même temps qu'il avait prévenu le ministre *Pitt*, sur l'objet de ma mission, et que je serais le bien-venu.

Après avoir pris de M. *Bukaty* tous les renseignemens nécessaires, et l'avoir consulté comme un homme d'expérience, et qui connaissait bien Londres et l'Angleterre, où il avait passé une partie de sa vie, il fut convenu que je ne verrais M. *Pitt* qu'après avoir rempli toutes les formalités d'usage à la cour. Je fus donc présenté au roi, à la reine, et aux princesses. J'assistai à la clôture du parlement, où je vis le prince de Galles, le duc d'York, et le reste de la famille; et, au bout de quelques jours, j'écrivis au ministre *Pitt*, pour demander le jour et l'heure où je pourrais le voir. J'en reçus une réponse autographe et très polie; à la suite de laquelle je me rendis au jour indiqué. A cette première conférence, qui dura plus de deux heures, M. *Pitt* me laissa parler plus qu'il ne parla lui-même, voulant être informé des motifs qu'on pouvait alléguer contre la cession de Thorn et de Dantzick, et écoutant, sans m'interrompre, tout ce que je pus lui dire à ce sujet. J'avais sous la main le Mémoire dont j'ai parlé plus haut, et que l'on m'avait remis à Amsterdam. Il était très bien rédigé, et, à la partialité près, il renfermait tous les argumens que l'on pouvait réunir contre la

proposition du roi de Prusse au sujet de Thorn et de Dantzick.

En faisant la lecture de ce Mémoire, sans nommer ceux qui me l'avaient remis, je déclarai que la députation ne partageait pas cette opinion, à ce que j'avais lieu de croire, puisqu'elle n'avait rien résolu et décidé, et qu'elle cherchait à s'éclairer, en consultant l'avis du ministère d'Angleterre et de Hollande, sur un objet qui ne pouvait pas être indifférent pour ces deux puissances. J'ajoutai que la position de la députation était d'autant plus embarrassante, qu'elle avait à rendre compte de sa conduite, non pas à un seul chef, mais à une réunion nombreuse, composant l'assemblée de la diète, où chacun avait son opinion, et où, malheureusement, il y avait encore de la division entre différens partis.

Je fis observer que plus on avait été frappé à Varsovie de plusieurs écrits qui avaient paru contre la cession de Thorn et de Dantzick, et des discours prononcés à différentes séances de la diète, par des nonces qui étaient contraires à cette cession, et plus il était difficile de détruire l'impression qu'ils avaient produite dans tout le pays, et contre le projet, et contre ceux qui le proposaient.

Je finis par dire que la députation ne voulant rien avoir à se reprocher, et ne voulant négliger aucune démarche qui pût la mettre à couvert de toute inculpation, m'avait chargé expressément

de soumettre à la connaissance de M. *Pitt*, la position critique dans laquelle se trouvait le gouvernement de Pologne, et son indécision touchant un objet très important, sur lequel il ne pouvait se prononcer sans demander l'avis et l'opinion d'un ministre révéré de toute l'Europe.

Le ministre, que je trouvai prévenant, fort poli, parlant français avec l'accent anglais, mais assez couramment et avec beaucoup de précision, me dit des choses flatteuses; prolongea la conversation, en me faisant des questions toujours sur le même sujet; et enfin me proposa une seconde conférence, à laquelle, disait-il, il allait se préparer, et me prévint qu'il s'attendait à répondre victorieusement à toutes les objections que je lui avais communiquées.

Trois jours plus tard, je me rendis dans son cabinet. J'aperçus sur sa table une carte générale de la Pologne, et une autre particulière de Dantzick avec son territoire. J'entrevis la copie du Mémoire dont je lui avait fait la lecture, et plusieurs autres papiers qui avaient rapport à l'objet de notre conférence précédente. *Pitt* me dit en entrant dans le cabinet : Vous voyez que je me suis préparé pour la conférence d'aujourd'hui, et que j'ai sous la main tout ce dont nous pouvons avoir besoin. Le Mémoire que les négocians d'Amsterdam vous ont remis, m'a été communiqué dans le temps par la voie de notre

consul résidant dans cette ville; et vous en voyez ici la copie. Mais ce n'est pas tout, plusieurs négocians de Londres se sont prononcés très hautement dans le même sens, et ont cherché à prouver, que non seulement la Pologne perdrait infiniment en cédant Thorn et Dantzick au roi de Prusse, mais que l'Angleterre et la Hollande seraient privées de tous les avantages du commerce qu'elles pourraient obtenir, si la navigation de la Vistule était entièrement libre. Ces observations, disait le ministre, ne doivent point surprendre, car les négocians n'entendent et ne consultent que leurs intérêts commerciaux. Mais au bout du compte, que vous revient-il à vous autres Polonais, d'être en possession de Thorn et de Dantzick? Et quels avantages retirez-vous d'avoir ces deux débouchés pour vos productions, avec l'état de faiblesse et d'impuissance dans lequel vous vous êtes trouvés jusqu'à présent, en gémissant sous la garantie de la cour de Pétersbourg?

« Le roi de Prusse, en vous offrant son amitié et un traité d'alliance, vous présente les moyens de sortir de cet état d'abjection, et cela seul vaudrait bien la peine de faire quelques sacrifices que l'on exige de vous, et que la cour de Berlin vous propose comme condition pour faire avec la Pologne un traité de commerce. Mais l'on ne peut pas même appeler sacrifice,

ce que le roi de Prusse demande; car de son côté, il renonce à un revenu très considérable qu'il a perçu jusqu'à présent sur les douanes, en équivalent de la possession de deux villes qu'il demande, et qui sont tout-à-fait enclavées dans ses états. Ici le ministre me montra la copie de la lettre que le roi de Prusse lui avait fait adresser à ce sujet, par M. *de Hertzberg*, et dans laquelle il s'expliquait avec beaucoup de franchise sur les véritables motifs qui lui faisaient désirer Thorn et Dantzick. Mais, ajouta le ministre, comptez-vous pour peu de chose l'avantage d'acheter à ce prix le traité de commerce avec l'Angleterre et la Hollande? Croyez-vous donc que l'occupation de Thorn et de Dantzick puisse vous priver de tous les bienfaits d'une existence indépendante, et de tous les avantages commerciaux que l'on vous offre? Vous m'avez fait observer que n'ayant d'autre débouché libre que Dantzick pour vos productions de Pologne, vous seriez obligés en y renonçant, de vous assujettir à toutes les chicanes des douaniers, et à tous les paiemens que l'on exigera de vous. Mais il ne faut pas oublier que vous payez aujourd'hui bien plus que vous ne payeriez d'après les stipulations du nouveau traité de commerce que l'on vous propose.

« Au reste, quant aux chicanes, vos inquiétudes pourraient être fondées si vous ne traitiez

avec un allié et ami, et si en même temps vous n'aviez la garantie de l'Angleterre et de la Hollande, qui, en faisant un traité de commerce avec le gouvernement de Pologne, auraient soin de ménager les intérêts de toutes les parties contractantes. Mais après tout, continuait le ministre, vous savez mieux que moi quels étaient anciennement les rapports commerciaux entre l'Angleterre, la Hollande et la Pologne. Vous aviez un petit port de mer sur la Baltique, près de la rivière que l'on nomme, à ce que je crois, Swienta, qui a été comblé il y a environ cent ans, et que vous n'avez pas trop de raisons de regretter; mais vous avez plusieurs villes dans l'intérieur de votre pays, où les négocians hollandais et anglais, avaient de très forts établissemens, et où vous déposiez les denrées de votre pays, qu'on vous achetait sur les lieux, en vous épargnant la peine de les transporter jusqu'aux ports de mer de la Baltique.

« J'ai observé, disait-il, ce matin, sur la carte, la position de Kowno et de Merecz, dont plusieurs de nos émissaires, envoyés à différentes époques en Pologne, nous ont fait des rapports très avantageux. La première de ces deux villes surtout, étant située au confluent de deux rivières navigables, était, à ce que l'on dit, très peuplée et très commerçante, et il y a d'anciens fondemens hors de l'enceinte de la ville, qui

rappellent l'existence de plusieurs centaines de maisons, que l'on prétend avoir été occupées en grande partie par des familles de marchands anglais et hollandais. Ce qui a existé peut être reproduit encore, et si le traité de commerce avec la Pologne peut avoir lieu, croyez-vous que nous ne saurions pas vous mettre à l'abri de toutes les chicanes des douaniers de Dantzick, en allant chercher vos productions dans l'intérieur du pays, pour les avoir de la première main? Nous connaissons peut-être mieux que vous autres, la statistique de votre pays, sous le rapport des richesses que produit votre sol. Vous avez des forêts immenses dont nous ne pouvons nous passer, et dont on ne prend pas assez de soin en Pologne. Vous pourriez exporter quatre fois plus de productions de vos terres, si l'agriculture n'était pas tout-à-fait négligée chez vous autres. Vous laissez tout faire à la nature, qui est assez avare de ses dons pour les pays du nord. Au reste, j'apprends que depuis quelque temps on s'occupe chez vous d'entreprises utiles. Je vois sur la carte un canal qui porte le nom de votre famille, et pas très loin de là, un autre qui, à ce que l'on m'a rapporté, est creusé aux frais du gouvernement, pour la jonction des rivières et pour faciliter la communication intérieure pour vos productions. Je ne crois pas que ces ouvrages soient déjà terminés, mais il faudra surtout

s'occuper à trouver un débouché pour les blés de vos provinces méridionales, que l'on dit être extrêmement fertiles.

« Le commerce de la Pologne a toujours été du plus grand intérêt pour l'Angleterre et la Hollande. Vos blés, vos lins, vos chanvres, vos bois de construction, vos cuirs, et tant d'autres productions qui nous sont nécessaires, rivalisent bien pour la perfection, avec les mêmes denrées que nous tirons de la Russie, et vos lins surpassent tous ceux que nous recevons des autres pays. Mais le commerce avec la Pologne est d'autant plus avantageux, que n'ayant ni fabriques, ni manufactures, et faisant une très grande consommation d'objets étrangers et de luxe, vous nous rendez avec usure ce que vous nous prenez. Soyez donc bien persuadé que le sort de la Pologne, ainsi que son commerce, nous tient infiniment à cœur, et que nous ne souffririons jamais que le traité de commerce dont il est question ne garantît à votre pays tous les avantages auxquels il a droit de prétendre.

« Je me suis expliqué, disait *Pitt*, franchement et sincèrement, sans faire aucun mystère de ma manière de penser, qui, comme vous l'imaginez bien, est celle de notre gouvernement; car ici, ainsi que dans toute autre occasion, jamais l'intérêt personnel ne nous guide. J'espère que vous rendrez compte de notre con-

férence à Varsovie, et de mon côté, je ne manquerai point d'envoyer au ministre d'Angleterre résidant près de votre cour, les instructions nécessaires dont je vous ferai tenir une copie avant votre départ. »[1]

Voilà le résumé de tout ce que j'entendis de la bouche du ministre *Pitt*, et après cette conférence, qui dura tout aussi long-temps que la première, j'expédiai mon rapport à la députation des affaires étrangères.

Mes conférences avec le ministre *Pitt* furent bientôt connues dans le public de Londres, quoiqu'on en ignorât précisément le résultat. Plusieurs négocians qui avaient des relations directes

[1] Je n'ai pas eu cette copie à Londres, n'ayant pu différer mon départ; mais voici la note telle qu'elle a été présentée à la députation des affaires étrangères à Varsovie par le ministre d'Angleterre *Hailes*, trois semaines après cette conférence :

« Le soussigné, envoyé de S. M. britannique, a l'honneur de notifier à l'illustre députation des affaires étrangères, que venant de recevoir, dans une lettre du 8 de ce mois, une déclaration des sentimens de sa cour sur les affaires de la Pologne, il s'empresse avec la plus grande satisfaction de mettre au jour le désir que témoigne le roi son maître de contracter une alliance défensive et de commerce avec S. M. le roi et la sérénissime république de Pologne, en assurant l'illustre députation qu'il se trouve à même de faire à ce sujet des propositions les plus propres à consolider un ouvrage aussi salutaire, dès que la sérénissime république témoignera une inclination réciproque en faveur d'un système dans lequel, comme il était juste, le roi de Prusse, son allié commun, serait compris essentiellement. Le soussigné, en s'adressant à des personnes aussi éclai-

avec Dantzick, et qui se doutèrent qu'il avait pu être question de céder cette ville au roi de Prusse, vinrent me sonder et insister au nom des négocians de Dantzick, et au nom de tous les amis de la liberté du commerce, de m'opposer, autant que cela serait en mon pouvoir, à la cession de cette ville au roi de Prusse. J'eus l'occasion de voir *Burke*, qui était enthousiasmé pour les Polonais. Je vis aussi *Fox* et beaucoup de membres de l'opposition, qui me complimentèrent sur le changement du sort de la Pologne; sur l'énergie que mes compatriotes avaient développée pour se soustraire à la protection de la Russie; sur la sagesse des principes que nous avions adoptés

rées que celles qui composent l'illustre députation, se croit dispensé de détailler les avantages mutuels qui résulteraient de cette alliance tant pour l'Angleterre que pour le royaume de Pologne; et il se bornera uniquement à observer que la conformité des nouveaux avantages, résultant pour les deux nations d'une heureuse combinaison de circonstances, ne peut être que de la dernière importance, les deux parties contractantes étant à même d'agir avec la plus grande confiance, et d'entreprendre tout ce qui dépendra d'elles pour effectuer un nouvel ordre de choses conforme à leurs désirs mutuels. Le soussigné espère que l'illustre députation voudra bien mettre sous les yeux des sérénissimes États de la diète les intentions sincères de sa cour, et les inviter à peser dans leur sagesse les moyens capables d'effectuer un arrangement dont la possibilité ne repose que sur le moment présent, et qui pourrait disparaître dans une autre époque.

« A Varsovie, le 28 janvier 1791.

« *Signé* HAILES. »

pour changer la forme du gouvernement; mais *Fox* ajoutait, en se servant d'une citation latine : *Prenez garde de ne point échouer à Scylla en évitant Carybde* [1]. Ne vous fiez pas trop à votre nouvel allié; comptez sur votre patriotisme, sur votre énergie, et sur l'esprit du temps, et vous parviendrez à assurer votre liberté et votre indépendance.

Avant de quitter Londres, je me décidai à aller à Bath, pour y voir M. *Ewart*, dont les sentimens pleins d'amitié et d'enthousiasme pour la nation polonaise m'avaient inspiré autant de confiance que de reconnaissance. Je le trouvai malade, mais se préparant à revenir à Berlin, dès qu'il lui serait possible de se mettre en route. Il fut enchanté de tout ce que je lui contai relativement à mes deux conférences avec *Pitt*; il m'assura que, d'après le résumé que je lui en avais fait, il voyait que le ministre prenait l'affaire de la Pologne très fort à cœur; qu'il n'y avait aucun sujet de crainte, et qu'il fallait battre le fer tandis qu'il était chaud, car les circonstances pouvaient prendre une autre tournure; et d'après cela l'opinion des cabinets de Berlin et de Londres pouvait d'un moment à l'autre éprouver des changemens qui ne seraient pas favorables à la Pologne. Cette prédiction malheureusement ne se réalisa que trop tôt!

[1] *Incidit in Scyllam qui vult vitare Carybdim*

Je quittai Bath au bout de vingt-quatre heures, pour revenir à Londres où ma mission était finie; je ne pus m'y arrêter aussi long-temps que je l'aurais désiré.

Je n'oublierai pas ce séjour, qui, sous tous les rapports, a été pour moi aussi intéressant qu'agréable. Je dois en grande partie la réception bienveillante que j'y ai trouvée dans les sociétés, à des lettres particulières qui m'ont été remises à La Haye, par l'ambassadeur d'Angleterre, lord *Auckland*, beau-frère de l'archevêque de Cantorbéry, et lié, tant par lui que par sa femme, avec les premières familles de Londres.

Je quittai cette capitale vers la fin de février, et j'y laissai encore à mon départ le prince *Poniatowski*, frère du roi et primat de Pologne, qui voyageait en Angleterre, sous le nom de *chevalier de Saint-Michel*. J'y laissai également la princesse *Czartoryska*, ainsi que son fils le prince Adam, qui terminait ses études à Londres.

Je revins par la même route à La Haye, à l'exception près que, pour cause des inondations et du débordement des rivières, je fus obligé, après avoir traversé le Mordeck, de me rendre par eau jusqu'à Rotterdam.

En expédiant mes dépêches de Londres à la députation des affaires étrangères, j'avais demandé un congé de quelques mois pour arranger mes affaires de famille en Pologne. Je l'obtins

peu de temps après mon retour à La Haye, que je quittai, en y laissant le secrétaire de la légation de Pologne, *Middleton*, comme chargé d'affaires en mon absence.

Après avoir fait part aux États-Généraux des Provinces-Unies, de la permission que j'avais eue de quitter La Haye par congé, je reçus, avec des complimens d'usage, une grande médaille en or, avec une chaîne de même métal, qu'on offre ordinairement aux ministres étrangers à leur départ.

CHAPITRE V.

Je passai par Hanovre pour me rendre à Berlin, et pendant les quatre jours que je m'y arrêtai, je dînai et soupai tour à tour chez le roi, la reine veuve, la princesse Ferdinand et la princesse Henry. Il était facile d'apercevoir que cette reception bienveillante que l'on me fit à la cour de Berlin était l'effet de toutes les choses flatteuses que la princesse stathouder avait bien voulu dire dans ses lettres sur mon compte. Mais tandis que je n'avais qu'à me louer du roi et de sa famille, je ne pus qu'être vivement affecté de ma conversation avec le comte *de Hertzberg*, qui, depuis le congrès de Reichem-

bach, avait déjà perdu une partie de son influence, mais qui continuait à être toujours à la tête des affaires. Il m'avait fait demander avec beaucoup d'empressement par notre ministre à la cour de Prusse, prince *Iablonowski*, de venir le trouver avant de quitter Berlin, et me fit dire qu'il avait des choses fort importantes à me communiquer. Je me rendis chez lui avec le prince *Iablonowski*, que je voulais avoir pour témoin de notre entretien; mais quelle fut ma surprise lorsque M. *de Hertzberg* fit entendre des reproches amers, pour ne pas dire des imprécations, contre le roi et la diète de Pologne, en ajoutant que l'on avait perdu la tête à Varsovie, et que l'on regretterait, mais trop tard, le refus que l'on faisait de céder Thorn et Dantzick au roi de Prusse.

Il me répugne de répéter toutes les phrases que je fus obligé d'entendre par égard pour l'âge de M. *Hertzberg*; mais enfin je lui dis avec sang-froid et beaucoup de fermeté, que je m'étonnais de l'invitation qu'il m'avait faite de venir le trouver pour me faire entendre des reproches injurieux et déplacés, adressés au gouvernement de Pologne; que je me trouvais fort heureux de ne pas être ministre représentant de ce gouvernement à Berlin, car je ne pourrais pas me soumettre à y rester vingt-quatre heures, si j'avais à traiter avec un ministre qui injuriait mon roi et ma nation; que je ne me considérais à Berlin

que comme simple particulier, et qu'à ce titre je voulais bien m'abstenir de peser les expressions de M. *Hertzberg*, et de m'en offenser; que je regarderais même comme indigne de moi d'en conserver le souvenir et d'en faire mention à Varsovie.

Le prince *Iablonowski*, qui était très zélé pour les affaires de son pays, et qui avait beaucoup d'amitié pour moi, pâlit en m'entendant adresser à M. *Hertzberg* des phrases auxquelles celui-ci n'était pas habitué. Elles produisirent cependant l'effet que je désirais, car le ministre s'aperçut qu'il avait dépassé les bornes de la convenance et des égards qui sont dus à une nation libre et indépendante; et se reprenant avec esprit, il dit en me serrant la main, que je devais lui pardonner la vivacité avec laquelle il m'avait parlé; qu'il n'aurait pas osé le faire devant un autre; mais que quant à moi, je ne devais apercevoir dans ce mouvement de vivacité et d'impatience que le désir qu'il avait de voir la Pologne heureuse, et le zèle qui le guidait pour lui en faciliter les voies. Il me pria instamment de dire au roi de Pologne, à ses ministres, et aux membres de la députation des affaires étrangères, et enfin à tous ceux qui avaient le plus d'influence dans les opérations de la diète, que le roi de Prusse conservait toujours les mêmes sentimens d'estime et d'attachement pour la nation polonaise, et que

lui *Hertzberg*, ne séparerait jamais les intérêts de la Pologne de ceux de son pays.

Je me rendis en trois jours de temps de Berlin à Varsovie, où je trouvai que l'esprit public avait beaucoup gagné. Les partisans de la Russie étaient en très petit nombre. Le roi, en se rapprochant sincèrement du parti patriotique, avait su se concilier et mériter la confiance de tous les gens de bien. Il semblait que non seulement dans la capitale, mais dans toutes les provinces, on ne formait qu'un seul vœu, celui d'assurer l'indépendance de la Pologne, et de voir fonder un gouvernement stable et bien organisé.

Dès le second jour de mon arrivée à Varsovie, je fus invité à me rendre à une séance de la députation des affaires étrangères, où je trouvai M. *Hailes*, ministre d'Angleterre. J'avais peu de choses à ajouter à mon rapport de Londres : cependant l'on me questionna encore sur les différentes opinions que j'avais pu recueillir en Hollande et en Angleterre, au sujet de la cession de Thorn et de Dantzick.

M. *Hailes* déclara qu'après toutes les communications que la députation avait reçues de moi, sur la manière dont les gouvernemens de Hollande et d'Angleterre envisageaient cette cession, et après la note qu'il avait remise à la députation, en date du 28 janvier 1791, il n'avait rien de plus à dire; mais qu'il s'attendait qu'on ne lais-

serait pas traîner en longueur cette décision, dont l'importance était bien connue, et à laquelle était attachée essentiellement la conclusion du traité de commerce.

Je rapporterai plus bas le résumé de ce qui s'était passé à la diète depuis le moment où j'avais quitté le pays pour aller à La Haye, jusqu'à cette époque. Ici, pour ne point interrompre ensuite le cours des événemens politiques, je parlerai de mes affaires de famille, qui m'avaient forcé de quitter La Haye, qui m'ont fait apercevoir momentanément la perspective la plus brillante, et qui m'ont plongé depuis, par un malheureux concours de circonstances, dans un abîme d'où je n'ai jamais pu me relever.

L'on verra par la suite de ces Mémoires, que ces détails ne sont pas inutiles, et qu'ils sont même indispensables pour éclaircir et justifier différentes circonstances qui ont rapport à moi.

La fortune à cette époque semblait me sourire de toutes les manières : tandis que le gouvernement de Pologne s'organisait, que le traité d'alliance avec la Prusse garantissait l'existence indépendante de la Pologne, et que l'espoir d'un traité de commerce avec la Prusse, la Hollande et l'Angleterre lui promettait tous les avantages qu'un pays aussi riche et aussi fertile a droit d'attendre; tandis que l'affluence des étrangers augmentait d'un jour à l'autre, et que l'aisance

se faisait sentir dans toutes les classes; je me trouvais entraîné dans des négociations d'affaires de famille, qu'il m'eût répugné d'entreprendre sous le rapport de mes avantages particuliers, mais dont je me chargeai par devoir, dans le dessein de remplir les intentions de mes parens, et de pouvoir leur être utile.

Le grand-général *Oginski*, mon oncle, avancé en âge, et fatigué du poids des affaires, voulut me faire passer par une transaction de vente toute la masse de ses biens en me chargeant de ses dettes. Un autre arrangement de famille me mit dans la nécessité d'acheter une possession de la famille de *Radziwill*. Mon oncle paternel m'appelait pour le remplacer et l'aider à revendiquer des terres très considérables en Russie-Blanche, dont je devais hériter après lui. Je me voyais donc acquéreur d'une fortune d'environ vingt millions de florins de Pologne en sus de ce que je possédais, avec la perspective d'un très riche héritage, mais avec tout l'embarras et les tracasseries que donnent des propriétés mal administrées et grevées de dettes.

Je me résignai à servir ma famille, en comptant sur mon crédit, mes forces et ma santé, sans supposer que mes acquisitions pussent m'être à charge; car avec les bénéfices que la nouvelle constitution assurait aux propriétaires, la valeur des terres aurait doublé sans contredit

au bout de dix ans; mais je trouvai le plus grand inconvénient à devoir me retirer pour quelque temps des affaires publiques, et il me répugnait d'aller en Russie-Blanche, ce qui ne pouvait manquer de m'attirer la méfiance d'un grand nombre de patriotes exaltés, et les soupçons de chercher l'appui et la protection de la cour de Pétersbourg.

Cependant, fortifié par la certitude que rien ne me ferait dévier du chemin de l'honneur et du devoir, j'étais persuadé que je conserverais toujours l'estime et la confiance des gens de bien, et je méprisais les mauvaises impressions qu'un voyage, nécessité par des affaires de famille, pouvait faire naître dans l'esprit de ceux qui ne me connaissaient pas suffisamment....; mais pouvais-je supposer alors que mes inquiétudes et mes alarmes dussent se tourner vers un objet bien différent....? et pouvais-je penser que quatorze mois plus tard toutes mes terres seraient séquestrées à l'époque où la Pologne succomba, après une faible résistance, et que pour sauver ceux avec qui j'avais des relations d'affaires, ainsi que pour faire honneur à mes engagemens envers ma famille et mes créanciers, je serais obligé de me soumettre à des humiliations que j'aurais volontiers rachetées au prix de ma vie!....

Après cette courte digression, je reprends le fil des opérations de la diète que j'avais interrompu à l'époque de mon départ pour La Haye,

au mois de juin 1790, c'est-à-dire deux mois environ après la conclusion du traité d'alliance avec le roi de Prusse.

Les négociations du traité de commerce avançaient lentement; la rédaction de la constitution fut confiée à une députation qui, après en avoir discuté et adopté tous les articles, devait les porter à la décision générale.

Tous les bons patriotes se plaignaient que l'on avait perdu beaucoup de temps précieux; et ils voyaient s'approcher avec douleur et inquiétude l'expiration du terme prescrit pour la durée des diètes. Ils craignaient de devoir abandonner à une assemblée prochaine, composée de nouveaux représentans de la nation, un travail qui n'était que commencé, et auquel étaient attachées les destinées de leur patrie.

Deux moyens furent proposés pour remédier à cet inconvénient; l'un était de terminer la diète pour la recommencer plus tard, comme diète nouvelle, mais avec les mêmes maréchaux et les mêmes nonces; l'autre, de la proroger jusqu'au mois de mars 1791.

Quoique le parti anticonstitutionnel s'opposât vivement à une prolongation qu'il regardait comme pernicieuse et contraire aux lois qui avaient existé jusqu'alors, on trouvait, indépendamment de la nécessité absolue d'employer cette mesure, une justification suffisante dans les ré-

ponses aux universaux que l'on avait expédiés pour informer la nation des opérations de la diète.

De tous côtés on s'empressait d'approuver tout ce qui avait été fait jusqu'à cette époque, et les habitans de tous les palatinats témoignaient le plus vif désir de voir au plus tôt la constitution établie sur les bases dont on leur avait fait part.

Les séances qui furent consacrées à la discussion de cet objet étaient très orageuses, malgré le petit nombre de l'opposition. Le roi se prononça ouvertement, en disant, « que, d'après le « vœu manifeste de la diète, les nonces actuels « étaient chargés de refondre la constitution, et « de l'établir sur des bases déjà approuvées par « elle; que la diète actuelle était donc une véri- « table convention, un corps constituant, qui « ne pouvait se séparer sans avoir exécuté la mis- « sion que lui confirmaient tous les palatinats. »

La prorogation jusqu'au terme du 7 février 1791, fut enfin adoptée, après quatre jours de débats, à la pluralité de cent quinze voix contre seize. Mais la diète en même temps ordonna l'assemblée des États ou diétines dans les provinces, afin que la nation pût choisir de nouveaux députés, et les adjoindre aux anciens pour le terme du 16 décembre 1790. Cette dernière décision passa à l'unanimité.

On continua, en attendant, de s'occuper à faire

des changemens essentiels dans la forme du gouvernement; mais l'objet principal des discussions, qui présentait en même temps le plus de difficultés à vaincre, était la proposition d'abroger l'élection des rois, et de déclarer le trône héréditaire.

C'est *Krasinski*, évêque de Kamieniec, qui osa le premier la porter à l'assemblée, et l'appuyer d'un discours aussi éloquent que persuasif, par l'énumération de tous les troubles et les malheurs qu'avait attirés à la Pologne la funeste prérogative d'élire les rois. Il fut fortement soutenu par les principaux membres de la diète, mais combattu par ceux qui regardaient l'élection comme le palladium de la liberté polonaise, et qui prétendaient qu'en déclarant le trône héréditaire, on assujettissait la nation à une monarchie despotique.

Cependant le parti de l'opposition, qui ne s'était pas prononcé contre la convocation des nouvelles diétines, ne doutait point qu'elles ne fussent orageuses, et s'attendait au moins que dans le nouveau choix il trouverait beaucoup de nonces qui partageraient son opinion. Mais il n'en fut pas ainsi : les diétines furent partout calmes, et presque partout le choix tomba sur des hommes probes, éclairés, et dévoués aux intérêts de l'état. Dans presque toutes les assemblées on donna des instructions qui répondaient à ce que

la diète avait déjà statue, et à ce qu'elle déclarait encore devoir faire. On recommandait aux nonces d'insister sur l'égale répartition de l'impôt, et sur l'augmentation la plus prompte de l'armée. On les chargeait aussi expressément de demander l'hérédité du trône, en désignant l'électeur de Saxe ou sa fille pour succéder à Stanislas, et commencer après lui la dynastie des rois héréditaires.

Cette conformité d'opinions, qui avait été provoquée par la lettre circulaire des maréchaux de la diète, adressée aux palatinats et districts le 9 octobre 1790, prouvait évidemment toute la confiance que cette assemblée avait inspirée.

Déjà, en date du 24 septembre, on avait expédié, d'après les ordres des États assemblés, une autre lettre circulaire pour demander à la nation si, dans la vue de prévenir les interrègnes, elle était d'avis de nommer un successeur au trône. Deux semaines plus tard, la proposition de choisir comme candidat l'électeur de Saxe, après le décès du roi régnant, ayant été portée à la chambre de la diète, les maréchaux reçurent par la volonté unanime des États l'ordre de proposer ce candidat à tous les habitans des palatinats, terres et districts assemblés aux diétines qui devaient avoir lieu le 16 novembre; et c'est ce qu'ils firent par la lettre circulaire que j'ai citée, en date du 9 octobre.

L'opposition voyant ses efforts nuls et ses espérances trompées, chercha à gagner du temps, et à prolonger les opérations de la diète, en multipliant les difficultés, et faisant naître de nouvelles discussions à chaque article du projet de constitution. S'appuyant de l'autorité de la loi de 1768, dictée à cette époque par la Russie, et qui déclarait que l'on ne pouvait faire aucun changement dans les lois fondamentales qu'à l'unanimité, elle comptait s'en prévaloir pour combattre tous les projets tendans à des innovations; mais la majorité enfin fatiguée, et connaissant le besoin pressant de terminer la grande œuvre de l'organisation du gouvernement, résolut de lever tous les obstacles, en décidant l'abrogation de la loi de 1768. Elle décréta en même temps de ne plus discuter article par article les projets que lui présenterait la députation, mais de les approuver en masse, ou, si elle croyait devoir y faire quelques changemens, de charger la députation de les rédiger encore une fois d'après les ordres qui lui seraient donnés. Comme toutefois ce travail pouvait être prolongé, elle se détermina de prononcer avant tout sur deux objets importans, c'est-à-dire sur la forme des assemblées de la nation et sur les demandes des villes. Ces deux objets furent en effet décidés et réglés avant le 3 mai 1791.

Quant au premier, la diète décida « que la

« volonté nationale serait constatée dans les as-
« semblées préalables, autant que dans la diète
« même. Ces assemblées devaient remettre à
« leurs députés les instructions auxquelles ils
« étaient obligés de se conformer, pour les lois
« civiles ou criminelles : ils devaient sur ces deux
« points, rendre compte à leurs commettans, et
« être responsables de l'inexécution du mandat
« qui leur avait été donné; mais dans ce compte,
« et dans la responsabilité qui en était la suite,
« ne devait être compris rien de ce qui regardait
« la surveillance des opérations du pouvoir exé-
« cutif, la décision de la guerre ou de la paix,
« et les réglemens des magistratures; parce que
« de ces trois articles, les deux premiers pou-
« vaient tenir à des circonstances extraordinaires,
« momentanées, même secrètes, et le troisième
« à des vues générales d'administration; toutes
« choses sur lesquelles on ne peut guère trouver
« dans une assemblée locale, des connaissances
« suffisantes. La diète établit ensuite différens
« modes de voter dans l'assemblée générale, sui-
« vant la nature des objets qu'elle avait à décider.
« Tous ne furent pas jugés également suscepti-
« bles d'être réglés par une pluralité absolue. Les
« déclarations de guerre, les traités de paix, les
« traités d'ailliance, les lois politiques, exigeaient
« les trois quarts des voix; les impôts pouvaient
« être décrétés aux deux tiers, etc., etc. »

Après avoir décidé des questions si importantes, le 24 mars 1791, la diète ayant la conviction qu'il ne suffisait pas de faire de bonnes lois, mais qu'il fallait en assurer l'exécution, remit entre les mains du roi et du conseil d'état[1] la surveillance de tous les agens du pouvoir exécutif, dans l'intervalle d'une diète à l'autre, la convocation des diètes, et tout ce que pouvaient provisoirement exiger les affaires de l'état.

Quant au Mémoire présenté à la diète au nom des villes qui réclamaient des priviléges pour leurs habitans, on l'avait renvoyé d'abord à une députation nommée spécialement pour l'examiner. Le projet que cette députation soumit à la décision des États assemblés, était sage et modéré; toutefois il excita de très vives contestations, qui ne furent terminées qu'après les amendemens qu'y fit *Suchorzewski*, nonce de Kalisz, et qui, relus avec le projet même, le firent recevoir à l'unanimité.

Le jour même que cette loi passa dans l'assemblée de la diète, le prince *Adam Czartoryski*, le comte *Potocki*, grand-maréchal de Lithuanie, et *Malachowski*, maréchal de la diète, se firent recevoir bourgeois de Varsovie, et leur exemple fut suivi des premiers nobles de la Pologne.

Un décret de la diète, qui précéda la journée

[1] Ce conseil a été appelé *Straz*.

du 3 mai, déclarait que l'assemblée s'interdisait à jamais la faculté de détacher ou de céder quelque partie que ce fût des états de la république. Un enthousiasme patriotique avait produit la motion de ce projet, qui passa en loi d'autant plus facilement que tout le parti de l'opposition prévoyait avec plaisir que le roi de Prusse serait offensé de cette mesure, qui empêchait toute négociation ultérieure au sujet de Thorn et de Dantzick.

On ne peut disconvenir que cette démarche de la diète ne fût trop précipitée et inutile dans le fond, puisqu'aucune protestation de maintenir l'intégrité d'un pays ne peut rien contre la force, et que d'un trait de plume, on détruisait tout espoir de résister à la Russie sans l'appui de la Prusse, en même temps que l'on renonçait aux avantages que les traités de commerce avec la Prusse, l'Angleterre et la Hollande promettaient à la nation.

Cette démarche était d'autant plus impolitique, qu'après le congrès de Reichembach, le roi de Prusse, qui s'était rapproché du cabinet de Vienne, commençait à redouter l'époque où la Russie ferait sa paix avec les Turcs; ce qui lui était d'autant plus facile, qu'elle n'avait plus à craindre une diversion du côté de la Suède depuis la signature du traité de Varela. Il commençait aussi à se refroidir du côté des Polonais,

tant à cause de la résistance qu'il avait rencontrée relativement à la cession de Thorn et de Dantzick, qu'à cause des propos que l'on débitait à Varsovie sur son compte, et de la lenteur que l'on mettait dans les négociations du traité de commerce.

Son premier ministre *Hertzberg*, qui avait de l'humeur depuis la signature du traité de Reichembach, et qui était désappointé du peu d'empressement que les Polonais mettaient à faire cause commune avec la Prusse, et à se resserrer par des liens plus étroits moyennant un traité de commerce, nourrissait dans l'esprit du roi son maître des sentimens défavorables aux Polonais.

Dès-lors aussi la Russie, qui n'avait cessé de conserver des agens à la cour de Berlin, travaillait à discréditer entièrement le ministre *Hertzberg* auprès du roi de Prusse, afin de faire entourer ce prince de conseillers qui fussent mieux disposés pour les intérêts de la cour de Pétersbourg, et qui partageassent ses sentimens relativement à la révolution française. Cependant, malgré la décision de la diète dont je viens de parler, le roi de Prusse, qui avait fait entendre plusieurs fois, par son ministre, qu'il ne faisait pas de l'occupation des villes de Thorn et de Dantzick une condition essentielle du traité de commerce, fit semblant de ne pas paraître s'affecter

d'une résolution qui devenait un refus irrévocable.

En conséquence de ses ordres, les négociations du traité de commerce ne discontinuèrent point, et le ministre *Lucchesini* avait l'air d'aplanir *avec plaisir les difficultés qui se présentaient*.

CHAPITRE VI.

Depuis le 16 décembre 1790, jour où les nouveaux nonces avaient pris séance et doublé le nombre des représentans de la nation, les opérations de la diète avaient été plus actives; mais des alarmes de l'extérieur, en partie fondées, et en plus grande partie forgées pour intimider la nation, entretenaient des inquiétudes et des agitations entre les membres de l'assemblée.

Les rapports des ministres polonais auprès de différentes cours, en parlant des bruits qui se répandaient au sujet d'un nouveau partage, ne pouvaient manquer d'augmenter les alarmes des patriotes. Ils avisèrent aux moyens d'abréger leur travail, par un coup décisif, qui ne pouvait réussir sans la participation du roi, mais qui pouvait sauver la Pologne, si, en unissant le roi à la

nation par des liens indissolubles, on parvenait à mettre le pays en état de résister à toutes les menaces des puissances voisines.

Il s'agissait de faire adopter, dans une seule séance, tout le projet de la nouvelle constitution. On eut d'abord quelques craintes de faire part au roi de cette mesure, qui devenait indispensable; mais on le trouvait depuis quelque temps si porté à seconder les vœux de la nation, et si flatté des égards qu'on lui témoignait, ainsi que de l'autorité qui lui avait été déférée, qu'on n'hésita point à porter à sa connaissance le projet de la constitution, tel qu'il avait été rédigé par la députation.

Le roi demanda à le garder quelque temps pour l'examiner et y faire des corrections, se réservant à lui seul de proposer dans l'assemblée cet acte constitutionnel. Il n'y fit pas de changemens; mais il se trouva flatté de pouvoir l'appeler son ouvrage, et le lut dans un comité de quelques personnes de confiance, en disant, avant d'en avoir commencé la lecture, *que c'était le vœu de son cœur, ou le rêve d'un bon citoyen*.

Si d'un côté on était enchanté des bonnes dispositions du roi, d'un autre, l'on craignait que le secret ne perçât dans le public, et que le parti de l'opposition, informé de ce projet, n'employât tous ses efforts pour le renverser, en faisant usage même de voies de fait pour y parvenir.

C'était au 5 de mai que l'on avait fixé le terme de l'exécution du projet patriotique; mais des confidences faites par le roi à quelques personnes qui n'étaient pas de son avis, rendirent nulles toutes les précautions qui avaient été prises pour garder un secret dont la révélation pouvait faire manquer tout le plan. Il fut donc jugé convenable, d'après l'avis du roi même, d'anticiper le terme, et de fixer au 3 mai la consommation de l'œuvre qui devait changer totalement la constitution de Pologne, et porter à la postérité les noms de ceux qui en avaient été les auteurs.

La veille de cette journée mémorable, les patriotes se réunirent dans le palais Radziwill, vers le soir, pour entendre la lecture de l'acte constitutionnel. Des applaudissemens universels se firent entendre, et l'accord unanime ne fut troublé par aucune opposition, quoique parmi les spectateurs, dont on n'avait pas surveillé le choix, il se trouvât des partisans de la Russie. Les membres de la diète s'étant transportés ensuite chez le maréchal *Malachowski*, on passa une partie de la nuit à recueillir les signatures, et l'on attendit dans le plus grand calme et dans la joie du cœur, mais avec impatience, le jour qui devait assurer la liberté, l'indépendauce et le bonheur de la nation.

L'ouverture de la séance du 3 mai fut précédée d'une réunion de plusieurs milliers de specta-

teurs que la curiosité avait amenés dès le matin dans l'enceinte du château royal. Après le discours du maréchal, adapté aux circonstances et qui réveillait tous les sentimens de l'enthousiasme patriotique, la députation des affaires étrangères fut invitée à rendre compte des rapports de plusieurs de nos ministres auprès de différentes cours, et de faire connaître tous les renseignemens qui devaient, à juste titre, nous alarmer sur le sort dont la patrie était menacée du côté de ses voisins. *Soltyk*, nonce de Cracovie, appuya la proposition que le maréchal de la diète avait faite à ce sujet. Le roi prit la parole, en assurant que la députation avait en effet reçu des nouvelles qui intéressaient fortement l'existence et la sûreté de la patrie, et demanda que, pour dissiper tous les doutes, elle en fît elle-même la lecture devant les États assemblés.

Cette proposition, qui était fort simple, ne pouvait être contestée que par un petit nombre de l'opposition, qui craignait de voir dévoilées les intentions de la Russie. Un nonce de ce parti, à genoux au milieu de la salle, les bras étendus vers le trône, ayant auprès de lui son fils, enfant de six ans, qu'il avait amené, disait-il, pour l'immoler à la liberté, si elle était violée dans cette funeste journée, s'obstinait à demander la parole, qu'on ne voulait lui accorder qu'après le rapport de la députation. Cependant

son obstination l'ayant emporté sur des refus réitérés, on lui laissa prononcer un discours, dans lequel, après avoir accusé la députation de chercher à répandre dans la diète de fausses alarmes, et le parti qui voulait une constitution, d'exciter le peuple contre ceux qui y étaient opposés, il dénonça une prétendue conspiration dont il devait être victime, sans pouvoir alléguer une preuve qui eût même l'apparence de vraisemblance. Ce discours fanatique et rempli d'idées sans ordre et sans suite, fut suivi immédiatement de la lecture des rapports que la députation avait reçus des ministres de la république auprès des cours étrangères. Ils s'accordaient tous à parler d'un nouveau partage, qui devait servir de base à la paix que la Russie offrait aux Turcs; ils ajoutaient que les puissances amies de la Pologne ne voyaient pour elle d'autre moyen de salut que dans l'organisation d'une forme de gouvernement qui pût réunir toutes ses forces; que les puissances ennemies redoutaient, au contraire, tout changement qui conduirait à ce but, et chercheraient à l'empêcher. Dans la plupart de ces rapports on faisait connaître que la Russie comptait beaucoup sur la fausseté du cabinet de Berlin et sur la vénalité de quelques Polonais.

Après la lecture de ces dépêches intéressantes, qui faisaient connaître et le danger imminent qui menaçait la Pologne et la nécessité d'établir sans

tarder la nouvelle constitution, le maréchal *Potocki* insista avec beaucoup de force et de véhémence pour qu'on prît de suite le seul parti qui pût sauver l'état; et s'adressant au roi, il lui dit: « Vous, Sire, que votre rang met hors d'at« teinte de toutes les jalousies; vous, à qui de « vastes connaissances, un esprit juste, un ca« ractère conciliant, assurent une prééminence « indépendante de celle du trône; c'est à votre « majesté à proposer aujourd'hui les moyens les « plus efficaces pour sauver la patrie. »

Le roi prit la parole, et déclara qu'il ne voyait rien de plus salutaire pour le bien de l'état, au milieu des circonstances dans lesquelles on se trouvait, que d'établir incessamment une nouvelle constitution qui fût aussi sage que solide, et qui détruisît tous les abus qui s'étaient introduits dans le gouvernement présent; il ajouta que, pénétré de cette vérité depuis long-temps, il avait préparé un projet dont il ferait part à l'assemblée; mais il annonça que sur un seul article, c'est-à-dire sur la succession au trône, il ne croyait pas devoir émettre son opinion, jusqu'à ce que l'assemblée eût prononcé son avis dans une circonstance aussi importante.

Après quelques débats sur la question de savoir si le projet du roi pouvait et devait être lu, le secrétaire de la diète en fit la lecture, mais après qu'il eut fini, le parti de l'opposition s'éleva en

reproches et en invectives contre le projet même et contre ceux qui en avaient formé le plan.

Des discours très véhémens furent prononcés pour prouver que la nouvelle constitution détruisait les *pacta conventa;* qu'elle établissait un gouvernement plutôt despotique que monarchique; qu'elle renversait tous les principes sur lesquels la liberté de la nation polonaise reposait. Les discussions durèrent plusieurs heures. Le plan de constitution attaqué avec chaleur et acharnement, fut défendu par des discours modérés, mais avec des argumens très convaincans, par beaucoup de membres de l'assemblée. Enfin la majorité en faveur du projet paraissant évidente, car il n'y avait plus que quelques voix contraires qui se fissent entendre, le nonce de Livonie *Zabiello* déclara qu'il avait toujours été ennemi du pouvoir absolu, mais que ne voyant dans le projet rien qui pût alarmer la liberté, il suppliait le roi et la diète de s'empresser de prêter le serment à la constitution. Un cri général d'approbation et de consentement se fit entendre. Toute l'assemblée se porta auprès du trône, où l'attitude du roi, imposante et paternelle, inspirait autant d'enthousiasme que de confiance, d'admiration et de reconnaissance à tous ceux qui l'entouraient.

Le roi ayant ordonné à l'évêque de Cracovie de lire le serment, qu'il répéta à haute voix,

ajouta : « J'ai juré, et je ne m'en repentirai ja-« mais. J'engage tous ceux qui aiment la patrie « à me suivre à l'église pour y prêter le même « serment. » Il quitta son trône, traversa toutes les salles et les corridors qui conduisent du château à l'église cathédrale, suivi de toute l'assemblée (hormis douze membres), et accompagné d'une foule de spectateurs qui se pressaient sur son passage, dans l'ivresse de la joie, exprimant des vœux bien sincères pour le roi et les auteurs de la constitution.

On ne peut se faire une idée du spectacle imposant que présentait cette procession majestueuse, qui s'avança jusqu'aux pieds des autels, non plus que du tableau qu'offrait à l'église, la réunion des évêques, des ministres, des membres séculiers du sénat, et des représentans de la nation, qui, ayant le roi à leur tête, répétaient le serment solennel de maintenir cette constitution qui devait assurer le bonheur de la patrie. Un *Te Deum* en actions de grâces à l'Être suprême termina cette auguste cérémonie; et quoique la joie et l'effervescence générale eussent passé bientôt dans les quartiers les plus éloignés de la ville, aucun événement n'y troubla le calme, la paix et la tranquillité.

La journée suivante fut destinée au repos, et la séance de la diète remise au 5 mai. Les patriotes s'attendaient à quelques réclamations de

la part des membres qui n'avaient pas prêté serment, et croyaient que le parti de l'opposition ferait naître quelques difficultés qui donneraient lieu à de nouvelles discussions. Ils ne se trompèrent point, mais ce fut précisément une question que le parti anticonstitutionnel avait fait naître, pour mettre en doute la légalité des formes employées par la diète pour faire accepter la constitution du 3 mai, qui fournit le moyen de lui donner plus de force, de prévenir des protestations, et de réunir tous les sentimens unanimes sans aucune contestation en sa faveur.

L'évêque *Kossakowski* avait prêté serment comme les autres; mais, étant président d'une députation dont les membres, en commençant par lui, devaient, d'après l'ordre établi, signer toutes les lois arrêtées par la diète, avant qu'elles fussent promulguées et imprimées, il déclara que, malgré le respect qu'il portait à la nouvelle constitution, il ne pouvait y apposer sa signature, vu qu'aucune loi ne devait être signée par la députation, si elle n'avait été décrétée à l'unanimité, ou à la pluralité des voix. Il ajouta qu'il ne pouvait le faire que dans le cas où il serait autorisé par la diète.

Cette objection était captieuse, et l'évêque s'attendait qu'elle aurait des résultats favorables, en faisant naître des doutes et des discussions en-

tre les membres de la députation ; mais il fut très surpris, lorsque ses collègues, loin de l'écarter, l'appuyèrent, et la trouvèrent très juste. Ils le firent sans doute dans la persuasion que la diète ne manquerait pas d'ordonner la signature; et ils voyaient avec plaisir que l'acte constitutionnel acquerrait encore plus de force et de validité en observant scrupuleusement toutes les formes. L'évêque ayant fait part à l'assemblée des États de l'objet de la question, le maréchal *Malachowski* demanda si l'on était d'accord pour ordonner que la constitution fût signée par la députation en présence des deux chambres; à quoi on répondit par une approbation générale, à trois reprises différentes, et la signature, apposée sans aucune opposition, mit le dernier sceau de la légalité à la nouvelle constitution.

Cette acceptation unanime détermina ceux mêmes des membres qui avaient montré de l'opposition, et qui voulaient protester, à déclarer par écrit que, « s'étant jusqu'alors regardés « comme liés par leurs instructions, ils avaient « cru devoir y rester fidèles; mais que la ré- « volution étant consommée, la nation entière « paraissant y applaudir, persuadés d'ailleurs des « intentions patriotiques du roi, et de ceux qui « avaient le plus contribué à effectuer ce grand « changement; voyant enfin que l'acte sur le- « quel le roi, le sénat, et la presque totalité des

« nonces avaient déjà prêté le serment, n'éten-
« dait point le pouvoir de la royauté au-delà de
« ses justes bornes, et garantissait au contraire
« une liberté pleine et entière, en maintenant la
« souveraineté de la nation assemblée en diète,
« ils ne voulaient plus arrêter, ni même retar-
« der par une vaine résistance l'effet d'une révo-
« lution commencée, conduite et achevée avec
« tant de bonheur; qu'ils y concouraient donc
« de tout leur cœur; qu'ils en félicitaient la pa-
« trie et ceux qui y avaient coopéré, et remer-
« ciaient le roi, qui en avait été le principal au-
« teur et le chef. »

Entre les noms des membres qui signèrent cette déclaration, l'on observait quelques uns des plus dévoués à la Russie, qui se prononcèrent ensuite ouvertement contre la constitution; cependant l'hommage qu'ils venaient de lui rendre publiquement était un triomphe pour ceux qui en avaient été les auteurs.

Voici un résumé des dispositions de cet acte mémorable du 3 mai.

« La religion catholique romaine reste la re-
« ligion dominante de l'état; les autres cultes
« chrétiens sont tolérés; le roi doit toujours être
« de la religion dominante.

« L'éligibilité du trône est abolie, sauf le cas
« de l'extinction de la famille qui y est appelée.
« L'hérédité est consacrée. A la mort du roi

« régnant, l'électeur de Saxe et ses descendans « sont appelés à la succession héréditaire. Si ce « prince n'a point d'enfans mâles, sa fille est dé- « clarée infante de Pologne, mais elle ne pourra « disposer de sa main que de l'aveu de la diète, « et son époux deviendra le chef de la dynastie « future.

« Le pouvoir législatif appartient à la diète, « composée comme auparavant du roi, du sénat « et des nonces. Le roi conserve à la diète une « voix délibérative; mais en cas de parité de « voix, son suffrage est décisif; il pourra tou- « jours prendre l'initiative, soit aux diétines par « ses universaux, soit aux États par ses propo- « sitions : les diétines et les nonces auront aussi « le droit de proposer.

« La diète s'assemble tous les deux ans; mais « sa convocation devient nécessaire dans les cas « suivans : 1°. une guerre étrangère; 2°. des « troubles intérieurs qui menacent l'état d'une « guerre civile ou d'une révolution; 3°. le danger « visible d'une famine générale; 4°. une mino- « rité par la mort ou l'aliénation d'esprit du « monarque.

« Le roi aura en outre le droit de suspendre, « jusqu'à la législature suivante, l'exécution de « tout décret auquel il n'aurait pas donné sa « voix.

« On lui rend le droit de nommer aux em-

« plois, tel qu'il l'avait avant la diète de 1775; il « nomme les sénateurs, qui sont à vie.

« Le pouvoir exécutif appartient au roi et à « son conseil, composé de six ministres.

« L'armée est entièrement à la disposition du « pouvoir exécutif.

« La régence appartient au conseil du roi, « présidé par la reine-mère, ou à son défaut par « le primat, membre indispensable du conseil.

« Les ministres sont responsables envers la « diète, mais ne peuvent être accusés que lors- « que les deux tiers des voix se réuniront pour « demander leur jugement.

« Lorsque la pluralité de la diète témoignera « au roi n'avoir plus de confiance dans un mi- « nistre, le roi sera obligé d'en nommer un autre.

« Les ministres seront jugés par le tribunal « comitial ou tribunal permanent de la diète, « seul juge des crimes d'état.

« Dans l'intervalle des diètes, le roi et son « conseil auront provisoirement le pouvoir de « faire des réglemens et des traités.

« La noblesse est confirmée dans ses anciens « droits et priviléges.

« La loi du 18 avril, qui règle le sort des bour- « geois des villes libres, est confirmée dans tous « ses points, ainsi que l'admission de leurs dé- « putés à la diète.

« Ces députés, à la fin de leur seconde année,

« ont le droit d'être anoblis; de même ceux qui « dans les régimens parviennent au grade de ca- « pitaine, et dans les dicastères, au rang de ré- « gens. A chaque diète, trente bourgeois pro- « priétaires peuvent être anoblis sur la demande « de leurs villes.

« L'administration de la justice est répartie « entre des tribunaux de première instance, des « tribunaux d'appel, et le tribunal assessorial.

« Il y a en outre des cours de justice territo- « riales pour la noblesse et les propriétaires, et « des cours de justice référendaires pour les pay- « sans libres.

« Enfin, il y a pour l'état entier une haute- « cour, ou tribunal de la diète, qui connaît de « tous les crimes contre la nation et le roi, et « dont les membres sont choisis à chaque diète.

« L'usage du pouvoir exécutif est confié à des « commissions pour l'éducation nationale, la « police, la guerre, et le trésor.

« Le *liberum veto*, toute confédération ou diète « fédérative sont supprimés à jamais, comme « étant contraires à l'esprit de la présente consti- « tution, et tendans à troubler l'état.

« Tous les vingt-cinq ans, il sera procédé à la « révision et à l'amélioration de la constitution, « dans une diète convoquée extraordinairement « à cet effet, et dont la forme est déterminée par « une loi particulière. »

"Après avoir soustrait la Pologne à l'oppression étrangère et aux désordres intérieurs, en fondant une forme de gouvernement propre à consolider la liberté et l'indépendance, ainsi qu'à assurer le bonheur de la patrie, la diète déclara que quiconque oserait s'opposer à la constitution, formerait des complots pour la détruire, et troublerait le repos de la nation de quelque manière que ce fût, serait regardé comme ennemi de la patrie, et traduit comme traître et conspirateur devant son tribunal.

S'il s'est trouvé des détracteurs de cette sage constitution, que l'esprit de parti, un jugement trop précipité, ou le défaut de connaissances nécessaires conduisait à condamner, elle en a été bien vengée par l'enthousiasme avec lequel elle fut reçue dans toute l'étendue de la Pologne, par l'impression qu'elle a faite sur l'esprit de tous les hommes sages en Europe, et par l'opinion qu'ont prononcée à son égard des savans distingués et les hommes d'état les plus respectables.

Thomas *Payne*, dans son ouvrage sur la théorie et la pratique des droits de l'homme, malgré ses idées exagérées, et qui n'étaient pas d'accord avec les sentimens modérés des législateurs polonais, ne peut s'empêcher de convenir *que le gouvernement de Pologne a donné l'exemple d'une réforme faite sur lui-même et par lui-même.*

Volney, après avoir parlé de l'état d'oppression

dans lequel gémissent les paysans des pays septentrionaux, ajoute, à la louange de la noblesse polonaise, *qu'elle s'est soustraite à ce reproche dans la journée du 3 mai*.

Fox nomme la constitution du 3 mai, *une œuvre à laquelle tous les amis d'une liberté raisonnable doivent être sincèrement affectionnés*. La plupart des membres les plus marquans de l'opposition pensaient de même et s'exprimaient de la même manière. Mais aucun Anglais n'a prononcé son opinion sur la constitution du 3 mai avec plus de force et de chaleur que le célèbre *Burke*, et comme le tableau qu'il en fait est tout aussi frappant que vrai et exact, je ne puis m'empêcher d'en citer un passage.

« L'état de la Pologne était tellement malheu-« reux, qu'il ne faut pas s'étonner des change-« mens qu'elle a faits, quand même les opinions « seraient partagées à cet égard; et sa révolution « ne lui doit attirer aucun blâme, quand même « elle serait soutenue par l'effusion du sang. On « ne devait redouter aucune confusion dans une « pareille entreprise, car l'état qu'il s'agissait de « réformer était l'état de la confusion même.

« Le roi sans puissance, la noblesse sans unité, « le peuple sans arts, sans industrie, sans com-« merce, sans liberté, sans administration inté-« rieure, sans protection au-dehors, sans forces « effectives, et sous une oppression étrangère

« portée au comble dans un pays sans défense;
« tel était en Pologne l'état des choses. Il con-
« duisait directement à cette courageuse entre-
« prise, et aurait pu justifier jusqu'aux démarches
« dictées par le désespoir. Mais par quels moyens
« ce chaos de la Pologne a-t-il pu être amené à
« un ordre régulier? Ces moyens enchaînaient
« l'attention, en satisfaisant le coup d'œil de la
« droite raison, et en flattant le sentiment moral.
« L'humanité doit se réjouir et se glorifier quand
« elle considère le changement de la Pologne :
« rien n'y est faible, rien n'y est honteux. Ce
« changement est d'une nature si élevée, qu'il
« sera le bienfait le plus noble et le plus grand
« versé sur l'espèce humaine. Nous avons vu dé-
« truire l'anarchie et l'esclavage; nous avons vu
« le trône affermi par l'amour de la nation, sans
« offenser la liberté; les cabales étrangères étouf-
« fées par le changement de l'élection en héré-
« dité. Dix millions d'hommes attachés à la cul-
« ture de la terre deviendront libres peu à peu;
« et ce qui est aussi heureux pour eux que pour
« leur pays, ils seront dispensés non des devoirs
« civils et politiques, qui ne peuvent paraître à
« charge qu'à des esprits corrompus, mais de
« ceux qui les tenaient enchaînés dans un véri-
« table esclavage. Les habitans des villes, jus-
« qu'ici privés du degré de considération qui
« leur appartient dans toute société civile, pren-

« dront le rang qui leur convient. Un corps « de noblesse le plus généreux et le plus nom« breux de la terre, s'est mis à la tête de citoyens « nobles et libres comme elle ; personne n'a « éprouvé de perte, personne n'est opprimé, « depuis le roi jusqu'au plus simple particulier, « chacun est confirmé dans ses relations natu« relles ; tout demeure à sa place et tout est amé« lioré. A cette merveille bienfaisante se joint « encore la gloire particulière d'une prévoyance « couronnée par le succès, qui a su prévenir la « plus légère effusion de sang. Aucune trahison, « aucune injure, aucune de ces conspirations « contre l'honneur des individus ; aucune renon« ciation modifiée à la religion et aux bonnes « moeurs ; aucun pillage ; aucune confiscation « n'y trouve place ; aucun citoyen n'a été empri« sonné, aucun n'a été puni. Tout ce qui est « arrivé a été tellement conservé dans les bornes « de la dignité, de l'harmonie, de la décence, « qu'on n'a jamais rien vu de semblable en pa« reilles circonstances. O nation fortunée, s'il « t'est donné de pouvoir achever comme tu as « commencé ! Roi plus heureux encore, glorieux « d'avoir pu mettre fin à l'élection du trône, et « d'établir la ligne patriotique des rois hérédi« taires !.... Ce grand ouvrage a enfin cette pro« priété éminente, qu'il renferme en soi le germe « d'une prospérité toujours croissante. »

Hertzberg, qui avait déjà quitté le ministère de Prusse, en lisant à l'académie de Berlin un Mémoire sur les révolutions des empires, six mois après le 3 mai, ne put s'empêcher de rendre justice à la révolution mémorable qui s'opéra à cette époque dans le gouvernement de Pologne, et il relevait la sagesse des principes qui avaient dirigé les Polonais pour établir leur nouvelle constitution.

Mais ce qu'il y a de bien plus remarquable, et ce qui ne peut manquer d'étonner tous ceux qui liront plus tard les déclarations officielles de Frédéric-Guillaume en 1793, c'est que ce prince, immédiatement après l'établissement du nouvel ordre des choses en Pologne, approuvait hautement la conduite de l'assemblée de la diète, et en donnait les témoignages les plus évidens. Son ministre à Varsovie, *Goltz*, qui remplaçait momentanément *Lucchesini*, demanda et eut le 16 mai une conférence avec la députation des affaires étrangères, et il débuta en annonçant avoir reçu l'ordre de S. M. le roi de Prusse de témoigner à la députation combien le roi son maître avait éprouvé de satisfaction en apprenant l'heureuse révolution qui avait enfin donné à la Pologne une constitution sage et bien organisée. Il ajouta ensuite :

« Aussitôt que le roi eut reçu l'intéressante « nouvelle de la loi par laquelle les États de la

« république appelaient éventuellement au trône
« de Pologne l'électeur de Saxe, et en assuraient
« la succession à ses descendans mâles, ou à leur
« défaut à sa fille et à l'époux que ce prince lui
« choisirait, de l'aveu des États, S. M. prus-
« sienne m'adressa un ordre très précis de décla-
« rer auxdits États que, conformément au vif
« intérêt qu'elle prend à tout ce qui peut con-
« tribuer au bonheur de la république, et cimen-
« ter sa nouvelle constitution (intérêt dont S. M.
« prussienne a donné les preuves les moins équi-
« voques dans toutes les circonstances qui lui en
« ont offert la possibilité); elle croit digne de
« tous ses éloges la démarche ferme et déci-
« sive à laquelle viennent de se porter lesdits
« États, la regardant comme le moyen le plus
« propre à donner une base solide au gouverne-
« ment de la Pologne, comme aussi à sa félicité,
« qui doit en être la suite; que cette nouvelle a
« été d'autant plus agréable à S. M. prussienne,
« qu'elle est unie par les liens d'amitié et du
« bon voisinage au prince vertueux destiné à
« étendre et à cimenter ce bonheur; qu'elle est
« convaincue que le choix de la république res-
« serrera tous les rapports de bonne intelligence
« et d'harmonie qui subsistent jusqu'à présent
« entre elle et la Pologne. En conséquence, S. M.
« m'a enjoint de la manière la plus expresse de
« témoigner à S. M. le roi de Pologne, aux ma-

« réchaux de la diète, et à tous ceux qui ont « travaillé à cette réforme salutaire, combien « elle lui est agréable. S. M. prussienne s'est « empressée d'écrire dans les mêmes termes à « l'électeur de Saxe au sujet de cette sage consti- « tution. »

Goltz terminait en demandant que l'expression des sentimens du roi son maître fût portée à la connaissance des États. Le président de la députation fit verbalement une réponse analogue à cette déclaration aussi amicale que flatteuse, et l'original de cette conférence, signé par tous ceux qui y étaient présens, fut déposé dans les archives du département des affaires étrangères.

Mais ce n'était pas encore assez de ces communications officielles, Frédéric-Guillaume, en répondant à des lettres particulières que le roi de Pologne lui avait adressées, disait entre autres, en date du 23 mai :

« J'ai reçu presque en même temps les deux let- « tres par lesquelles votre majesté a bien voulu « me faire part de la résolution importante que « la diète confédérée vient de prendre, en fixant « la succession héréditaire de son trône en fa- « veur de la maison de Saxe. L'empressement « que j'ai mis à faire connaître ma façon de pen- « ser à cet égard a dû la convaincre, ainsi que « toute la nation polonaise, de l'intérêt que j'y

« prends. Je me félicite d'avoir pu contribuer au « maintien de sa liberté et de son indépendance, « et un de mes soins les plus agréables, sera ce-« lui d'entretenir et d'affermir les liens qui nous « unissent. Je n'ai pu qu'applaudir en particu-« lier au choix qu'elle a fait d'un prince que « ses vertus rendent digne du trône qui l'attend. « Je souhaite cependant que ce moment soit en-« core éloigné, et que votre majesté puisse faire « pendant une longue suite d'années le bonheur « de ses peuples. »

Quelques semaines plus tard, le ministre de Prusse à Varsovie, en présentant le 21 juin une note à la députation des affaires étrangères, la terminait par les expressions les plus rassurantes sur l'amitié et l'intérêt que le roi son maître portait à la nation polonaise, en ajoutant que « Frédéric-Guillaume tenait toujours pour un devoir de prouver que, fidèle à ses obligations, il aurait toujours à cœur de remplir celles qui, l'année précédente, avaient été contractées par lui; et que ce qu'il désirait le plus, c'était de donner des preuves convaincantes de son attachement invariable aux sentimens qui doivent fortifier les engagemens réciproques des deux cours, et leur assurer une durée éternelle. »

Mais tandis que toute la nation polonaise se réjouissait du choix que l'on avait fait de la famille de Saxe pour succéder au trône après la

mort de Stanislas Poniatowski, que toutes les cours amies de la Pologne l'approuvaient, et que le roi de Prusse l'en félicitait de la manière la plus cordiale, l'électeur de Saxe, trop instruit pour ne pas connaître à fond les affaires politiques de l'Europe, trop sage pour s'exposer légèrement à accepter une couronne qui avait coûté tant de sacrifices à ses prédécesseurs, et que la Russie ne lui permettrait pas de conserver long-temps, ne donnait que des réponses évasives aux propositions qui lui étaient adressées de Varsovie. Mais enfin, ayant reçu la note qui avait été expédiée de Varsovie le 22 septembre, à l'adresse de son premier ministre, il y fit répondre, en date du 23 octobre, par une note dont voici les passages les plus marquans. Elle était signée par le comte *de Loss*, qui annonçait :

« Que le soussigné n'avait pas manqué de « porter à la connaissance de l'électeur la note « qui lui avait été remise le 1er octobre, par « M. le comte *de Malachowski*, envoyé extra- « ordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. « le roi et de la république de Pologne; que son « altesse électorale était infiniment sensible aux « témoignages de la confiance que la connais- « sance de ses principes avait inspirée aux États « assemblés de la diète, et qu'elle se flattait que « toute sa conduite dans les circonstances pré- « sentes serait une preuve de sa reconnaissance

« envers S. M. le roi et l'illustre nation polonaise,
« comme aussi de l'intérêt qu'elle prenait à leur
« bien-être; que comme ce bien-être devait se fon-
« der principalement sur la nouvelle constitution
« du royaume, l'électeur, conformément à ces
« sentimens, avait examiné avec le plus grand
« soin tout l'ensemble de cette constitution, ainsi
« que des dispositions ultérieures qui devraient
« s'ensuivre, d'après la communication authen-
« tique qu'on lui en avait faite; que son altesse
« électorale avait trouvé dans ces lois fondamen-
« tales divers articles qui laissaient des doutes
« importans, et qui lui paraissaient exiger en-
« core quelques éclaircissemens préalables, avant
« qu'elle pût se déterminer à entrer dans aucune
« négociation sur les *pacta conventa*; que ces
« considérations faisaient croire à son altesse élec-
« torale que le moyen le plus propre à éclaircir
« ses doutes, serait celui qui était déjà proposé
« dans la note de M. le comte *Malachowski*, sa-
« voir : qu'il fût nommé quelques personnes qui
« seraient chargées de la part du roi et des États
« de délibérer avec la commission que l'électeur
« nommerait, pour lever les difficultés qui s'op-
« posaient à sa résolution. Qu'au reste, il était vi-
« sible que les intérêts de la nation polonaise se-
« raient beaucoup moins exposés par les délais
« que cette délibération pourrait occasionner,
« que par les suites d'une résolution précipitée

« de la part de son altesse électorale, qui serait « aussi contraire à ses principes que peu conve- « nable à l'importance de l'objet. »

C'est en conséquence de cette note, que la diète chargea le prince *Czartoryski* d'aller comme commissaire à Dresde, pour y entamer, de concert avec *Malachowski*, les conférences avec les ministres de l'électeur.

Afin de ne point revenir à ces négociations, qui durèrent plusieurs mois, j'en fais connaître ici les résultats en plaçant la réponse de l'électeur, quoiqu'elle ne parut que bien plus tard, c'est-à-dire au mois d'avril 1792.

« Son altesse électorale n'acceptera la pro- « position qui lui a été faite qu'aux conditions « suivantes : 1°. Qu'on aura l'assentiment des « cours environnantes, et la certitude qu'elles « ne s'opposeront pas à ce que l'hérédité de la cou- « ronne de Pologne soit transmise suivant le mode « de la nouvelle constitution ; 2°. que l'on fera « à cette constitution les changemens qui peuvent « être nécessaires pour la détermination des pou- « voirs, et pour prévenir les troubles ou rivalités « qui perdraient le gouvernement et détruiraient « toute subordination ; 3°. que la formule du ser- « ment de fidélité des troupes sera changée, et « qu'au lieu de le prêter à la nation (mot vague qui « signifie tout ce qu'une faction dominante veut « lui faire signifier), on le prêtera au roi et à la

« république; 4°. que le roi aura la sanction des « lois, et le droit exclusif de déclarer la guerre; « 5°. que l'éducation du prince-royal sera absolu- « ment et entièrement confiée au roi, et, à son « défaut, à la reine-mère ou à ses plus proches « parens, en cas de mort, et non à une commis- « sion, qui, outre qu'elle répugne aux droits de « paternité, peut avoir de grands inconvéniens « dans des momens d'intrigues et de factions; « 6°. que le droit d'hérédité sera concentré dans « les électeurs de Saxe, à l'exclusion des prin- « cesses; 7°. que la république s'expliquera sur « tous les points de manière à les reconnaître « comme conditions expresses de l'acceptation « de son altesse électorale. »

Toutes les conditions que l'électeur de Saxe exigeait, quant aux réformes de la nouvelle constitution, quelque sages qu'elles fussent, n'étaient point admissibles à côté de la première, qui demandait l'assentiment des puissances voisines à tout ce qui avait été statué par la constitution du 3 mai; car la Russie avait déjà prononcé ouvertement sa désapprobation; et il est évident que l'électeur cherchait à éviter de l'offenser. D'ailleurs l'*ultimatum* de la cour de Dresde, après des conférences qu'on avait laissé traîner en longueur, ne fut remis qu'à l'époque où déjà les armées russes étaient sur le point de franchir les frontières de la Pologne.

CHAPITRE VII.

Après m'être arrêté bien plus long-temps que je ne l'avais projeté à Varsovie, il ne m'était plus possible de différer mon départ pour la Russie-Blanche.

J'allai en droiture à Mohilow. Le général-gouverneur *Passeck*, tout-puissant à cette époque, m'accueillit de la manière la plus distinguée, après la réception d'une lettre que le roi de Pologne avait écrite en ma faveur. Je terminai en moins de trois semaines tout ce que j'avais à faire, et je me proposais de me remettre en route pour Varsovie, lorsque nous apprîmes par plusieurs courriers que le prince *Potemkin* passerait incessamment par Mohilow, pour se rendre au quartier-général de l'armée russe à Jassy. La curiosité de faire la connaissance de cet homme extraordinaire me portait à l'attendre; les instances pressantes du général-gouverneur *Passeck* me déterminèrent à retarder mon départ.

Le jour de l'arrivée du prince fut précédé d'un mouvement général dans une étendue de plus de cinquante lieues à la ronde.

Le son de toutes les cloches, des décharges

d'artillerie, et une nuée de poussière que faisaient soulever dans les environs de la ville les nombreux équipages du prince, ainsi que l'escorte militaire qui les accompagnait, annoncèrent l'approche de celui que l'on attendait avec plus de crainte et d'inquiétude que d'impatience. Toute la foule des employés du gouvernement, toute la noblesse accourue des endroits les plus éloignés de la province, toutes les dames en grande toilette, réunies dès le matin pour recevoir l'homme puissant qui faisait trembler la Russie; tout ce qui était, en un mot, rassemblé dans les salons du palais du gouvernement, se précipita au bas de l'escalier pour voir descendre de la voiture le prince, vêtu d'une ample robe de chambre d'été, tout couvert de poussière, qui traversa la foule des courtisans sans les saluer et sans même les honorer d'un coup d'œil.

Quoique je ne l'eusse jamais vu, je m'en étais fait toutefois une idée assez juste d'après tout ce que j'en avais entendu dire, et par conséquent, persuadé qu'il méprisait dans le fond de son cœur ceux qui, par un sentiment de crainte et de respect outré, s'abaissaient devant lui, je me déterminai à ne faire aucune démarche qui pût le prévenir défavorablement à mon égard.

N'étant point sujet russe, j'avais moins de raison de le flatter; et, du premier abord, je m'aperçus qu'il m'avait distingué des autres, et

que ma contenance l'avait frappé. Sans descendre l'escalier, je l'attendis dans les appartemens avec deux étrangers qui venaient d'arriver. Il demanda à *Passeck* qui j'étais, me salua poliment, et, un quart d'heure après, le colonel *Baür*, son aide-de-camp, vint m'inviter à dîner avec le prince.

Rentré chez moi, et ayant quelques heures à attendre qu'on se mît à table, je réfléchis sur le hasard singulier qui me procurait l'occasion de voir de près cet homme extraordinaire et bizarre qui occupait toute l'Europe.

Le bruit étant généralement répandu dans le public qu'il ambitionnait d'être roi de Pologne, ses partisans ne le dissimulaient pas, et tâchaient de lui procurer des amis, ou plutôt des créatures payées dans le pays. Je savais que cet homme, favori de la fortune, dont l'éducation avait été négligée et qui avait peu d'instruction, mais dont le coup d'œil était très juste, et dont le tact et le génie étonnaient tous ceux qui l'approchaient, pourrait m'embarrasser par des questions sur la diète de Varsovie, et par des observations sur le nouvel état des choses en Pologne. N'ayant rien à craindre ni à espérer de *Potemkin*, je me déterminai à lui répondre franchement à toutes les questions qu'il me ferait; ce qui me réussit.

Pendant le dîner, où nous n'étions qu'une vingtaine de convives, le prince me parla beaucoup de la Hollande, que je venais de quitter

depuis peu, et qu'il connaissait comme s'il y avait habité toute sa vie; de l'Angleterre, dont le gouvernement, les usages, les coutumes et les mœurs de la nation lui étaient parfaitement connus.

Après être entré dans des détails sur les fabriques et manufactures anglaises, et en avoir fait le parallèle avec celles de la Russie, il s'arrêta sur l'article de la musique et de la peinture, en ajoutant que les Anglais ne s'y connaissaient pas; et tout à coup, après avoir nommé les deux peintres du jour, *Lampi* et *Grassi*, il se tourna de mon côté, en disant qu'il était bien ridicule que le roi de Pologne se fût fait peindre par *Grassi*, vingt ans plus jeune qu'il n'était, et qu'il avait trouvé le même ridicule dans le portrait du prince Joseph *Poniatowski*, auquel on avait donné des traits d'Adonis avec des membres herculéens.

Comme je voyais que le prince voulait prolonger cette conversation, en lançant des sarcasmes contre le roi et son neveu, je résolus de l'en détourner en parlant d'autres ouvrages des deux peintres dont il était question, et je citai plusieurs autres artistes modernes, et entre autres *Smuglewicz*, polonais, qui, comme dessinateur, avait obtenu autrefois le prix à Rome, et qui faisait honneur à son pays.

Le prince, qui revenait toujours à dire des

méchancetés du roi, ce qui commençait à m'impatienter, finit par déclarer que *Smuglewicz* avait une belle occasion de se produire en travaillant à un tableau qui représenterait l'établissement de la constitution du 3 mai. Mais avec tout cela, il lui conseillait de jeter, par-ci par-là, sur son tableau, des fleurs qu'on appelle en allemand *vergismeinnicht*... Il ajouta en souriant, « vous m'entendez bien. »

Je pouvais interpréter doublement cet avis du prince; mais dans ce moment-là, comme je ne voyais qu'un acte de dérision de notre constitution et de l'artiste polonais, je ne pus m'empêcher de répondre que *Smuglewicz* avait tout autant de bon sens et de prudence qu'il possédait de talent; que par conséquent il n'avait employé jusqu'à présent ses crayons qu'à représenter des faits historiques qui ont existé, que personne ne conteste, et qui ont couvert d'honneur et de gloire la nation polonaise; qu'il ne voulait point anticiper sur les événemens, en s'occupant d'un tableau dont le sujet, que pourrait lui fournir la constitution du 3 mai, n'était encore qu'une ébauche; mais qu'il se flattait qu'au bout de quelque temps, le travail de la diète de Varsovie serait consommé, et qu'il pourrait alors entreprendre et terminer un ouvrage qui transmettra à la postérité le souvenir de l'époque la plus mémorable des fastes de la Pologne, en immor-

talisant peut-être le nom de l'artiste qui l'aura entrepris.

Le prince me regarda d'un œil scrutateur, mais sans paraître s'offenser, et changea tout de suite de conversation. Au sortir du dîner, plusieurs Français, deux Suisses et un Américain, qui se trouvaient présens, vinrent m'embrasser avec toute l'effusion du cœur, pour avoir fait entendre le langage de la vérité à un homme auquel on ne la disait jamais.

Le même jour à souper, je me trouvai assis à côté du prince, qui me parut être plus réservé à mon égard; mais cependant, après avoir traité plusieurs objets, il en revint encore au roi de Pologne et à Varsovie. « Comment, disait-il, a-t-on pu perdre la tête chez vous autres, jusqu'à donner le commandement de la ville de Varsovie au comte Casimir *Rzewuski* ? Cet homme n'a jamais servi, et n'a pas l'idée du service militaire!... » Je croyais pouvoir détourner cette conversation par une réponse laconique et évasive, mais comme le prince revenait toujours à la charge, pour me prouver l'inconvenance du choix du commandant de Varsovie, je répondis que le comte *Rzewuski* avait fait de bonnes études dans les pays étrangers, et que probablement il connaissait au moins par théorie, la tactique militaire. « Que me parlez-vous de théorie ! dit le prince; il faut

très souvent savoir s'écarter des règles de l'art, pour obtenir des succès et pour faire de grandes choses. » Comme je désirais terminer cette conversation, je croyais y parvenir en lui adressant un compliment, et je dis : Sans doute, mon prince, personne n'en peut mieux juger que vous, et c'est à votre école que l'on doit s'instruire et se former. Mais lorsque le prince, qui ne parut pas être indifférent à ce compliment, mais qui voulait me faire comprendre qu'il était bien au-dessus de ce que j'imaginais, me dit avec beaucoup de fierté : « Cela ne suffit pas, il faut être né pour cela. » Je répliquai sur-le-champ, *et surtout il faut avoir beaucoup de bonheur*.

Depuis ce moment le prince fut plus poli que jamais, et comme il me donna par là une meilleure opinion de lui, la conversation fut moins gênée, et le lendemain j'eus le plaisir de l'entendre dire des choses très flatteuses sur le courage, le patriotisme et les talens des Polonais.

Il me parla beaucoup d'agriculture, de botanique, de toutes les améliorations qu'il y aurait à faire pour établir des fabriques et des manufactures dans la partie de la Pologne où il avait ses possessions, et pour étendre et faciliter le commerce dans tout le pays. Il me présenta des draps et des montres qu'on avait fabriqués chez lui, à Dombrowna, dans une terre qu'il avait achetée depuis peu du prince Xavier *Lubomirski*,

en Russie-Blanche. Le même jour il fit un déjeuner dînatoire vers midi. Il n'y eut que le général-gouverneur *Passeck*, l'archevêque de Mohilow *Siestrzencewicz-Bohusz* et moi; nous nous plaçâmes à une table couverte pour plus de trente personnes. Tout le reste, hommes et femmes du premier rang, se tenait à une distance respectueuse, tant dans le salon que dans les appartemens voisins; et enfin le prince, après nous avoir fait ses adieux, disparut, et partit avec autant de fracas qu'il était venu.

Quelques heures après, je quittai Mohilow, et me rendis en droiture à Varsovie. Une incommodité, suite naturelle des fatigues du voyage, m'ayant empêché de sortir et de me présenter au roi aussitôt après mon arrivée, il m'écrivit un billet, en m'ordonnant de venir dîner chez lui à Lazienki, et en me reprochant de n'avoir pas paru chez lui, ce qu'il attribuait à des raisons dont il voulait m'entretenir en particulier.

Je ne comprenais pas cette dernière phrase, et j'allai avec impatience en attendre l'explication, lorsqu'après dîner le roi me prit à part pour me dire qu'il avait été bien peiné d'apprendre que j'étais du nombre des personnes qui n'approuvaient pas la constitution du 3 mai; que si tout autre que moi la condamnait, il s'en formaliserait moins, mais que j'étais trop connu et trop marquant dans le pays pour que mon opi-

nion n'influât beaucoup sur tous ceux qui pourraient avoir connaissance de mes sentimens à cet égard.

Je dis très ouvertement au roi qu'on lui avait fait un faux rapport, qu'il m'importait peu de savoir quel était l'auteur de ce conte fait à dessein, et que je méprisais; mais qu'au reste, je serais charmé d'apprendre du roi s'il avait en main quelque autre preuve que des dépositions verbales. Le roi m'avoua qu'il n'avait point ces preuves en main; mais qu'il s'agissait d'une lettre que j'avais adressée à La Haye, dans laquelle, loin d'approuver les opérations de la diète et la constitution du 3 mai, j'en témoignais, disait-il, mon mécontentement.

L'explication ne fut pas longue, et je n'eus pas de peine à me rappeler ce qui avait pu faire naître ces soupçons.

En quittant La Haye, j'avais promis à un diplomate de mes collègues, avec lequel j'étais très lié d'amitié, d'entretenir une correspondance suivie. C'était le chevalier *d'Araujo*, ministre de Portugal, dont je n'avais nul sujet de me défier, et qui certainement ne montrait mes lettres à personne. Toutes celles que je lui avais adressées lui étaient parvenues, excepté la dernière, accompagnée d'un gros paquet qui contenait la réponse aux questions qu'il me faisait sur la constitution du 3 mai. Elle fut interceptée et

ouverte par la mauvaise foi d'un des employés de la légation de Pologne à La Haye, lequel, après avoir trahi bien des fois ses devoirs pendant mon séjour en Hollande, et après avoir encouru mes justes reproches, voulut s'en venger en remettant au primat, frère du roi, à son passage par La Haye, l'original de cette lettre, où il prétendait trouver des preuves irrévocables de ma haine pour le roi, et du peu de cas que je faisais de la constitution du 3 mai.

Le primat en avait prévenu le roi, sans lui faire passer la lettre qu'il pouvait avoir égarée; mais j'en possédais une copie que je promis d'apporter dès le lendemain, et j'assurai positivement que le roi y trouverait quelques vérités sur son compte, mais rien qu'il pût justement condamner; que la lettre en question n'était pas ministérielle, mais que je l'avais écrite dans un épanchement de cœur à un ami, dont le caractère et les opinions m'étaient bien connus, et au ministre d'une puissance trop éloignée de la Pologne pour pouvoir nous faire ombrage; que d'ailleurs, loin de déprécier la constitution du 3 mai, j'en parlais avec tous les éloges qu'elle mérite, et en rendant hommage à ceux qui en ont été les auteurs; et qu'enfin les craintes et les inquiétudes que je manifestais pour l'avenir, prouvaient combien les intérêts de ma patrie me tenaient à cœur, combien je désirais que tous les

efforts de la nation fussent réunis pour maintenir l'intégrité de la Pologne et la constitution qu'elle venait de se donner. Je finis par avouer franchement que ce que j'avais dit sur le compte du roi était mon opinion, et j'ajoutais qu'elle était partagée par beaucoup d'individus qui lui étaient le plus sincèrement dévoués.

Le roi m'ordonna de revenir deux jours après, et je lui portai la lettre dont voici la copie :

« Monsieur le chevalier, vous me demandez « des détails sur la journée du 3 mai, dont les « gazettes et les courriers expédiés à différens « ministres à La Haye, vous ont donné des « nouvelles que vous n'avez pas trouvées suffi- « santes pour satisfaire votre curiosité. J'espère « que vous serez content de moi ; car je vous en- « voie par une occasion sûre un gros paquet qui « renferme un extrait du journal de la diète avec « la traduction des principaux discours qui ont « été prononcés à la séance du 3 mai, ainsi que « la description de la cérémonie auguste qui a « eu lieu ce jour-là, faite par un témoin oculaire « sur la foi duquel vous pouvez vous reposer. « Vous n'avez donc plus rien à désirer quant à « votre première demande. Il m'est plus difficile « de satisfaire à la seconde, et de vous dire quelle « est mon opinion sur le changement qui vient « d'être opéré dans le gouvernement de Pologne, « et sur les résultats que je m'en promets. Vous

« connaissez mes sentimens pour mon pays, dont
« nous avons parlé tant de fois pendant mon
« séjour à La Haye, et j'avoue que j'avais du
« plaisir à vous en entretenir, parce que vous
« aimez la Pologne et les Polonais, et parce que
« vos sentimens étaient à l'unisson des miens
« dans les vœux que nous formions pour le bon-
« heur des peuples en général, ainsi que dans la
« répugnance que nous avions pour tout ce qui
« est illégal, arbitraire et injuste. C'est à ce titre
« que nous condamnions la conduite de la Russie
« envers les Polonais, et sous ce rapport aussi,
« nous trouvions que la Pologne, étant vexée et
« opprimée depuis tant d'années, devait tâcher de
« se soustraire au joug sous lequel elle gémit,
« et profiter des circonstances présentes pour
« changer sa forme de gouvernement; mais si
« la constitution du 3 mai répond entièrement
« aux intentions, à l'attente et aux espérances
« des Polonais..... c'est ce que je ne saurais vous
« dire, d'autant plus qu'il n'y a que quinze jours
« qu'elle a été établie et publiée. Les événemens
« se sont succédé avec tant de rapidité, qu'à
« peine ai-je eu le temps de la lire depuis qu'elle
« a été imprimée, sans avoir celui de faire mes
« observations à tête reposée; car nous sommes
« tous dans un état d'ivresse et d'enchantement
« qui n'admet pas la possibilité de penser avec
« sang-froid à l'avenir. Je conviens que cette

« constitution est basée sur des principes très sages
« et très modérés ; qu'elle est plus adaptée que
« toute autre au caractère national, et à la situa-
« tion actuelle de l'Europe, où la lutte entre
« l'anarchie et le despotisme devient inévitable ;
« je suis persuadé de la pureté des intentions de
« mes compatriotes ; j'admire leur courage, leur
« énergie, leur persévérance à combattre les
« obstacles qu'ils rencontrent de tous côtés ; je
« vois même que le roi s'est porté de bonne foi
« à les seconder, et qu'à l'heure où je vous écris,
« il est tout aussi enthousiasmé que nous autres
« pour la grande œuvre qu'il croit être son
« ouvrage.... Mais peut-on voir sans un senti-
« ment d'inquiétude et de crainte, le rapproche-
« ment de la Suède à la Russie ; la paix qui doit
« suivre inévitablement entre cette puissance et
« la Turquie ; les intrigues sourdement menées
« dans les cours amies de la Pologne, et enfin la
« terreur panique que la révolution française a
« répandue dans tous les cabinets de l'Europe ?...
« J'avoue que, malgré tout cela, je ne désespére-
« rais pas encore du salut de ma patrie, si douze
« millions d'habitans qui en forment la popula-
« tion se réunissaient pour défendre leurs fron-
« tières et leur constitution ; si un parti d'op-
« position, peu considérable à la vérité, mais
« conduit par quelques individus riches et puis-
« sans, ne cherchait l'appui de la Russie pour

« renverser tout ce que la diète a établi, et pour
« produire une réaction qui ne peut être que très
« sanglante; et si enfin le roi se mettait à la tête
« de nos braves pour les conduire en personne
« au champ de la gloire, et pour animer par son
« exemple ceux qui voudraient le suivre!.... Je
« puis vous assurer, mon cher chevalier, qu'au
» premier appel du roi tous les propriétaires
« nobles quitteraient leurs domiciles; tout le
« monde serait armé; chacun donnerait tout ce
« qu'il possède pour le service de la patrie. J'en
« parle avec certitude, car je connais mes com-
« patriotes capables des plus grands sacrifices,
« pourvu qu'un chef, qui partageât sincèrement
« leur enthousiasme et qui méritât la confiance
« générale, se mît à leur tête; et on ne peut
« disconvenir que le roi, qui dans ce moment-ci a
« acquis des titres à l'amour et à la reconnaissance
« de la nation, ne soit le chef qui leur convien-
« drait..... Mais la plume me tombe des mains
« lorsque je pense que ce roi, bon, mais faible;
« voulant le bien, mais n'ayant pas assez de cou-
« rage et de fermeté pour avoir une volonté pro-
« noncée et pour prendre une résolution déci-
« sive, sera le premier à chercher des voies
« conciliatrices, dès que les premières menaces
« de la Russie se feront entendre! Il n'abandon-
« nera pas ses habitudes pacifiques; il ne sacrifiera
« pas son repos et sa tranquillité pour s'exposer

« aux chances incertaines de la guerre ; et malgré « ses promesses et ses meilleures intentions, il sa- « crifiera sa gloire et notre pauvre Pologne!.... « Puissé-je me tromper! je le désire plus que je « ne l'espère, etc., etc.

« Varsovie, ce 20 mai 1791.

« MICHEL OGINSKI. »

J'observai le roi, tout en lisant cette lettre, et je m'aperçus que l'original ne lui en avait pas été communiqué, car il l'écouta avec beaucoup d'attention, et elle fit sur lui une forte impression qu'il ne put dissimuler. Il trouva effectivement que j'avais parlé de la constitution avec tous les égards qu'elle méritait; il avouait que mes alarmes sur l'avenir pouvaient être en partie fondées, mais qu'il avait l'espoir en Dieu et dans la bonté de notre cause. Il n'admettait pas la possibilité que le roi de Prusse pût changer de système et d'opinion (quoiqu'à cette époque nous n'en doutions plus); il ne croyait pas que la révolution française pût influer sur le sort de la Pologne; il n'admettait pas la supposition que quelques membres de la diète qui étaient mécontens de la nouvelle constitution, pussent se porter à se déclarer ouvertement ennemis de la patrie; il s'efforçait de me prouver que, connaissant les sentimens de l'impératrice, il était sûr que malgré tous les griefs qu'elle avait contre la

nation polonaise, elle ne pensait pas à s'immiscer dans nos affaires, et que non seulement elle n'avait pas formé le projet d'un nouveau partage de la Pologne, mais qu'au contraire elle s'y opposerait de toutes ses forces s'il en était question.

Quant à ce que j'avais dit au sujet du roi, il m'en fit de légers reproches, et sembla être très affecté en apprenant que beaucoup d'autres partageaient mon opinion.

Il m'assura, les larmes aux yeux, que l'on se trompait bien sur son compte; qu'il avait été toujours malheureux, mais jamais coupable envers la nation; que sa conduite démentirait la mauvaise opinion qu'on avait de lui. Il parla avec beaucoup de chaleur de l'amour qu'il portait à sa patrie, et déclara positivement qu'*aucune force humaine n'était en état d'ébranler les sentimens qu'il professait et qu'il manifesterait en exposant même ses jours, s'il en était besoin, pour maintenir la constitution et consolider le bonheur de la Pologne.*

Après m'avoir questionné après cela sur mon voyage en Russie-Blanche, sur mon entrevue avec le prince *Potemkin*, et sur tout ce que j'avais entendu dans les contrées que j'avais traversées, relativement à la nouvelle constitution, il se plaignit de ne pas être également bien secondé sur tous les points du royaume. Il ajouta que la tiédeur se manifestait particulièrement en Lithua-

nie, où des familles, dévouées au parti de *Kossakowski*, tâchaient par leur influence d'augmenter le nombre de leurs amis. Il s'étonnait, me disait-il, que tandis qu'à Varsovie la plupart des premiers nobles s'étaient fait admettre dans le corps de la bourgeoisie, ce qui était très flatteur et encourageant pour les habitans des villes, il n'en était pas de même à Wilna, où à peine y avait-il quelques individus de la noblesse qui eussent voulu se faire inscrire dans les actes de la municipalité. Le roi m'engagea beaucoup à aller en Lithuanie pour réveiller l'esprit public, et me dit très obligeamment que mon exemple ne pourrait manquer d'entraîner les personnes les plus marquantes de la noblesse du pays.

J'assurai le roi que dans cette circonstance, ainsi que dans toute autre où il s'agirait de donner des preuves de mon zèle et d'un dévouement sans réserve pour le bien de mon pays, le roi me trouverait toujours prêt à remplir ses ordres. J'ajoutai que je partageais en cela le sentiment général de ma nation, qui s'était livrée avec confiance à son roi, et que nous faisions des vœux afin qu'il continuât d'agir avec autant de fermeté qu'il en avait manifesté depuis quelques mois.

Je partis bientôt après pour Wilna, où lorsque j'eus fait connaître à mes amis le but de mon voyage et le désir que j'avais de me faire inscrire dans le corps de la bourgeoisie de cette ville,

l'on me pria de fixer le jour pour cette cérémonie, et plus de cinquante personnes de la première noblesse de Lithuanie me suivirent à l'Hôtel-de-Ville, où nous apposâmes nos signatures dans les actes de la municipalité, au milieu des acclamations de la bourgeoisie et d'un enthousiasme général.

La gaîté bruyante augmenta infiniment, lorsqu'à la suite de cette cérémonie, je fis servir chez moi un dîner de cinq cents couverts, où les premiers bourgeois de la ville furent invités, et où de nombreux toasts se succédèrent jusqu'à la nuit.

L'on me pria de déterminer les couleurs pour l'uniforme de la municipalité de Lithuanie; l'on arrangea plusieurs bals et fêtes où les hommes et les femmes devaient paraître vêtus de ces couleurs, et la journée se serait passée fort gaîment et tranquillement, si un accident que je n'avais pu prévoir ni empêcher, n'était venu troubler le bon ordre qui régnait dans la société.

Dans un moment où j'avais quitté le salon, quelques personnes prises de vin se mirent à porter des toasts patriotiques, en répétant qu'il fallait conduire les traîtres de la patrie à la lanterne. L'un d'eux s'écria : Eh oui! l'évêque K.... à la lanterne! et beaucoup de convives applaudirent à cette proposition. Dans le même temps l'un d'eux tira de sa poche un ruban avec l'inscription : *La constitution ou la mort.*

Un des partisans dévoués de l'évêque, alarmé de ces propos révolutionnaires, accourut dans mon cabinet pour m'avertir de ce qui se passait; j'en fus consterné, sans pouvoir y remédier autrement qu'en rentrant de suite dans le salon, et portant un toast à la concorde, à l'unanimité des habitans et à l'oubli de toutes haines et inimitiés particulières. D'autres toasts de ce genre se suivirent; l'harmonie parut être rétablie, et l'on semblait avoir oublié les scènes scandaleuses qui avaient précédé; mais le mal était fait. Le petit nombre des amis de la famille de l'évêque, qui se trouvaient dans cette réunion, ne manquèrent pas de lui faire un rapport sur un événement auquel je n'avais eu aucune part, mais dont ils me rendirent coupable; et c'est un des griefs qui m'attirèrent plus tard, lors de la confédération de Targowica, le séquestre de mes terres, la persécution du gouvernement russe, et des pertes irréparables.

Je m'arrêtai encore quelques jours à Wilna, pour assister à des réjouissances et des fêtes qui attestaient que l'esprit public y était à l'unisson de celui de Varsovie. Le corps de la bourgeoisie se réunit pour me nommer représentant et député de la municipalité, et il me pria de me charger des instructions que je devais faire valoir auprès du roi et de l'assemblée de la diète.

CHAPITRE VIII.

Ayant pris congé du roi pour plusieurs mois afin de vaquer à mes affaires domestiques, je retardai mon retour à Varsovie, croyant ne pas devoir revenir à La Haye où les principaux membres constitutionnels, et nommément Ignace *Potocki* et *Kollontay*, me pressaient de me rendre, et où je voyais ma présence inutile.

Je quittai enfin la Lithuanie au mois d'avril 1792. Si j'avais eu à me louer de la réception que l'on m'avait faite à Wilna, et de la confiance que l'on m'y avait témoignée, j'eus tout autant de raisons d'être satisfait de la manière dont je fus accueilli par le roi et par tout le parti patriotique, à mon retour à Varsovie.

J'y arrivai peu de temps avant l'anniversaire du 3 mai. L'exaltation était encore à son comble. Les ennemis de la constitution, qui voyaient s'approcher le terme du développement de leur plan, ne faisaient plus de cas de cette exaltation. Quelques observateurs plus réfléchis et plus expérimentés, lisaient peut-être dans l'avenir de funestes présages pour la Pologne; mais en général, tout respirait encore la joie et la gaîté dans le public.

Dans toutes les réunions de société, à tous les spectacles, dans toutes les rues de la ville, dans tous les airs nationaux, l'on n'entendait que ce refrain : *le roi avec la nation; la nation avec le roi*. Il semblait que l'on avait oublié pour quelque temps les affaires majeures de l'état, pour ne s'occuper que de la célébration de l'anniversaire du 3 de mai.

La cérémonie eut lieu ce jour-là à l'église de la Sainte-Croix. Une procession majestueuse s'y rendit en sortant du château royal, et marchait entre deux rangs de militaires, commandés par les officiers les plus distingués de l'armée, qui avaient à leur tête le prince Joseph *Poniatowski*. Le roi était suivi et précédé d'une cour brillante, ainsi que de tous les ministres, des sénateurs, des représentans de la nation, de tous les dignitaires de la couronne et de la Lithuanie, et d'une trentaine de milliers de spectateurs, dont les traits annonçaient l'enthousiasme, l'admiration et la reconnaissance pour leur souverain et les auteurs de la constitution.

L'intérieur de l'église de la Sainte-Croix, présentait l'aspect le plus imposant. Quel spectacle intéressant offrait un roi qui possédait l'amour et la confiance de ses sujets, qui paraissait partager bien sincèrement leur élan patriotique et leurs espérances, et qui se trouvait environné de tous les grands du royaume, ainsi que de tous les

citoyens les plus distingués par leur mérite et leurs talens!

Les gradins du trône sur lequel il était placé dans le fond de l'église, étaient occupés par les grands officiers de la couronne et de la Lithuanie, ainsi que par les chambellans, et tout le cortége brillant qui composait la cour du roi. Les fauteuils, les chaises et les bancs étaient arrangés de manière que chacun se trouvait à son aise; et l'ordre le plus parfait régnait partout, malgré la foule qui remplissait toutes les avenues de l'église.

Une musique vocale, composée exprès pour ce jour par le célèbre *Paësiello,* exécutée par les premiers artistes italiens, et accompagnée d'un orchestre très nombreux, faisait retentir les voûtes de l'église. Nous sortîmes après la cérémonie, pour suivre avec le même appareil, et toujours entre deux rangs de militaires, la route qui devait nous conduire à la place désignée pour jeter les fondemens d'un nouveau temple, dont la construction avait été décrétée par la diète, afin d'immortaliser le souvenir de l'établissement de la constitution du 3 mai. Le roi posa la première pierre de cet édifice; chacun de ceux qui l'environnaient suivit son exemple, et plaça successivement après lui des pierres et des briques.

Après cette cérémonie, qui depuis la sortie du château avait duré plusieurs heures, et qui nous fatigua beaucoup, car la journée était très chaude,

le roi rentra chez lui pour prendre quelque repos, et il vint ensuite dîner à l'Hôtel-de-Ville, où il avait été invité par le président de la ville, au nom des habitans de Varsovie, et où il trouva des tables magnifiquement servies.

Le président de la ville *Zakrzewski*, et moi, à titre de délégué de la municipalité de Wilna, nous restâmes debout à côté du fauteuil du roi, qui était d'une humeur très enjouée, qui nous combla de politesses, et porta un toast à notre santé, pour répondre à celui que nous avions porté *au roi avec la nation*, et qui fut répété avec des applaudissemens réitérés.

Une représentation théâtrale et une illumination spontanée dans toute la ville, terminèrent cette journée, qui fut malheureusement la dernière où on se livra encore avec quelque confiance à la gaîté et à un espoir chimérique.

Depuis cette journée, l'horizon se rembrunit plus que jamais. Ce n'est pas que les bons patriotes eussent perdu la confiance qu'ils mettaient dans la bonté de leur cause, ni la certitude que la nation partagerait leurs sentimens; mais chaque courrier qui arrivait à Varsovie, apportait des nouvelles alarmantes sur l'approche des troupes russes; sur l'harmonie qui s'était rétablie entre la cour de Pétersbourg et celle de Berlin, et sur les sourdes menées dans l'intérieur du pays des trois principaux membres anticonstitution-

nels, Félix *Potocki, Branicki*, et *Rzewuski*, qui, étant presque isolés du reste de la nation, cherchaient à se faire des prosélytes, par des menaces ou des promesses. En outre, la plupart de ceux qui connaissaient le roi à fond, se méfiaient de sa faiblesse, et n'ajoutaient point foi à ce qu'il promettait.

Déjà depuis le commencement de l'année 1792, les espérances des patriotes polonais avaient dû baisser en raison des changemens qui s'étaient opérés dans les différens cabinets de l'Europe. Jusque-là, malgré le rapprochement de la cour de Berlin avec celle de Vienne, par les préliminaires signés à Reichembach; malgré les conférences de Pilnitz, que l'on redoutait parce qu'elles étaient secrètes[1], rien n'avait affaibli la confiance

[1] La paix de Vienne suivit les conférences de Pilnitz, où l'électeur de Saxe, le roi de Prusse et l'empereur Léopold s'étaient réunis au mois de septembre 1791. Les deux cours de Vienne et de Berlin se garantirent leurs possessions respectives contre les attaques extérieures et contre les troubles intérieurs que la révolution française pouvait faire naître. Trois articles secrets faisaient la base principale de ce traité. Par le premier, les deux cours reconnaissaient l'indivisibilité, l'indépendance et la nouvelle constitution de la Pologne; par le second, on s'engageait à s'entendre à l'amiable sur l'établissement de la fille de l'électeur de Saxe, en déclarant qu'aucun prince de Prusse et d'Autriche ne pouvait l'épouser; par le troisième, Léopold et Frédéric-Guillaume s'obligeaient réciproquement à employer leurs bons offices pour faire accéder à ce plan l'impératrice de Russie.

des Polonais, et ne leur faisait concevoir des craintes fondées; mais après la conclusion du traité de Jassy, le 9 janvier 1792, entre la Russie et la Turquie; après la mort inopinée de Léopold, au 1er mars de cette année, les affaires changèrent tout-à-fait de face. L'impératrice avait su faire accéder et intéresser l'Angleterre et la Hollande au traité qu'elle venait de conclure à Jassy. Elle n'avait d'autre obstacle à surmonter, que l'inimitié du roi de Prusse; et pour y parvenir, elle l'entoura de ses partisans, qui achevèrent de le détacher entièrement des intérêts de la Pologne.

L'opinion générale porte à croire que si le règne de Léopold avait été prolongé, l'Europe aurait évité de grandes calamités, et n'aurait pas été souillée par des actes d'injustice, d'usurpation, de violence, et par des guerres sanglantes. Ce qui est certain, c'est qu'après sa mort seulement, la cour de Russie étendit son influence sur celles de Vienne et de Berlin. Elle ne fit semblant de vouloir accéder au traité de Vienne que pour avoir l'occasion de faire connaître ostensiblement qu'elle ne pouvait souscrire aux articles relatifs à la Pologne. C'est en conséquence qu'elle fit un arrangement particulier avec l'Autriche, et un traité secret avec la Prusse, d'après lequel la Pologne fut sacrifiée.

Les trois membres de la diète qui formaient

le plan de la contre-révolution, et qui, pour l'opérer, ne comptaient que sur les secours de la Russie, avaient été pendant long-temps à Jassy, dans l'attente des ordres qui devaient les autoriser à se rendre dans la capitale de l'empire.

Leur séjour à Jassy avait déjà donné des inquiétudes à la diète; mais elles augmentèrent lorsqu'on apprit qu'ils étaient en route pour Pétersbourg.

Le 16 avril 1792, la députation des affaires étrangères présenta un rapport officiel à la diète sur les dispositions hostiles de la Russie. Elle ne pouvait parler avec précision des sentimens du roi de Prusse, malgré tous les soupçons que sa conduite faisait concevoir; car ses négociations avec la Russie étaient secrètes. C'est aussi à cette époque à peu près que l'électeur de Saxe fit sa réponse aux États assemblés en diète, telle que je l'ai rapportée plus haut, page 144.

Toutes ces circonstances devaient nécessairement inquiéter, et même donner de justes sujets d'alarmes; mais la diète, loin de faire paraître ses appréhensions, conserva son attitude imposante, et se contenta de prendre toutes les précautions pour prévenir les dangers qui menaçaient l'état. Jamais plus d'accord et d'harmonie ne régna dans l'assemblée qu'à cette époque. Toutes les décisions les plus importantes passèrent à l'una-

nimité. L'on investit le roi d'un pouvoir qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait eu. On ne mit pas de bornes non plus dans la confiance avec laquelle on le lui accordait. On remit toute l'armée à sa disposition, on l'autorisa à appeler et à employer des officiers étrangers pour le génie et l'artillerie, et même des généraux auxquels il voudrait confier le commandement. On ordonna à la commission du trésor de lui remettre trente millions si la guerre commençait. On décréta que les vivres, fourrages et fournitures de toute espèce seraient délivrés d'après ses ordres transmis par des commissions spéciales. On autorisait le roi à rassembler le *Pospolité ruszenie*, ou l'arrière-ban, au cas que l'armée de cent mille hommes ne lui parût pas suffisante.

Quelques jours avant ces réglemens, le chancelier, président de la députation des affaires étrangères, eut ordre de faire part à *Lucchesini* des nouvelles qui parvenaient, et de le consulter sur les démarches qu'il convenait de faire à l'assemblée de la diète.

Lucchesini se contenta de répondre verbalement qu'il ne paraissait pas probable que les Russes voulussent envahir le territoire de la république, et qu'ils ne voulaient peut-être que flatter les mécontens. Mais au reste, ajoutait-il, il est libre à la Pologne de pourvoir à ses propres intérêts, et d'attirer par là efficacement le se-

cours des autres puissances; car les mesures que les Polonais emploieront serviront de règle à l'assistance que leur donneront les étrangers.

Fidèle à communiquer à ses alliés le plan de ses opérations, la diète ne manqua pas de donner connaissance au ministre de Prusse des préparatifs de défense qu'elle venait de décréter. A la note remise à ce sujet, en date du 19 avril, *Lucchesini* répondit, en date du 4 mai, *qu'il avait l'ordre de faire connaître que S. M. le roi de Prusse avait reçu la communication qui lui avait été faite, comme une preuve d'estime de S. M. le roi de Pologne, aussi-bien que de la république; mais que S. M. ne pouvait prendre aucune connaissance des réglemens dont la diète s'occupait.*

Ce fut le 18 mai, que le ministre de Russie *Boulgakoff* présenta une déclaration au nom de l'impératrice Catherine. C'était quatre jours après la signature de la confédération de Targowica. *L'impératrice en s'appuyant de l'obligation qui lui est imposée par la garantie qu'elle a contractée, ajoute que les plus grands états, et en particulier ceux d'Allemagne, sont loin de repousser de semblables garanties; ils les acceptent, ils les recherchent avec joie, et savent les apprécier comme des relations qui assurent de la manière la plus positive leur indépendance et leur territoire.*

On reprochait dans cette déclaration, à la diète, de s'être confédérée, d'avoir prolongé sa durée, d'avoir envoyé un ambassadeur à Constantinople, d'avoir fait faire à la Pologne un traité avec la Porte.

L'impératrice, dans cette déclaration, promettait de pardonner aux Polonais qui se soumettraient à sa volonté; elle exigeait d'eux de révoquer le serment qu'ils avaient prêté pour maintenir la constitution du 3 mai, et terminait par les inviter à mettre toute leur confiance dans la grandeur d'âme et le désintéressement qui dirigeait toutes ses démarches.

Cette déclaration, à laquelle probablement beaucoup de personnes s'attendaient, fut cependant un coup de foudre pour le public en général. On voyait la crainte, le désespoir, la vengeance, se retracer sur les physionomies des habitans de Varsovie, qui, dans tout le courant de cette journée et dans les jours suivans, se réunirent en groupes dans toutes les promenades et places publiques pour lire cette déclaration, et pour discuter sur les effets qu'elle pourrait produire.

La diète, avant de prendre quelque mesure décisive, se détermina à communiquer à *Lucchesini*, ministre de Prusse, la déclaration de la Russie, accompagnée d'une menace de faire entrer des troupes russes sur le sol de la Pologne,

et croyait avoir droit, d'après le traité d'alliance conclu avec la Prusse, de réclamer ses secours.

Lucchesini commença par se référer à la réponse qu'il devait recevoir de sa cour, et en attendant, il disait verbalement, que le roi de Prusse n'avait pris aucune part à la constitution du 3 mai, et que si les partisans de cette constitution jugeaient à propos de se défendre les armes à la main, le roi ne pourrait pas se regarder comme obligé de leur donner des secours.

Le roi de Pologne voulut s'éclaircir par lui-même, en s'adressant directement à Frédéric-Guillaume, et il lui écrivit en date du 31 mai, pour lui annoncer les dispositions hostiles de l'impératrice. « Si l'alliance qui existe en votre « majesté et moi est un titre pour réclamer « son secours, il m'importe de savoir d'elle le « mode qu'elle veut prescrire à ses engagemens. « La connaissance positive des sentimens per- « sonnels de votre majesté, m'est aussi néces- « saire pour ma conduite que ses forces le « seraient pour mes succès.... Dans une occa- « sion où, comme allié, la dignité de votre « majesté est si intimement liée avec l'indépen- « dance et l'honneur de ma nation, je dois m'at- « tendre qu'elle voudra me faire connaître ses « sentimens. Ma confiance n'a d'autres bornes « que celles qu'elle y mettra elle-même.... Au « milieu de mes inquiétudes et de mes peines,

« ce qui me console, c'est que *jamais cause ne* « *fut meilleure*, ni dans le cas d'avoir pour ap- « pui un allié plus respectable et plus loyal, aux « yeux des contemporains et de la postérité. »

Le roi de Prusse, changeant tout-à-fait d'opinion et de style, et rétractant tout ce qu'il avait fait, dit et écrit un an auparavant, répondit au roi de Pologne, en date du 8 juin 1792, en accusant la république de Pologne de s'être donnée à son insu, et sans sa concurrence, une constitution qu'il n'a jamais songé à soutenir. Il ajoutait.... « J'avouerai avec franchise qu'après tout « ce qui s'est passé depuis un an, il était aisé de « prévoir les embarras dans lesquels la Pologne « se trouve aujourd'hui engagée. Dans plus d'une « occasion, le marquis *de Lucchesini* a été chargé « de manifester, tant à votre majesté qu'aux « membres prépondérans du gouvernement, mes « justes appréhensions à ce sujet. Dès le moment « où le rétablissement de la *tranquillité générale* « *en Europe* m'a permis de m'expliquer, et que « l'impératrice de Russie a laissé entrevoir une « opposition décidée contre la révolution du « 3 mai, ma façon de penser et le langage de « mes ministres n'ont jamais varié. En regardant « d'un œil tranquille la nouvelle constitution que « la république s'est donnée à mon insu, et sans « ma concurrence, je n'ai jamais songé à la « soutenir, ni à la protéger; j'ai prédit, au

« contraire, que les mesures menaçantes et les
« préparatifs de guerre provoqueraient infailli-
« blement le ressentiment de l'impératrice, et
« attireraient à la Pologne les maux qu'on pré-
« tendait éviter. L'événement a justifié ces ap-
« parences.... Votre majesté sentira que l'état des
« choses ayant entièrement changé depuis l'al-
« liance que j'ai contractée avec elle, et les con-
« jonctures présentes amenées par la constitution
« du 3 mai n'étant point applicables aux enga-
« gemens qui s'y trouvent stipulés, il ne tient
« pas à moi de déférer à l'attente de votre ma-
« jesté, si les intentions du parti patriotique
« sont toujours les mêmes, et s'il persiste à vou-
« loir soutenir son ouvrage ; mais si en revenant
« sur ses pas, il considérait les difficultés qui
« s'élèvent de tous côtés, je serais tout prêt à me
« concerter avec l'impératrice, et à m'entendre
« en même temps avec la cour de Vienne, pour
« convenir des mesures capables de rendre à la
« Pologne sa tranquillité. »

Les menaces d'un côté, les refus de secours de l'autre, étaient faits pour intimider tous ceux qui, jusque-là, avaient développé le plus de constance, d'intrépidité et de patriotisme. Cependant la diète ne se laissa pas décourager ; elle augmenta le pouvoir qu'elle avait déjà accordé au roi ; elle lui fit avancer des fonds de la caisse du trésor, et elle remit à sa disposition les ano-

blissemens et les promotions militaires. Elle accorda un délai pour reconnaître et expier leur erreur à ceux qui avaient été chercher la protection de l'impératrice de Russie, et qui avaient osé solliciter l'invasion des armées ennemies en Pologne.

D'un autre côté, le roi promit de se mettre lui-même à la tête de l'armée; il s'engagea solennellement à défendre, au péril de sa vie, la constitution et la nation.

Il fut question alors de décider si la diète terminerait ses séances; et après beaucoup de discussions pour et contre, on les suspendit le 29 mai, en se réservant la liberté de les reprendre, si les circonstances l'exigeaient.

Ce qui vient d'être rapporté suffit pour faire connaître l'étendue de la confiance que la nation avait alors dans la personne de son roi. Un pouvoir illimité lui était déféré; toutes les classes de citoyens s'empressaient à fournir des dons gratuits pour augmenter l'armée et pour se mettre en état de défendre la patrie. Rien ne peut être comparé à l'élan général de la nation, et à l'impatience avec laquelle on attendait que le roi quittât Varsovie pour se mettre à la tête de l'armée et aller au camp, où de nombreux volontaires, équipés à leurs propres frais, se rendaient de tous côtés, et où la masse de la noblesse aurait suivi sans faute un roi plus courageux et plus entreprenant.

On ne peut, à la vérité, prononcer avec certitude sur les chances de la guerre, et sur les succès militaires d'une armée commandée par un chef sans expérience; mais peut-on douter de l'honneur qui en serait rejailli sur le roi et sur toute la nation, et peut-on nier qu'une paix négociée par un souverain à la tête de son armée, ne soit bien différente de celle qu'on prescrit à un roi enfermé dans son palais, et sacrifiant à son repos, sa propre gloire et le sort de son peuple.

CHAPITRE IX.

Cependant les frontières de la Pologne étaient inondées de troupes russes, qui devaient pénétrer en Ukraine et en Lithuanie. Les généraux *Kochowski* et *Kreczetnikoff*, qui avaient commandé des corps d'armée contre la Turquie et la Suède, étaient ceux que l'on destinait pour envahir la Pologne.

Le roi, qui avait fait former un camp près de Varsovie, et qui avait donné la promesse la plus solennelle de s'y rendre le plus tôt possible, commença par balancer et montrer de l'irrésolution, et finit par renoncer à ce projet. Je ne parle pas

de celui qu'on lui attribuait de se rendre au camp de Dubno, où l'on avait réuni un corps de douze mille hommes; car cette entreprise aurait coûté trop de sacrifices à ses habitudes paisibles; mais personne ne doutait qu'il ne se rendît au camp près de Varsovie, qu'une affluence de volontaires venait augmenter tous les jours, et où, sans agir militairement, il aurait, par sa seule présence, électrisé toute la nation.

Au lieu de s'y rendre, il forma un nouveau conseil de guerre, dont l'avis, répondant à ses intentions, fit passer au prince Joseph *Poniatowski*, neveu du roi, qui commandait l'armée en chef, l'ordre de faire quitter les positions que les différens corps polonais occupaient, de se replier vers le Bug, pour pouvoir ensuite concentrer toutes les forces du côté de Varsovie.

C'est ainsi que l'armée qui brûlait de combattre, et qui montait environ à cinquante-six mille hommes, recevait l'ordre de battre en retraite, avant d'avoir mesuré ses forces contre l'ennemi.

D'après la déclaration de la Russie, du 18 mai 1792, l'armée de l'impératrice, composée de quatre-vingt mille hommes de troupes de ligne, et de vingt mille cosaques qui se trouvaient déjà sur la frontière, reçut ordre d'avancer. Le 19 mai, une partie pénétra en Pologne, et l'autre entra en Lithuanie le 21 du même mois.

Le général russe *Kochowski* s'avançait en Ukraine avec trois corps, dont chacun avait ordre de prendre une autre direction. Les trois divisions de l'armée polonaise, dont l'une commandée par le général en chef *Poniatowski*, la seconde par Michel *Wielhorski*, et la troisième par *Kościuszko*, et qui défendaient les provinces méridionales de la Pologne, ayant ordre de se retirer, se réunirent à Polonna.

Dans les différentes escarmouches que l'on n'avait pu éviter, les succès furent variés, et si la supériorité du nombre donnait la victoire aux Russes, ils achetaient bien cher ces avantages partiels, car les Polonais se battaient en désespérés. On en vit des preuves convaincantes dans l'affaire du 18 juin, près de Zielence, où les Polonais se couvrirent de gloire; et dans celle de Polonna, où le général *Mokranowski* se distingua particulièrement à la tête de la cavalerie; mais ce fut le 17 juillet, à Dubienka, que les Polonais donnèrent les plus grandes preuves de leur intrépidité et de leur dévoûment pour la patrie et pour le chef qui les conduisait. Ayant *Kosciuszko* à leur tête, ils combattirent un corps de troupes ennemies trois fois supérieur en nombre, auquel ils firent perdre beaucoup de monde, et ne se retirèrent que lorsque les Russes les tournèrent, en franchissant les frontières de la Gallicie, et les attaquèrent d'un côté d'où ils ne

croyaient pas pouvoir être assaillis; car ils regardaient la Gallicie comme un pays neutre, qui devait être respecté des deux côtés.

L'affaire de Dubienka ajouta de nouveaux lauriers à ceux que *Kosciuszko* avait rapportés après ses exploits en Amérique, et fut le précurseur des efforts que ce grand homme déploya deux ans plus tard pour venger l'honneur de sa nation, et pour assurer la liberté et l'indépendance de son pays.

En général, tous les officiers et soldats firent leur devoir dans cette triste campagne, en désirant, et se flattant toujours de voir arriver le roi de Pologne comme il l'avait promis. Ils étaient persuadés qu'avec les chefs qu'ils avaient, et combattant pour la patrie sous les yeux d'un roi qui faisait cause commune avec la nation, aucune force humaine ne serait capable de les vaincre ni de les faire reculer.

Mais telle était la destinée malheureuse de la Pologne, que l'humiliation devait toujours accompagner ses revers. En Lithuanie, une avant-garde assez peu considérable, mais commandée par le brave *Biëlak*, se retirait lentement devant les forces russes, conduites par *Kreczetnikoff*. L'armée lithuanienne, désorganisée à la suite du commandement qui avait été conféré au prince Louis de Würtemberg, passa sous les ordres de *Iudycki*, qui, après avoir reçu un très fort échec

à Mir, conduisait son armée vers Grodno, lorsqu'il reçut l'ordre du roi d'en remettre le commandement à Michel *Zabiello*, et de se rendre à Varsovie.

A mesure que les armées russes avançaient, les chefs de la confédération recrutaient de nouveaux prosélytes, et les forçaient à se joindre à eux.

Kreczetnikoff, en entrant dans la ville de Wilna, fit déclarer *Kossakowski* grand-général de Lithuanie, *par la volonté de la nation* [1]. Ce K...., avec l'évêque son frère, dressèrent l'acte de la confédération de Lithuanie, dont ils nommèrent maréchal, malgré lui, le grand-chancelier, prince Alexandre *Sapiéha*, et cette confédération se réunit depuis à celle de Targowica.

Le prince Joseph *Poniatowski*, plein des plus nobles sentimens qu'il a déployés depuis en tant d'occasions, et qui feront passer son nom à la postérité, fut confondu et anéanti en recevant les premiers ordres du roi son oncle, de se retirer sans combattre l'ennemi. Il fit des représentations qui, loin d'être bien reçues, lui attirèrent des reproches, et le renouvellement des ordres les plus positifs de ne défendre que le passage du Bug. Comme ce fleuve est très facile à franchir en plusieurs endroits, et que par conséquent il

[1] Le grand-général *Oginski* avait quitté le ministère quelques mois auparavant.

était impossible de la défendre sur tous les points, les chefs de l'armée regardèrent les dispositions du roi à ce sujet comme tout aussi inconçevables que l'était sa conduite politique dans les événemens présens.

Cependant la moitié de notre pays étant évacuée par les troupes polonaises, et les ressources venant à manquer, le roi ordonna au prince Joseph de demander un armistice, que les généraux russes refusèrent, en déclarant qu'il fallait s'adresser pour cela à Pétersbourg.

Comme je n'avais pas quitté Varsovie depuis l'anniversaire du 3 de mai, j'eus souvent l'occasion de voir le roi, et de lui rappeler notre conversation à Lazienki, dans laquelle je m'étais permis de lui dire qu'il serait à souhaiter que nous pussions compter autant sur sa fermeté à maintenir la constitution du 3 de mai, qu'il pouvait compter sur le zèle de chaque Polonais à la défendre au péril de sa vie.

Quelque temps encore après la déclaration du 18 mai, le roi ne changeait pas de langage, et répétait, avec l'accent de l'enthousiasme et l'apparence de la vérité, que rien ne ferait changer ses sentimens, et qu'il préférerait mourir avec gloire plutôt que de trahir la confiance de la nation, et de sacrifier les intérêts de ses sujets.

Un jour qu'il me demandait avec empressement, quelque temps après l'entrée des Russes

en Lithuanie, quelles nouvelles j'avais reçues sur l'esprit public qui régnait dans cette province, je lui répondis en tirant de ma poche la déclaration des habitans de la Lithuanie contre la confédération de Targowica.

Elle doit avoir place ici, et ne peut manquer d'intéresser comme un témoignage des souffrances qu'éprouvaient les Lithuaniens, et de l'enthousiasme qui les animait.

« Nous, habitans du grand-duché de Lithuanie, réunis à Grodno, tous également frappés « par le malheur public, et tous pénétrés d'un « même esprit, adressons à la patrie et à toutes « les nations, cette déclaration, qui contient un « tableau exact et vrai de la situation pénible « dans laquelle nous nous trouvons.

« A peine, après tant d'années d'humiliations, « de calamités et de misères, avions-nous réuni « nos efforts pour améliorer la forme de l'ancien « gouvernement, et retirer la patrie de l'abîme « où les vices de sa constitution l'avaient plongée; « à peine avions-nous, par un travail long et « pénible, détruit les obstacles que présentaient « sans cesse les préjugés, l'égoïsme, l'ambition « et l'amour du désordre qui caractérisaient « notre législation; à peine voyions-nous notre « constitution fermement établie et délivrée des « interrègnes, pour notre bonheur et pour le « repos de nos voisins, qu'une poignée de mi-

« sérables, conduits par l'orgueil et la démence, « ennemis du bonheur de leur patrie, et furieux « de trouver dans l'accord unanime de la nation « pour la réforme du gouvernement, une barrière « à leur ambition et à leur désir de dominer, « parvint à pénétrer auprès d'une cour étran- « gère, à la séduire et la tromper par de faux « rapports....

« Ils osent prendre, eux et leurs misérables « satellites, le nom de nation, eux qui n'en sont « que le rebut; ils méconnaissent le roi et la con- « stitution légalement décrétée par la diète; ils « invoquent la protection de la Russie pour sou- « tenir, disent-ils, la liberté que l'on veut dé- « truire, et s'avilissent en attendant, en se traî- « nant aux pieds d'une souveraine étrangère pour « soumettre à sa domination des citoyens indé- « pendans; ils s'efforcent de comprimer par la « violence la conviction unanime de la nation, « de prescrire des opinions qu'ils font adopter « par la force, de ramener l'épuisement, la fai- « blesse et l'anarchie dans leur pays.

« Nous n'avons déjà que trop éprouvé les fu- « nestes effets de leurs démarches. L'armée ne « devait pénétrer en Pologne que pour défendre « nos libertés et seconder les vœux de la nation, « et telle était sans doute l'intention de S. M. « l'impératrice; mais quoiqu'on ait trouvé tous « les habitans dévoués à la nouvelle constitution,

« et unanimement persuadés des avantages réels « qu'elle procure, et de la nécessité de la main- « tenir, les Russes, au lieu de respecter la vo- « lonté de la nation et les sentimens de tous les « gens de bien, appuient les projets de quelques « individus qui se plaisent à vouloir vexer leurs « concitoyens, et à étendre sur leurs propriétés, « leurs opinions et leurs personnes, un pouvoir « arbitraire, en attentant à la fois à la liberté pu- « blique de la nation et à la liberté individuelle « des particuliers.

« Les chefs de l'armée russe ont fait publier « des manifestes qui ordonnent aux citoyens de « se rassembler et de comparaître devant eux, « sous peine d'être exposés à des persécutions et « à des châtimens en cas de désobéissance. Ce- « pendant presque aucun propriétaire ne s'est « rendu au camp russe, à moins d'avoir été ar- « rêté et conduit sous l'escorte des cosaques. « Presque chacun a quitté sa maison, et a fui « devant ses oppresseurs; et c'est sous de tels « auspices que la confédération veut s'orga- « niser!

« Nos villes, nos villages, nos habitations, sont « inondés de sang et arrosés de larmes; l'on en- « tend de tous côtés les gémissemens et les san- « glots des propriétaires nobles chargés de fers, « auxquels on n'impute d'autre crime que de te- « nir à leur constitution, et d'être fidèles au ser-

« ment qu'ils ont prêté à leur gouvernement lé-
« gitime.

« De tous côtés le soldat ennemi exerce des « violences et répand l'effroi et la terreur. Par- « tout l'on nous dépouille du produit de nos ré- « coltes pour en remplir les magasins ennemis; « partout l'on arrache les habitans de la cam- « pagne à la culture de la terre, on enlève leurs « chevaux et leur bétail, on saccage et dévaste « toutes les propriétés qui se trouvent sur le pas- « sage de l'armée, et on réduit en déserts les « contrées les plus fertiles.

« Dans les parties de notre province où l'en- « nemi n'a pas encore pénétré, nous voyons tous « les grands chemins, les villes et les villages en- « combrés d'habitans plongés dans le désespoir, « et accompagnés de leurs femmes et de leurs « enfans baignés de larmes, qui fuient leurs mai- « sons paternelles et abandonnent leur fortune, « pour se soustraire, non pas tant à la persécu- « tion de l'ennemi, qu'à la nécessité d'accéder à « l'acte d'une confédération qu'ils ont en hor- « reur, et dont le but est de les dépouiller de « tous les avantages que la constitution du 3 « mai leur avait assurés.

« Chacun de nous offrirait volontiers son bien « et son sang pour maintenir cette constitution; « mais personne ne peut se déterminer volontai- « rement à faire des sacrifices pour une confédé-

« ration qui, en se vantant de vouloir rétablir « la liberté nationale, nous dépouille de nos fortunes, et attaque en même temps tout ce qu'il « y a de plus cher à l'homme, c'est-à-dire notre « honneur et notre indépendance. . . . .

« Les résultats de la guerre sont incertains; « mais, quelle qu'en soit l'issue, nous tous, qui « la regardons comme injustement intentée; « nous qui avons signé cet acte, et qui nous y « sommes trouvés autorisés par les vœux una- « nimes de tous les habitans bien pensans de notre « province; nous qui sentons la nécessité de faire « connaître notre opinion, pour mettre notre « conscience, notre réputation et notre honneur « à couvert de tout reproche, nous en appelons « à Dieu, vengeur de l'injustice, et, après lui, « aux peuples éclairés, aux souverains et à toutes « les puissances de la terre.

« Qu'on juge, d'après les maux que l'on nous « fait éprouver et les mesures violentes que l'on « emploie pour nous réduire, combien nos en- « nemis ont été jaloux de la liberté et de l'indé- « pendance que la constitution du 3 mai ga- « rantissait, à nous et à nos descendans; et que « le désespoir qui nous anime fasse connaître à « l'univers entier combien nous tenons à cette « constitution, et de quels sacrifices nous sommes « capables pour la défendre et la conserver. . . . .

« Les persécutions les plus atroces ne nous

« intimideront point, et nous saurons braver
« toutes les horreurs de la guerre, ayant pour
« chef Stanislas-Auguste, qui possède la con-
« fiance de la nation, et qui s'est engagé solen-
« nellement à partager tous nos dangers et périls
« pour le maintien de cette constitution, dont il
« a été le premier moteur.

« Si cependant l'intrigue et la malveillance,
« soutenues par les forces prépondérantes de
« l'ennemi, parvenaient à contraindre quelqu'un
« d'entre nous de signer un acte qui fût en op-
« position avec la déclaration présente, nous
« protestons d'avance contre une démarche qui ne
« pourrait être regardée que comme un effet de
« la contrainte et de la force, et qui, par consé-
« quent, ne pourrait avoir aucun titre de vali-
« dité aux yeux de Dieu, de la patrie, et du
« monde entier.

« Nous nous engageons enfin par la promesse
« la plus sacrée, à défendre de tous nos moyens
« l'indépendance de notre pays, nos droits po-
« litiques et civils, la liberté publique et indivi-
« duelle, et notre constitution qui en est le ga-
« rant. Nous ne doutons point que ces sentimens
« ne soient partagés par tous les habitans des
« provinces de la couronne; et avec toute la
« confiance que nous mettons dans la bonté de
« notre cause, chacun de nous, a signé de sa
« propre main la présente déclaration. »

Après avoir fini de lire, j'ajoutai que plusieurs centaines de signatures accompagnaient cet acte dont on m'avait envoyé la copie, et qui était imprimé à Grodno. Le roi paraissait être tour à tour ému, inquiet et étonné; mais quelle fut ma surprise, lorsqu'après avoir réfléchi quelque temps, il me dit d'une voix étouffée, *c'est bien, très bien; mais ne craignent-ils pas de se compromettre et de s'exposer à être persécutés, si les chances venaient à tourner contre nous?...* Je ne répliquai rien, mais dès-lors je crus prévoir avec certitude la fin des événemens.

L'obstination du roi à rester à Varsovie sans se rendre au camp; les ordres donnés aux armées de rétrograder; le choix que le roi avait fait de ses alentours, dont le patriotisme était équivoque; la présence à Varsovie des ministres de Russie et de Prusse, qui tous deux, agissant d'après les mêmes principes, tâchaient de profiter de la faiblesse du caractère du roi; tout me confirmait dans l'opinion que mes craintes étaient fondées; aussi ne voulant point être témoin d'un triste dénoûment dont je voyais le terme bien proche, je demandai au roi la permission de me rendre aux eaux d'Altewasser, en Silésie, où je me trouvai bientôt avec une quarantaine de mes compatriotes, qui, pour les mêmes motifs, que moi, avaient quitté Varsovie. . . . .

Éloignés du théâtre des événemens, nous étions

bien loin cependant d'ignorer toutes les horreurs dont la Pologne était la victime.

En vain le roi de Pologne avait-il écrit à l'impératrice de Russie en date du 22 juin 1792, pour lui proposer de lui donner pour successeur, et de mettre sur le trône de Pologne le grand-duc Constantin; il n'en reçut pour réponse, en date du 2 juillet, que des reproches d'avoir violé les *pacta conventa*, et l'insinuation la plus forte et la plus pressante d'accéder à la confédération de Targowica.

Intimidé par cette lettre, menacé par l'ambassadeur russe, qui lui notifia verbalement les volontés définitives de l'impératrice; il appela le 22 juillet ses ministres, les deux maréchaux de la diète et ses deux frères. C'est à ce conseil, réuni dans son cabinet, qu'il déclara sa résolution de signer l'acte de la confédération de Targowica, pour préserver, disait-il, la Pologne d'un second partage.

Presque toutes les personnes appelées par le roi pour cette consultation importante prévoyaient quel en était l'objet, et devinaient les intentions du roi; mais ceux qui ne partageaient pas son opinion, demandèrent à s'expliquer chacun en particulier sur une proposition aussi importante et aussi extraordinaire. Les deux maréchaux de la diète, *Malachowski* et *Sapiéha*; *Potocki*, grand-maréchal de la cour de Lithua-

nie; *Soltan,* maréchal de la cour de Lithuanie; *Ostrowski,* trésorier de la couronne, et *Kollontay,* vice-chancelier de la couronne, prononcèrent des discours pleins de feu, d'énergie et de patriotisme, en combattant la résolution que le roi venait de prendre; mais elle fut appuyée par ses deux frères le prince primat, et le grand-chambellan de la couronne, ainsi que par le grand-chancelier de la couronne, *Malachowski;* le grand-maréchal de la couronne, *Mniszech;* le vice-chancelier de Lithuanie, *Chreptowicz;* le vice-grand-général de Lithuanie, *Tyszkiewicz;* et le trésorier de Lithuanie, *Dziekonski.*

LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER.

Ce fut le 23 juillet 1792 que le roi signa l'acte de la confédération de Targowica. Cet événement produisit une consternation générale dans le public; l'armée en murmura hautement; les deux maréchaux de la diète, après avoir fait leur protestation, quittèrent Varsovie. Le peuple s'attroupait en groupes dans les principales rues de la ville, et se livrait à la douleur la plus profonde.

Ces nouvelles nous parvenaient à Altewasser par beaucoup de nos compatriotes, qui, pour fuir le triste spectacle que présentait la capitale, venaient nous rejoindre.

L'adhésion du roi à l'acte de la confédération devait nécessairement entraîner à suivre son exemple tous ceux qui, ayant des propriétés considérables, une famille nombreuse, et des affaires à régler et terminer, ne pouvaient s'expatrier.

Je recevais des lettres pressantes qui m'engageaient à accélérer mon retour à Varsovie. Le roi, le primat, et quelques uns des ministres qui s'étaient déclarés pour la nouvelle confédération,

me faisaient sentir vivement les dangers auxquels je m'exposais en prolongeant mon absence. Mes amis, qui connaissaient ma position, me donnaient à entendre que je n'avais pas un instant à tarder, si je ne voulais pas m'exposer à perdre ma fortune et à compromettre ceux avec lesquels j'avais des relations d'affaires. Enfin je reçus la nouvelle que toutes mes terres en Lithuanie étaient séquestrées; qu'on en avait chassé mes employés pour les remplacer par des protégés de la famille *Kossakowski*, et que les nouveaux administrateurs ruinaient et détruisaient tout ce qui m'appartenait.

Si j'avais été seul, et si ma fortune eût été indépendante, j'aurais retardé mon retour dans le pays, et, dans le cas où les circonstances n'eussent pas changé, je me serais certainement expatrié pour toujours; mais des devoirs sacrés l'emportèrent sur ce sentiment de mon cœur, et je partis pour Varsovie, navré de douleur, sans prévoir toutefois qu'à cette époque commençaient seulement les catastrophes malheureuses dont je devins dans la suite complétement la victime.

Quel triste spectacle me présenta la Pologne lorsque j'y rentrai!... quel coup d'œil déchirant offrit à mes yeux la capitale, que j'avais vue si brillante quelques mois auparavant!... quel morne silence y régnait!... quelle sombre atti-

tude avaient les militaires polonais, que l'on ne rencontrait que rarement! quel ton de fierté et d'arrogance chez ceux qui avaient introduit les armées ennemies!

Je fus obligé de me présenter avant tout chez *Kossakowski*, qui avait pris le titre de *grand-général de Lithuanie par la volonté de la nation*, et qui était le moteur principal de toutes les persécutions. Il avait endossé l'uniforme de l'armée russe, dont il se disait lieutenant-général, et il exerçait sa vengeance sur tous ceux qui ne partageaient pas son opinion, et qu'il savait ne pas être partisans de sa famille. Il me reprocha d'avoir accepté une mission en Hollande, et d'en avoir été chargé par une diète dont tous les membres étaient ennemis de la Russie. Il déclara que c'était là le grief de la souveraine dont il portait l'uniforme, et que c'était ce qui m'avait attiré sa colère et le séquestre de mes terres. Il ajouta, en prenant un air sourcilleux et farouche, que sa famille avait aussi des griefs personnels dont il était charmé de pouvoir tirer vengeance; mais s'apercevant que sa figure menaçante n'avait pas changé ma contenance, et que je lui répondais sans m'emporter, mais avec beaucoup de fermeté et de dignité, il reprit un ton plus calme pour me dire que je devais me rendre incessamment à Brzesc, où se trouvait la généralité de la confédération, et où, après avoir prêté serment,

je pourrais apprendre le véritable motif du séquestre de mes terres.

Humilié d'avoir dû m'adresser à un homme généralement méprisé, et me trouvant contrarié de n'avoir pu me livrer à la vivacité naturelle de mon caractère pour l'accabler de reproches, j'en fus presque malade, et je différai de quelques jours mon départ pour Brzesc.

En y allant, je rencontrais partout sur mon chemin de nombreux détachemens de l'armée russe. En entrant dans la ville même, je crus pénétrer dans un camp retranché. Toutes les avenues étaient garnies de canons; les rues n'étaient remplies que de militaires, des gens de la suite de la généralité et de Juifs. On aurait dit que les propriétaires cachaient dans l'enceinte de leurs maisons la honte de voir leur ville le siége des oppresseurs de la patrie.

L'évêque de Livonie, frère du grand-général, et que j'allai voir immédiatement après mon arrivée, me fit part des trois principaux griefs de sa famille contre moi : c'était, 1°. de n'avoir pas voulu prendre comme secrétaire de la légation en Hollande M. Joseph K.........., à cause de son nom de famille; 2°. d'avoir souffert que, dans une grande réunion qu'il y avait eu chez chez moi, l'on se permît de crier que l'évêque K........ fût conduit à la lanterne[1]; 3°. d'avoir

[1] Voyez page 163.

écrit une lettre au préjudice de sa belle-sœur au président du tribunal de Lithuanie, et de lui avoir fait perdre par là un procès.

Il est inutile de citer ma réponse, que je fis courte, précise et sans réplique. Je savais que ce n'étaient que des prétextes, et que mes prétendus torts seraient expiés par les sacrifices qu'on exigerait de moi. En effet, après m'avoir fait signer la renonciation d'une starostie de deux mille ducats de rente en faveur d'un des amis de sa famille, et deux billets, chacun de deux cent mille florins, payables au grand-général son frère, l'évêque me promit d'employer ses bons offices pour faire lever le séquestre de mes terres, et me conseilla d'aller à Pétersbourg pour achever de m'y épurer entièrement.

Je me rendis ensuite chez Félix *Potocki*, et le prince *Sapiéha*, grand-chancelier de Lithuanie, dont le premier était maréchal de la confédération de la couronne, et le second, maréchal de la confédération de Lithuanie. Tous deux m'assurèrent qu'il n'avait jamais été question de séquestrer mes terres dans les délibérations de la généralité. Le premier semblait avoir en horreur la conduite qu'on avait tenue à mon égard, et qui n'avait pas eu d'exemple dans les provinces de la couronne. Le second, en désapprouvant hautement la conduite des K........, ajouta que jamais il ne se serait prêté à signer un acte

qui privât de ses propriétés un compatriote, auquel il tenait par les liens du sang et de l'amitié.

Cependant toute l'assemblée avait pris la résolution de lever le séquestre; mais pour le faire, il fallait annuler l'acte qui l'avait décrété, et malgré toutes les recherches, on ne le trouva point. Ce séquestre n'avait eu lieu qu'à la suite d'un ordre particulier du grand-général, dont je conserve l'original, et dont voici une fidèle traduction.

Simon K......., *grand-général de Lithuanie par la volonté de la nation, etc., etc. Ordonnons par la présente en vertu d'une décision de la confédération de Targowica, à toutes les autorités civiles des palatinats et districts où sont situées les terres de* Michel Oginski, *porte-glaive de Lithuanie, et chevalier des ordres de l'Aigle-blanc et de Saint-Stanislas, de mettre un séquestre sur toutes lesdites terres; d'en confier l'administration aux personnes qui seront désignées pour cet objet, et d'employer même, s'il en était besoin, la force militaire, pour l'exécution de ces ordres.*

Toutes mes réclamations devenant inutiles, car la généralité de la confédération prétendait ne pas pouvoir rétracter ce qu'elle n'avait pas décidé, je fus obligé de m'adresser encore au grand-général, qui, beaucoup plus calme après les sacrifices que son frère avait exigés de moi,

me déclara n'avoir agi que d'après les ordres secrets du prince *Zouboff*, et ajouta que le séquestre de mes terres ne pouvait être levé qu'après que je me serais rendu en personne à Pétersbourg, où il me promit ses bons offices.

Il ne me restait d'autre parti que de faire ce voyage; mais je ne pouvais l'entreprendre, pour bien des raisons particulières, qu'au mois de décembre, et en attendant, toutes mes propriétés continuèrent à être ruinées et dévastées.

Depuis que le roi s'était déterminé à signer l'acte de la confédération de Targowica, l'on n'avait pas perdu de temps pour forcer les habitans dans tous les palatinats et districts, à prêter serment et à accéder à cette confédération.

Chacun, en commençant par le roi, fut obligé de déclarer que les opérations de la diète constitutionnelle avaient été des actes de despotisme; que l'on regardait la nouvelle confédération comme le salut de la Pologne, et Catherine, comme le soutien de la liberté polonaise. On fixa le jour du 15 août pour dernier terme, audelà duquel aucune signature ne serait plus reçue. On s'occupa du déplacement et de la réduction de l'armée, en éloignant du service des officiers, et même des corps entiers de soldats, que l'attachement à la constitution du 3 mai rendait suspects. On partagea le reste de l'armée en petites divisions, qu'on faisait cerner et

observer par des troupes russes supérieures en nombre. On congédia beaucoup de militaires sans les payer. On les priva des décorations honorables qu'ils avaient méritées au prix de leur sang; et enfin la surveillance des arsenaux fut confiée aux Russes seuls.

Les confédérés avaient établi une généralité qui devait être le centre de toutes les opérations. La composition et l'organisation de cette généralité furent décidées dans les provinces de la Pologne, par Félix *Potocki*, *Rzewuski* et *Branicki*, et en Lithuanie par les *Kossakowski*.

Ils avaient d'abord cherché à placer des noms qui n'inspirassent pas trop de méfiance; mais la plupart des individus choisis et nommés, répugnèrent à ce que l'on exigeait d'eux. Beaucoup refusèrent dès le premier moment la place qu'on leur destinait, et d'autres se retirèrent peu de jours après l'avoir acceptée; et alors, le second choix tomba sur des personnes aveuglées par l'intérêt, et qui se distinguaient par une soumission servile aux ordres de leurs chefs.

La généralité ainsi composée, se signala par des actes arbitraires, et un emploi abusif et révoltant de l'autorité dont elle s'était revêtue. Elle commença par annuler tous les décrets de la dernière diète. La commission de police fut supprimée; on retira à la commission de la guerre le pouvoir qu'elle exerçait sur l'armée,

pour le rendre aux deux grands-généraux; on éloigna les commissions du bon ordre, de la direction des affaires qui avaient été jusque-là de leur ressort. Les fonctionnaires publics nommés par la diète furent destitués; la marche ordinaire des tribunaux de justice fut interrompue; on leur substitua des tribunaux de la confédération, chargés de juger d'après des instructions qu'on leur prescrivit; et quoique le choix même des membres fût suffisant pour répondre de leurs décisions, toutefois la généralité craignant qu'ils ne fussent trop modérés, se réserva l'appel en dernière instance. Enfin, parlant et agissant toujours au nom de la liberté, elle défendit de rien imprimer contre quelque acte que ce fût, qui serait publié par ses ordres, et fit sévir avec rigueur contre les contrevenans.

Le maréchal de la diète *Malachowski*, connu par son dévoûment, sa probité et son patriotisme; le grand-maréchal de Lithuanie, Ignace *Potocki*, doué de toutes les qualités qui constituent un homme d'état et un ministre accompli, et *Kollontay*, qui joignait à beaucoup d'instruction et de talens pour l'administration des affaires un caractère très entreprenant, furent cités devant la généralité. La désapprobation générale de ce procédé, et l'indignation qu'il fit naître, détermina la généralité à ne pas fronder l'opinion publique, et à renoncer à ses poursuites.

Cela ne l'empêcha pas cependant de suivre tous les autres plans qui tendaient à annuler ce que la diète constitutionnelle avait établi, et à détruire, s'il était possible, jusqu'aux traces de la constitution du 3 mai.

Il n'est pas à présumer que les trois premiers moteurs de la confédération de Targowica, Félix *Potocki*, *Rzewuski* et *Branicki* eussent été conduits par des vues d'intérêt pour sacrifier la Pologne..... Tous les trois n'avaient rien à désirer, ni sous le rapport des honneurs, ni du côté de la fortune.

L'amour-propre offensé, l'orgueil, l'ambition, des idées erronées sur les véritables intérêts de leur pays, la crainte de compromettre leur fortune à la suite des innovations qu'on adoptait en Pologne, et enfin l'idée qu'ils se faisaient de la puissance de la Russie, et la confiance qu'ils mettaient dans la magnanimité de l'impératrice et dans l'intérêt qu'elle prenait au sort de la nation polonaise, étaient sans doute les seuls motifs qui les faisaient agir, et quoique cela ne puisse les rendre moins coupables, il faut convenir cependant qu'il s'exerçait beaucoup moins d'abus dans les provinces de la Pologne qu'en Lithuanie, où la famille des K......... étendait exclusivement son pouvoir; et il faut rendre la justice à Félix *Potocki*, qu'il était honteux des vengeances personnelles et des vexations qui s'exerçaient

dans cette province, et qu'il n'était pas en son pouvoir d'arrêter.

Les chefs de la confédération avaient reçu à Pétersbourg l'assurance que l'armée russe ne serait employée que pour rétablir l'ordre et la tranquillité en Pologne, et qu'il ne serait plus question d'un nouveau partage ; cependant la direction que cette armée commençait à prendre dans sa marche, en évitant de s'approcher de la grande Pologne, fit naître des soupçons qu'il y avait eu des arrangemens particuliers entre la Prusse et la Russie, et on ne fut pas long-temps à s'en convaincre, lorsqu'on vit s'avancer des troupes prussiennes sans que les Russes fissent aucun mouvement pour les en empêcher.

Forcée par les représentations des habitans, qui souffraient beaucoup du passage de l'armée russe, la généralité n'ayant pu obtenir de réponse satisfaisante des généraux et ministres auxquels elle porta ses plaintes, présenta une note à Pétersbourg, en date du 10 décembre 1792, et en attendant, elle ne cessait de répéter aux Polonais qu'il ne fallait imputer les maux dont ils étaient accablés qu'à la diète constitutionnelle; que ces maux cependant n'étaient que passagers, et que dès que la *constitution républicaine* serait rétablie, l'armée russe se retirerait.

Félix *Potocki* paraissait en être lui-même si fortement persuadé, qu'il fit nommer une dépu-

tation chargée de rédiger cette *constitution républicaine* qui devait rendre aux Polonais les droits et la liberté dont leurs ancêtres avaient joui.

CHAPITRE II.

C'est à peu près à cette époque que je partis pour Pétersbourg, où j'arrivai le 22 décembre 1792.

Malgré le luxe et la magnificence qu'étalait cette superbe capitale; malgré l'aspect imposant de Catherine, et la supériorité de son génie, qui inspirait la crainte et le respect à tous ceux qui l'approchaient; malgré l'impression que devait produire la cour la plus brillante qui ait existé en Europe, et une réunion d'étrangers les plus distingués, je me trouvais à Pétersbourg bien moins contraint et gêné que je ne l'avais été à Brzesc.

Je fus présenté à l'impératrice, qui m'accueillit avec beaucoup de prévenance et d'affabilité. Mon amour-propre fut flatté d'avoir été placé pour la présentation entre les étrangers, et non à côté des députés de la confédération de Targowica, qui étaient arrivés quelques jours auparavant, pour déposer au pied du trône de l'impératrice

l'hommage de la nation polonaise. Je fus encore plus satisfait en voyant, dans toutes les bonnes sociétés de Pétersboug, quelle différence l'on faisait entre les délégués de la confédération de Targowica, qu'on semblait éviter, et les Polonais que des affaires particulières avaient forcés de venir dans la capitale, et auxquels on faisait un accueil véritablement amical et distingué.

Je cherchai à me faire introduire chez Platon *Zouboff*, qui seul pouvait faire agréer mes demandes et obtenir une résolution prompte et satisfaisante. Je le trouvai déjà prévenu sur ce que j'avais à solliciter, par le grand-général K....., qui s'était montré d'autant plus disposé à me servir dans cette circonstance, qu'il craignait qu'après m'être fait connaître personnellement de *Zouboff*, je ne cherchasse à me venger en dénonçant toutes les vexations qu'on exerçait en Lithuanie.

Je fus quatre semaines à Pétersbourg sans pouvoir apprendre si l'on avait eu quelque égard à mes réclamations. Des fêtes à la cour, des réjouissances publiques, des dîners et des soupers somptueux, des représentations théâtrales avec toute la pompe asiatique; des bals, des parties de traîneau se succédaient tous les jours et donnaient une haute idée des plaisirs bruyans ainsi que du luxe et de la magnificence de la capitale, à tous les étrangers qui y étaient réunis.

Au commencement de la cinquième semaine,

le prince *Zouboff* me fit inviter à passer chez lui, et me déclara que l'impératrice était touchée des désagrémens que j'avais éprouvés par le séquestre de mes terres; que ce ne pouvait être qu'une *méprise*, car elle n'avait eu ni l'intention ni le droit de faire séquestrer des terres en Pologne. Qu'il n'en était pas de même des possessions que j'avais, ou que je pouvais avoir par succession en Russie-Blanche, car les habitans de cette province étant sujets de l'impératrice, elle avait fait mettre le séquestre sur les propriétés de tous ceux qui ont eu part aux affaires de Pologne lors de la dernière diète, et notamment depuis le 3 mai. Il ajouta que probablement je m'étais déjà adressé où il convenait de droit, pour me faire rendre mes terres de Lithuanie, et que, quant à celles de la Russie-Blanche, l'on pourrait faire passer des ordres au général-gouverneur *Passeck*, afin que le séquestre en fût levé.

Mais, disait le prince *Zouboff*, si sans vous être fait connaître jusqu'à présent à l'impératrice, vous vous adressez à elle pour obtenir la faveur de rentrer dans vos propriétés, il est bien juste que vous vous montriez digne de la mériter. Il n'est pas possible qu'un homme distingué par sa naissance, sa fortune et ses talens, veuille renoncer à l'avantage de servir sa patrie pour se livrer à de prétendues idées philanthropiques, pour ne pas dire révolutionnaires.

Je lui répondis que je n'étais pas venu pour demander des faveurs à l'impératrice, mais pour réclamer un acte de justice, car je n'avais eu aucun tort envers la Russie, et je ne pouvais être inculpé et puni pour avoir rempli mon devoir en servant mon pays. J'ajoutai que le séquestre de mes terres, que le prince disait avoir eu lieu par méprise, ne pouvait que déranger considérablement ma fortune, mais que je ne m'en plaignais pas, et n'en demandais aucun dédommagement. Je finis par dire que je n'avais jamais été révolutionnaire; que je ne désavouais pas mon penchant pour la philanthropie, dont l'impératrice même nous faisait chérir les principes; que j'aurais servi volontiers ma patrie libre et indépendante, mais qu'il me répugnait de lui offrir mes services lorsqu'elle était dominée par quelques individus qui ne se faisaient obéir que parce qu'ils étaient suivis d'une armée russe; et qu'en outre j'avais pris le parti de quitter mon pays pour toujours, car je prévoyais, d'après l'opinion générale, que la Pologne ne pouvait manquer d'être encore une fois partagée.

Otez-vous bien cette idée de la tête, dit le prince *Zouboff* avec humeur; il n'y a que les ennemis de la Russie qui puissent débiter des contes de cette nature! L'impératrice s'intéresse vivement au sort de la nation polonaise. Elle a vu avec peine le piége que lui tendait le roi de

Prusse, et le précipice dans lequel voulaient l'entraîner les révolutionnaires français. S'apercevant que les Polonais étaient sourds à toutes les sages représentations qu'elle fit faire par son ambassadeur à Varsovie, elle s'est prêtée aux prières les plus instantes des membres les plus marquans de la diète qui pensaient plus raisonnablement que d'autres, et n'a envoyé ses armées en Pologne que pour vous sauver. Elle a eu pitié de votre nation et a voulu prouver tout l'intérêt qu'elle prend à son sort.

« Croyez-vous donc que l'impératrice ait besoin de nouvelles acquisitions?.... Ne pourrait-elle pas, si elle le voulait, s'emparer, dans une seule campagne, de la Turquie, et placer sur le trône de Constantinople son petit-fils?.... La Pologne lui devient bien plus utile comme amie et boulevard du côté du reste de l'Europe; et sous ce point de vue c'est un pays bien intéressant pour la Russie....

« Laissez crier dans le fond de vos provinces cette petite noblesse qui ne sait ce qu'elle veut; vos jacobins sans-culottes qui n'ont rien à perdre, et vos anciens confédérés de Bar!.... Mais les hommes d'esprit, que vous avez en assez grand nombre dans votre pays, peuvent-ils admettre la possibilité que l'impératrice de Russie consente à voir partager la Pologne? Je puis vous assurer que ce n'est pas son intention; et si vous connais-

siez la grandeur de son âme et la noblesse de ses sentimens, vous seriez le premier à détruire dans votre pays les faux bruits qu'on a débités à ce sujet.

« Croyez-vous donc que Félix *Potocki*, *Branicki* et *Rzewuski* se seraient mis à la tête de la confédération de Targowica, pour trahir les intérêts de leur pays, et auraient osé s'adresser à l'impératrice de Russie, avec des intentions aussi coupables?

« Mais revenons au premier objet de notre entretien. Vous concevez bien qu'il ne vous est pas possible de rester inactif; de montrer de l'humeur contre le nouvel ordre de choses, et de méconnaître la bienveillance que l'impératrice témoigne pour vos compatriotes. J'ai à vous faire quelques propositions, entre lesquelles vous choisirez ce qui vous conviendra. Par exemple, ce serait une occupation digne de vous, de vous charger de l'administration des domaines royaux, qui, par une mauvaise régie, ont beaucoup perdu de leur valeur réelle, et rapportent peu de revenus au roi, en enrichissant seulement ceux qui les gouvernent. »

Je répondis qu'ayant moi-même des possessions considérables, je ne pouvais accepter cette proposition; et que je ne prétendais pas m'enrichir en administrant des terres qui ne m'appartenaient pas, et en sacrifiant mon repos et ma tranquillité.

Zouboff me proposa alors de me charger de la tutelle du jeune prince Dominique *Radziwill*, qui exigeait la surveillance d'un homme marquant, probe et désintéressé; car, disait-il, la fortune des *Radziwill* est immense, mais leurs affaires sont très dérangées. Il observait qu'à titre de parent de cette famille, il ne me convenait pas de lui refuser mon assistance.

Je fis la même réponse qu'à la première proposition, en ajoutant que je n'avais jamais accepté d'autre tutelle que celle des pauvres veuves et des orphelins, et que je ne me chargerais jamais de la responsabilité qu'entraîne le titre de tuteur d'une grande masse de fortune.

Le prince, qui commençait à montrer de l'impatience, me dit enfin que je ne pouvais me dispenser d'occuper un poste dans le ministère; qu'il n'y avait pas de raisons suffisantes de ne pas en accepter un, et qu'on m'en laisserait le choix. Il m'accorda quelques jours pour y réfléchir, et me quitta assez brusquement, en ne me donnant que le temps de lui rappeler que le séquestre de mes terres n'était pas encore levé, et que je me trouvais dans la position la plus critique.

En quittant le prince, je me livrais à de tristes réflexions. Je voyais que la proposition qu'on venait de me faire était un ordre auquel je ne pouvais me refuser sans me prononcer ouver-

tement contre la Russie, et sans risquer d'être exposé à des persécutions personnelles, ainsi qu'à la perte de ma fortune, et à la ruine de ma famille et de mes créanciers.

Je venais de recevoir des lettres des habitans de la Lithuanie, qui me sollicitaient de ne pas me laisser entraîner par des idées exaltées, et de ne pas sacrifier les intérêts de ma famille, ceux des personnes avec lesquelles j'avais des relations d'affaires, et ceux de mes compatriotes qui gémissaient sous l'influence et les persécutions des K....

Deux lettres anonymes, dont l'une était de la main de *Kollontay*, me rappelaient que s'il était doux et agréable de servir sa patrie dans ses momens de prospérité, il était indispensable et méritoire de ne pas lui refuser ses services lorsqu'elle était opprimée. On m'engageait donc à m'armer de patience et de résignation, et à employer l'influence que je pouvais me procurer à Pétersbourg, pour tâcher de protéger mes compatriotes; car, disait-on, *si des hommes comme vous s'éloignent des affaires, ils les abandonnent à la direction des intrigans et des méchans.*

Au bout de quelques jours, le prince *Zouboff* me fit venir pour me demander si j'avais pris mon parti, et déclara qu'il n'y avait pas de temps à perdre; car l'impératrice, voulant achever l'ouvrage du rétablissement du bon ordre

en Pologne, serait charmée de voir les premières places dans ce pays occupées par des hommes jouissant d'une considération générale.

Avant de répondre, je me hasardai à demander encore si je pouvais compter sur les assurances que le prince m'avait données, que la Pologne ne serait point partagée; et *Zouboff* me les ayant renouvelées, en déclarant que si je le désirais, il me les ferait entendre de la bouche même de l'impératrice, je consentis à accepter un poste dans le ministère de Pologne, pour la partie civile.

Le prince me quitta, en me félicitant d'avoir eu le bon esprit de ne pas le refuser. Il me promit de faire expédier des lettres au général-gouverneur de la Russie-Blanche, *Passeck*, et m'assura que, dès le même jour, il parlerait à K.... pour lui faire rendre raison du séquestre qu'on avait mis sur mes terres, et pour lui ordonner de le faire lever incessamment. En effet, dès le lendemain le grand-général vint en personne m'informer des ordres qu'il avait reçus; mais il se plaignait que je l'avais accusé injustement; car il n'avait agi que d'après une lettre du prince *Zouboff*, que le prince avait oubliée, et dont il feignait de ne plus se souvenir.[1]

[1] Le prince *Zouboff* a désavoué formellement cette lettre; il n'est pas moins vrai cependant que le séquestre, qui a duré pendant plusieurs mois, et les démarches que j'ai été obligé de

La veille de mon départ, M. *Altesti*, secrétaire du prince *Zouboff*, m'apporta une lettre signée par l'impératrice, et adressée au gouverneur de la Russie-Blanche, avec un ordre positif de lever le séquestre des terres de ma famille, et de m'aider dans toutes les affaires pour lesquelles je m'adresserais à lui.

Pendant tout mon séjour à Pétersbourg, il m'était facile d'apercevoir qu'au milieu des fêtes qui se succédaient, et la gaîté apparente qui régnait dans toutes les sociétés, on cachait à la cour et dans le ministère, un fond d'inquiétudes, d'alarmes et de tristesse, dont les nouvelles de France étaient le sujet. L'on voyait avec peine les succès brillans de l'armée républicaine; l'on était effrayé de la rapidité avec laquelle des provinces entières se révolutionnaient, soit par contrainte, soit par un mouvement spontané, et se faisaient gloire d'être réunies à la république française; mais on craignait plus que toute autre chose l'influence que les nouveaux principes révolutionnaires pouvaient avoir dans toute l'Europe, et qui tendaient à renverser l'ordre social, en faisant trembler tous les souverains sur leurs trônes. On se disait à l'oreille que le 19 novembre 1792, la Convention nationale avait déclaré, au nom de la nation française, qu'elle accorderait frater-

faire pour m'en délivrer, ont grevé ma fortune de plus de deux millions de florins de Pologne.

nité et secours aux peuples qui voudraient recouvrer leur liberté, et qu'elle chargeait le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples, et défendre les citoyens qui pourraient être persécutés pour la liberté.

Quoique ce décret n'eût été motivé à cette époque que par l'incident particulier d'une insurrection de quelques paysans dans le pays de Deux-Ponts, et des mauvais traitemens essuyés par les insurgés qu'on désignait sous le nom de patriotes, on ne manqua pas de lui donner une interprétation très étendue, et d'en faire apercevoir les suites funestes. Les émigrés français s'en servirent pour augmenter les alarmes de la cour de Pétersbourg, et réveiller sa défiance et tous ses soupçons contre la nation polonaise, tandis que les représentans de la confédération de Targowica saisissaient cette occasion pour justifier leurs démarches, et pour relever leur crédit auprès de la cour de Pétersbourg, en cherchant à faire voir que l'on ne pouvait compter en Pologne que sur eux et sur tous ceux qui étaient de leur parti.

Peu de temps avant mon arrivée, des courriers avaient apporté la nouvelle que le roi de Prusse venait de quitter le territoire français; que l'expédition contre la Savoie avait été confiée au général *Montesquiou*, qui en moins de

trois jours avait pénétré jusqu'à Chambéry; que le général *Anselme* était entré avec la même facilité à Nice, et qu'on avait réuni les nouvelles conquêtes à la France, sous le nom de département du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes.

L'on savait déjà les succès que le général *Custine* avait eus en Allemagne, l'occupation de Mayence par ce général, et les principes dangereux qu'il faisait propager à la suite de ses victoires, en appelant les peuples à la liberté, en levant de fortes contributions, mais en affectant de n'imposer que le clergé et la noblesse, et menaçant de toute sa colère les magistrats qui auraient exigé quelques paiemens d'un plébéien. Il voulait qu'on prît pour maxime : *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières!*

L'on n'ignorait pas à Pétersbourg que le général *Dumouriez,* qui avait entrepris la conquête de la Belgique, avait gagné la bataille de Jemmapes le 6 novembre; que le 14, les Français s'étaient emparés de Bruxelles, et que le 15 décembre, la Convention avait changé les provinces belges en départemens français.

L'on savait que le 3 décembre il avait été décrété que Louis XVI serait jugé par la Convention; que le 11, il avait comparu à la barre, et avait été interpellé par le président, et que le 26 du même mois, il y avait comparu une seconde fois, accompagné de ses trois défenseurs.

Ces dernières nouvelles relativement au roi avaient excité l'indignation générale; mais on n'admettait pas la possibilité d'un dénoûment tragique.

Après mon arrivée, l'on reçut deux nouvelles importantes, qui ranimèrent les espérances des émigrés français, et leur apportèrent quelques consolations. La première était que le général *Dumouriez*, mécontent du décret qui changeait les provinces belges en départemens français, commençait à parler avec mépris de la Convention nationale, et que, fatigué de l'inutilité des représentations qu'il lui avait faites sur les déprédations exercées dans la Belgique par les commissaires envoyés de Paris, il était prêt à lever l'étendard d'une insurrection avec toutes les troupes qu'il commandait. La seconde nouvelle portait que le 12 janvier, l'on avait lu à la séance de la Convention, la copie d'une note officielle remise par lord *Greenville*, secrétaire d'état d'Angleterre, au citoyen *Chauvelin*, ministre plénipotentiaire français à Londres, dans laquelle le ministère britannique déclarait d'abord qu'il ne connaissait pas le citoyen *Chauvelin* pour agent accrédité, attendu qu'il n'était pas envoyé en Angleterre par le roi de France. Ensuite le ministère reprochait à la France, 1° d'avoir violé les traités en ouvrant le canal de l'Escaut, et affranchissant la navigation de ce

fleuve; 2° d'avoir, dans le décret de la Convention du 19 novembre, promis secours et assistance aux peuples qui voudraient secouer le joug de leur gouvernement. Le ministre terminait sa lettre en déclarant que la France ne pouvait prouver le désir qu'elle avait de rester en paix avec l'Angleterre, qu'en renonçant à ses vues d'agrandissement, et en ne s'immisçant nullement dans le gouvernement des autres peuples.

On accueillit à Pétersbourg les courriers porteurs de ces dernières nouvelles, avec un plaisir indicible. L'on voyait déjà marcher *Dumouriez* sur Paris avec une armée formidable et triomphante pour sauver la vie à Louis XVI, pour le rétablir sur le trône de ses ancêtres et le faire rentrer dans ses droits : l'on voyait l'ordre et la tranquillité rétablis en France, et la paix rendue à toute l'Europe. On ne doutait pas que la déclaration de l'Angleterre ne contribuât tout autant que la détermination hardie de *Dumouriez* à intimider les révolutionnaires, et à effectuer ces grands événemens, que l'on désirait et attendait avec tant d'impatience; mais on ne jouit que bien peu de temps de ces consolations illusoires; car quinze jours plus tard, le duc de *Richelieu* [1], arrivé en courrier de Vienne, apporta la nouvelle

[1] C'est le même qui a été depuis gouverneur-général à Odessa, et ensuite premier ministre en France après le rétablissement des Bourbons.

que le 21 du mois de janvier 1793, Louis XVI avait été exécuté à Paris sur la place de la Révolution. Cet événement atterra les émigrés, affligea profondément l'impératrice, révolta le ministère russe ainsi que les ministres étrangers résidens à Pétersbourg, et indigna tous les gens de bien. Un morne silence succéda dans la capitale de la Russie à toutes les fêtes et réjouissances dont j'avais été témoin.

Je quittai Pétersbourg le 17 février 1793, et passant par Mohilow et Wilna, je me rendis à Varsovie vers la fin du même mois.

Branicki, à la tête de la députation de la généralité, avait obtenu une audience publique à Pétersbourg. L'impératrice l'avait reçu, assise sur le trône, et entourée des grands de sa cour. Il prononça un discours emphatique à la louange de l'impératrice, et se servit des expressions les plus soumises pour exprimer la reconnaissance de la nation polonaise, dont il se disait être l'organe. Il déclara que les Polonais étaient tous disposés à contracter avec la Russie une alliance qui assurerait l'intégrité et l'indépendance de la république, et finissait par s'écrier *que Dieu et Catherine étaient les seuls appuis sur lesquels ils faisaient reposer leurs espérances*.

J'assistai comme spectateur avec beaucoup d'autres étrangers à cette audience, qui fut terminée par une réponse vague, prononcée par le

grand-chancelier au nom de l'impératrice, et par une distribution de présens magnifiques aux députés représentans de la confédération.

Le retour de ces députés à Grodno, avec un rapport assez peu satisfaisant, ne pouvait guère apporter des consolations à la généralité, et on observa avec étonnement que *Branicki* ne quitta point Pétersbourg, où il prétexta devoir s'arrêter pour des affaires de famille.

Félix *Potocki* commençait à s'apercevoir, mais trop tard, de la responsabilité dont il s'était chargé, et à prévoir les nouveaux malheurs qu'il venait d'attirer sur la Pologne.

Dans l'intention de se soustraire à la place qu'il occupait de maréchal de la confédération, et peut-être même conservant encore quelque espérance d'obtenir de l'impératrice de Russie des faveurs pour ses compatriotes, il demanda, et se fit donner une mission pour Pétersbourg, qui ne lui fut accordée avec le titre d'ambassadeur, que d'après les ordres exprès de l'impératrice.

Voici la copie des instructions données par la confédération à Félix *Potocki*, en date du 7 mars 1793, à Grodno.

« 1°. M. le maréchal devra se rendre, le plus tôt possible, à Pétersbourg pour y arrêter, de concert avec S. M. l'impératrice, les conditions auxquelles les deux nations pourraient être unies

par une alliance durable; mais après en avoir arrangé les points principaux, il sera tenu de les porter à notre connaissance, ou de nous demander des pleins-pouvoirs, soit pour lui seul, soit pour telle autre personne que nous pourrions lui adjoindre, aux fins de terminer par lui-même et sans délai la négociation confiée à ses soins.

« 2°. Comme les bases de notre régime constitutionnel, qui est républicain, sont et doivent être liées par divers rapports avec les engagemens réciproques qui pourront être pris de part et d'autre, relativement aux convenances de cette forme de gouvernement, lorsque cette matière sera mise sur le tapis, il sera du devoir de M. le maréchal de faire, sur cet objet, toutes les observations qu'il croira nécessaires, et de les appuyer autant que les circonstances l'exigeront.

« 3°. En cas de nécessité, M. le maréchal déclarera expressément que le serment volontaire, prêté par nous et par la nation en corps, relativement à l'intégrité des domaines de la république, que nous garantissent les traités les plus solennels, ne nous permet d'accéder à aucun ménagement sur ce point, et qu'ainsi aucune proposition de ce genre de quelque part qu'elle vienne, ne peut être admise dans le pacte à arrêter avec la république par l'organe de ses représentans.

« 4°. En confiant au zèle, au caractère connu

de M. *Potocki*, maréchal de la confédération générale, le soin de faire valoir les intérêts de la nation, et de les appuyer par l'expression du vœu national, pour donner plus d'authenticité à sa mission, nous avons fait sceller des sceaux des deux nations confédérées, signer des maréchaux, et déposer aux archives de notre chancellerie l'acte public déclaratoire de nos volontés, en vertu duquel nous lui avons remis nos pouvoirs. »

Il était facile de prévoir que ces instructions ne produiraient pas plus d'effet à Pétersbourg que la présence même dans la capitale de celui qui en était le porteur.

Félix *Potocki*, comblé de politesses à la cour, flatté d'espérances qui ne devaient jamais être réalisées, prolongea son séjour à Pétersbourg, en traînant une pénible existence, et ne reparut plus sur la scène des événemens politiques en Pologne.

Branicki était resté, comme je l'ai dit, à Pétersbourg, sans accompagner à son retour la députation dont il était président. Le chancelier prince *Sapiéha*, *Rzewuski* et la plupart des principaux membres de la confédération, prévoyant un triste dénoûment, se retirèrent dans leurs terres.

CHAPITRE III.

Sept semaines environ avant le départ de *Potocki* pour Pétersbourg, la généralité, qui, d'après les ordres de l'impératrice, avait quitté Brzesc pour s'établir à Grodno, y apprit la nouvelle de l'entrée des troupes prussiennes en Pologne. Cet acte d'hostilité fut accompagné d'une déclaration du roi de Prusse, en date du 16 janvier 1793, qui commençait par la phrase suivante :

« Il est connu de toute l'Europe que la ré-
« volution arrivée en Pologne le 3 mai 1791, à
« l'insu et sans la participation des puissances
« amies et voisines de la république, n'a pas tardé
« d'exciter le mécontentement et l'opposition
« d'une grande partie de la nation, etc. »

Après ce préambule, on faisait l'énumération des motifs qui avaient porté l'impératrice de Russie à faire entrer ses armées en Pologne, et ceux qui contraignaient le roi de Prusse à suivre son exemple. Ces deux puissances n'avaient que le bien-être de la nation polonaise en vue. Il s'agissait d'arrêter les progrès du démocratisme français, qui s'était introduit en Pologne, d'em-

pêcher des clubs révolutionnaires, de réprimer les malveillans qui fomentaient les troubles et l'insurrection, etc., etc . . . . .

Le roi de Prusse, en faisant entrer sur le territoire de la république, notamment dans plusieurs districts de la Grande-Pologne, un corps de troupes suffisant, dont le commandement en chef était confié à son général d'infanterie, le général *de Möllendorff*, avait, disait-on, pour but principal de couvrir ses provinces limitrophes, d'empêcher la contagion d'y pénétrer, de rétablir et de maintenir l'ordre et le repos public en Pologne, et d'assurer aux habitans bien intentionnés une protection efficace.

Cette déclaration finissait ainsi : « Le roi aime « à se flatter qu'avec des dispositions aussi paci« fiques, il pourra compter sur la bonne volonté « d'une nation dont le bien-être ne saurait lui « être indifférent, et à laquelle il désire donner des « preuves de son affection et de sa bienveillance. »

Si l'on fut surpris de ne pas voir nommer la ville de Dantzick dans cette déclaration, on ne fut pas long-temps à apprendre le sort qui lui était destiné. Le roi donna ordre de la bloquer; et après que les troupes prussiennes se furent emparées de plusieurs ouvrages et du château de Weichselmünde, sur la fin du mois de mars, la ville de Dantzick, forcée par la disette et les dissensions intérieures, ouvrit ses portes le

4 avril. Mais, en donnant l'ordre au général *Raumer* d'en faire le blocus, le roi avait fait paraître une déclaration, en date du 24 février, dont voici quelques expressions copiées textuellement :

« Les mêmes raisons qui ont engagé S. M. prussienne à faire entrer un corps de ses troupes dans quelques districts de la Grande-Pologne, la mettent aujourd'hui dans la nécessité de s'assurer de la ville et du territoire de Dantzick.

« Sans parler des intentions peu amicales que cette ville, depuis une longue suite d'années, n'a cessé de manifester envers la monarchie prussienne, on se contentera d'observer que c'est dans le sein de cette même ville que s'est établie cette cruelle et odieuse séquelle qui, marchant de crime en crime, cherche aujourd'hui, à l'aide de ses abominables adhérens, à se répandre de toutes parts, etc., etc. »

Je cite quelques fragmens de ces deux déclarations pour me permettre d'observer qu'il est inconcevable qu'après avoir accusé la nation polonaise d'accorder trop de pouvoir au roi par la constitution du 3 mai, on ait accusé cette même nation de jacobinisme, et qu'on lui ait réservé le même châtiment pour des sentimens tout-à-fait opposés.

Ce qui est certain, c'est qu'en France l'on n'attribuait point aux Polonais ces idées révolu-

tionnaires que ses voisins lui reprochaient. Dans un ouvrage qui a paru à Paris en 1792, avec le titre d'*Histoire de la prétendue Révolution de Pologne*, l'auteur dit :

« Je ne sais pas qui a pu persuader en France que les Polonais sont nos amis, et qu'ils approuvent notre révolution. Il est peu de pays où la sottise et l'orgueil se soient déchaînés contre nous avec plus d'acharnement qu'en Pologne !... Le roi poussa un jour l'impudeur et l'oubli de tous les égards jusqu'à appeler en pleine séance les Français un peuple d'anthropophages. Tout ceci ne peut étonner que ceux qui n'auront pas comparé les principes sur lesquels reposent les constitutions de la France et de la Pologne.... Le sens que l'on attache aux mots étant une affaire de convention, les Polonais sont sans doute les maîtres d'appeler régénération l'opération du 3 mai; mais pour nous, qui tenons aux idées reçues, nous appellerons hardiment *despote constitutionnel* celui à qui la constitution accorde une très grande partie du pouvoir législatif, le pouvoir exécutif suprême, le commandement de l'armée, l'inviolabilité absolue, le *veto*, la disposition des places, des honneurs, des grâces civiles et militaires, et des bénéfices; en un mot, tout ce qui appelle l'obéissance servile, l'impunité et la trahison. »

Je ne cite pas cet ouvrage comme une auto-

rité; car son auteur n'a pas rendu justice à la nation polonaise, et s'est souvent écarté de la vérité. Dans les phrases, par exemple, que je viens de rapporter, il a fait dire au roi de Pologne que les Français étaient un *peuple d'anthropophages;* ce qui n'est jamais sorti de la bouche du roi : et le titre de *despote constitutionnel* ne pouvait convenir à un souverain qui ne tenait son pouvoir et ses droits que d'une nation jalouse de sa liberté, de son indépendance et de ses anciennes prérogatives; mais il est certain que tous les jacobins français appelaient notre diète une assemblée d'aristocrates, et ne croyaient pas les Polonais assez formés pour être à la hauteur des idées révolutionnaires. Il est très vrai aussi que les principes exaltés et subversifs qui travaillaient la France à cette époque n'agissaient pas sur la nation polonaise, qui ne cherchait qu'à s'affranchir du joug étranger, et à organiser son gouvernement.

Si, dans la suite, l'exaltation et le désespoir ont forcé les Polonais de se plaindre hautement, de s'impatienter, d'applaudir aux sentimens patriotiques des Français, de faire des vœux pour leurs succès, et de fonder même sur eux leurs espérances, on ne doit l'attribuer qu'aux vexations qu'on leur a fait éprouver.

Aigris par le malheur, punis pour leur loyauté et la pureté de leurs intentions; persécutés dans

les objets les plus chers à l'homme, c'est-à-dire la liberté de ses opinions et l'honneur national, les Polonais, trompés de tous côtés, se sont trouvés bien plus malheureux que les nations subjuguées les armes à la main et réduites à obéir aux lois des vainqueurs.

On a cherché leur amitié pour la renier; on a pris les engagemens les plus sacrés avec eux pour se faire un jeu de les violer; on leur a fait faire des démarches que l'on a ensuite désavouées et condamnées; on leur a attribué des sentimens et des torts qu'ils n'avaient jamais eus. On leur donnait des assurances du plus vif intérêt que l'on prenait à leur sort, tandis que l'on faisait entrer des troupes en Pologne pour envahir des provinces et opprimer les habitans; on a sacrifié à l'ambition de quelques magnats égarés le sort de tant de millions d'habitans; et enfin ayant décidé que, pour le bien-être des Polonais mêmes il fallait resserrer les limites de leur pays par un nouveau partage, on les a forcés de sanctionner par une assemblée de leurs représentans à la diète l'acte d'injustice le plus arbitraire.

Mais faut-il encore des preuves pour disculper les Polonais du jacobinisme dont on les accusait, et qui servait de prétexte pour le nouveau partage? L'élan patriotique, l'effervescence qui les animait, et la haine qu'ils portaient à leurs ennemis, n'avaient certainement rien de

commun avec les sentimens qui gouvernaient les Français à l'époque dont nous parlons.

En France, le clergé et la noblesse étaient regardés comme les ennemis de la nation, et on les forçait à chercher leur sûreté personnelle dans la fuite et l'émigration. En Pologne, au contraire, c'étaient le clergé et la noblesse qui composaient la nation, et qui s'occupaient à organiser une constitution qui assurât la liberté individuelle de chacun, ainsi que le bonheur et la tranquillité des autres classes qui n'avaient point de part à leurs délibérations.

En France, on avait tout à gagner avec des principes jacobins pour s'approprier les riches possessions de ceux que la diversité d'opinions forçait d'émigrer; en Pologne, au contraire, ceux qui formaient la masse de la nation éclairée n'avaient rien à gagner et tout à perdre en professant le jacobinisme; car ils se seraient mis dans le cas de se dépouiller de leurs propriétés pour les partager avec ceux qui n'avaient rien, sans aucun avantage réel pour la patrie.

Enfin les Polonais n'ont jamais été sanguinaires, jamais ils n'ont attenté à la vie de leur roi; et le tiers-état qui, à proprement parler, a fait la révolution en France, n'existait point en Pologne.

Mais reprenons la suite des événemens. Le grand-chancelier *Malachowski* donna une ré-

ponse, en date du 23 janvier, à la première déclaration de la cour de Prusse, en disculpant faiblement la nation polonaise des torts dont ce cabinet l'accusait, et en demandant la retraite de l'armée prussienne. Cette note ne produisit aucun effet.

La confédération générale jugea à propos de publier une protestation signée par Félix *Potocki* et le prince Alexandre *Sapiéha*, en date du 3 février 1793. Dans ce manifeste, après avoir répété des invectives contre la constitution du 3 mai, et fait l'apologie de la confédération de Targowica, on payait le tribut d'hommage et de reconnaissance à l'impératrice de Russie, on témoignait la confiance de la nation dans les sentimens de la cour de Vienne, on protestait contre l'invasion du roi de Prusse, et on finissait par une phrase qui mérite d'être rapportée.

« Nous déclarons enfin qu'aucune autre vue
« n'anime nos efforts que celle de transmettre à
« nos descendans une république bien organisée,
« libre et indépendante, et cette république que
« nous aurons régénérée, *ou nous la conserverons*
« *intacte, ou aucun de nous ne survivra à son*
« *désastre.* »

Ne se bornant point à cette protestation, la généralité résolut d'ordonner le *pospolité ruszenie*, c'est-à-dire une levée en masse de la noblesse du pays; mais cette démarche, décidée

sans l'assentiment du ministre de Russie, attira à la généralité des reproches accompagnés de menaces.

Dans une note remise en date du 20 février, ce ministre témoignait son étonnement de ce qu'on avait osé indiquer une semblable mesure sans l'avoir consulté : il voulait que la généralité contremandât de suite les ordres qu'elle avait donnés ; il l'informait que les chefs de l'armée russe étaient chargés d'empêcher tout espoir de réunion ; et il finissait en recommandant à la généralité de se conduire à l'avenir avec plus de réserve dans des circonstances aussi graves, et de s'interdire des démarches précipitées qui pourraient attirer sur la Pologne les forces d'une puissance redoutable.

En se conformant aux ordres du ministre, la généralité fut obligée de révoquer sa proclamation, et de faire connaître qu'elle n'avait eu d'autre intention que de prévenir la nation sur les dangers dont elle était menacée, pour la préparer à de grands efforts si les circonstances l'exigeaient ; *mais que d'ailleurs on ne devait fonder ses espérances que sur la magnanimité de l'impératrice de Russie, qui avait envoyé ses armées pour assurer la liberté de la Pologne.*

Cependant, d'un autre côté, *Rzewuski*, qui commandait toute la force armée de la confédération, avait donné des ordres pour faire mar-

cher des troupes et transporter de l'artillerie, dans l'intention de défendre la forteresse de Czenstochow, qui était menacée d'une attaque; mais le général en chef de l'armée russe, *Igelström*, révoqua ces ordres, et déclara qu'aucun corps de l'armée polonaise ne pouvait être déplacé sans sa permission. En même temps il fit distribuer des quartiers pour vingt-cinq mille Polonais en Ukraine, où il se trouvait un corps de cinquante mille Russes; il se fit remettre la forteresse de Kamieniec, et publia un ordre du jour par lequel il annonçait qu'au moindre mouvement des Polonais, il ferait désarmer la garnison de Varsovie et s'emparerait de l'arsenal.

Un événement antérieur à cette époque, mais qu'on avait ignoré assez long-temps à Varsovie, vint augmenter les prétextes que l'on s'efforçait d'accumuler pour accuser les Polonais de jacobinisme, pour les persécuter et les menacer d'un nouveau partage. L'on reçut la nouvelle qu'une députation composée de quelques Polonais s'était présentée à la Convention à Paris, qu'elle avait été admise à la barre, et que l'un des députés avait prononcé un discours digne du lieu où il était et des scènes tragiques au milieu desquelles il se trouvait. Il se glorifiait, disait-on, de professer les principes jacobins, ainsi que ses collègues, et assurait que toute la nation polonaise partageait leurs sentimens. On relevait avec affectation l'ac-

cueil que l'on avait fait à Paris aux députés d'une nation dont les ennemis étaient communs à la France. On ajoutait que l'accolade fraternelle du président de l'assemblée et les honneurs de la séance avaient été la récompense que la députation avait méritée.

Ces détails ne pouvaient inculper que quelques individus qui, de leur propre chef, et n'ayant aucun titre ni instruction, osaient compromettre leurs compatriotes; cependant l'on fit rejaillir sur toute la nation cette démarche inconsidérée, qui provoqua de nouvelles mesures de rigueur envers tous les prétendus jacobins.

Revenons à Varsovie, à l'époque où j'y retournai de Pétersbourg, vers la fin de février.

CHAPITRE IV.

Malgré les revers que l'on venait d'éprouver, et les persécutions des gens de bien qui en furent la suite, l'esprit public n'avait pas changé dans la capitale. Excepté le petit nombre de ceux qui étaient dévoués par intérêt à la Russie, et d'autres qui y tenaient par système et conviction, le reste des habitans, malgré la présence d'une très forte garnison russe, se plaignait hautement de la con-

duite des cours de Pétersbourg et de Berlin, accusait sans ménagement les chefs de la confédération de Targowica, regrettait la constitution du 3 mai, et n'épargnait pas le roi de Pologne, qu'on regardait comme auteur principal de tous les maux.

Plusieurs membres de la diète du 3 mai avaient quitté Varsovie pour se rendre dans les pays étrangers; mais un plus grand nombre y étaient restés dans l'espoir que la diète, qui n'avait été que limitée, pourrait un jour rouvrir ses séances. On les invitait avec empressement dans toutes les maisons polonaises où il y avait des réunions amicales, et on ne se gênait pas dans la manière de les distinguer des partisans de la confédération de Targowica.

Malgré les dîners fréquens et les soirées dansantes que donnaient le ministre de Russie ainsi que plusieurs généraux, les sociétés n'étaient ni brillantes ni gaies, et la plupart des patriotes se tenaient retirés dans leurs maisons.

Ce n'étaient pas les Russes qu'on voulait éviter; car on ne pouvait les accuser et les rendre coupables d'être en tout subordonnés aux ordres supérieurs; mais aucun patriote ne pouvait *sentir* un confédéré de Targowica.

Presque toutes les dames polonaises professaient hautement leur attachement à la patrie, et ne cachaient pas leurs sentimens, même dans les

conversations avec des agens diplomatiques et des militaires russes.

On ne s'offensait point des propos que tenaient des femmes jolies et aimables; mais ces propos ne contribuèrent pas peu à entretenir l'énergie et le patriotisme parmi les Polonais, et surtout à exalter les sentimens de la jeunesse.

Si, dans les sociétés et les réunions de la noblesse, on continuait à parler avec franchise et liberté, on se gênait bien moins encore dans les cafés, les billards et autres lieux publics, et toute la sévérité de la police russe n'était pas en état de contenir les imprécations et l'expression de la mauvaise volonté du peuple contre ceux qui avaient amené l'armée russe en Pologne.

Mais il semblait que tous les malheurs à la fois devaient fondre sur nous. Jusqu'au commencement de 1792, il n'y avait pas de pays en Europe où il se trouvât plus de capitaux en numéraire; on regorgeait partout d'or et d'argent, et aux termes où se réunissait la noblesse pour passer des contrats d'achats et de ventes, et pour régler toutes sortes d'affaires, ce qui se faisait principalement vers le nouvel an à Dubno, et à la Saint-Jean, à Varsovie, l'on voyait circuler dans les caisses des banquiers et des propriétaires de deux à trois millions de ducats de Hollande en or.

Cette affluence prodigieuse de numéraire, et

la facilité avec laquelle on se le procurait, avaient introduit la dissipation et le luxe dans toutes les classes à un degré inconcevable.

Les plus riches banquiers de Varsovie en donnèrent les plus funestes exemples, et l'on aurait dû prévoir que tôt ou tard ils seraient ruinés, ne pouvant soutenir les dépenses extraordinaires auxquelles ils s'étaient habitués. Cependant l'on ne s'attendait pas qu'ils suspendraient si tôt et d'une manière si inopinée leurs paiemens, et que peu de temps après ils fermeraient leurs comptoirs et se déclareraient insolvables.

Cette catastrophe produisit la plus vive sensation, non seulement dans la ville, mais dans tout le pays. Des sommes immenses avaient été versées dans les caisses des banquiers; le moindre propriétaire y déposait tout ce qu'il avait pu ramasser de ses épargnes dans le courant de l'année, afin d'augmenter un capital dont il percevait des intérêts de sept et huit pour cent; et l'exactitude à payer ces intérêts avait donné aux banquiers un crédit général et la facilité de se procurer autant de fonds qu'ils en avaient besoin.

Tout à coup la déclaration qu'ils firent de suspendre leurs paiemens porta l'épouvante et la consternation dans le public. La circulation du numéraire cessa, le crédit disparut, et chacun tâcha de cacher soigneusement le peu d'or qu'il

avait eu la sage prévoyance de ne pas placer dans les banques.

La plupart de ces banquiers, pour justifier leur faillite, avaient déclaré qu'ils cessaient de payer parce qu'ils ne pouvaient pas régler leurs comptes avec les cours étrangères, et percevoir les fonds qu'ils leur avaient avancés. L'opinion générale était même qu'on leur avait insinué de se déclarer insolvables pour amener une banqueroute générale dans le pays, et forcer les habitans à rester tranquilles et à vaquer à leurs propres affaires, au lieu de s'occuper de politique.

J'ai peine à admettre cette supposition; mais il n'y a pas de doute que l'état critique de la Pologne après la campagne de 1792 devait nécessairement ébranler les fortunes de tous les particuliers, gêner l'agriculture, mettre des entraves au commerce, détruire le crédit public, et amener la chute des maisons les plus anciennes et les plus solides.

Cette catastrophe ne produisit pas seulement l'effet que les capitalistes qui avaient placé leurs fonds chez les banquiers furent ruinés, car il y en eut qui ne reçurent que trente ou quarante, et tout au plus soixante et dix pour cent, en paiement de leurs capitaux, mais elle influa également sur le sort des propriétaires fonciers, parce que les terres perdirent plus de la moitié de leur valeur. C'est ainsi qu'après avoir

fait des pertes considérables par le séquestre de mes terres, j'en fis de bien plus fortes sur mes nouvelles acquisitions, qui se trouvaient être bien au-dessous du prix que je les avais payées. Je perdis aussi beaucoup sur les fonds que j'avais déposés dans plusieurs maisons de banque.

Au milieu de la consternation générale, de la pénurie d'argent, et de toutes les calamités qui se suivaient sans interruption, il parut deux déclarations, l'une de Frédéric-Guillaume, en date du 25 mars, et l'autre de l'impératrice de Russie, en date du 29 avril 1793. Ces deux pièces furent communiquées au corps diplomatique à Varsovie. Elles contenaient la démarcation de ce qui devait faire les nouvelles limites. On répétait les inculpations de jacobinisme; on faisait entendre que les dispositions hostiles des Polonais avaient été au point de faire craindre de nouvelles *Vêpres siciliennes*; on ajouta qu'on n'avait eu que le temps de les prévenir, et on finissait par déclarer que pour la tranquillité des états voisins et pour celle même de la république, les deux cours de Pétersbourg et de Berlin n'avaient rien trouvé de mieux que de resserrer la Pologne dans des bornes plus analogues à la forme de son gouvernement.

En annonçant cette résolution, on engageait la nation à se réunir en diète, le plus promptement possible, afin de s'entendre à l'amiable sur cet objet, et de favoriser les vues salutaires des

deux cours, pour assurer à la république une paix solide et une constitution ferme et stable.

Michel *Walewski*, ancien palatin de Siéradie, qui avait remplacé Félix *Potocki* comme maréchal de la confédération de Targowica, n'occupa son poste que peu de jours. Il n'était rien moins que vendu aux intérêts d'une cour étrangère. Égaré par de fausses insinuations, et entraîné par *Branicki*, qui était son plus proche parent, il accepta le bâton de maréchal que Félix *Potocki* lui avait remis, sans supposer qu'on voulût le forcer à faire des démarches contraires à sa conviction. Il se rappela étant à son poste, les sentimens qu'il avait manifestés comme ancien confédéré de Bar, et ceux qu'il avait professés en occupant le siége de sénateur pendant la diète du 3 mai. Il refusa donc dès les premiers jours de sa présidence dans l'assemblée de la généralité, de faire discuter et mettre aux voix des propositions qui lui répugnaient.

Menacé par *Sievers*, de voir le séquestre mis sur ses terres, il persévéra dans sa résolution, et sortit de la salle en déposant le bâton de maréchal, et protestant contre tout projet attentatoire à l'indépendance et à l'intégrité de la Pologne.

A la suite de cette protestation, les possessions de *Walewski* furent séquestrées, et on ne les lui rendit qu'après beaucoup d'instances adressées par ses amis à l'ambassadeur *Sievers*. Il ne revint

cependant plus à Grodno, et c'est *Pulawski* qui le remplaça.

Six jours après la protestation de *Walewski*, c'est-à-dire le 26 avril, *Pulawski*, comme vice-maréchal de la confédération de la couronne, et *Zabiello*, comme maréchal de la confédération de Lithuanie, signèrent une réponse conforme aux intentions de l'ambassadeur *Sievers*, manifestées dans les deux notes des 9 et 18 avril.

Le roi de Pologne était depuis long-temps pressé par *Sievers* et *Igelström*, de se rendre à Grodno, pour la convocation d'une diète. Les ordres précis de l'impératrice de Russie l'y déterminèrent. Cependant ayant exposé qu'il n'avait pas le droit de faire cette convocation sans son conseil, *Sievers* décida qu'il fallait rétablir le conseil permanent, et en fit passer l'ordre à la généralité; c'est ce qui donna lieu à la protestation de *Walewski*, et à la réponse signée depuis par *Pulawski* et *Zabiello*.

Malgré l'opposition de quelques membres de la généralité pour rétablir le conseil permanent, qui avait toujours été odieux aux Polonais, on céda aux menaces de *Sievers*, et par un acte auquel on donna force de loi, on rétablit ce conseil, que la diète de 1775 avait institué, et que celle du 3 mai avait cru abolir pour toujours.

Mais si d'un côté plusieurs membres de la confédération montrèrent de la répugnance à

signer cet acte, d'un autre, la plus grande partie voyaient avec plaisir que c'était le roi et son conseil que la cour de Russie chargeait de la convocation de la diète, et croyaient par là pouvoir se disculper du partage de la Pologne, dont l'accomplissement devait être l'objet des délibérations de cette assemblée.

Avant de publier les universaux pour l'élection des nonces, le roi résolut de s'adresser encore une fois à l'impératrice Catherine, et dans l'espoir de la fléchir, il s'offrait de résigner la couronne de Pologne, qu'il ne se croyait plus en droit ni en état de porter. Il disait entre autres, dans sa lettre :

« Trente années de travail pendant lesquelles, en voulant toujours faire le bien, j'ai eu à lutter contre tous les genres d'infortune, m'ont enfin amené au point de ne plus même espérer de servir ma patrie d'une manière vraiment utile, ni à remplir par conséquent ma tâche avec honneur. Les circonstances sont telles aujourd'hui, que mon devoir m'interdit toute participation personnelle aux mesures qui ameneraient le désastre de la Pologne. Il convient donc que je résigne un emploi qu'il ne m'est plus possible de remplir dignement...... Je désire voir occupée par quelqu'un plus heureux, une place que d'ailleurs mon âge et mes infirmités rendront dans peu d'années vacante. »

L'impératrice, sans répondre directement au roi, se contenta de faire connaître son avis relativement à cette proposition, dans une dépêche adressée à son ministre :

« Quant à l'abdication du roi, le moment qu'il choisit pour la réaliser me paraît à juste titre le moins opportun. Toutes les raisons de bienséance exigent qu'il tienne entre ses mains les rênes de l'état, jusqu'à ce qu'il l'ait tiré de la crise présente. C'est à ce seul prix que je pourrais me résoudre à lui assurer un sort heureux dans la retraite qu'il médite. »

Pour que le choix des nouveaux nonces qui devaient former l'assemblée de la diète, répondît aux intentions de la cour de Russie, l'ambassadeur *Sievers* se servit encore de la généralité; mais comme il prévoyait que cette généralité, qui ne possédait pas la confiance de la nation et qui n'exerçait son pouvoir que par la terreur qu'inspirait la présence de l'armée russe, pouvait ne pas réussir, et être trompée dans son attente, si elle laissait à tous les nobles sans exception la liberté de voter aux diétines, il résolut de restreindre les anciennes lois, qui fixaient les conditions de l'éligibilité, en faisant décider par un *sancitum* [1] de la généralité, en date du 11 mai 1793, que tous ceux qui n'avaient pas

[1] *Sancitum de la confédération*, ou décret qui a force de loi.

fait leur renonciation à la diète constitutionnelle, qui n'avaient point accédé à la confédération de Targowica, qui avaient accepté le droit de bourgeoisie, qui avaient fait partie d'une députation de remercîmens pour la constitution du 3 mai, ou qui avaient concouru à sa formation, seraient incapables d'élire ou d'être élus.

Un second *sancitum* publié par les ordres de l'ambassadeur, assignait la même incapacité à ceux qui, après avoir accédé à la confédération de Targowica, s'étaient permis de protester contre quelques unes de ses décisions.

Il est facile de concevoir l'impression défavorable que ces deux *sancita* produisirent dans tout le pays, et les abus qu'ils devaient faire naître dans les réunions de la noblesse pour l'élection de nonces. On conçoit aussi que pour disposer des élections au gré de la généralité, on établit des garnisons russes dans tous les endroits destinés pour les diétines.

Cependant le roi, qui malgré toutes ses représentations avait été obligé de se rendre à Grodno, y attendait dans toutes les angoisses de l'ennui et de la perplexité, cette diète, qui devait mettre le sceau à tous les désastres de la Pologne. Enfin, à la réunion de cette assemblée il en fit l'ouverture le 17 juin 1793, en annonçant ses craintes sur le sort dont la Pologne était menacée, et en déplorant les circonstances im-

périeuses dans lesquelles on se trouvait; il indiquait les négociations comme le seul moyen qui pût procurer quelque soulagement.

CHAPITRE V.

Dès le commencement de la diète, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'impératrice de toutes les Russies, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, de S. M. le roi de Prusse, présentèrent une note uniforme, dont voici la teneur :

« Le soussigné, voyant les États de la sérénissime république de Pologne, assemblés en diète, et ses membres réunis par le lien de la confédération, s'empresse de demander à la diète assemblée, dès son commencement, l'objet et le contenu de la déclaration du 29 mars (9 avril dernier), qu'il a remise par ordre de son auguste souveraine (du roi son maître), à la confédération générale des deux nations. Pour faciliter un arrangement aussi indispensablement nécessaire, qui ramènera le plus tôt possible le repos de la république, et établira en même temps une forme de gouvernement salutaire et agréable à toute la nation; le soussigné requiert les États

assemblés en diète, de nommer sans délai une délégation, munie de pleins-pouvoirs suffisans, avec laquelle il puisse négocier, arrêter et conclure un traité définitif, selon la teneur de la susdite déclaration; lequel traité définitif sera ensuite ratifié par S. M. le roi et les Etats assemblés en diète, et les ratifications échangées aussitôt que faire se pourra.

« Fait à Grodno, le 8 (19) juin 1793.

« *Signés*, JACQUES DE SIEVERS,

« DE BUCHHOLTZ. »

Quatre jours après, les chanceliers de la couronne de Lithuanie furent chargés de faire la réponse au nom de la diète. Voici celle qui fut adressée à *Sievers*.

« Les soussignés, en réponse à la note remise par S. E. M. *de Sievers*, le 19 du courant, ont l'honneur de lui témoigner ce qui suit :

« Jamais la république de Pologne n'a pu méconnaître combien sa sûreté tient à son étroite union avec l'empire de Russie; aussi le soin de cultiver cette union fut-il l'objet constant de ses vœux. Si, par une suite de la liberté qui fait le caractère inhérent d'un gouvernement républicain, quelques citoyens se sont laissé entraîner à quelques démarches peu analogues à ce système, il serait superflu de développer ici les motifs de ces écarts, dont les suites aussi funestes

qu'inattendues rejaillissent sur le roi et sur toute la nation. Il suffira de faire observer que le premier moment qui vit paraître la déclaration de S. M. l'impératrice de toutes les Russies, émanée le 18 mai 1792, fit sentir à tous les Polonais éclairés par la réflexion, combien il leur importait de se réunir par un lien qui les mît à même de rectifier ce que les derniers événemens pouvaient présenter de contrastant avec les convenances politiques de leur auguste et puissante voisine. Ce fut là le but de la confédération formée à Targowica. Le roi y accéda tout aussitôt que les circonstances de sa position purent comporter cette démarche.

« Se reposant pleinement sur la foi sacrée des traités antérieurs, et nommément de celui de 1773, cette confédération générale des deux nations, dans l'attente du moment qui devait cimenter l'union entre les deux états par des liens plus particuliers, fondait sa confiance sur l'énoncé de la déclaration susmentionnée, qui garantissait à la nation sa liberté, son bien-être et son indépendance. Les soussignés peuvent en appeler au témoignage de S. E. M. l'ambassadeur, si ce juste droit à la confiance dans la magnanimité de sa souveraine a été démenti par le moindre écart, soit dans les procédés du roi, soit dans ceux de la confédération, lorsqu'il est notoire que, d'un côté les troupes de cette sou-

voisine, réparties dans le pays, et regardées comme troupes amies, y sont abondamment pourvues et entretenues; que de l'autre, la vigilance du gouvernement, toujours attentive à réprimer le moindre essor de cet esprit dangereux de la philosophie moderne, dont on a cru quelques esprits imbus en Pologne, a été quelquefois poussée jusqu'à des précautions moins motivées par la gravité des cas, que par des égards pour la sollicitude des états voisins.

« Aujourd'hui que la nation s'est réunie en diète, elle se montrera constamment disposée à se prêter à tous les arrangemens qui, se trouvant dans le sens des traités existans, auraient pour but, ou leur affermissement, ou le redressement de ce qui aurait besoin d'être rectifié. Mais les soussignés sont chargés de témoigner en même temps, que la déclaration remise à la confédération générale, au nom de S. M. l'impératrice, le 9 avril, dans laquelle il est fait mention du rétrécissement des frontières de la république, n'est nullement envisagée par les États comme un acte annonçant une aliénation irrévocable de ses provinces; que les différentes dispositions postérieurement émanées, ne sont non plus regardées que comme l'ouvrage des ordres subalternes, et non comme l'effet de la volonté suprême d'une souveraine dont la grandeur d'âme et les sentimens connus d'équité,

surpassent encore la puissance; qu'on ne regarde pas enfin la demande contenue dans la dernière note de S. E. M. l'ambassadeur, comme une invitation à désigner une délégation qui puisse être autorisée à confirmer d'une manière quelconque, telle occupation de domaine que ce soit. » Et les soussignés ont un ordre exprès d'exposer « que la république n'est ni ne peut aucunement être libre d'agir en opposition à ses sermens, solennellement émis, sur le maintien de l'intégrité de ses états, telle qu'elle a été assurée par les traités, ainsi que par la garantie des trois puissances voisines; et que, décidée à ne pas donner les mains à un arrangement quelconque sur cet objet, elle ne peut en appeler qu'à la magnanimité de S. M. l'impératrice, comme à celle des autres puissances voisines, pour qu'elles daignent ne pas insister sur les propositions d'arrangement qui ne portent pas avec elles l'idée de la possibilité d'un assentiment du côté de la Pologne, tandis qu'aucun pouvoir dans l'état, même celui de la diète, n'est suffisant pour détacher telle portion que ce soit du corps des domaines de la république, et que même toute transaction à cet égard n'aurait aucun caractère de légalité.

« Les soussignés sont chargés en conséquence de ce qui vient d'être exposé, de prier S. E. M. l'ambassadeur qu'il veuille bien indiquer

d'une manière précise l'objet de la délégation demandée, afin que, d'après cet éclaircissement, les États assemblés en diète puissent être à même d'apprécier la possibilité de concilier leur détermination avec l'observation des traités, auxquels ils n'oseront jamais porter atteinte, ainsi qu'avec les bornes de leur pouvoir et le serment qui lie toute la nation.

« Fait à Grodno, ce 23 juin 1793.

« *Signé* Antoine, prince Sulkowski;

« Casimir, comte Plater. »

Voici la réponse de la diète remise à *Buchholtz*, datée du même jour et signée par les mêmes chanceliers.

« Les soussignés, à la suite de la note de M. *de Buchholtz*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, remise le 19 courant, ont l'honneur de lui témoigner ce qui suit :

« Le prix que la Pologne a toujours attaché à l'amitié de S. M. prussienne ne lui a fait rien négliger pour s'en assurer la jouissance, dont la nation a droit de se croire certaine, par le lien des traités. Aussi, lors de l'entrée des troupes de S. M. prussienne sur le territoire de la république, cette confiance motivée ne permettait pas d'y supposer d'autres vues que celles qui se

trouvaient énoncées dans la déclaration dont ladite entrée était accompagnée.

« La nation se soutient encore dans la même espérance; et se trouvant aujourd'hui réunie en diète, comme l'état actuel des choses ne présente plus aucun sujet de ces appréhensions, même éloignées, qui auraient occasionné l'envoi de troupes prussiennes en Pologne, comme une mesure de précaution, les États croient pouvoir s'attendre que S. M. le roi de Prusse se portera à faire évacuer à sesdites troupes les provinces polonaises qu'elles ont occupées jusqu'ici.

« Quant à la demande qui fait l'objet de la note de M. l'envoyé, comme les soussignés viennent de répondre au contenu uniforme sur le même objet, de celle de S. E. M. *de Sievers*, ils ne sauraient mieux faire que de communiquer à M. l'envoyé cette réponse en copie, où il trouvera les considérations que la nature du cas nécessite, suffisamment développées.

« Fait à Grodno, ce 25 juin 1793. »

Signé comme ci-dessus.

Le même jour, d'après les ordres du roi et des États assemblés, les chanceliers furent chargés de communiquer à tous les ministres étrangers des cours qui conservaient des dispositions amicales pour la Pologne, les notes présentées par

les ministres de Russie et de Prusse, avec les réponses qui y furent faites.

Dès le lendemain, l'ambassadeur de Russie fit remettre à la diète la note suivante.

« Le soussigné ayant reçu la réponse à sa note « du 19 juin, que les États assemblés en diète « confédérée ont jugé à propos de lui faire don- « ner par LL. EE. MM. les chanceliers, ne perd « pas un instant pour répondre que, suivant « des instructions positives, et les intentions im- « muables de S. M. impériale, son auguste sou- « veraine, il ne saurait entrer dans aucune dis- « cussion évasive de l'objet de la déclaration des « deux cours alliées, du 9 avril, dont dépendent « le repos et le bonheur futur de la république. « Le soussigné se voit donc obligé de requérir « itérativement les États assemblés en diète, de « nommer sans aucun autre délai la délégation « requise, munie de pleins-pouvoirs suffisans, « pour entrer en négociation et conclure le traité « définitif, selon l'expresse teneur de la susdite « déclaration et de la note remise le 17 de ce « mois. De nouveaux délais ne feraient qu'aggra- « ver la situation présente de la république, et « éloigneraient les arrangemens si nécessaires « pour faire renaître, par une forme salutaire de « gouvernement, le bonheur de la nation. Le « soussigné ne manquera pas de faire parvenir « incessamment à son auguste souveraine, la

« susdite réponse des États assemblés en diète.
« S. M. impériale y apercevra sans doute avec « une satisfaction bien vive, les expressions d'a- « mitié et de loyauté des États de la république « envers elle. Le soussigné se croit autorisé d'as- « surer d'avance les illustres États assemblés en « diète, de la constante amitié et bienveillance « de son auguste souveraine.

« Fait à Grodno, ce 24 juin 1793.

« *Signé* JACQUES DE SIEVERS. »

Le même jour, une note à peu près semblable fut présentée par le ministre de Prusse *Buchholtz*, et le 29 juin, ces deux ministres firent remettre à la diète une note uniforme, dans laquelle ils témoignaient leur surprise de ce que les États assemblés en diète semblaient avoir en vue de séparer les intérêts des deux cours alliées, combinés dans la sagesse de leurs augustes souverains; déclaraient qu'il fallait adopter une marche uniforme, pour traiter avec les deux cours alliées, et exigeaient qu'on nommât sans délai une délégation pour conférer en commun avec les deux ministres.

J'ai cité ces pièces officielles, qui font connaître quel devait être l'objet des délibérations suivantes de cette malheureuse diète, et en même temps le ton impérieux que l'on employait pour traiter avec elle. Dans les pages suivantes, j'ai

préféré copier également les notes mutuellement échangées entre la diète et les ministres de la Russie et de la Prusse, plutôt que de transcrire le journal des séances, qui ne présenterait qu'un tableau de mouvemens violens en sens divers, et une suite de discours, dont les uns étaient consacrés à la bassesse et à l'adulation, les autres à des explications et des justifications; quelques uns, inspirés par le parti dominant, qui manifestait les sentimens du jacobinisme le plus exalté, afin d'aigrir l'esprit de *Stevers*, et enfin d'autres prononcés avec force et énergie, par plusieurs membres de l'assemblée, pour se plaindre des actes de violence qu'on exerçait.

Je me suis borné à citer quelques passages seulement d'un petit nombre de discours dont je croyais devoir faire mention.

Comme en écrivant mes Mémoires je me suis proposé de ne rien omettre de ce qui me concerne, afin de me faire connaître tel que j'étais au milieu des vicissitudes qu'a éprouvées la Pologne, je consacrerai le chapitre suivant à parler des rapports dans lesquels je me suis trouvé à cette époque avec le roi et l'ambassadeur de Russie, ainsi que de la triste position à laquelle je me vis réduit, avant de reprendre le fil des opérations ultérieures de la diète.

CHAPITRE VI.

Quelque temps avant son départ de Varsovie, le roi me faisait appeler assez souvent pour sonder mon opinion. Dans un de nos entretiens, je me hasardai à lui demander quel était le parti qu'il prendrait, et s'il ne croyait pas nécessaire de faire un plan pour résister à toutes les menaces du ministre de Russie, et pour conserver son honneur et celui de la nation, en s'obstinant à n'admettre aucune proposition humiliante à la diète qu'on allait assembler.

Je tâchais de réveiller son amour-propre, et lui rappelais les sentimens qu'il avait manifestés en face de la nation, de défendre la patrie et la constitution au prix de sa vie.

J'ajoutais qu'il n'était pas question d'un si grand sacrifice, qu'il ne risquait tout au plus que de se voir menacé de perdre la couronne, à laquelle il ne tenait probablement pas, puisqu'il avait voulu la déposer entre les mains de l'impératrice Catherine; mais j'assurais que, s'il voulait déployer du courage, de l'énergie et de la fermeté, les menaces, même de cette souveraine, n'auraient pas de suite; car il n'y avait au-

cune raison légitime pour le dépouiller de la royauté.

Je lui fis observer que la Prusse ne jouait qu'un rôle secondaire, et qu'elle ne faisait que se conformer aux intentions de la Russie, tandis que la cour de Vienne était passive, et ne consentirait pas à voir renverser la royauté en Pologne dans un moment où l'Europe était armée pour la rétablir en France. J'assurais que si le roi voulait se confier à quelques personnes sur lesquelles il pouvait compter, et s'il traçait un plan avant de quitter Varsovie, pour le mettre à exécution dès le premier jour de la diète, il obtiendrait tous les résultats qu'il désirerait. Je prétendais que le roi devait ouvrir l'assemblée en déclarant que les forces physiques de la nation étaient à la vérité épuisées, et qu'elles ne pouvaient point opposer de résistance aux armées formidables qui inondaient le pays; mais que le caractère national et la force morale ne pouvaient être détruits par la baïonnette, et que lui-même en étant persuadé, et se fiant à la noblesse des sentimens de toute l'assemblée, il n'accepterait et ne signerait aucune proposition avilissante pour ses compatriotes, bien persuadé que son exemple serait suivi de tous ceux qui l'entouraient.

Je finis enfin par donner les assurances les plus positives, que, s'il suivait ce conseil, il n'y aurait aucun sénateur, aucun ministre, aucun

représentant de la nation, qui ne se levât pour applaudir et partager l'opinion du roi, et que cette séance serait l'époque la plus mémorable de son règne.

Le roi parut sentir vivement ce que je lui disais, et il avait même l'air d'être convaincu et d'approuver mon avis. Les deux grands maréchaux de la couronne et de Lithuanie, *Moszynski* et *Tyszkiewicz*, que j'avais prévenus de l'entretien que je devais avoir, et qui se trouvaient appelés par le roi pour tout autre motif, furent annoncés au moment où j'avais fini de parler, et on les introduisit dans le cabinet. Comme c'étaient deux ministres dont la probité, les principes et le dévoûment pour le roi n'étaient pas suspects, il leur fit part de mon opinion, qu'il avait bien entendue; car il répéta presque mot à mot tout ce que je venais de dire. Il fut surpris de les voir partager mon sentiment; mais après avoir loué mon zèle, il ajouta: « Dieu est témoin de la pureté des intentions de mon cœur; je n'ai rien à me reprocher; les malheurs qui accablent la Pologne me dévorent de chagrin et abrégent mes jours, sans que je puisse les consacrer à lui être utile. Dans toute autre circonstance, le projet du comte *Oginski* (qui au reste lui fait beaucoup d'honneur) pourrait être très bon; mais au bout du compte, quel résultat produirait cette rodomontade de cha-

peut, qui ne sied plus à mon âge ni à mes forces épuisées par des peines et des chagrins continuels!

Je ne pus, malgré moi, cacher la sensation désagréable que me causa cette réponse du roi, qui annonçait sa faiblesse ordinaire et la résolution qu'il prendrait indubitablement de faire tout ce qu'on exigeait de lui. Je ne relevai point l'expression de *décrépitude*, qui était si déplacée; mais avant de quitter le cabinet, je dis au roi avec beaucoup de vivacité : « Vous demandez, Sire, quel serait le résultat de la démarche que j'ai indiquée? Je le dirai avec toute la franchise de mon cœur. Elle laverait la tache dont vous vous êtes souillé en accédant à la confédération de Targowica, au lieu de vous mettre à la tête de l'armée et de la nation, qui brûlait d'envie de combattre pour sa constitution et l'intégrité de ses frontières.... Elle relèverait, aux yeux de l'Europe entière, la gloire et l'honneur de cette nation, qui, ayant un chef entreprenant pour la diriger, serait incapable de se laisser subjuguer. Elle ramènerait tous les cœurs des Polonais à votre majesté, et vous retrouveriez encore en eux cette confiance, cet amour, et cette reconnaissance que vous leur aviez inspirés au 3 de mai.

— Vous avez raison, dit le roi; mais est-ce que cela raccommoderait nos affaires? et croyez-vous

que si je prenais même le parti que vous me conseillez, nous pourrions prévenir le partage de la Pologne?

« Oui Sire, lui dis-je, j'en suis presque sûr, car cette unanimité de l'assemblée provoquée par l'énergie et la fermeté du chef de la nation, renverserait tous les projets de la diplomatie, et mettrait les ministres de Russie et de Prusse dans le plus grand embarras. Si les avis étaient partagés, ils pourraient encore tirer parti de l'opposition; mais qui oserait ouvrir la bouche après que vous auriez parlé, et que vous vous seriez offert comme exemple, et peut-être comme victime de votre amour pour la patrie? J'ai trop bonne opinion de mes compatriotes pour croire qu'il y en ait parmi eux qui soient traîtres à la patrie.

« S'il y en a qui aient été assez lâches pour se faire payer par une cour étrangère et subvenir par là à leurs besoins urgens, j'ose croire qu'aucun d'eux ne l'a fait dans l'intention de concourir à un nouveau partage, et que chacun d'eux aurait mieux aimé mourir dans la misère que de sacrifier sa patrie! Il se trouvera sans doute dans l'assemblée beaucoup d'individus qui, habitués de père en fils à voir la Pologne gouvernée par des ambassadeurs de la Russie, et à regarder cette puissance comme la plus formidable pour les Polonais, sont persuadés de bonne foi que l'on ne peut aller contre le torrent, et que la Pologne ne

peut exister sans l'influence et la protection de la Russie; mais je ne crois pas me tromper en disant que les trois quarts au moins de l'assemblée ne seront pas désenchantés de l'impression qu'a faite la constitution du 3 mai, et des effets salutaires qui commençaient à s'en faire sentir dans tout le pays. Parlez, Sire, et vous verrez tous les sentimens réunis!... Quel serait le citoyen dépravé qui oserait vous contredire, et qui déclarerait vouloir prendre la plume en main pour signer le traité du partage de la Pologne, lorsque vous, Sire, le refuseriez courageusement? Toutes les menaces de l'ambassadeur de Russie céderaient devant cette effrayante unanimité à laquelle il ne s'attend pas, et qu'il ne pourra que dénoncer par son rapport fait à Pétersbourg. On gagnera toujours beaucoup de temps avant que l'on y prenne un parti; les séances de la diète seront en attendant suspendues; peut-être entrera-t-on en pourparlers, peut-être voudra-t-on faire convoquer une nouvelle diète; et en attendant, que d'événemens ne peut-il pas arriver qui forceront la Russie et la Prusse à suspendre l'exécution de leur projet! car il ne faut pas se dissimuler que les progrès de la révolution française attireront nécessairement l'attention de tous les cabinets de l'Europe vers ce principal objet. Mais au reste, Sire, si ce ne sont que des conjectures, je crois pouvoir alléguer comme certitude, que l'ambas-

sadeur de Russie n'oserait jamais rien entreprendre contre le roi et l'assemblée de la diète, sans avoir reçu des ordres positifs de sa souveraine; et que s'il avait même le pouvoir d'exercer des actes de violence contre quelques individus, il ne pourrait avoir celui d'envoyer tous les membres de la diète en Sibérie, ou de les faire passer au fil de l'épée.» J'ajoutai enfin que si l'on s'obstinait à consommer le partage de la Pologne, on le ferait en usant du pouvoir que donne la force armée à laquelle nous ne pourrions nous opposer, mais qu'on ne nous contraindrait pas à y prendre part en ratifiant par un traité l'envahissement de notre pays.

Le roi nous congédia en gémissant toujours sur son malheureux sort, et sur celui de la Pologne, mais sans nous donner la moindre espérance de changer de résolution.

Depuis ce moment je ne songeais qu'à résigner la place de grand-trésorier de Lithuanie que j'avais été obligé d'accepter malgré moi, et je me rendis chez l'ambassadeur de Russie, *Sievers*, pour lui déclarer que, lors de l'entrée des troupes russes, après l'établissement de la confédération de Targowica, j'avais quitté le pays pour me rendre à Altwasser en Silésie, que je n'étais rentré qu'après la nouvelle que le séquestre avait été mis sur toutes mes terres; que forcé d'accéder à la confédération, j'avais été obligé de me rendre à

Pétersbourg pour obtenir que ce séquestre fût levé; que je ne l'avais obtenu qu'à condition de continuer à servir mon pays et d'entrer dans le ministère de Pologne; que je ne m'étais soumis à cette condition qu'après la déclaration solennelle du prince *Zouboff*, qu'il n'était pas question du partage de la Pologne, et qu'on n'exigerait de moi aucune démarche contraire à ma conviction, à mes devoirs et à mon honneur; que je l'avais cru avec d'autant plus de fondement que M. *de Sievers* lui-même m'avait répété bien des fois combien S. M. l'impératrice sa souveraine désirait de rétablir la paix, l'ordre et la tranquillité en Pologne, sans avoir jamais formé le projet d'agrandir ses états aux dépens de ce malheureux pays; que cependant comme je voyais la plus grande partie de la Pologne occupée par les armées étrangères, et que j'entendais s'accréditer d'un jour à l'autre le bruit général d'un nouveau partage, je me trouvais délié de l'obligation de servir ma patrie à une époque si critique, où je ne pouvais lui être utile, et que par conséquent je me trouvais obligé de résigner dans le ministère la place qu'on m'avait forcé d'accepter.

L'ambassadeur, qui était ordinairement très vif et très emporté, se contint pour me répondre avec un calme apparent : « Vous ne pouvez pas résigner un poste aussi important, dans un moment

où votre pays a besoin plus que jamais de vos services; car après toutes les révolutions qui se sont succédé dans votre gouvernement, il est temps de le rasseoir sur des bases solides et immuables : c'est le désir de l'impératrice, et ce sera l'objet des délibérations de la diète. Quant aux alarmes au sujet d'un nouveau partage dont vous me parlez, c'est une pure invention de têtes creuses, oisives et inquiètes, qui cherchent à s'attirer de nouveaux malheurs et à provoquer la malveillance de l'impératrice, dont ils méconnaissent les bienfaits. Vous vous plaignez de l'occupation d'une grande partie de la Pologne par des troupes étrangères, et des menaces de la garder pour toujours; mais y avait-il un autre moyen de ramener à la raison votre nation turbulente, mal conseillée, et qui s'agite toujours comme les flots d'une mer orageuse? Ne voyez-vous pas que l'impératrice, en faisant convoquer une diète à Grodno, n'a voulu qu'éprouver si la nouvelle assemblée des représentans de la nation serait plus sage que la précédente; et ne croyez-vous pas que, si elle n'est point trompée dans son attente, elle ne trouve tout autant de plaisir à retirer ses troupes qu'il lui a été pénible de les y faire entrer, pour vous forcer d'ouvrir les yeux et de reconnaître vos véritables intérêts. Pensez-vous donc qu'il entre dans les vues de l'impéra-

trice d'agrandir les états de son voisin le roi de Prusse? et qu'il soit de son intérêt de rétrécir les frontières de la Pologne?...

« Au reste, tout dépend de la sagesse de ceux qui dirigeront les opérations de la diète et de la manière dont on se conduira envers la Russie. J'ignore les instructions qu'il plaira à ma souveraine de me faire parvenir plus tard, mais jusqu'à présent je n'en ai aucune qui me fasse connaître des intentions hostiles envers la nation polonaise; et comme je l'ai dit, si les Polonais parviennent par leur conduite à se concilier la confiance et la protection de l'impératrice, vous pourrez encore conserver une existence politique entre les puissances de l'Europe, et la consolider par la garantie de la Russie, et un sage gouvernement. »

A la suite de cette explication qui portait les apparences de la vérité, je fus un peu plus calme, sans être cependant tout-à-fait convaincu; mais il est si facile de faire croire ce que l'on désire!

Je déclarai à l'ambassadeur, qu'après toutes les assurances qu'il venait de me donner, et auxquelles j'ajoutais foi, parce que je le regardais comme un homme d'honneur et de probité, je me rendrais à Grodno; mais je le prévins que puisque l'objet principal des délibérations de la diète, comme il venait de le dire, devait être l'organisation d'une nouvelle forme de gouvernement qui pût convenir aux circonstances pré-

sentes de la Pologne; je me chargeais de présenter un projet à cet effet, pour nommer un comité qui s'occupât de la rédaction du nouveau plan de constitution.

Sievers n'y trouva rien à redire, m'invita au contraire à le faire, et nous nous séparâmes en très bonne harmonie qui ne dura pas long-temps, comme on le verra bientôt.

En me proposant de présenter le projet en question à la diète, j'avais en vue, 1°. de prévenir que tout autre objet ne fût pris en délibération avant celui-là; 2°. de voir l'effet que cette démarche produirait sur les ministres de Russie et de Prusse, ainsi que sur les membres de l'assemblée; 3°. de faire nommer par le roi, au cas que le projet passât, des hommes connus par leur probité et leurs lumières, pour former ce comité qui tâcherait de maintenir une grande partie des lois établies par la constitution du 3 mai, en les modifiant d'après les circonstances actuelles; enfin, 4°. j'avais pris la résolution, dans le cas que ce projet fût rejeté et que l'on commençât des négociations diplomatiques avec les ministres de Russie et de Prusse, de quitter à tout prix Grodno et de me retirer à la campagne.

Je n'avais pas besoin, à la vérité, de prétexter une maladie, car je quittai Varsovie avec une fièvre bilieuse dont je me suis ressenti bien long-temps.

Le jour de l'ouverture de la diète, c'est-à-dire le 17 juin, après que le roi eut parlé, et après quelques autres discours d'usage, j'en prononçai un de formalité, comme occupant pour la première fois le siége de ministre, et je finis par dire « que vu le besoin urgent de guérir les plaies de « la patrie, de porter quelques soulagemens aux « maux dont nous étions accablés, et de donner « une consistance solide à notre gouvernement, « en organisant une nouvelle constitution qui « remplaçât des lois tour à tour établies et annu- « lées par des partis qui s'étaient heurtés dans « leurs opinions, je proposais de nommer une « députation qu'on chargerait de ce travail, et « j'indiquais les instructions qui devaient lui être « données, et que je soumettais à la décision des « États assemblés. »

Je remis en conséquence au secrétaire de la diète mon projet, dont on fit la lecture, et je supposais que, d'après l'ordre établi par les anciennes lois, ce projet serait imprimé, distribué à tous les membres, et ensuite relu en pleine assemblée au bout de trois jours pour être discuté et rejeté, ou approuvé à la pluralité des voix.

Deux jours après, je reçus à une heure après minuit un billet de l'ambassadeur de Russie, qui était conçu en ces termes :

« Monsieur le comte, je viens d'apprendre que

« vous avez osé présenter à l'assemblée de la diète « un projet dont je n'ai eu nulle connaissance, « et qui ne peut avoir pour but que de troubler « les opérations de la diète, et d'interrompre les « délibérations qui doivent être l'objet de ses « séances. Or, je déclare à votre excellence que « si elle n'écrit pas de suite au maréchal de la « diète pour retirer son beau projet, je donnerai « dans une heure l'ordre de mettre un séquestre « sur toutes ses terres.

« Grodno, ce 19 juin 1793.

« *Signé* SIEVERS. »

On ne peut se faire une idée de l'impression que fit sur moi ce billet, auquel je ne pouvais m'attendre après la conversation que j'avais eue avec l'ambassadeur à Varsovie.

Sans lui répondre, j'écrivis au même moment au maréchal de la diète, comte *Bielinski*, et mon billet ne contenait que ce peu de paroles :

« Monsieur le maréchal, je vous communi- « que une expédition que je viens de recevoir à « l'instant. Je ne puis ni ne dois retirer le projet « que j'ai présenté à la diète. C'est à vous à faire « ce que vous jugerez à propos en vous confor- « mant aux lois qui prescrivent les devoirs de « votre poste. »

Dès le lendemain, je me rendis chez l'ambassadeur, et sans entrer en aucune explication au

sujet du billet qu'il m'avait adressé, je lui déclarai que ma santé demandait d'être soignée, et que je comptais me rendre pour quelque temps à une campagne que j'avais aux environs de Varsovie. Il ne me fit pas beaucoup d'objections; mais je fus obligé de promettre que je reviendrais à Grodno, dès que ma santé le permettrait, et je partis incessamment avec toute ma famille.

Je reprendrai la suite de mon journal, quant à ce qui me regarde, à l'époque de mon retour à Grodno au bout de quelques semaines, et en attendant, je vais suivre le cours des opérations de la diète.

CHAPITRE VII.

Pendant mon absence, l'assemblée des États, pressée et menacée, se trouvait dans les plus grandes perplexités. Elle ne pouvait plus tarder à nommer une députation pour traiter avec l'ambassadeur de Russie; mais elle crut pouvoir se soustraire à la nécessité de préciser l'objet pour lequel ce ministre demandait la nomination des députés, et se borna à leur prescrire une instruction qui ne pouvait la compromettre.

On ne les autorisait qu'à entrer en négocia-

tion sur l'arrangement d'un traité d'alliance entre la république et la Russie, qui reposât sur des bases solides et immuables, et qui procurât aux deux parties contractantes des avantages réciproques, en leur garantissant mutuellement leur indépendance et l'intégrité de leurs possessions. On ne permettait pas à la députation de traiter de tout autre objet, et tous les membres furent obligés de prêter serment, *sub fide, honore et conscientiâ*, d'observer rigoureusement ces instructions en ajoutant : Qu'*ils n'ont pas reçu, et ne recevront jamais de la part de qui que ce soit aucune offre ni promesse.*

Si le roi et les États assemblés en diète ont eu assez de courage pour éluder visiblement la proposition de l'ambassadeur de Russie en donnant une instruction qui ne répondait nullement à ses intentions et à son attente, pourquoi ce même roi n'a-t-il pas suivi l'avis qu'on lui avait donné de provoquer l'unanimité de l'assemblée pour déclarer à l'ouverture même de la diète qu'on ne discuterait aucune question tendante à attenter à la liberté, à l'indépendance et aux droits civils des Polonais, ainsi qu'à l'intégrité de leur patrie?

Je le répète encore, car je ne puis écarter de moi cette idée, que cette mesure énergique n'aurait pas peut-être changé la résolution de la cour de Russie, ni prévenu le partage de la Po-

logne; mais elle aurait mis la nation polonaise à couvert de l'humiliation dont on l'a flétrie, et le roi, ainsi que les membres de la diète, à l'abri des reproches qu'ils se sont attirés de la part des contemporains, et dont la postérité ne les tiendra pas quittes.

Sievers, trompé dans son attente, étonné de trouver de la résistance, et confus de n'avoir pas eu assez d'influence dans la chambre de la diète, pour faire donner aux députés des instructions telles qu'il les aurait désirées, se répandit en invectives contre toute l'assemblée; et joignant le châtiment aux menaces, il ordonna au trésorier de la couronne de ne plus payer au roi les revenus qui lui étaient assignés sur les fonds du trésor; mais son emportement augmenta encore, lorsque, à l'instant même, plusieurs membres de la diète se réunirent pour offrir au roi, de leurs propres fonds, cinq cent mille florins de Pologne, que ce prince cependant ne voulut point accepter.

Sievers, contrarié, et toujours emporté par son naturel, fit mettre le séquestre sur les propriétés de plusieurs membres de la diète, et, entre autres, des deux grands-maréchaux de la couronne et de Lithuanie, pour n'avoir pas tenu les séances à huis-clos, suivant ses ordres.

Quelques jours plus tard, il fit arrêter dans leurs maisons plusieurs nonces; mais cette me-

sure violente ne produisit pas l'effet qu'il en attendait; car presque tous les autres membres de la diète refusèrent de se rendre à l'assemblée, et de prendre part à de nouvelles délibérations, en déclarant que la diète n'était pas libre, et qu'après les violences qu'on avait exercées, il ne pouvait plus y avoir de séances jusqu'à ce que les nonces arrêtés fussent mis en liberté.

Ils dressèrent en outre un acte, en prenant entre eux l'engagement solennel de faire regarder la diète comme rompue à la première arrestation qui aurait lieu. Enfin ils insérèrent dans un manifeste des protestations contre les violences qu'une puissance étrangère exerçait sur les membres représentans d'une nation libre et indépendante, sans respecter les droits les plus sacrés.

La diète ordonna que ce manifeste fût inséré dans les actes, qu'on le communiquât à toutes les cours étrangères, et qu'on le notifiât officiellement, par la voie des chanceliers, au ministre *Sievers;* mais quelques malveillans trouvèrent moyen d'en empêcher l'insertion dans les actes, et de le faire connaître en entier à l'ambassadeur de Russie.

Celui-ci, qui probablement l'avait lu en particulier, mais auquel les chanceliers se contentèrent de le communiquer, se repentit des mesures violentes dont il avait fait usage; et ses regrets étaient d'autant plus sincères, qu'avec un carac-

tère très irascible et emporté, il n'était pas foncièrement méchant.

Cependant un autre motif plus fort peut-être que le repentir influait fortement sur l'esprit de *Sievers*, et lui faisait regretter de n'avoir pas employé des moyens plus doux et plus concilians pour diriger les opérations de la diète. Il voyait bien que pour obtenir la sanction du démembrement, il avait besoin d'une assemblée nationale qui eût au moins l'apparence d'une diète libre. Il lui importait que les séances continuassent, et, pour y réussir, il fallait lever l'arrêt des nonces, et les faire rentrer dans cette assemblée. Mais cette douceur et cette modération qu'il affecta d'avoir en se prêtant aux vœux de ceux qui avaient protesté, furent accompagnées des plus fortes menaces, *que si la diète, sous quelque prétexte que ce fût, se permettait encore un nouveau délai, la totalité du territoire de la république serait envahie*.

Dans sa note en date du 11 juillet, après s'être plaint de la séance du jour précédent, dans laquelle, disait-il, une faction *tumultueuse et scandaleuse* s'était exprimée sur un ton *qui sentait trop le jacobinisme de la diète révolutionnaire du 3 mai*, le ministre paraissait étonné qu'on eût fait mention, dans les pleins-pouvoirs, de la confédération de Targowica, qui devait être inactive depuis l'ouverture de la diète, et qui allait se dissoudre de l'aveu de S. M. impériale. Il se crut

en conséquence obligé de déclarer *qu'ayant à traiter avec une diète extraordinaire, libre et reconnue confédérée par elle-même, il ne reconnaîtrait point de pleins-pouvoirs où il serait fait mention de ladite confédération de Targowica.*

En outre, sachant qu'on voulait faire prêter aux membres de la délégation un serment pour prévenir la corruption, démarche qu'il regardait comme une offense personnelle, il exposait *qu'un tel serment couvrirait de honte cette illustre assemblée, quand même elle trouverait dans son sein des personnes qui ne fussent point exemptes du soupçon de corruption.*

Enfin il exigeait « que la délégation fût absolument organisée le jour suivant, 12 juillet, pour entrer, sans perdre de temps, en conférence avec elle; sans quoi il serait obligé *d'écarter les boute-feu, les perturbateurs de la paix et de l'ordre, vrais ennemis de leur patrie*, comme les seuls obstacles de la marche légale des délibérations de la diète, qui avait perdu près de quatre semaines d'un temps précieux, pour faire ce qu'elle aurait pu terminer en quatre jours, en accumulant par ses lenteurs les calamités qui pesaient sur la nation, au lieu de lui procurer et de lui assurer désormais un état de paix imperturbable et une existence stable et solide. »

Le 15 juillet, l'ambassadeur fit remettre une autre note à la diète, pour l'informer que « la

députation lui ayant présenté à la seconde conférence un précis de ses délibérations, par lequel elle lui témoignait qu'elle ne pouvait point dépasser les bornes du pouvoir que les instructions lui accordaient, et priait l'ambassadeur de faire parvenir ce précis de ses délibérations à S. M. impériale, pour en attendre une gracieuse résolution, il avait été obligé de lui donner une réponse négative; et qu'en outre il s'adressait directement à la diète, afin de lui représenter la nécessité urgente de munir la députation de pleins-pouvoirs suffisans pour signer le traité, tel qu'il en avait dressé le projet, et sans y apporter le moindre changement. » Il ajoutait qu'alors il serait muni incessamment de pleins-pouvoirs pour négocier et conclure avec la république un traité d'alliance et d'union intime, ainsi qu'un traité de commerce à l'avantage réciproque des deux nations.

Enfin le 16 juillet, il adressa encore à la diète une note fulminante, qui est trop remarquable pour qu'on en puisse soustraire quelque phrase. La voici copiée textuellement :

« Le soussigné, ambassadeur, etc., ayant été informé que les sérénissimes États assemblés en diète, à la séance du 15 juillet, dans laquelle lecture a été faite des rapports de la députation, et de la note du soussigné du même jour, n'ont pas jugé à propos de s'expliquer, ni même d'or-

donner que cet important objet fût pris *ad deliberandum* pour un jour fixé; ledit soussigné voyant clairement que la conclusion du traité va encore être éloignée, et que les États assemblés en diète confédérée, fermant les yeux sur le sort malheureux de leur patrie, oublient ce qu'ils doivent à leurs commettans, se voit forcé de déclarer *qu'il regardera un plus long délai, et le refus de donner les pleins-pouvoirs requis à la députation, comme un refus de traiter et de finir à l'amiable avec le soussigné, et comme une déclaration hostile.*

« Les tristes suites d'un tel procédé de la diète à laquelle la nation a confié son bien-être présent et futur, ne sauraient qu'être funestes à la nation en général, mais en particulier aux malheureux et innocens habitans de la campagne. Le soussigné va donc être obligé, à son très grand regret, de faire passer, en cas d'un tel refus, équivalant à une déclaration hostile, les troupes de S. M. impériale en exécution militaire dans les terres, possessions et habitations de ceux des membres de la diète qu'on trouvera en opposition au vœu général des gens de bien et de la nation, bien lasse de voir se renouveler l'anarchie au moment où elle devrait finir entièrement.

« Cette exécution militaire devra sans doute s'étendre, au cas que S. M. le roi adhère aux opposans, à toutes les économies royales et aux

biens-fonds de toute personne qui tient à S. M., à quelque titre que ce soit. La saisie des revenus de la république sera encore une suite naturelle des procédés de la diète, de même que la cessation des paiemens pour les subsistances des troupes, qui vont vivre aux dépens du malheureux habitant de la campagne.

« Le soussigné espère que ces mesures, prises en conséquence de ses instructions, feront une impression suffisante sur la diète, et qu'elle ne tardera pas au-delà de la journée de demain à décréter les pleins-pouvoirs requis pour la signature du traité.

« Le soussigné ne saurait enfin cacher à la diète combien des mesures semblables répugnent aux maximes qu'il s'était proposé de suivre dans la mission qui lui a été confiée ; mesures qui présagent à la diète, au lieu d'une alliance étroite et d'un traité de commerce avec la Russie, la perte de ces avantages et celle de la bienveillance et de l'amitié de S. M. l'impératrice, sans lesquelles la Pologne ne pourrait subsister, ni s'attendre à un bonheur futur; tandis que dans le traité proposé, tous ces avantages lui sont assurés.

« Fait à Grodno, ce 5 (16) juillet 1793.

« *Signé* SIEVERS. »

On se figure facilement l'impression que fit sur les membres de la diète la lecture de cette

note de *Sievers*. Les uns étaient confus, atterrés, humiliés; les autres frémissaient de dépit, et se livraient au plus profond désespoir; aucun n'écouta patiemment les outrages et les menaces de l'ambassadeur.

Après la lecture de cette note, la séance fut extrêmement orageuse, et plusieurs discours furent prononcés avec force et véhémence; mais c'étaient des voix dans le désert, qui ne pénétraient, ni à la connaissance de l'impératrice, ni jusqu'au cœur de son ministre, et qui se faisaient entendre beaucoup trop tard.

Le roi insinua, au commencement de la séance du 17 juillet, de charger les chanceliers d'un message de la part de la diète en plein, pour déclarer à l'ambassadeur de Russie *qu'elle se remettait entièrement à la grandeur d'âme et à la bonté de S. M. l'impératrice, et qu'elle la laissait seule arbitre du sort de la république, en lui dénonçant l'excès des malheurs sous lesquels gémissait une nation dont elle voulait être l'alliée.*

Cette déférence ne parut pas encore suffisante à *Sievers*, qui exigea que la députation reçût ordre de signer le traité dans la séance même du 17.

Après cette notification de l'ambassadeur, l'effervescence dans la salle de la diète parvint à son comble : l'on voulait attendre, disait-on, l'effet des nouvelles menaces et des actes de violence.

Un des nonces s'écria : « C'est ainsi que nous pourrons dire n'avoir cédé qu'au dernier terme d'une force inique; et alors qui pourra persuader à l'Europe entière que la cession de nos provinces est le résultat d'une négociation libre? »

Un autre prétendait qu'au lieu de signer le traité, on déclarât à l'ambassadeur que la diète était résolue d'attendre de pied ferme l'effet de ses menaces, comme les sénateurs romains avaient attendu la mort des mains des Gaulois.

Un autre encore observait que si nous cédions à des menaces, nous serions indignes de l'intérêt des autres puissances dont nous réclamions les bons offices; et il terminait son discours par ces paroles : « Ah! périssons plutôt avec honneur, dignes de la considération des autres puissances, et ne nous couvrons point d'une honte éternelle, dans l'espérance illusoire de sauver le reste de la patrie. »

Un autre enfin s'écria avec chaleur : « Non, les « souffrances ne sont rien pour la vertu; il est de « son essence de les mépriser.... On nous me- « nace de Sibérie.... ces déserts ne seront pas « sans charmes pour nous; tout nous y retracera « notre dévoûment!... Eh bien oui, allons en « Sibérie! conduisez-nous-y, Sire! Là, votre « vertu et la nôtre feront pâlir nos ennemis. » Par un mouvement spontané, une partie de l'as-

semblée se leva, et l'on entendit crier : « Oui, « allons en Sibérie ! partons ! »

Après cette scène d'enthousiasme, le nonce *Karski*, en fixant ceux qu'il ne supposait pas partager cet élan patriotique, déclara « que s'il « était dans cette chambre quelqu'un qui osât « sanctionner ce traité, il serait le premier à lui « apprendre quel sort mérite un traître. »

Le roi, effrayé de ces discours et de ces scènes patriotiques, qui prouvaient l'exaltation de l'assemblée, prit la parole pour tâcher de calmer l'effervescence générale. Après s'être justifié de son adhésion à la confédération de Targowica, et avoir fait le tableau de la triste position à laquelle nous étions réduits, il se mit en devoir de prêcher la modération et la résignation, en disant : « C'est à vous, États confédérés, d'appré- « cier les dangers suspendus sur les têtes de « plusieurs millions de citoyens vos frères qui « habitent la partie du pays qu'on veut nous « laisser, dangers qui peuvent s'étendre jusqu'à « l'anéantissement du nom polonais. Mon sort « personnel est ce qui m'arrête le moins ; mais « c'est du vôtre que je suis occupé.... Souvenez- « vous que vous pouvez sauver ou perdre le reste « de la nation.... Le devoir d'un père qui aime « ses enfans est de leur présenter la vérité sans « déguisement. »

Dans un second discours, beaucoup plus long, le roi recueillit tous les argumens possibles pour justifier sa conduite, et pour tâcher d'affaiblir la force de ceux que l'on avait employés pour lui reprocher sa faiblesse et le peu de prix qu'il attachait à sa gloire et à l'honneur de la nation. Il cherchait à prouver que toutes les démarches qu'on lui indiquait de faire ne pouvaient que mettre le sceau aux malheurs de la patrie. Mais employant ensuite le talent de son éloquence et les voies de la persuasion pour apaiser les esprits, il ajoutait « que le plus grand nombre des nonces de cette diète lui était absolument inconnu, et qu'il lui était d'autant plus doux d'apprendre à connaître tant de compatriotes vertueux...; mais que plus il en faisait cas, et plus il leur devait des soins vraiment paternels.

« Ils méritent, disait-il, d'être conservés; ils méritent d'être avertis, d'être retenus, lorsque leur vertu même les engage dans la voie de l'erreur; et c'en serait une que de dire à la puissance à laquelle nous n'avons rien à opposer : Détruisez, asservissez encore trois millions et demi d'habitans, que nous représentons; nous le voulons, parce que vous vous êtes déjà rendue maîtresse de quatre millions de nos confrères. Et voilà donc ce que vous direz à la noblesse des palatinats, dont vous êtes les représentans; aux bourgeois des villes qui tombent en ruines; aux

laboureurs enfin, à cette classe d'hommes qui, comptés au dernier rang de la société, en sont pourtant les premiers bienfaiteurs, et qui, pour peu que l'état actuel des choses dure encore, verront dans peu de mois leurs granges et leurs étables tout-à-fait vides et désertes!... Puissé-je vous épargner l'horrible tableau de la famine et de la peste qui en deviendront nécessairemeut la suite!...

« Je connais les élans du désespoir, je sais jusqu'où ils peuvent mener; mais ce n'est pas ce dont vous êtes chargés : vous l'êtes de présenter les droits de notre patrie, et d'en plaider la cause; vous l'avez fait, nous l'avons fait tous; nous ne pouvons plus sauver nos frères séparés de nous; nous devons sauver ceux qu'on nous laisse encore! »

Plusieurs voix se firent encore entendre pour alléguer le serment prêté par la confédération de maintenir l'intégrité de la république, en ajoutant que l'on ne pouvait enfreindre ce serment sans manquer à ses devoirs et trahir sa patrie.

Deux évêques, celui de Wilna et celui de Livonie, tâchèrent de lever les scrupules de l'assemblée, en faisant observer qu'il n'y avait pas de cas sans exception, et que, dans les circonstances présentes, la restriction devenait inévitable. L'évêque de Livonie ajoutait qu'il fallait, en renonçant à une résistance désormais impossible, faire

connaître que la nécessité était le seul droit qu'on pût nous faire avouer. Pour persuader l'auditoire, il fit entendre « que l'impératrice de Russie étant satisfaite, elle pourrait ne pas insister « sur la cession des provinces que le roi de « Prusse avait envahies, et que par conséquent, « en faisant des concessions à la Russie, on s'é- « pargnerait celles que la Prusse demandait.

Ce rayon d'espoir calma les uns; le discours du roi, qui avait exposé tous les désastres auxquels on pouvait s'attendre, affaiblit l'ardeur patriotique des autres; et enfin la crainte de voir réaliser les menaces de l'ambassadeur de Russie, diminua le nombre de ceux qui s'étaient prononcés avec le plus de chaleur et de patriotisme, au point que le projet d'ordonner la signature du traité demandé par *Sievers*, passa à la pluralité de soixante-treize voix contre vingt.

Le nonce qui avait eu assez de courage pour présenter ce projet, fut d'abord hué de presque toute l'assemblée. On en refusa d'abord la lecture, et on se livra à des invectives et à tous les mouvemens d'impatience; mais enfin le sacrifice fut consommé, et la députation ayant reçu ordre de signer le traité tel que *Sievers* l'avait présenté, n'eut que cinq jours de relâche pour y faire quelques modifications de peu d'importance, et signa ce malheureux traité du 23 juillet 1793.

Il est inutile de le rapporter ici, car tous les autres articles, hormis celui qui détermine les nouvelles frontières du côté de la Russie, n'étaient que de pures formalités; mais voici quelques passages de l'acte d'autorisation donné par la diète à la députation, pour traiter avec l'ambassadeur de Russie.

« .... Abandonnés à nous-mêmes; dé-
« pourvus de tout appui étranger; n'ayant d'autre
« ressource qu'un très petit nombre de troupes
« et un trésor épuisé; assiégés de toutes parts, et
« sans interruption, par mille fléaux redoutables,
« dont le poids devient de jour en jour plus
« accablant, l'humanité elle-même semble nous
« interdire une guerre que nous ne pourrions
« soutenir, et qui ferait répandre en pure perte
« le sang des citoyens.... Toute entreprise qui
« ne pourrait avoir pour résultat qu'une des-
« truction plus assurée et plus prochaine de
« l'existence et du nom polonais; toute entre-
« prise serait ouvertement désapprouvée par
« notre conscience, et se trouverait en contra-
« diction avec les devoirs des représentans....
« Nos malheurs étant à leur comble, et rien ne
« pouvant les détourner, il ne nous reste plus
« d'autre parti que de prendre à témoin de notre
« innocence et des maux que nous éprouvons,
« ce Dieu juste et tout-puissant qui juge le cœur
« des hommes ainsi que l'univers entier, qui

« voit l'oppression et la violence qu'on déploie
« contre nous.... »

Si cette espèce de manifeste public ne paraît pas suffisant pour justifier la démarche de la diète qui ordonna la signature du traité, il fera connaître au moins à tous ceux qui ont ignoré les scènes révoltantes qui se sont passées à Grodno, dans quelle triste position se trouvait l'assemblée de la diète, et quels moyens inouïs furent employés pour en diriger les opérations.

Indépendamment des troupes nombreuses qui se trouvaient dans les environs de Grodno, et d'une forte garnison qui en occupait l'intérieur, toutes les avenues étaient si soigneusement gardées que personne, sans en excepter même les étrangers, ne pouvait aller se promener hors de l'enceinte de la ville sans une permission particulière, et sans un billet du commandant russe. Les ministres étrangers en ayant fait leurs plaintes, *Sievers* fit offrir des billets de sortie et d'entrée pour eux et pour leur suite, mais ils refusèrent de les accepter, regardant cette offre comme une démarche qui offensait le caractère ministériel dont ils étaient revêtus.

CHAPITRE VIII.

Le ministre de Prusse avait suspendu ses démarches pour ne point interrompre le cours des négociations avec *Sievers*, et la signature du traité qui en fut la suite; mais, le 24 juillet, il remit une note, en demandant aux États assemblés de donner à la députation qui devait traiter avec lui les pouvoirs nécessaires pour négocier et conclure un traité avec S. M. le roi de Prusse.

Cette note ramena dans la chambre toute l'agitation qui s'y était fait sentir quelques jours auparavant. On rappelait de tous côtés que le roi de Prusse avait été le premier à rechercher l'amitié du roi et de la république de Pologne dès le commencement de la diète de 1788; que c'était lui qui avait déterminé par ses promesses captieuses et par ses assurances amicales à rompre avec la Russie, à refuser son alliance, à augmenter le nombre des troupes polonaises, à changer la forme du gouvernement de Pologne, et à établir une nouvelle constitution; que c'était lui qui, par les notes officielles de ses ministres et par des lettres qu'il adressa lui-même au roi

de Pologne, n'avait cessé de renouveler les témoignages des sentimens d'estime et d'amitié qu'il portait aux Polonais, et qui répétait en toute occasion combien il se glorifiait de l'alliance de cette brave nation; que c'était lui qui, après le 3 mai, avait fait complimenter les États assemblés en diète sur les changemens faits dans la forme du gouvernement, qu'il approuvait, et dont il faisait le plus grand éloge; que c'était lui qui avait applaudi au projet de choisir pour successeur au trône de Pologne, après la mort de Stanislas, l'électeur de Saxe, et qui avait manifesté son approbation de ce choix et sa satisfaction particulière à ce sujet dans des lettres adressées à l'électeur et au roi de Pologne, en réitérant toujours les assurances de l'intérêt sincère qu'il prenait au sort de la Pologne.

Plusieurs nonces prirent la parole pour accabler le roi de Prusse de reproches, et pour mettre en évidence le parallèle de sa conduite passée avec celle qu'il suivait présentement. La diète se proposait de ne pas répondre à la note de *Buchholtz*, ou d'y répondre par un refus absolu.

Stanislas, attaqué vivement, et inculpé par plusieurs membres de la diète, s'expliqua avec beaucoup de modération, et proposa de faire passer à l'ambassadeur de Russie un exposé détaillé des démarches que la cour de Berlin avait

faites auprès de la nation polonaise dès le commencement de la diète constitutionnelle. Il s'attendait, ainsi que la diète qui approuva ce projet, qu'on pourrait ranimer les sentimens de mécontentement que Catherine avait manifestés autrefois contre le roi de Prusse, et réveiller l'inimitié entre ces deux souverains. On espérait que la déférence que l'on avait pour l'impératrice, et la confiance avec laquelle on s'adressait à son ministre, produiraient des effets salutaires; mais il n'en était plus temps. La Russie s'étant entendue d'avance avec le roi de Prusse, et ayant tout autant à cœur de ne pas se brouiller avec lui pour affaiblir la coalition contre les révolutionnaires français, que de ne pas s'attirer un ennemi qui aurait pu contester ses nouvelles acquisitions sur la Pologne, ne put ouvertement condescendre aux demandes des Polonais, et renoncer au système de soutenir les propositions du roi de Prusse, qu'elle avait elle-même provoquées.

La seule satisfaction, bien faible à la vérité, qu'elle accorda tacitement aux Polonais fut celle de déclamer avec véhémence, et de faire connaître tout le ressentiment qui les animait contre la Prusse; et la seule vengeance qu'elle se permit d'exercer envers le roi de Prusse fut celle de faire entendre à son ministre à Grodno toutes les imprécations des membres de la diète, et de

voir retarder de plusieurs semaines la signature du traité avec la cour de Berlin.

Les intentions de la Russie ne furent point équivoques à ce sujet; car *Sievers* laissa parler librement tous les nonces, qui s'expliquèrent tour à tour avec plus ou moins de chaleur contre le roi de Prusse, et ne désapprouva point les propos qu'ils se permettaient contre ce souverain. Il est même à observer que les membres les plus dévoués à la cour de Pétersbourg furent ceux qui s'exprimèrent avec le moins de ménagement.

Mais ce n'étaient que des palliatifs que l'on employait pour adoucir le sort des Polonais, qui avaient déjà fait le sacrifice le plus grand qu'on leur avait demandé, et *Sievers* ne doutait pas qu'après avoir fait attendre le roi de Prusse aussi long-temps qu'il le jugerait à propos, sans cesser d'appuyer les demandes de son ministre *Buchholtz* par des notes, d'abord modérées, et plus tard sévères et menaçantes, il porterait enfin le dernier coup, et forcerait la diète à faire à l'égard de la Prusse ce qu'elle avait déjà fait pour la Russie.

Nous verrons cependant que *Sievers* dut prendre des mesures bien plus violentes pour réduire l'assemblée à la nécessité de faire signer le traité avec la Prusse, et qu'il fut obligé d'introduire des généraux russes et plusieurs officiers dans la

salle de la diète; d'augmenter la garnison de la ville; de placer des troupes dans l'intérieur du château; d'entourer l'assemblée des représentans de la nation de soldats armés de baïonnettes, et de braquer contre elle le canon, pour obtenir cet assentiment : comme s'il eût été nécessaire de prouver au public que les Polonais avaient beaucoup plus de répugnance à faire des concessions au roi de Prusse qu'à la Russie.

Les chanceliers ayant présenté par ordre de la diète une note à l'ambassadeur de Russie, en date du 26 juillet 1793, en réclamant l'intervention de l'impératrice de Russie, pour mettre la Pologne à couvert des malheurs dont elle était menacée par la déclaration du roi de Prusse, reçurent dès le lendemain une réponse officielle, dont voici les passages les plus marquans :

« Le soussigné ne tarde pas un instant à répondre à la note par laquelle les États assemblés en diète confédérée demandent l'intervention de S. M. l'impératrice, dans la négociation qui va être entamée avec le ministre de S. M. le roi de Prusse.

« Quelque flatté que soit le soussigné de cette nouvelle preuve de la confiance entière que les États témoignent à sa souveraine, il ne saurait sans contrevenir à ses instructions, et à des ordres récens et très précis, se prêter à aucun délai....

« Il se trouve donc dans le cas de déclarer aux États assemblés, qu'il ne leur reste d'autre parti à prendre, que *de faire entamer sans perte de temps la négociation avec le ministre de Prusse, en munissant la même députation des instructions et pleins-pouvoirs requis.*

« Les facilités que les États feront paraître dans le courant de la négociation avec la cour de Berlin, serviront de mesure à l'intervention que S. M. impériale emploiera avec empressement, pour arranger les affaires qui tiennent si fort à cœur à la sérénissime république. Ces mêmes facilités serviront encore à porter S. M. le roi de Prusse à montrer des dispositions favorables sur les objets de commerce et autres, qui peuvent être présentés par la députation, dans le cours de la négociation, etc., etc.

« Fait à Grodno, ce 16 (27) juillet 1793.

« *Signé* JACQUES DE SIEVERS. »

Trois jours après, *Sievers* fit remettre une seconde note, qui insistait sur le même objet, mais en se servant d'expressions très mesurées.

Comme ces deux notes, qui se distinguaient par leur modération de toutes celles que l'on avait reçues jusqu'alors, faisaient naître quelque espoir que la cour de Russie n'appuierait qu'en apparence les propositions du roi de Prusse, et qu'en attendant il serait permis de gagner beau-

coup de temps et de compter sur des événemens imprévus, on hasarda de mettre dans l'embarras le ministre de Prusse, en lui adressant, par la voie des chanceliers, une note à laquelle il lui aurait été bien difficile de répondre, si l'occupation d'une partie de la Pologne par les armées du roi son maître, et la confiance dans l'appui de la Russie, ne lui avaient pas aplani les difficultés.

Voici cette note, en date du 31 juillet 1793.

« Comme le roi et les États assemblés, après « avoir pris en considération la note de M. *de* « *Buchholtz*, du 20 du courant, ont observé « qu'elle paraît avoir pour objet de nouveaux « arrangemens entre la Pologne et S. M. le roi « de Prusse, et comme il existe déjà entre les « deux états, outre les traités de 1773, celui « d'alliance conclu en 1790, auquel la républi- « que ne peut se reprocher d'avoir en rien dé- « rogé, les soussignés sont chargés de demander « à M. l'envoyé, si S. M. prussienne se croit liée « ou non par ledit traité d'alliance.

« La haute opinion que les États aiment à se « former de la loyauté du caractère de ce sou- « verain, ne devant leur laisser aucun doute sur « sa fidélité à remplir des engagemens solennel- « lement contractés, ils ont enjoint aux soussi- « gnés de représenter à M. l'envoyé, combien « la présence des troupes prussiennes dans une

« partie des domaines de la république, contraste « avec la nature des rapports subsistans entre la « république et S. M. prussienne. Les sous- « signés se trouvant en conséquence dans le « cas de requérir de M. l'envoyé, qu'il veuille « bien s'employer efficacement auprès de sa « cour, à l'effet de la porter à faire retirer ses « troupes des provinces de la république qu'elles « occupent, s'attendent à recevoir à cet égard « une réponse satisfaisante.

« Fait à Grodno, ce 31 juillet 1793. »

Le même jour, le ministre de Prusse *Buchholtz* remit en réponse à cette note, la déclaration suivante :

« Le soussigné, etc., n'a pu qu'être surpris « du contenu de la note que les États de la ré- « publique viennent de lui adresser aujourd'hui. « Il s'empresse néanmoins de répliquer au même « instant, que l'objet de cette note répondant « d'une manière évasive, tant à la déclaration « donnée par les deux hautes cours alliées de « Berlin et de Pétersbourg, qu'aux notes pré- « sentées depuis l'ouverture de la présente diète, « tant de sa part que de celle de M. l'ambassa- « deur de Russie, il ne saurait que se réserver « de donner une plus ample explication sur cette « matière, dès que la députation qui a déjà « traité sur les mêmes objets avec l'ambassadeur

« de Russie aura commencé ses séances de né-
« gociation avec lui. »

Il est inutile d'entrer en détail sur les séances de la diète dans lesquelles il était question de traiter avec le roi de Prusse, car ce ne serait qu'une répétition des discours les plus animés qui mettaient l'assemblée dans une agitation continuelle.

L'on fut cependant obligé de donner des instructions pour entamer des négociations avec *Buchholtz;* mais il fut expressément enjoint aux députés de n'étendre leurs négociations à aucun autre objet qu'à ce qui concernait les clauses et stipulations d'un traité de commerce. On leur prescrivait de plus, en conformité du serment qu'ils avaient prêté, d'avoir soin, dans tout ce dont ils conviendraient projectivement avec ledit envoyé, quant aux intérêts de commerce ou autres, de s'abstenir scrupuleusement de la moindre discussion qui pourrait avoir rapport à une cession quelconque de territoire, domaines, villes ou ports, appartenans à la république.

Quoique ces instructions ne répondissent nullement aux intentions des ministres de Russie et de Prusse, toutefois les négociations devaient commencer le 5 août, lorsque, dès la première conférence, il s'éleva des difficultés réciproques sur les pleins-pouvoirs.

Buchholtz alléguait que ceux de la députation

n'étaient pas suffisans, et d'un autre côté la députation trouvait dans ceux du ministre de Prusse, des défauts de forme qu'il fallait rectifier avant d'entrer en négociations.

Pendant les débats qui eurent lieu à ce sujet, les séances de la diète continuaient à être toujours de plus en plus orageuses. Le roi, attaqué vivement par plusieurs nonces, et inculpé de tous les malheurs qu'il avait attirés sur la Pologne, prononça un discours très long, le 10 août, en passant en revue toutes les époques de son règne, et en cherchant à justifier sa conduite, par des explications détaillées sur les événemens qui avaient précédé cette diète. Il fit un tableau touchant de la triste position à laquelle il était réduit, se trouvant exposé en même temps à toutes les humiliations de la part des cours étrangères, et aux reproches de ses compatriotes.

Ce discours, qui ne fit d'impression que sur quelques uns de ceux qui compatissaient au sort de ce malheureux prince, ne put ni calmer les esprits, ni convaincre le plus grand nombre des membres de la diète, qu'avec plus de courage et de fermeté, le roi n'eût pu détourner toutes ces calamités.

Cependant les notes des ministres de Russie et de Prusse se succédaient fréquemment. Celles de *Sievers* prenaient progressivement le ton de

sévérité et de menaces, et il annonça enfin que le général *Möllendorff* avait reçu ordre du roi de Prusse d'entrer dans les palatinats de Cracovie et de Sandomir, si les négociations avec *Buchholtz* traînaient en longueur. Le ministre de Prusse, de son côté, répétait les mêmes menaces, et tous deux présageaient de nouveaux malheurs auxquels la Pologne allait être exposée, par la dévastation des campagnes, la ruine des paysans et de tous les propriétaires, ainsi que par les fléaux que les ravages de la guerre devaient amener infailliblement.

Buchholtz avait reçu ses nouveaux pleins-pouvoirs, et la députation ne pouvait refuser de recommencer ses conférences; mais elle chercha tous les moyens possibles de les traîner en longueur, et même de les rompre s'il était possible, se voyant appuyée dans l'assemblée de la diète par un parti puissant et ouvertement prononcé contre la Prusse.

Un nouvel événement vint augmenter l'effervescence générale et donna lieu à de violens débats. L'ambassadeur de Russie, ayant reçu la ratification du traité conclu avec la cour de Pétersbourg, le fit notifier à l'assemblée en date du 13 août. A la séance du 17, qui fut prolongée jusqu'à deux heures après minuit, le roi fit entendre qu'après quatre jours consécutifs des plus vives discussions, et après des discours déplacés

qui pouvaient attirer un juste mécontentement de l'impératrice, et des suites encore plus funestes pour la Pologne, on ne pouvait plus différer la ratification du traité avec la Russie. Cette proposition, débattue encore avec beaucoup de chaleur, passa enfin à la pluralité de soixante-six voix contre vingt et une.

A la suite de l'empressement que le roi témoigna à faire ratifier ce traité, les murmures contre lui éclatèrent de tous côtés; l'on disait ouvertement qu'il s'était chargé du plein-pouvoir de l'impératrice, pour opprimer la nation et couvrir de déshonneur l'assemblée de la diète; qu'il était l'instrument dont cette souveraine se servait pour tyranniser les Polonais, et les forcer à ajouter au sacrifice de la plus grande partie de la Pologne, celui de sanctionner le démembrement de leur pays par des traités, etc., etc.

C'était surtout dans le sein de l'assemblée même que se faisaient entendre les plus vives imprécations contre le roi, et l'on ne doit pas en être surpris si l'on observe que presque tous les membres qui la composaient, étaient, par la position de leurs terres, sujets russes, autrichiens ou prussiens, et par conséquent dans la triste alternative, ou de voter contre leurs opinions en cédant à la force, ou de renoncer à leurs propriétés, et de sacrifier le bien de leurs familles.

Plusieurs nonces reprochaient au roi de n'avoir pas provoqué l'unanimité de l'assemblée dès l'ouverture de la diète, pour s'opposer aux concessions que l'on exigeait, et ils assuraient positivement que tous les représentans de la nation auraient partagé l'opinion du roi, et se seraient soumis à tous les sacrifices et à tous dangers avec autant d'empressement qu'ils en auraient mis à verser leur sang pour la patrie, si le roi s'était placé à la tête de l'armée au commencement de la campagne de 1792. Dans l'un et l'autre cas, ils auraient rempli leur devoir, en courant des chances, incertaines peut-être, mais honorables, et qui pouvaient tourner en leur faveur; tandis qu'on les traitait présentement comme de malheureuses victimes, et qu'on les vouait à l'exécration de la postérité.

Pour tâcher de gagner du temps, et dans l'espérance toujours illusoire que l'impératrice de Russie ne mettrait pas tant de persévérance à soutenir les prétentions du roi de Prusse qu'elle en avait mis à la conclusion du traité entre elle et la Pologne, l'on crut pouvoir faciliter les négociations avec *Buchholtz*, en demandant à l'ambassadeur *Sievers* de vouloir être présent aux conférences de la députation avec le ministre prussien.

Cette proposition fut faite par le roi, et *Sievers* ne s'y refusa point; il fit même quelques légers

changemens au premier traité présenté par *Buchholtz* : mais comme les articles les plus aggravans n'étaient pas changés, la députation continua à faire ses représentations, et la diète persista dans ses refus, en décrétant même que quiconque oserait faire la proposition d'approuver des cessions territoriales au roi de Prusse, serait regardé et puni comme traître à la patrie.

Un nonce cependant eut le courage de présenter un projet pour autoriser la députation à signer le traité avec la Prusse. Des murmures retentirent de tous côtés dans la salle; on voulait chasser l'orateur effronté, en le déclarant traître à la patrie, et en le signalant comme l'instrument de l'injustice et de l'usurpation.

Ce sentiment unanime ne devait pas étonner; mais c'étaient les dernières convulsions de l'agonie, dans un moment où il ne restait plus aucune espérance de pouvoir résister à la force.

Un autre nonce proposa de rompre toute négociation avec le ministre de Prusse, de protester, devant Dieu et l'univers entier, contre les violences de toute espèce qu'on exerçait, contre l'injustice révoltante, et contre l'oppression inouie dont la malheureuse Pologne était la victime....

Cette proposition fut débattue dans plusieurs séances, par des discours pleins de feu, de patriotisme et d'éloquence, mais qui ne produisirent

d'autre effet que d'attirer une nouvelle déclaration de *Sievers*, en date du 22 août (2 septembre), dans laquelle, après avoir reproché à l'assemblée que quelques uns de ses membres avaient manqué aux égards dus au roi, à la représentation nationale, et qui plus est, à la haute médiation de la Russie, il attribuait cette conduite si peu mesurée à l'existence d'un germe de jacobinisme qu'il se proposait d'exterminer. En attendant, il insistait à faire décider de suite, et sans aucun délai, la signature du traité avec le roi de Prusse, et terminait sa note par annoncer qu'il avait vu la nécessité absolue, pour prévenir tout désordre, de faire avancer deux bataillons de grenadiers avec quatre pièces de canon, pour entourer le château du roi; que le général-major *Rautenfeld* en aurait le commandement, et recevrait l'ordre de prendre des mesures nécessaires avec le grand-maréchal de Lithuanie, comte *Tyszkiewicz*, pour assurer la tranquillité des délibérations de l'assemblée.

Ce même jour, il adressa la lettre suivante au grand-maréchal de Lithuanie :

« Le bruit qui vient à ma connaissance, de la « conspiration tramée contre la personne sacrée « du roi, du maréchal de la diète, et des plus « honnêtes sénateurs, ministres et nonces, me « force à prendre les mesures suivantes, pour la « sûreté de leurs personnes.

« A deux heures après midi, deux bataillons « de grenadiers se placeront sur la terrasse et « dans la cour du château. M. le général *de* « *Rautenfeld* disposera les piquets de telle ma- « nière qu'aucun arbitre [1], ni aucune personne « sans obligation de se trouver au château, ne « puisse entrer dans la salle.

« On placera aussi des sentinelles auprès des « fenêtres du château, afin que qui que ce soit « ne puisse y entrer. Une seule porte restera « ouverte, et sera gardée par des officiers qui « feront la révision de tous les arbitres suspects. « Au cas que l'on trouvât sur quelque nonce des « armes cachées, il doit être arrêté et mis en « prison, pour lui faire un procès criminel, « comme à un assassin. Il faut faire aussi la révi- « sion des armes de la garde de Lithuanie, « comme aussi de celle qui est sous les ordres « de votre excellence; et dans le cas où l'on « trouverait sur eux de la poudre et des balles, « on doit aussi les mettre aux arrêts. Du reste, « il est entendu que ces gardes ne remueront « pas. Un arbitre qui se cachera dans la salle ou « dans quelque autre endroit, comme aussi les « personnes sans charge, devront être arrêtés « et conduits en prison. Il y aura dans l'anti-

[1] On désignait sous le nom d'*arbitres* ceux qu'on laissait entrer dans la salle de la diète (lorsque les séances n'étaient pas à huis clos) comme simples spectateurs.

« chambre un piquet de douze officiers russes, « qui pourront entrer dans la salle et prendre « place sur les bancs des nonces. Le général « *de Rautenfeld* aura une chaise destinée pour « lui, auprès du trône; il prendra garde qu'il ne « se fasse point de tumulte, particulièrement par « rapport à la personne sacrée de sa majesté, « comme aussi à celle de Votre Excellence et de « M. le maréchal de la diète.

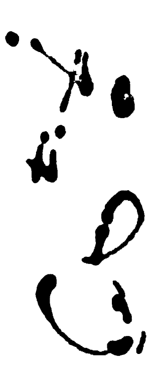
« Votre Excellence aura la bonté de déclarer « qu'aucun membre de la diète ne puisse remuer « de sa place, excepté s'il était appelé du trône, « en assurant en même temps aux nonces *une « entière liberté de parler*. Ce n'est que le désordre « et les excès que je veux arrêter : aussi ceux qui « en seront coupables devront être livrés à la « sévérité des lois. Votre Excellence aura la bonté « de communiquer cette lettre au roi, comme « aussi de la montrer aux membres de la diète « qui voudraient en avoir connaissance.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« JACQUES DE SIEVERS. »

Tout ce qui avait été annoncé dans la note remise à la diète, et dans la lettre adressée au grand-maréchal, fut exécuté très exactement, et ces mesures violentes produisirent l'effet auquel s'attendait l'ambassadeur de Russie, c'est-à-dire que l'assemblée des États ordonnerait à la dépu-

tation de signer le traité avec la Prusse; mais on le fit avec la réserve qu'il ne serait point ratifié aussi long-temps que le traité de commerce, avec les articles particuliers obtenus et assurés réciproquement par la médiation et sous la garantie de la Russie, ne seraient point arrêtés et signés.



Quoique cette clause eût été communiquée à *Sievers*, et semblât être approuvée par lui, néanmoins le roi de Prusse ne l'ayant point adoptée, *Buchholtz* remit à la diète une note très menaçante, en déclarant que les conditions demandées par la diète étaient inadmissibles, et *Sievers*, retractant son approbation tacite, adressa également une note aux États assemblés, en faisant connaître qu'il était indispensablement nécessaire de faire signer le traité sans aucune clause ou addition quelconque, au risque de s'attirer de nouveaux malheurs, et de s'exposer aux suites les plus funestes.

Cette démarche de l'ambassadeur de Russie, à laquelle on ne s'attendait pas, fit naître les plus vives discussions, au milieu desquelles on entendit plusieurs membres se récrier contre la tyrannie que les deux cours exerçaient sur l'assemblée.

Dans la nuit du 22 au 23 août (vieux style), à la suite de cette séance orageuse, quatre nonces furent enlevés de leur maison par des détachemens russes.

Sievers, en annonçant par une note qu'il avait fait enlever et déporter quatre nonces; savoir : *Krasnodembski*, *Szydlowski*, *Mikorski* et *Skarzynski* qui avaient prononcé des discours incendiaires, et dont l'un avait osé louer les principes de jacobinisme de la diète précédente, et la constitution du 3 mai, déclarait qu'il avait cru rendre service à la diète, en employant des mesures auxquelles il se trouvait forcé; mais que d'ailleurs *il n'avait jamais prétendu gêner la liberté de la parole, de discuter et de faire entendre son opinion.*

Au milieu de la salle, où tous les membres de la diète étaient réunis, régnaient le silence et la consternation. Deux fois les chanceliers se rendirent auprès de l'ambassadeur de Russie pour lui représenter que l'assemblée ne pouvait commencer ses délibérations avant que les quatre membres qui avaient été enlevés, lui fussent rendus, et deux fois ils rentrèrent dans la salle en rapportant pour toute réponse des expressions dures et menaçantes de *Sievers*, qui envoya à la suite de ses déclarations verbales une note courte et fulminante.

Il disait entre autres « que cette manière d'agir de la diète était une nouvelle offense pour les hautes cours alliées; qu'il n'avait à rendre compte à personne de l'arrestation des quatre nonces; qu'il connaissait les lois qu'on lui alléguait, et

qu'il avait blanchi en les faisant respecter; que c'était en Pologne qu'on n'y avait pas d'égard, et qu'il devait lui rappeler la première des lois, de respecter *les souverains*, que les principes jacobins et ceux du 3 mai ne respectaient pas. »

Cependant, après la lecture de la note, qu'on écouta avec un calme étonnant dans cette salle qui présentait l'aspect d'une place assiégée, personne ne quitta son poste, personne n'ouvrit la bouche; et d'un sentiment unanime, sans se communiquer leurs idées, tous les membres prirent la résolution de ne pas commencer la séance, et de suspendre toute délibération.

Le général *Rautenfeld*, qui occupait un fauteuil dans la salle même de la diète, tout aussi frappé de cette résistance silencieuse et énergique, qu'incertain sur ce que son devoir lui prescrivait de faire, s'adressa au roi pour le presser de mettre fin à cette conduite inexplicable de l'assemblée; mais le roi répondit qu'il n'avait pas le pouvoir de forcer les nonces à rompre le silence.

Rautenfeld étant sorti pour faire part de cet événement à l'ambassadeur, et pour prendre ses ordres en conséquence, rentra peu de temps après, et déclara au roi *que tous les membres de l'assemblée seraient obligés de rester dans la salle, jusqu'à ce qu'ils eussent accédé, et que si ces moyens ne suffisaient pas, il était au-*

torisé à employer toutes les voies de la rigueur. [1]

Mais cette dernière menace ne produisit pas plus d'effet que les précédentes. Le calme et le silence continuèrent à régner dans la salle ; aucun geste, aucun mouvement ne trahit les sentimens dont presque toute l'assemblée était pénétrée, et à trois heures du matin, le général *Rautenfeld* se levait pour faire entrer un détachement de troupes russes dans la salle, lorsqu'un nonce proposa un moyen de terminer cette scène silencieuse, et de se soumettre aux volontés des deux cours, sans que personne fût censé devoir émettre son opinion à haute voix.

D'après son projet, le maréchal de la diète, qui était aussi voué à la Russie que le nonce dont je viens de parler, demanda si l'assemblée consentait que la députation signât le traité sans aucune addition ? Cette demande trois fois répétée et presque sans intervalle ne reçut aucune réponse, et le silence, regardé par le maréchal comme une approbation, le porta à déclarer que la députation était autorisée par la diète à signer le traité avec le roi de Prusse.

[1] L'ambassadeur avait déclaré, dans un billet adressé au grand-maréchal de Lithuanie, que le roi même ne pouvait pas quitter son trône, et qu'il ferait coucher les sénateurs sur la paille dans la salle de la diète, aussi long-temps que ses volontés ne seraient point exécutées.

Cette signature eut en effet lieu le 25 août, malgré des protestations nombreuses qui furent portées cette nuit même contre les actes publics.

Après cette dernière catastrophe, aussi humiliante pour cette assemblée, qu'on a voulu appeler diète, et avec laquelle on négociait la baïonnette à la main, l'on espérait que l'ambassadeur de Russie se radoucirait, et ne refuserait pas de faire revenir et rentrer les quatre nonces qui avaient été enlevés; c'est pourquoi les chanceliers se virent chargés d'exposer à *Sievers* : *Que d'après une loi arrêtée à l'unanimité le* 6 *juillet dernier, le roi et les États avaient déclaré que toute violence effectuée sur un des membres de la diète, arrêterait l'activité de l'assemblée, et qu'en conséquence, l'arrestation violente et la déportation des quatre nonces, mettant la chambre dans le cas compris par la loi, les soussignés demandaient qu'ils fussent ramenés à Grodno, etc., etc.*

Ils n'eurent pour toute réponse, que l'expression d'étonnement sur la démarche qu'ils venaient de faire, et *Sievers* donna à entendre que la sévérité qu'il avait dû employer, n'avait que l'apparence d'une violence, mais que c'était véritablement un bienfait, *d'avoir écarté des zélotes aveuglés, qui probablement étaient soudoyés par des malveillans.*

CHAPITRE IX.

Jusqu'au 15 du mois de septembre, la confédération de Targowica avait subsisté et exercé des actes arbitraires, dans le temps même de la durée de la diète. Dirigée par l'influence, ou plutôt soumise aux ordres des deux frères K...., elle étendait son empire dans toutes les parties de la Pologne qui ne se trouvaient pas occupées par les troupes ennemies, et ses décrets ou *sancita*, frappaient également le riche et le pauvre, en attaquant le bien et l'honneur de tout individu qui n'était pas soumis aux volontés des K....

Il était étonnant que les débris de ce pouvoir souverain se soutinssent aussi long-temps, et continuassent à exercer une autorité qui révoltait tout homme de bien, presque autant que les violences exercées à Grodno. Il paraissait même plus pénible de voir des nationaux exercer l'empire de la vengeance sur leurs compatriotes, que la force ennemie déployée pour les persécuter. Enfin cependant, l'impératrice de Russie, lasse des plaintes qui lui étaient adressées de toutes parts contre cette confédération, qui n'avait été necessaire dans le principe que pour servir de

prétexte à l'entrée des troupes en Pologne, fit entendre à son ambassadeur qu'elle devait être dissoute; et dès le 15 septembre elle n'exista plus, d'après l'acte de dissolution, signé à la demande de *Sievers*, par le roi et les ministres, et approuvé par la diète. Celle-ci annonça en même temps qu'elle restait confédérée, et conservait le même maréchal qui l'avait présidée jusqu'à cette époque.

L'on se rappelle que dès les premiers jours après l'ouverture de la diète, j'avais quitté Grodno, pour aller soigner ma santé dans ma campagne de Sokolów près de Varsovie. J'y restais malade et dans la plus profonde affliction de toutes les nouvelles qui me parvenaient; mais je me félicitais au moins de ne pas être employé pour les négociations avec *Sievers*, et de ne pas être témoin des séances tumultueuses de la diète et des actes de violence qu'on y exerçait.

Je n'eus pas l'avantage de jouir long-temps de mon absence. Dans le courant de quelques semaines, plusieurs lettres me parvinrent successivement de la part de *Sievers*.

Les premières m'invitaient à revenir à Grodno, les autres me pressaient de ne pas mettre de retard, et me reprochaient d'avoir abusé de la permission de m'absenter; et la dernière enfin m'annonçait qu'on avait donné ordre de mettre un séquestre sur mes terres, et qu'on envoyait

un détachement de cosaques pour me chercher, et m'amener, sous escorte, à Grodno.

Je m'y rendis sans attendre l'expédition militaire, et j'y arrivai au milieu des débats qui avaient lieu au sujet des négociations avec la Prusse, et de la ratification du traité avec la Russie.

Dès mon arrivée à Grodno, tous les gens de bien se pressèrent autour de moi pour me reprocher de les avoir abandonnés dans un moment de crise qu'il n'avait pas été en leur pouvoir de détourner. Plusieurs sénateurs de Lithuanie, et beaucoup de nonces de cette province, du nombre même de ceux qui étaient voués à la Russie, me pressaient et me sollicitaient de ne plus les quitter, en me faisant entendre que s'il n'était pas possible d'éviter le partage de notre pays, il était au moins du devoir de chacun, qui pouvait faire ses représentations à l'ambassadeur de Russie, de lui faire connaître les abus crians qui régnaient en Lithuanie, et les vexations qu'y exerçait la confédération. Des lettres sans nombre, qui me parvinrent peu après de la part des habitans de toutes les parties de la Lithuanie, me priaient de la manière la plus instante, de ne pas refuser ma protection à tous ceux qui avaient été victimes de la persécution des K...., Ces habitans se plaignaient de n'avoir personne avec qui ils pussent épancher leur cœur et à qui ils pussent

adresser leurs demandes, et déclaraient qu'à titre de ministre de Lithuanie je pouvais et devais leur offrir mon appui et mon assistance.

Ces nombreuses réclamations me portèrent à tâcher de me rapprocher de l'ambassadeur *Sievers*, qui, comme je l'ai observé, était brusque, emporté, violent, et fidèle observateur des ordres qu'il recevait; mais qui dans le fond avait le cœur bon, et aurait désiré faire le bien, si cela avait été en son pouvoir.

Deux ministres d'une probité reconnue, le grand-maréchal de Lithuanie, *Tyszkiewicz*, et celui de la couronne, *Moszynski*, furent les premiers auxquels je communiquai les nombreuses requêtes que j'avais reçues, et les plaintes fréquentes que l'on m'adressait. Le premier de ces ministres, homme froid en apparence, mais foncièrement sensible et honnête, joignait à la pureté de ses intentions et à la droiture de ses sentimens une haine prononcée contre tout ce qui était injuste. Étant d'ailleurs d'une famille originaire de Lithuanie, et ayant presque toutes ses possessions dans cette province, il partageait d'autant plus vivement les souffrances de ses concitoyens, que lui-même n'avait pu soustraire ni sa personne ni ses biens aux persécutions des K....

Le second, homme droit et juste, citoyen vertueux, doué de beaucoup de fermeté et profondément instruit, sentait vivement l'horreur de

la position dans laquelle nous nous trouvions, et voulait au moins employer pour soulager les souffrances de ses malheureux compatriotes, tous les efforts qu'il avait déployés inutilement pour sauver la patrie. Comme ces deux ministres étaient très riches, et jouissaient d'une considération générale, ce qui ne pouvait pas les mettre dans le cas d'être accusés de jacobinisme, je ne balançai pas à croire que s'ils voulaient prendre part à l'exécution de mes projets, ils gagneraient la confiance de *Sievers*, et obtiendraient, de concert avec moi, tout ce qu'il serait permis de demander pour adoucir le sort des Lithuaniens.

Sievers recevait journellement des plaintes et des accusations qui le révoltaient contre la confédération, dont il ne pouvait lui-même avouer la légitimité dans le fond de son cœur, et qui s'arrogeait pourtant un pouvoir souverain. Il avait osé faire des représentations à ce sujet à l'impératrice, et il témoigna ouvertement sa vive satisfaction, lorsqu'il en reçut l'ordre de la faire dissoudre.

Cet ordre fut exécuté, comme on l'a vu, le 15 de septembre; et dès-lors *Sievers* s'entourant de ceux qui avaient été les premiers à lui faire le tableau des injustices atroces que cette assemblée avait exercées, nous engagea à passer en revue tous les *sancita* qui avaient été publiés, et déclara que ceux que l'on avait arbitrairement

décrétés, qui avaient autorisé des décisions injustes envers les personnes et les propriétés, qui renfermaient des actes d'illégalité et des passe-droit, qui portaient l'empreinte des haines et des vengeances particulières, et qui en un mot répugnaient à la justice et à l'équité, devaient être recueillis, examinés par une députation, soumis à la décision de la diète, et cassés.

Cette démarche attira à *Sievers* toute l'inimitié des K...., et à ceux qu'il consultait, toute leur haine et l'animosité la plus prononcée.

Les *sancita* commencèrent à être dénoncés dans l'assemblée de la diète. Fortement attaqués par la majorité, et faiblement défendus par les partisans des K...., qui osaient à peine ouvrir la bouche pour ne pas s'attirer le ressentiment de l'ambassadeur de Russie, ils furent successivement cassés; et ce fut une espèce de triomphe et de consolation pour les hommes de bien de pouvoir s'occuper du sort de leurs compatriotes qui conservaient encore le nom de Polonais.

Cependant les K...., déçus dans leur espérance de maintenir des *sancita* qu'ils avaient presque tous dictés par leurs agens, et se voyant d'un jour à l'autre plus discrédités auprès de leurs plus zélés partisans, ainsi que méprisés par *Sievers*, résolurent d'en tirer une éclatante vengeance, et ne perdirent pas une seule occasion de réaliser ce projet.

Il s'en présenta bientôt une dans laquelle je fus impliqué et associé avec le roi, dans les chefs d'accusation que les K... firent parvenir à Pétersbourg.

Comme l'on avait dénoncé en pleine diète que le grand-général outre-passait les bornes de son pouvoir, et exerçait des actes arbitraires dont on fit en partie l'énumération, en ajoutant qu'il était toujours secondé et appuyé par la commission de la guerre dont il avait choisi les membres, on proposa de nommer une députation qui fît rendre compte à la commission dont il était président, de sa conduite, et de l'emploi des fonds qui avaient passé par ses mains.

Ce projet fut accepté à l'unanimité, sans que personne osât s'y opposer. Mais lorsqu'il fut question du choix des personnes qui devaient composer la députation, un mouvement général éclata dans la salle, et de vives contestations s'élevèrent sur le mode d'exécuter ce projet, et sur le choix des individus qui formeraient cette députation.

Le parti des K... aurait désiré y placer ses créatures; la majorité indiquait les patriotes les plus prononcés. Dans cette alternative, l'ambassadeur de Russie, que le roi avait fait consulter, lui fit dire que la nomination des députés appartenait de droit au roi, et qu'il se reposait pleinement sur la sagesse de S. M. dans le choix qu'elle

ferait de personnes connues par leurs lumières, leurs talens et leur probité.

Le roi, depuis mon retour à Grodno, me témoignait beaucoup d'affection et d'égards. Il se rappelait le conseil que je lui avais donné avant son départ de Varsovie, et regrettait peut-être de ne pas l'avoir suivi. Abreuvé de chagrins et d'humiliations, de la part des siens et des étrangers, il n'avait qu'un petit nombre de personnes affidées, et moins encore d'amis qui lui parlassent le langage de la vérité. Il voyait avec plaisir que je m'étais associé à *Moszynski* et à *Tyszkiewicz*, dans le dessein d'attaquer les *sancita* et d'arrêter le cours des persécutions et des actes d'injustice que l'on exerçait en Lithuanie. Il était charmé de l'ascendant que nous avions obtenu sur l'esprit de *Sievers*, et dès-lors il s'adressait à nous, et principalement à moi, toutes les fois qu'il se trouvait dans l'embarras. C'en fut un que celui de nommer les députés pour examiner la commission de la guerre; et le roi, après nous avoir fait venir, nous consulta sur ce sujet. Je lui en proposai dix, qui furent tous regardés par mes collègues comme dignes d'être nommés; et le roi, qui, de son côté, les connaissait particulièrement, agréa ma proposition avec plaisir, et envoya les noms de ces dix délégués à l'ambassadeur de Russie.

J'étais persuadé que cette nomination ne dé-

plairait point à l'ambassadeur, qui avait demandé que le choix tombât sur des gens de bien, désintéressés et dévoués à leur pays; et je ne m'attendais point à la scène que le grand-général préparait au roi et à ceux qu'il avait consultés.

Cependant, au milieu de la nuit qui suivit la communication faite à l'ambassadeur de Russie, je fus éveillé par *Friese*, un des secrétaires affidés du roi, qui me remit la copie d'une note présentée par le grand-général à *Sievers*, dans laquelle il dénonçait comme jacobins tous ceux que le roi venait de nommer, et déclarait qu'il enverrait incessamment un mémoire au prince *Zouboff*, pour informer l'impératrice de ce qui se passait à Grodno, et pour inculper l'ambassadeur, s'il ne faisait changer cette nomination.

Friese me communiqua aussi un billet de *Sievers*, adressé au roi, avec des reproches les plus amers sur l'embarras dans lequel il l'avait mis; et en outre un billet que S. M. m'écrivait, pour me prier de le tirer de la situation pénible et inattendue dans laquelle il se trouvait. Le roi me mandait de venir chez lui pas plus tard qu'à six heures du matin, parce qu'il avait promis une réponse à *Sievers*, au moment de son réveil.

Je me mis de suite à tracer la biographie des députés que le roi venait de nommer; je la portai au roi à l'heure qu'il m'avait fixée, en l'assu-

rant qu'il suffisait de l'envoyer sans aucun autre commentaire, à *Sievers*, et même à Pétersbourg, s'il était nécessaire, pour détruire les impressions défavorables que la dénonciation du grand-général avait pu faire naître; et j'ajoutai que si le roi l'exigeait, je me chargeais de signer cette biographie, pourvu que je pusse y ajouter quelques lignes, que j'écrivis sur une autre feuille de papier, et que je lui présentai pour avoir son approbation.

Le roi, toujours faible et pusillanime, fut troublé et indécis après la lecture de cette feuille; mais enfin, il me serra la main très affectueusement pour me remercier de l'avoir tiré d'affaire; relut encore une fois, et approuva la biographie que je lui avais remise, et consentit à l'addition proposée, à condition cependant, qu'on enverrait cet écrit à l'ambassadeur sans le signer, ne voulant pas, disait-il, me compromettre. Il se contenta donc d'écrire à *Sievers* un billet, tandis que j'ajoutais de ma main, à la biographie, ce qui suit :

« Cet écrit, qui ne renferme qu'un précis des « services rendus à la patrie par les individus « nommés ci-dessus, et qui ne rend qu'un faible « hommage à leur vertu et à leurs talens, porte « en tout l'empreinte de la vérité; et on peut « en appeler hardiment au témoignage du pu- « blic, dont l'opinion est toujours juste et im-

« partiale. Ceux-là doivent être regardés comme « de véritables jacobins, qui osent insulter à la « vertu et au mérite; qui ne savent point appré- « cier les citoyens qui se distinguent par leur « patriotisme, et qui cherchent à dénigrer et per- « sécuter ceux qui ne pensent pas comme eux.

« Si l'esprit, l'instruction, l'amour de la pa- « trie et les avantages de la naissance et de la « fortune méritent à ceux qui les possèdent la « dénomination de jacobins, on donnerait à ce « nom une interprétation trop flatteuse pour « qu'on ne cherchât point à le mériter. »

Sans doute cette réponse fut communiquée à K....; et, sans doute, il n'aura pas manqué d'accomplir l'effet de ses menaces, en portant ses plaintes à Pétersbourg; mais toutefois il n'en fut plus question pendant quelque temps, et ce n'était pas encore l'événement qui devait amener la défaveur et le rappel de *Sievers*.

Ayant fait mention de nouveaux reproches de jacobinisme qu'on imputait à quelques individus, et dont on accusait toute la nation, afin de justifier aux yeux des puissances armées contre les révolutionnaires français, le partage de la Pologne, je ne puis m'empêcher de rapporter une partie du discours prononcé, à ce sujet, par le sénateur *Suchodolski*, castellan de Smolensk :

« Jusqu'ici l'Europe entière a donné le nom « de jacobinisme à cette doctrine coupable, qui

« dans son ambitieux délire, détruit toutes les « lois nationales, arrache aux souverains les « droits les plus précieux, dégage le peuple de « toute espèce de joug et du respect dû à ses « chefs, porte atteinte à l'autorité suprême, et « met en danger la tranquillité publique, ainsi « que le bonheur de la société.... Les puissances « qu'on a vues s'armer contre ces funestes maxi- « mes, persécutent sous le même prétexte ceux « qui les ont constamment abhorrées.

« Parce que les Polonais refusent leur sanction « à des actes de violence qui portent tous les « caractères de l'injustice la plus révoltante, et « surtout parce qu'ils ne veulent pas approuver « le démembrement de leurs provinces, sur les- « quelles on n'a d'autre droit que celui du plus « fort; parce qu'ils défendent avec vigueur les « prérogatives de leur roi et les priviléges de la « nation; parce qu'ils résistent à l'oppression « sous laquelle on fait gémir l'un et l'autre; les « agens de ce despotisme leur reprochent dans « des notes publiques ce jacobinisme qu'ils ont en « horreur....

« Et quelles mesures prend donc cette prépon- « dérance arbitraire pour mettre votre personne, « Sire, en sûreté? Elles sont assurément d'un « genre neuf, et bien dignes du motif qui les a dic- « tées. Des canons braqués sur le palais de Votre « Majesté, des camps qui le dominent et le me-

« nacent, des bataillons qui entourent et remplis-
« sent la ville, une force armée qui assiége le
« lieu des délibérations, qui retient le chef d'un
« peuple libre, enchaîné sur un trône dont on a
« d'avance ébranlé les fondemens, qui l'y force
« à souscrire à l'arrêt terrible par lequel ses droits
« et ceux de ce peuple sont réduits au néant;
« telles sont les précautions employées contre les
« prétendus complots ourdis par le jacobinisme....

« Quel nouveau genre de sûreté et de défense
« ont-ils inventé ces ministres qui prétendent
« mettre votre personne à l'abri de nos attentats?
« Quel tour ingénieux pour inculper de jacobi-
« nisme, ce patriotisme épuré qui en est le con-
« traste?.... Nous n'avons pas besoin d'une autre
« justification.... Monarques et nations, tous sa-
« vent qu'aucun peuple ne fut plus éloigné que
« les Polonais de ces maximes odieuses..... Mais
« pour confondre les notes et écrits lus dans les
« dernières séances, et si peu compatibles avec
« la dignité de la nation, nous prions Votre Ma-
« jesté d'enjoindre à ses chanceliers d'y faire une
« réponse..... Daignez, Sire, ne point laisser
« sans réplique des reproches injurieux, daignez
« rendre, en faveur d'une nation fidèle, un té-
« moignage éclatant qu'elle n'a jamais professé
« ce jacobinisme qu'on lui impute, et dont elle
« abhorre la doctrine. En conséquence, je remets
« au secrétaire, pour en faire lecture, un projet

« d'injonction aux chanceliers, ayant pour objet « la rédaction d'une réponse de ce genre, et je « prie les États de statuer à cet égard. »

Ce discours, prononcé avec beaucoup de force et d'énergie, produisit la plus vive impression, et fut suivi de l'ordre donné aux chanceliers de présenter des notes aux ministres de Russie et de Prusse, et d'en faire la communication officielle à toutes les cours; mais c'était une démarche qui ne pouvait produire aucun effet; car on n'avait eu besoin que du prétexte de jacobinisme pour exécuter un projet que le droit du plus fort rendait légal, et aucune autre puissance que celles qui avaient partagé la Pologne, ne prenait plus d'intérêt à ce pays qui était devenu presque nul dans la balance politique de l'Europe.

Il restait encore un objet important à terminer avec l'ambassadeur de Russie, c'était le traité d'alliance, d'amitié et de commerce avec la cour de Pétersbourg.

Le projet en fut proposé par le même nonce qui avait fait accepter la signature du premier traité avec la Russie. En cette occasion, il déploya toute son éloquence pour prouver les avantages qui résulteraient de cette alliance, et demanda qu'il fût dressé une instruction à cet effet.

Les chanceliers présentèrent, en date du 30 septembre, une note à l'ambassadeur pour en faire la proposition. La réponse de *Sievers*, don-

née cinq jours après, offrait toutes les facilités pour entamer les négociations ; et définitivement le traité d'alliance entre la Pologne et la Russie fut signé le 14 octobre 1793.

Cette diète de Grodno, que *Sievers* promettait de terminer dans l'espace de quatre semaines, fut prolongée, comme on le verra, au-delà du terme de cinq mois.

On a voulu en conclure que les membres de cette assemblée étaient bien plus difficiles à conduire que les confédérés de Targowica, et c'est à ces derniers seuls qu'on veut imputer tous les malheurs de la Pologne.....

Ce n'est pas à un Polonais à prononcer son opinion dans une affaire aussi délicate, et je ne puis mieux faire que de citer à cette occasion un passage de l'auteur de l'Histoire des trois Démembremens de la Pologne, qui observe « que l'on « doit établir une différence très sensible entre « la confédération de Targowica et la diète de « Grodno. Celle-ci a sanctionné le démembre- « ment, mais entourée, menacée par les troupes « que les chefs de la confédération avaient eux- « mêmes appelées ; et c'est par eux qu'elle avait « été mise dans la nécessité de céder aux vio- « lences et aux volontés tyranniques des deux « cours. Elle a opposé une forte résistance jus- « qu'au moment, où, en la prolongeant, elle « aurait compromis l'existence de la nation en-

« tière ; les confédérés de Targowica n'en ont « jamais apporté aucune.

« Les nonces de Grodno sont restés sur une « brèche qu'ils ne pouvaient plus défendre, et « sur laquelle cependant quelques uns d'entre « eux voulaient expirer ; les confédérés de Targowica, après avoir démantelé leur patrie, « ont bien dit qu'ils ne pouvaient plus la défen- « dre, mais ils l'ont quittée pour aller rejoindre « ses ennemis. Je ne prétends pas assurément « justifier par ce parallèle, tous les actes de la « diète de Grodno ; mais elle ne doit pas non plus « être enveloppée dans la proscription générale « à laquelle la justice de l'histoire a voué les con- « fédérés de Targowica. »

Quelque puissante qu'ait été l'influence de cette confédération aux diétines d'élection, il n'en est pas moins vrai que presque tous les nonces l'avaient en horreur, et lui imputaient tous les nouveaux malheurs de la Pologne, ainsi que l'envahissement de ses provinces. C'est principalement contre les chefs de cette confédération qu'ils se déchaînaient, et lorsque dans une séance de la diète l'on proposa de suspendre le paiement des appointemens au grand-général *Branicki*, au vice-grand-général *Rzewuski*, et au général d'artillerie *Potocki*, on entendit de tous côtés des voix s'élever pour appuyer cette motion.

On ne craignait pas la présence d'un de leurs

collègues, qui dirigeait encore arbitrairement cette confédération en Lithuanie; l'on oubliait que les Russes assiégeaient la salle de la diète; on ne songeait dans ce moment qu'à accabler d'imprécations les auteurs de toutes les humiliations qu'on avait éprouvées.

De tous les discours qui furent prononcés à ce sujet, il n'y en eut aucun qui surpassa en force, en éloquence et en expressions hardies, celui de *Goslawski*.

« Celui-là seul, dit-il, a droit aux récom-
« penses, qui remplit par lui-même et avec fidé-
« lité tous ses devoirs. D'après ce principe, je
« demande s'ils peuvent exiger un traitement,
« ceux qui ont abandonné leur patrie, dans l'in-
« stant critique où elle réclamait hautement leurs
« secours?...... Je périrai sans doute avec cette
« patrie infortunée; mais le dernier soupir que
« j'exhalerai sera un reproche à ces citoyens dé-
« générés, qui, après avoir été un fardeau inu-
« tile sur le sol de la Pologne, ont fini par la
« livrer au carnage et à la dévastation...... Mé-
« contens du nouveau régime constitutionnel,
« qui forçait leurs têtes altières à se courber
« sous le niveau de la loi, ces prétendus grands
« ont poussé la bassesse jusqu'à ramper sans pu-
« deur auprès d'une cour étrangère, pour en
« obtenir des secours à l'aide desquels ils pussent
« élever sur les ruines d'un gouvernement légi-

« time, des autels à leur orgueilleuse ambition, « et un trône à leur oligarchie.... C'était au pied « de ces autels, sur les degrés de ce trône, que « les Polonais dégradés par leurs viles calomnies, « et exténués par l'oppression, devaient venir « fléchir le genou devant ces divinités du jour, « dont tout l'empire ne reposait que sur des forces « étrangères. La patrie en deuil verse encore des « larmes de désespoir sur l'ingratitude de ces « fils dénaturés, qui ont payé ses soins par la « trahison la plus coupable, etc., etc. »

La complaisance avec laquelle l'ambassadeur de Russie s'était prêté à souffrir les invectives les plus fortes, non seulement contre les premiers chefs de la confédération de Targowica, mais encore contre tout ce qu'elle avait décidé dans les derniers mois de son existence, en permettant même d'annuler et de casser un grand nombre de ses *sancita*, fut suivie de la demande d'un sacrifice qui plongea dans la consternation et la douleur la plus profonde tous les bons patriotes.

C'est le 23 novembre qu'il fut consommé par une déclaration de la diète, qui, au moment d'être dissoute, fut obligée d'abolir et annuler toutes les lois établies par la dernière diète de Varsovie, en réintégrant de cette manière toutes celles qui avaient existé jusqu'à l'année 1788.

Il est triste, mais facile à concevoir qu'une assemblée dont toutes les délibérations étaient

dictées par l'ambassadeur de Russie, et discutées dans une salle assiégée de soldats; qu'une diète, dis-je, qui fut obligée d'autoriser la signature des traités les plus avilissans, n'avait plus la force et le pouvoir de refuser cette dernière décision, qui renversait la constitution du 3 mai, et tout le travail de la diète précédente.

La dernière séance dura la nuit entière, et ne fut terminée qu'à sept heures du matin. Toute l'assemblée, à l'exception de quelques individus, se sépara consternée, confuse et anéantie. Le roi n'était pas certainement celui qui se trouvait le moins affecté. Plus humilié et dévoré de chagrins que beaucoup d'autres, il paraissait vieilli de bien des années. Son visage pâle et défait retraçait toutes les sensations de son âme et la faiblesse physique de son corps. Tel qu'on le voyait, il inspirait de l'intérêt et de la pitié à ceux même qui avaient le plus déclamé contre lui, car l'on se persuadait que la faiblesse naturelle de son caractère, qu'il ne pouvait plus réformer à son âge, et non ses mauvaises intentions pour le pays, l'avaient empêché de déployer dans cette occasion, comme dans tant d'autres, le courage, la fermeté et l'énergie, qualités indispensablement requises pour le chef d'une nation.

CHAPITRE X.

Le roi devait quitter Grodno peu de jours après la clôture de la diète. Il me demanda de pouvoir passer vingt-quatre heures dans ma campagne à quatorze lieues de Varsovie, et sur la grande route de poste. Il ajouta qu'il avait besoin de se reposer et surtout d'avoir quelques consolations, qu'il trouverait certainement dans la maison d'un homme qu'il estimait, et dont le père avait été du nombre de ses amis les plus intimes.

Je ne pus refuser cette proposition, et je devançai le roi pour le recevoir chez moi. Sa suite était composée d'un petit nombre de personnes affidées, mais il avait un nombreux équipage, et une escorte assez considérable de houlans polonais l'accompagnait.

A son arrivée dans ma maison, il fit retirer les sentinelles que l'on avait placées à la porte, et même celles qui étaient dans les appartemens selon l'usage, et me dit très gracieusement qu'il ne pouvait être plus en sûreté que chez moi.

Je tâchai de le distraire en lui montrant ma bibliothéque, qu'il trouva très bien assortie, et

classée d'une manière qu'il approuva infiniment; je lui fis voir différens plans de jardins et de maisons de campagne qu'il examina avec plaisir; je lui présentai des produits de différentes fabriques et manufactures que j'avais établies chez moi; et comme il me demandait d'où j'avais fait venir les ouvriers, et depuis quand je les avais, je lui dis que c'étaient tous des Suisses, des Allemands, et surtout des Wurtembergeois, qui étaient venus s'établir chez moi, à l'époque où la diète constitutionnelle avait décidé que tout individu étranger qui passait sur le sol de la Pologne, était déclaré libre et jouissait de tous les droits accordés par la constitution. Cette réponse nous fit changer de conversation; et c'est l'entretien qui va suivre qui m'a déterminé à parler de la visite du roi, parce qu'on y découvrira quelques traits caractéristiques de sa façon de penser, et des détails sur la manière dont il envisageait les violences exercées à la diète de Grodno, et les résultats qu'elles devaient produire.

Le souvenir de la diète constitutionnelle produisit sur le roi une forte émotion. Il voulait la cacher d'abord, et me demanda combien j'avais de ces familles d'étrangers dans mes terres? Je lui répondis que j'en avais plus de cent cinquante, entre lesquelles il se trouvait des fabricans et des manufacturiers de toute espèce, mais

que le plus grand nombre de ces étrangers étaient des agriculteurs, auxquels j'avais fait distribuer autant de terres à défricher qu'ils en avaient demandé, sans aucune redevance pendant dix ans. Je lui fis voir le plan du village d'Isabelsbourg, que j'avais fait construire pour les nouveaux colons, et je traçai avec tant d'intérêt le tableau du bonheur dont ils avaient joui jusqu'alors, que le roi ne put s'empêcher de verser une larme, en s'écriant : « Pauvres malheureux, « que vont-ils devenir!... » et il ajouta « que de « maux irréparables cette maudite confédération « de Targowica nous a occasionnés! Combien « la Pologne aurait été heureuse, si la consti- « tution du 3 mai avait pu lui faire éprouver « pendant quelques années les avantages d'un « bon gouvernement!... Mais, telle est ma triste « destinée, j'ai toujours voulu le bien de mon « pays, je ne lui ai fait que du mal! »

En s'animant toujours davantage, le roi continua à parler sans interruption, et dit, en laissant échapper de son sein oppressé un soupir qui n'était pas affecté : « Ah! pourquoi ai-je ac- « cepté cette couronne d'épines, qui a pesé sur « ma tête pendant tant d'années, en me faisant « éprouver tous les désagrémens qui accompa- « gnent la royauté, sans m'en faire goûter les « jouissances! Non, je n'ai éprouvé de sensa- « tion agréable qu'à une seule époque de mon

« règne; c'était le jour du 3 mai.... je croyais « que la Providence, lassée à la fin de nous « persécuter, avait exaucé mes prières et les « vœux de mes compatriotes!... Je jouissais de « toute la confiance de la nation; je sentais inté- « rieurement que je la méritais. C'était le mo- « ment le plus délicieux de ma vie, et dont le « souvenir m'accompagnera jusqu'au tombeau!... « Mais pourquoi ce moment a-t-il été de si courte « durée? pourquoi n'ai-je pas cessé d'exister « immédiatement après cette époque mémora- « ble?... j'aurais fini honorablement ma carrière, « j'aurais laissé, en fermant les yeux, les Polonais « contens de moi, et ma patrie heureuse! Je « sens que j'ai vécu trop long-temps, pour moi « et pour mon pays.... Pauvre Pologne! quel « sort lui a été réservé, et combien son roi est « malheureux!... »

En prononçant ces dernières paroles, il couvrait son visage de ses deux mains, pour ne pas faire apercevoir les sanglots qui le suffoquaient, et qui l'empêchèrent pendant quelque temps de continuer à parler.

L'on a souvent reproché au roi d'avoir employé dans ses discours, la déclamation, l'action et les gestes d'un acteur en scène, et d'inspirer à son auditoire des sentimens dont il feignait d'être pénétré lui-même; mais certes, ce n'est pas au moment où il se trouvait seul avec moi qu'il

avait besoin de jouer la comédie! et un de ses plus dévoués amis et serviteurs qui se trouvait dans la chambre voisine, le grand-écuyer de la couronne *Kicki*, m'a dit après cette conversation, et me l'a répété bien des fois depuis, qu'il n'avait jamais vu le roi aussi vivement affecté, et cherchant à épancher son cœur avec plus de sincérité et de franchise.

Comme le roi me voyait touché de son émotion, il tâcha de se remettre, et, après avoir fait quelques tours dans la chambre, il continua ainsi : « Si j'étais seul à souffrir, ma position « serait supportable ; mais que de malheureuses « victimes le nouveau partage de la Pologne va-« t-il ajouter à celles qui ont déjà été sacrifiées! « Vous, par exemple, qui avez déjà tant perdu « par le séquestre de vos terres et par la faillite « des banquiers, vous ne pouvez manquer d'être « ruiné, en possédant des terres dans trois do-« minations différentes, outre celles qui vous « restent encore en Pologne, et qui certaine-« ment, après la dévastation de ce pays, ne « pourront être d'un grand rapport!... Lorsque « j'ajoute à ces pertes de la fortune l'idée du « désespoir que vous partagez avec tous les bons « citoyens, je conçois combien votre situation « est pénible. Je vous plains bien sincèrement, « et cependant je n'ai ni la force ni le courage « de vous donner quelques consolations.... Dites-

« moi, que comptez-vous faire?... — Moi, Sire,
« répondis-je; mon parti est pris; je m'expatrie
« pour toujours. Je vends tout ce que je possède
« pour faire honneur à mes affaires, et, après
« avoir assuré le sort de ma famille, je me re-
« tire le plus loin possible d'un pays qui ne
« pourrait que me retracer continuellement le
« souvenir des malheurs qu'il a éprouvés, et le
« tableau de l'avilissement et des souffrances de
« mes compatriotes.

« Prenez garde, dit le roi; ne précipitez pas
« cette démarche, pour n'avoir pas à vous re-
« pentir d'avoir négligé les occasions de servir
« votre patrie et au moins vos compatriotes....
« Croyez-vous que nous soyons au terme de nos
« malheurs?... Je prévois dans l'avenir des évé-
« nemens bien plus sinistres que ceux auxquels
« nous avons survécu. Mais que faire? il faut
« s'abandonner à Dieu, et avaler jusqu'à la lie
« la coupe d'amertume qui nous est destinée!... »
Il s'arrêta quelques momens, et puis il ajouta :
« Je ne puis admettre la possibilité que tous ceux
« qui avaient juré de maintenir la constitution
« du 3 mai au prix de leur vie, aient pu changer
« d'opinion. Beaucoup d'entre eux ont émigré. Il
« y en aura qui iront en France, en Angleterre,
« en Suède, en Turquie; et toutes ces démar-
« ches, que je regarde comme inutiles, peuvent
« pourtant donner lieu à de nouveaux troubles,

« et exciter une nouvelle guerre, dont le résultat « pourra amener un troisième et dernier par« tage.... Je crains le désespoir de notre armée; « Je connais le caractère bouillant et le dévoû« ment pour la patrie de mon neveu Joseph; il « saisira la première occasion qui se présentera « pour se mettre à la tête de l'armée; car, à « toutes ses bonnes qualités, il joint une passion « démesurée pour le service militaire.... Je vous « avoue aussi que je soupçonne Ignace *Potocki*, « qui est véritablement un homme d'état et très « tenace dans ses principes, ainsi que *Kollontay*, « qui est très entreprenant, violent et dange« reux, de travailler auprès des cours étrangères » qui s'intéressent au sort de la Pologne, pour « faire éclater une révolution qui ne pourrait « qu'entraîner la chute entière de ce malheureux « pays.... Qu'en dites-vous?

« Tout ce que V. M. m'a fait entendre, ré« pondis-je, sont des hypothèses et des probabi« lités, excepté ses conjectures sur le troisième « et dernier partage, que je regarde comme une « certitude; et c'est foncièrement la raison qui « me détermine à m'expatrier. Cependant je ne « vous le cache pas, Sire, si les soupçons et les « craintes de V. M., relativement à une réaction « dans le pays venaient à se réaliser, je ne quit« terais pas la Pologne, et je me mettrais volon-

« tiers dans les rangs de ceux qui combattront
« pour sa liberté et son indépendance. »

Le roi parut surpris et même affecté de cette résolution; il craignait d'avoir trop parlé.... Confiant de son naturel envers ceux qui l'entouraient habituellement, et facile à se laisser tromper dans ses affaires domestiques, il était au contraire soupçonneux lorsqu'il s'agissait d'affaires et d'opinions politiques. Il craignait sans doute que je n'eusse conçu l'idée qu'il avait des données sur les intentions des patriotes et de l'armée, car il interrompit de suite la conversation pour parler d'objets indifférens.

Après avoir passé trente heures environ dans ma maison, il en partit pour Varsovie, en me remerciant du bon accueil que je lui avais fait, et du repos qu'il avait goûté, et dont, disait-il, il n'avait pas joui depuis long-temps.

Cet entretien avait été trop intéressant pour que je n'en eusse pas fait une note que j'ai conservée soigneusement, et que j'ai fidèlement copiée.

Je n'ai jamais pu concevoir que le roi ait eu connaissance des projets d'une prochaine révolution, car certainement on ne l'aura pas mis dans la confidence et le secret; mais il n'est pas moins vrai qu'il l'a deviné, et qu'il supposait dans les hommes bien pensans des sentimens

qu'il n'avait pas lui-même le courage de déployer.

Il est étonnant qu'entre les personnes qu'il avait nommées, il n'ait pas fait mention de *Kosciuszko*, et c'est pourtant le seul que la voix générale de l'armée et de la nation appela pour venger l'honneur des Polonais, et le seul sur lequel reposèrent pendant quelque temps les espérances de la patrie.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

J'ai fait voir les sujets de la mésintelligence qui s'était établie entre la famille des *Kossakowski* et l'ambassadeur de Russie, relativement aux *sancita* de la confédération de Targowica, que ce dernier avait soumis à la révision d'un comité, et qu'il faisait casser par la diète.

Malgré tous les efforts des K.... et les représentations défavorables qu'ils faisaient parvenir à l'impératrice de Russie, par la voie du prince *Zouboff*, sur le compte de l'ambassadeur, ils ne furent point écoutés, et *Sievers* continua à remplir ses fonctions jusqu'à son retour à Varsovie; mais un événement qu'il n'avait pas prévu, et que ses ennemis avaient adroitement amené, occasionna sa disgrâce complète et son rappel.

Dans les derniers jours de la diète, l'empressement avec lequel on se livrait à casser tous les *sancita* de la confédération de Targowica que le comité jugeait devoir être annulés, porta l'assemblée à se reposer souvent sur l'opinion de

ce comité, sans la discuter dans la chambre, et surtout lorsqu'il n'y avait point d'opposition prononcée. C'est en profitant de cette négligence qu'on présenta, peu de temps avant la clôture de la diète, un grand nombre de *sancita* à la fois, dont on se contenta de lire les titres, et tous furent annulés et cassés.

Dans ce nombre, on avait glissé celui qui abolissait la décoration de l'ordre militaire établi lors de la dernière campagne contre les Russes, en 1792, avec l'inscription : *Virtuti militari*. La diète, en cassant ce *sancitum*, réintégrait les officiers qui l'avaient obtenue dans le droit de la porter, et cette décision de l'assemblée fut accueillie par tous les partis avec un enthousiasme général, dont les motifs cependant ne partaient pas de la même source; car si d'un côté les militaires étaient enchantés de reprendre les marques glorieuses des services rendus à la patrie, dont ils avaient été dépouillés, et si les patriotes se réjouissaient de ce succès momentané remporté sur les confédérés de Targowica; d'un autre côté, les ennemis de la bonne cause et ceux surtout de l'ambassadeur, triomphaient d'un événement qui ne pouvait manquer de produire une très vive sensation à Pétersbourg, et d'achever la disgrâce de *Sievers*. Effectivement celui-ci reçut peu de temps après l'ordre de quitter Varsovie, et *Igelström* celui de le remplacer.

Les conséquences funestes de ce changement ne se firent pas long-temps attendre. Le nouvel ambassadeur, qui était en même temps général en chef commandant de toutes les armées russes en Pologne, exerça son pouvoir avec autant de sévérité que *Sievers*, mais avec un ton de fierté et d'arrogance qui révoltait tous ceux qui l'approchaient. Il parlait avec beaucoup de dureté au roi; il traitait sans ménagemens ceux qui l'entouraient; il regardait avec orgueil et mépris quiconque osait lui faire quelques représentations.

Le premier ordre qu'il fit parvenir au roi et au conseil permanent, fut celui de rétablir sans exception tous les *sancita* de la confédération que la diète avait cassés. Cette démarche suffisait pour faire connaître que le nouveau traité d'alliance avec la Russie n'avait pas mis de terme aux violences que l'on exercerait en Pologne, puisque une magistrature telle que le conseil permanent, qui par son institution ne devait s'occuper que de la surveillance et de l'exécution des lois, devenait, par un ordre de l'ambassadeur, une puissance souveraine et législative, qui pouvait annuler ce que les États assemblés en diète avaient établi.

A mon arrivée à Varsovie, une douzaine de jours environ après le roi, je trouvai *Sievers* faisant des préparatifs de départ pour Pétersbourg,

et *Igelström* remplissant les fonctions d'ambassadeur. Les appartemens du premier étaient déserts comme ceux d'un ministre disgracié; les antichambres du second se remplissaient d'une foule de courtisans que le devoir, la crainte ou l'intérêt amenaient chez le nouveau ministre.

Malgré les violences que *Sievers* avait exercées à Grodno, ceux qui le connaissaient de près le justifiaient, et n'attribuaient sa conduite qu'aux ordres qu'il recevait de Pétersbourg. Ses qualités personnelles lui avaient attiré quelques amis sincères qui s'empressaient de venir le voir après son rappel, bien plus fréquemment qu'ils ne l'avaient fait lorsqu'il se trouvait en place et revêtu d'un pouvoir illimité de sa souveraine.

J'aime à me rappeler que j'étais de ce nombre, et qu'après avoir eu souvent des altercations très vives avec *Sievers*, comme ambassadeur, je ne vis plus dans le ministre disgracié qu'un vieillard estimable dont je me séparai avec regret.

La première visite que je rendis à *Igelström* me fit bien voir que nous n'avions pas gagné au change. Ce n'était pas seulement comme représentant de sa souveraine, qu'il cherchait à en imposer et à inspirer de la terreur, en accompagnant tout ce qu'il disait d'une physionomie farouche et d'un ton de voix qui faisait frémir; mais il ajoutait souvent aux inculpations politiques des invectives et des reproches personnels,

et ne se gênait pas du tout dans le choix de ses expressions. C'est ainsi qu'après avoir répandu son fiel sur la conduite du grand-général *Oginski*, en rappelant des faits qui dataient depuis l'époque de 1771, il se permit plusieurs mauvaises plaisanteries sur son séjour présent à Vienne, et sur son goût pour les plaisirs et la dissipation. Quant à moi, il me reprocha d'avoir été ministre de Pologne en Hollande et en Angleterre, dans le temps de la diète constitutionnelle; d'avoir été ami de *Sievers*, et ennemi des K... et de la confédération de Targowica; d'avoir tenu quelques propos contre lui-même, ce qui lui était revenu par plusieurs de mes compatriotes; d'avoir donné des conseils au roi, qui avait eu heureusement le bon esprit de ne pas les suivre; de m'être absenté pendant plusieurs semaines de l'assemblée de la diète à Grodno, et d'avoir volontairement évité les occasions de mériter la bienveillance de l'impératrice. Il finit par me dire très brusquement et avec un emportement inconcevable, qu'il n'était pas un *Sievers;* qu'on ne pouvait pas se jouer de lui, et qu'il enseignerait à tous ceux qui méconnaîtraient son pouvoir et qui refuseraient de remplir ses ordres, la manière dont il voulait être obéi.

Je conservai tout mon sang-froid, et, sans entrer dans aucune explication, je me contentai de lui faire observer que je venais pour rendre

une visite de devoir, au représentant de la plus puissante souveraine, dont j'étais devenu sujet après le dernier partage, et que ce n'était pas comme membre du ministère de Pologne, mais à titre de sujet, tout comme lui, de S. M. l'impératrice de Russie, que j'osais lui demander de quel droit il apostrophait un homme auquel l'impératrice elle-même ne pouvait manquer d'accorder sa protection?.... J'ajoutais que n'ayant jamais été habitué à des duretés, je n'en souffrirais de personne, qu'il pouvait employer le ton dont il s'était servi à mon égard, envers ceux qui étaient soudoyés par sa cour, ou qui avaient des grâces à demander; que quant à moi, j'avais pris la résolution de déposer la charge de grand-trésorier de Lithuanie, et de quitter incessamment Varsovie, pour me rendre à Pétersbourg, et m'établir à jamais en Russie, où je préférais être le dernier des sujets de l'impératrice, plutôt que d'occuper le premier poste de ministre en Pologne.

Cette déclaration produisit sur *Igelstrôm* l'effet d'une baguette magique; son front se dérida, son emportement fit place à toutes les démonstrations d'égards et de politesses; et, soit qu'il eût regretté foncièrement d'avoir montré toute l'impétuosité de son caractère, soit qu'il eût craint effectivement que je ne partisse pour Pétersbourg, il changea de ton; et je dois lui

rendre la justice que depuis cet entretien, il m'a toujours témoigné beaucoup d'estime et de considération. Vingt-deux années après, lorsque je le revis dans la disgrâce, accablé d'âge et d'infirmités, il me témoigna beaucoup de prévenances et d'attentions, comme pour réparer et me faire oublier un moment d'emportement auquel je n'avais jamais pensé depuis.

Cependant, je profitai du changement que j'avais opéré sur l'esprit d'*Igelström*, pour ne négliger aucune occasion de pouvoir m'éloigner de Varsovie, afin de ne pas siéger dans le conseil permanent, dans lequel je me trouvais malheureusement placé, comme président du département des finances. J'y réussis au gré de mes désirs, car je n'assistai qu'à quelques séances du conseil, sans avoir été jamais obligé de voter sur des objets qu'il m'eût répugné de décider conformément aux ordres de l'ambassadeur, et qui auraient provoqué indubitablement de nouvelles scènes que je voulais éviter.

Peu de jours après ma conversation avec *Igelstrôm*, je reçus une lettre de Vienne, du grand-général *Oginski*, par laquelle il m'annonçait qu'il était grièvement malade, et me mandait de la manière la plus pressante, de venir le rejoindre. J'en fis part à l'ambassadeur de Russie, qui ne fit aucune difficulté de me délivrer un passe-port. Je me mis de suite en

route; mais une incommodité m'ayant obligé de m'arrêter à Olmütz, j'y fus atteint par un courrier de l'ambassadeur, qui joignait à sa lettre un billet du roi, et qui m'invitait de la manière la plus obligeante, mais en insistant fortement sur l'objet de sa demande, à revenir sans perdre de temps, à Varsovie, pour des affaires d'état de la plus haute importance. Je répondis en peu de mots, que j'étais malade, que je ne poursuivrais plus ma route jusqu'à Vienne, et que je rebrousserais chemin, pour me rendre à Varsovie, dès que ma santé le permettrait.

Je m'arrêtai encore quelques jours à Olmütz, et dans cet intervalle j'envoyai à Vienne, par un homme affidé, les bijoux, l'argent et les papiers qui appartenaient au grand-général *Oginski*, et dont j'étais le dépositaire, en annonçant les motifs qui m'empêchaient de continuer mon voyage.

Comme l'émissaire que j'avais expédié était un homme de confiance, sur lequel on pouvait compter, on lui remit à Vienne plusieurs lettres à mon adresse, par lesquelles on m'avertissait qu'il se tramait une conspiration contre les oppresseurs de la Pologne; que le noyau de cette conspiration existait dans un pays étranger, qu'on ne me nomma pas; que des communications secrètes s'étaient établies dans toutes les provinces de la Pologne, et qu'elles s'étendaient

même jusqu'au centre de Varsovie, et enfin que tôt ou tard il éclaterait une explosion, qui serait certainement funeste pour les Russes et leurs partisans, sans que l'on pût toutefois entrevoir dans l'avenir des résultats bien avantageux pour notre malheureux pays.

D'après la différence des caractères des personnes qui m'adressaient leurs lettres, je trouvais plus ou moins de détails, ainsi que d'épanchement, de crainte ou d'espérance sur l'événement que l'on présageait; mais toutes ces correspondances s'accordaient sur un seul point : c'est qu'on travaillait sourdement, mais avec beaucoup d'activité tant dans l'intérieur du pays qu'au-dehors, à secouer le joug de la Russie, et à faire les derniers efforts pour l'affranchissement de la Pologne et le rétablissement de la constitution du 3 mai.

Je n'avais à la vérité aucune communication directe avec ceux qui ont paru depuis à la tête de la révolution, et je ne pouvais pas m'y attendre, car, ayant été obligé d'entrer dans le ministère, à l'époque où les Russes envahissaient la Pologne, j'avais dû suspendre toute correspondance avec mes anciens amis; et quoique sans doute aucun d'eux ne me soupçonnât d'avoir changé d'opinion, ils concevaient tous qu'ils ne devaient pas communiquer avec moi; que je ne pouvais les rejoindre, et que continuant à

rester à Varsovie, le poste que j'occupais n'était pas fait pour inspirer de la confiance au public.

Je revins de mon voyage au commencement du mois de février 1794. Il ne fut plus question des objets importans pour lesquels *Igelström* et le roi avaient jugé ma présence nécessaire [1]. Je m'aperçus même qu'*Igelström*, qui était très poli, mais réservé à mon égard, n'insistait point à exiger que je me rendisse assidûment aux séances du conseil, dont je me dispensais sous prétexte de l'état de ma santé, qui n'était pas encore tout-à-fait rétablie. Il semblait évidemment que l'ambassadeur se défiait de moi, et qu'il craignait mon influence sur l'esprit du roi et du petit nombre des membres du conseil qui étaient véritablement dévoués aux intérêts de leur pays.

Je profitai encore cette fois de la condescendance *d'Igelström*, pour lui déclarer qu'avant de me rendre à Pétersbourg, comme je lui avais annoncé, j'avais besoin de régler et de terminer mes affaires de famille en Lithuanie, à l'époque

[1] Il est visible qu'on n'avait cherché qu'un prétexte pour me rappeler à Varsovie; et *Igelström*, qui craignait une réprimande de Pétersbourg pour m'avoir laissé aller à Vienne, engagea le roi à m'écrire un billet des plus pressans, afin d'accélérer mon retour. Ce qu'il y a de certain, c'est que si j'avais été jusqu'à Vienne, et si j'y avais reçu les communications qu'on ne m'envoya qu'en partie à Olmütz, jamais je n'aurais pu me déterminer à revenir à Varsovie.

des contrats de Minsk et de Nowogrodek, qui ont lieu dans le courant du mois de mars. *Igelström* trouva ma demande très juste, et comme il était toujours question du voyage de Pétersbourg qu'il redoutait, dans la crainte que je ne le desservisse, il ne fit aucune difficulté de consentir à mon départ : toutefois, sous prétexte de me faciliter le passage au travers des armées russes, il me fit accompagner d'un bas-officier très intelligent, que je reconnus bientôt être destiné à m'observer et à surveiller toutes mes démarches.

C'est pour la dernière fois que j'eus l'occasion de rencontrer *Igelström* à Varsovie, et je quittai avec empressement cette ville, que je ne devais revoir qu'après des événemens tragiques, dont elle fut bientôt le théâtre, et dans une position bien différente de celle dans laquelle je la laissai vers la fin du mois de février.

Pour mettre de l'ordre dans la classification de mes notes sur la révolution de 1794, j'ai cru devoir séparer les événemens qui se sont passés à Varsovie et dans les provinces polonaises, de ceux qui sont arrivés à Wilna et en Lithuanie, quoiqu'ils aient eu une liaison immédiate, et qu'ils correspondent à la même époque. En voici la raison.

Je n'ai eu la connaissance de l'insurrection de Cracovie et de ce qui s'est opéré dans les premiers mois de la révolution en Pologne, que par

des descriptions verbales, par les ordres du jour qui paraissaient dans l'armée, par des proclamations de *Kosciuszko*, et du conseil suprême, ainsi que par les gazettes nationales. Il n'en est pas de même de la révolution de Lithuanie, dont la plupart des événemens se sont passés sous mes yeux. Je me trouvais à sept lieues de Wilna, au moment où l'insurrection y éclata; j'arrivai quelques jours après dans cette ville, où je fus élu membre du conseil provisoire de la Lithuanie, et plus tard, je pris une part active dans le service militaire, dont je ne m'éloignai qu'après l'occupation de Wilna par les Russes, et la retraite de l'armée de Lithuanie.

Pour compléter les notes que j'avais recueillies dans le temps sur la révolution des provinces polonaises, je me suis servi depuis des renseignemens que m'ont fournis les seuls ouvrages qui soient parvenus à ma connaissance, et qui ont traité cet objet, c'est-à-dire : de l'*Histoire de la Révolution de Pologne en* 1794, *par un témoin oculaire*; d'un ouvrage allemand publié en Gallicie, et qui a pour titre : *Versuch einer Geschichte, der letzten Polnischen Revolution;* et enfin, des *Mémoires trouvés à Berlin, sur la révolution de Pologne, par* Pistor, *quartier-maître-général auprès du général Igelström.*

Quant à la révolution de la Lithuanie, dont il n'est presque pas parlé dans ces ouvrages, et

dont on n'a eu quelques renseignemens que par les gazettes qui paraissaient à cette époque à Wilna et à Varsovie, je crois être le premier à en donner les détails plus exacts, que j'ai retrouvés dans mes notes, et dont l'authenticité peut être constatée par beaucoup de témoins qui existent encore à l'époque où je les publie.

On ne sera pas surpris que j'aie supprimé la description des scènes sanglantes qui se sont passées à Varsovie et à Wilna, pour me borner à noter les causes principales de la révolution et de sa marche rapide; les différentes proclamations et actes publics qui l'ont accompagnée; les principaux faits militaires qui l'ont signalée; l'impression qu'elle a faite sur le caractère de la nation; les craintes et les espérances qu'elle a fait naître; les traits de valeur, de sagesse et de modération de son illustre chef; ainsi que les qualités militaires et les vertus civiques des citoyens qui ont secondé son entreprise.

CHAPITRE II.

Je reviens à Varsovie à l'époque où je l'ai laissée, dans les derniers jours du mois de février.

Malgré la nombreuse garnison de cette ville,

composée de troupes russes; malgré toute la sévérité d'*Igelström*, et la surveillance d'une police très active, les habitans de Varsovie étaient dans une agitation continuelle, que les hommes sages et prudens avaient de la peine à contenir, qui souvent perçait au travers d'un calme apparent, et qui parvenait à la connaissance d'*Igelström*.

Dès l'année 1792, lorsque le général *Kochowski* entra avec ses troupes à Varsovie, le mécontentement des habitans s'était déjà manifesté ouvertement, et dès-lors on avait formé des sociétés secrètes qui faisaient afficher au coin des rues des écrits révolutionnaires propres à alarmer et à inquiéter les Russes. Ce fut bien pis lors de l'arrivée d'*Igelström*, et surtout pendant la diète de Grodno, et ensuite après la nouvelle du partage de la Pologne. L'effervescence augmentait en raison du désespoir que les dernières catastrophes de ce pays avaient rendu général. Elle s'étendit rapidement dans toutes les provinces qui étaient restées à la Pologne, et elle perça même jusque dans celles qui étaient envahies et occupées par l'ennemi. Les patriotes cependant agissaient avec tant de prévoyance et de circonspection, qu'ils étaient parvenus à soustraire à la police vigilante d'*Igelström*, la connaissance d'une communication directe avec les émigrés polonais, de manière que ceux-ci étaient informés exactement de tout ce qui se passait en Pologne.

Mais outre les réunions secrètes dans lesquelles tous les membres se communiquaient librement leurs avis et leurs opinions, on se permettait aussi de parler sans aucune gêne, dans les entretiens de famille et dans les sociétés, où on ne recevait pas de Russes.

L'on se plaignait hautement que les ennemis de la Pologne assimilaient les Français aux Polonais, que l'on faisait la guerre aux premiers parce qu'ils renversaient la monarchie, et qu'on écrasait les autres parce qu'ils la consolidaient. L'on ne concevait pas comment il était possible d'appeler également jacobins, et ceux qui assassinaient le roi, et ceux qui garantissaient ses droits et qui cherchaient à relever son autorité et sa puissance.

On reprochait à l'ambassadeur *Sievers* d'avoir employé toute son influence dans les assemblées de la noblesse, pour faire élire des nonces voués à la Russie, et en outre d'avoir fait usage de tous les moyens de rigueur pour faire taire ceux des représentans à la diète qui osaient ne pas être de son avis, en les punissant par le séquestre de leurs terres, ou par l'arrestation et la déportation avec une escorte de cosaques.

Comment, disait-on, était-il possible de traiter l'assemblée des représentans d'une nation libre, comme une réunion d'esclaves!.... Mais au reste, pourquoi n'avoir pas usé tout-à-fait du

droit de la force et de l'appui de l'armée, pour effectuer le partage de la Pologne?.... Nous aurions été soumis, car nous n'avions pas de résistance à opposer, mais nous n'aurions pas été humiliés, avilis, et réduits au désespoir! Croit-on d'ailleurs avoir légitimé le partage de la Pologne, en le faisant sanctionner par une diète qui n'était composée que de représentans de quelques palatinats et districts, qu'on avait exceptés du partage?.... Pourquoi n'a-t-on pas permis aux habitans des palatinats et districts qui se trouvaient envahis par les armées russes et prussiennes, de choisir leurs représentans à la diète, pour y décider de leur sort; car s'ils avaient voté pour la cession des provinces dont ils étaient délégués, les formalités auraient été au moins observées; on aurait donné à cet assentiment, quoique forcé, une apparence de droit et de légalité?... Mais comment un tiers de la représentation nationale, dans l'absence des deux autres tiers qui manquaient pour la compléter, avait-il le droit de discuter des propositions sur le partage de la Pologne?.... Et comment la minorité d'une nation libre pouvait-elle décider du sort de la majorité, surtout lorsqu'il s'agissait de l'asservir et de la faire passer sous des dominations étrangères?....

Ces propos passaient de bouche en bouche, sans que personne y répliquât. Au bout de quelque

point qu'un ennemi de la bonne cause ne l'eût lancé à dessein dans le public, pour fournir aux oppresseurs des Polonais de nouveaux prétextes d'aggraver leur sort.

Cependant *Igelstrôm*, après s'être fait raconter des détails sur la manière dont on s'était saisi de cet écrit, le porta de suite au roi, qui le lut en tremblant et en pâlissant, et qui demanda avec inquiétude ce qu'il y avait à faire. *Igelstrôm*, voyant son trouble et ses alarmes, ne s'abandonna point à la violence de son caractère, mais lui dit, avec un ton ferme et décidé, qu'il fallait finir ces scènes, et commencer dès ce moment la réforme de l'armée polonaise, qui devait être réduite à quinze mille hommes. Il jura, en quittant le roi, que, dans l'espace de vingt-quatre heures, il découvrirait l'auteur de ce pamphlet incendiaire, et qu'il ferait arrêter, dans leurs maisons, et punir sévèrement tous ceux chez qui on en trouverait des copies. Cependant ni l'un ni l'autre ne lui réussit, car la nouvelle de cet événement et des menaces d'*Igelstrôm* s'étant ébruitée, on eut le temps de brûler et détruire tous les exemplaires qui avaient été répandus. L'imprimeur ne se trouva point, car il fut constaté que, dans toute la ville, il n'y avait point de caractères semblables à ceux dont on s'était servi pour l'impression de la brochure; et l'auteur même, qui était un agent des jacobins français,

avait trouvé moyen de s'esquiver précipitamment de Varsovie à la faveur de la nuit et d'un déguisement qu'on lui avait fourni.[1]

Je tiens le récit de cet événement du roi lui-même, qui, six mois après, lorsque j'arrivai à Varsovie, dans le courant de la révolution, m'en raconta tous les détails, et me montra la brochure qu'il avait conservée. Il me dit que l'auteur était un certain *Charles Roquet*, qui s'était enfui de Varsovie travesti en juif; qu'il avait été arrêté comme espion par le corps polonais de *Madalinski*, et qu'on ignorait ce qu'il était devenu. Le roi me fit entendre qu'il avait eu pendant quelque temps l'idée que cet écrit pouvait être sorti de la plume d'un Polonais; car il supposait alors qu'il y en avait beaucoup *qui valaient bien les démagogues français;* mais il avoua que la conduite qu'on avait tenue à son égard, depuis le commencement

[1] Tous les Français qui se trouvaient à Varsovie avaient été forcés, quelque temps auparavant, de prêter serment de fidélité au fils de Louis XVI. Quelques émissaires des républicains français y avaient pénétré secrètement et s'y tenaient cachés, malgré la vigilance de la police russe; mais il est faux qu'ils aient apporté, comme on l'a prétendu, de fortes sommes d'argent pour opérer la révolution : car si le gouvernement français avait voulu y concourir, il aurait fait passer ces capitaux aux chefs de la révolution et à l'armée. Or, il est certain que les Polonais commencèrent à agir sans fonds, sans appui étranger, et sans autres ressources que celles que présentaient l'énergie des chefs, la valeur des troupes et le désespoir de toute la nation.

de la révolution, l'avait entièrement désabusé, et qu'il s'apercevait toujours de plus en plus de la loyauté et de la noblesse du caractère des Polonais.

Je reviendrai incessamment aux suites de la conversation du roi avec *Igelström;* à la note que celui-ci fit remettre au conseil permanent, en exigeant que la réduction de l'armée de Pologne fût effectuée à l'époque du 15 mars; aux débats que cette note fit naître, et aux résultats que cette mesure ordonnée par *Igelström*, et décidée par la pluralité du conseil, devait nécessairement produire. Mais, comme j'approche du terme de l'explosion de la révolution en Pologne, il est nécessaire avant tout de faire connaître comment elle fut préparée hors du pays; quels en furent les principaux moteurs, et sur quelles bases étaient fondées leurs espérances.

Entre les principaux émigrés qui avaient quitté la Pologne, lors de l'entrée des armées russes en 1792, et qui s'étaient retirés à Dresde et à Leipsick, on comptait Ignace *Potocki*, *Kollontay*, *Malachowski*, Thadée *Mostowski et Kosciuszko.* Dévoués exclusivement aux intérêts de leur pays; attachés inviolablement à la constitution du 3 mai; résolus, à tout prix, de retirer leurs compatriotes de l'asservissement de la Russie, ils eurent le cœur navré de douleur en apprenant que la confédération de Targowica avait

annulé tous les travaux de la diète constitutionnelle; mais leur désespoir parvint à son comble lorsqu'ils reçurent la nouvelle du partage de la Pologne.

Persuadés que les Polonais ne pouvaient pas sortir de l'état d'oppression dans lequel ils se trouvaient, sans le secours de quelque puissance étrangère, ils employèrent tous les moyens possibles pour faire connaître à l'Europe la triste position de leur patrie, ainsi que la prépondérance que s'étaient acquise la Russie et la Prusse depuis le dernier partage de la Pologne.

Ils firent entendre que ce partage avait été effectué par la violation des droits les plus sacrés, et que l'existence de la Pologne était indispensablement nécessaire pour maintenir l'équilibre politique en Europe; mais leurs démarches furent infructueuses.

L'Autriche avait été à la vérité passive lors de la diète de Grodno, mais ses forces alors étaient tournées du côté de la France, et sans doute elle s'attendait à avoir sa part au démembrement de la Pologne, lorsque le dernier partage serait consommé, sans être exposée aux frais d'une nouvelle guerre, et sans se brouiller avec des puissances qui faisaient cause commune avec elle pour renverser le système révolutionnaire.

La Turquie était épuisée par les dernières guerres sanglantes qu'elle avait eu à soutenir

contre l'Autriche et la Russie, et ne se trouvait point en état de faire une diversion en faveur de la Pologne, quand même elle l'aurait désiré; mais d'ailleurs l'ambassadeur de Russie à Constantinople, qui avait repris toute son influence dans le divan, lui avait fait concevoir des idées défavorables des Polonais, et contre-balançait efficacement les efforts qu'employait l'ambassadeur de France *Descorches* pour leur être utile.[1]

La France avait été toujours alliée naturelle de la Pologne. De tout temps il y avait eu des relations intimes entre ces deux puissances; et la manière dont la cour de Versailles s'était prononcée au commencement de la diète constitutionnelle prouvait évidemment tout l'intérêt que le sort de la Pologne lui inspirait. Mais, malheureusement, la révolution française, qui devait changer tout le système politique de l'Europe, et dont le but était d'assurer la liberté et l'indépendance des peuples, a entravé plus que tout autre événement l'exécution des projets des Polonais pour se soustraire à la domination de la Russie. Elle leur a attiré une suite de persécutions, de

[1] L'on a reproché injustement à *Descorches* de n'avoir pas mis assez de zèle pour servir la cause des Polonais pendant sa mission auprès de la Porte ottomane. Je ferai connaître plus tard, dans la description de mon séjour à Constantinople, en 1796, les véritables motifs qui ont empêché les Turcs de déclarer la guerre à la Russie, à l'époque de la révolution de Pologne.

calamités et de malheurs, et a fourni à leurs voisins des prétextes pour partager la Pologne.

On en conviendra facilement, si l'on observe que c'est la révolution française qui fit changer la façon de penser et la conduite politique du roi de Prusse, et le détermina à abandonner l'alliance des Polonais pour se rapprocher de la Russie, et se lier étroitement avec l'Autriche; que c'est elle qui facilita à la Russie les négociations de la paix avec la Suède et la Turquie; que c'est elle qui porta le roi de Suède à renoncer à ses vues hostiles contre la Russie, à abandonner la Pologne à son malheureux sort, et à ne s'occuper que du projet de l'armement général contre la France; que c'est elle qui fit perdre l'influence que les ambassadeurs de France avaient eue jusqu'alors à Constantinople, et qui releva le crédit et l'ascendant de la Russie auprès du gouvernement turc; que c'est elle enfin qui, ayant éloigné de la Pologne tous ses anciens et nouveaux alliés, la laissa réduite à ses propres forces, et abandonna son sort à la décision arbitraire de ses voisins.

Ce n'était pas sans doute l'intention des Français; car il avait été toujours de l'intérêt de cette nation de maintenir la Pologne comme une barrière du côté du Nord, et les événemens ont bien prouvé dans la suite combien elle était indispensable pour le bien-être et le repos de l'Europe en-

tière. Mais si l'on ne peut les accuser d'avoir voulu provoquer la malheureuse catastrophe de la Pologne, et encore moins d'y avoir coopéré volontairement, l'on ne saurait cependant justifier le peu d'empressement qu'ils ont mis à seconder les patriotes polonais à l'époque où ceux-ci organisaient une révolution dans leur pays, en 1794.

Le citoyen polonais *Barss*, ancien avocat, qui avait pris une part active à la rédaction de la constitution du 3 mai, et dont le zèle et la probité étaient reconnus, fut chargé par les émigrés ses compatriotes, réunis à Dresde, d'une mission à Paris. Il présenta au gouvernement républicain le plan de la révolution qui devait s'opérer en Pologne, et qui fut reçu avec un enthousiasme et une approbation générale. Il fit connaître le besoin qu'on avait de secours en tout genre pour cette entreprise aussi importante que hardie.... Le comité du salut public trouva sa demande très juste, promit de faire ce qui serait possible; mais c'est à quoi se borna toute cette négociation.

La Suède fut la seule puissance qui, à l'époque où commença la révolution de 1794, témoigna ouvertement combien elle était affectée du dernier partage de la Pologne. Son ministre, le baron *de Toll*, qui était présent à Varsovie, ne se contentait pas seulement d'animer le courage des Polonais, et de les exciter à secouer le joug

de la Russie, mais il faisait même entendre qu'en cas de besoin la Suède ne refuserait pas ses secours pour seconder leurs efforts.

Malgré le peu d'espérance que pouvaient concevoir les émigrés polonais réunis en Saxe, d'après les rapports qu'ils recevaient de leurs émissaires expédiés sur différens points de l'Europe, ils furent obligés d'accélérer des démarches qu'ils avaient cru nécessaire de différer, et cédant aux représentations de ceux qui entraient dans la conjuration organisée à Varsovie, ils abandonnèrent à la Providence l'issue de l'entreprise la plus téméraire qu'on ait pu concevoir.[1]

On ne fut pas embarrassé sur le choix de celui qui serait placé à la tête de l'armée, et auquel il conviendrait de confier un pouvoir illimité.

[1] L'opinion publique attribua à Ignace *Potocki* et à *Kollontay* l'insurrection de Pologne dont nous parlons; mais le fait est qu'ils se joignirent aux insurgés sans que cette révolution ait été leur propre ouvrage. Elle fut celui de l'effervescence de la jeunesse, qui supportait impatiemment le joug étranger, et du désespoir des troupes qu'on allait réformer. *Potocki* et *Kollontay* s'occupaient, à la vérité, dans leur exil, des moyens de relever la Pologne; mais ils attendaient pour cela des circonstances plus favorables. Bien loin d'approuver l'éclat que l'on donna prématurément à la révolution polonaise, ils en furent affligés; et s'ils se rangèrent sous l'étendard de leur patrie, ce fut parce qu'on l'avait levé, et aussi parce qu'à cette époque ils regardaient l'inaction comme un crime. (Voy. *Histoire de la Révolution de Pologne en* 1794, par un témoin oculaire, page 84.)

L'opinion générale appelait à ce poste important le général *Kosciuszko*. Il était adoré des militaires polonais, estimé et considéré de tous les gens de bien, chéri et respecté de toute la nation. Digne élève de *Washington*, sous les ordres duquel il avait combattu pour la cause de la liberté et de l'indépendance en Amérique, il rapportait tous ses sentimens à l'amour de la patrie et à la pratique de ses devoirs. Il faisait consister toute son ambition à servir son pays, sa gloire à lui être utile, et son bonheur à pouvoir verser son sang pour la sauver.

Voilà le chef qu'il fallait pour la nation polonaise : c'est lui que l'acte d'insurrection de Cracovie proclama généralissime; c'est lui que toute la nation regardait d'avance comme le bienfaiteur et le sauveur de la Pologne.

CHAPITRE III.

Nous avons vu que le général *Igelström* exigeait de la manière la plus pressante que le conseil permanent s'occupât sans perdre de temps de la réduction de l'armée polonaise, dont il ne devait rester que quinze mille hommes; et ces ordres précis, accompagnés de menaces, devaient être

effectués au 15 de mars. L'armée de Pologne se montait alors à environ trente mille hommes; car, comme il a été dit plus haut, une partie en avait été licenciée immédiatement après la campagne de 1792; et vingt mille hommes à peu près, enveloppés d'abord par des troupes ennemies, et placés sur différens points dans les parties de la Pologne nouvellement démembrées, se trouvaient incorporés dans les armées russes.

Le conseil permanent n'avait ni la force ni le pouvoir de s'opposer aux volontés d'*Igelström*. A peine deux ou trois membres osèrent faire quelques représentations, qui firent place à une décision prononcée par la pluralité d'enjoindre au chef du département de la guerre de faire la réduction de l'armée d'après le plan communiqué par l'ambassadeur, et d'envoyer de suite des ordres à cet effet à tous les chefs des corps qui devaient être réformés.

Madalinski fut le premier à lever l'étendard de l'insurrection. Placé avec sa brigade à Pultusk, à huit lieues de Varsovie, il y reçut l'ordre de réformer le corps qu'il commandait; mais au lieu de l'exécuter, il déclara que ce corps n'avait pas touché de solde depuis deux mois, et qu'il n'oserait entreprendre la réduction avant d'avoir payé ses soldats. Après cette réponse, qui ne fut

qu'un prétexte pour gagner du temps, il se mit en marche dans le dessein d'aller chercher *Kosciuszko* du côté de Cracovie.

En passant par Mlawa, il envoya un détachement à Soldau, pour s'emparer d'un dépôt d'argent appartenant au gouvernement prussien, et y laissa une quittance au nom du trésor de la république de Pologne. De là il s'avança du côté de Sierpsk, le 15 mars 1794, et y fit prisonniers plusieurs officiers prussiens. Il traversa ensuite la Vistule à Wyszogrod, et suivit les frontières de la Prusse méridionale, qu'il franchit même pour passer par Sochaczew et Rawa, jusqu'à Nowe-Miasto, où il arriva sans aucun empêchement.

Le général *Igelström*, à la première nouvelle de l'entreprise hardie de *Madalinski*, s'était adressé au conseil permanent pour exiger que l'on envoyât à sa poursuite un corps polonais, afin de charger de chaînes et d'amener à Varsovie cet officier rebelle aux ordres du gouvernement; mais on lui représenta que ce corps serait le premier à se joindre au prétendu rebelle, et, en conséquence, *Igelström* fit partir le brigadier russe *Bagreeff* et le major *Néczaeff*, avec plusieurs escadrons de cavalerie et un bataillon d'infanterie, pour couper et arrêter dans sa marche la brigade de *Madalinski*, qui aurait

été prise entre deux feux si les ordres d'*Igelström* avaient été exécutés avec plus de célérité que n'en mit *Madalinski* pour se frayer un passage.

L'on a reproché à *Madalinski* de n'avoir pas profité de l'absence des troupes prussiennes sur la frontière pour pénétrer plus avant dans les provinces de la Pologne nouvellement occupées; l'on croit que s'il eût su tirer parti de la terreur qu'il avait inspirée aux douaniers et à tous les nouveaux employés prussiens qui fuyaient à son approche, il aurait pu faire une puissante diversion dans ce pays récemment conquis, où les habitans respiraient la haine et la vengeance contre les Prussiens, et conservaient un dévoûment sans réserve pour la patrie dont on venait de les séparer.

L'on prétend que ses ressources et ses forces auraient pu être considérablement augmentées avant que les troupes prussiennes cantonnées en Silésie et dans la Marche de Brandebourg eussent pu avoir le temps d'avancer pour le forcer à se retirer. Je ne sais quel en aurait été le résultat à cette époque; mais il est connu que, quelques mois plus tard, ces mêmes nouveaux sujets prussiens, sans aucun secours de troupes réglées, donnèrent les preuves les plus signalées de leur courage et de leur patriotisme, prolongèrent la révolution par des mouvemens bien combinés

sur les derrières de l'armée prussienne, et forcèrent le roi, qui la commandait, à lever le siége de Varsovie.

Il est probable que *Madalinski* agissait d'après l'ordre qu'on lui avait donné de se joindre à *Kosciuszko*, puisqu'il ne profita pas de ses avantages, et qu'il marcha du côté de Cracovie; mais quoi qu'il en soit, il était déjà arrivé heureusement avec sa brigade, augmentée de beaucoup de nouvelles recrues, dans le palatinat de Sandomir, lorsque, le 25 mars, il rencontra près de Pinczow, le lieutenant-colonel *Lykoszin*, qui se retirait de Cracovie avec un corps russe de cinq cents hommes. *Madalinski* évita le combat, et ce fut la brigade de *Walewski* qui harcela ce corps dans sa marche sur Opatow. Quant à lui, il chercha à se frayer le chemin au travers des autres corps russes qui lui barraient le passage, et s'avança vers Cracovie.

Kosciuszko, à son retour de l'Italie à Dresde, ayant appris la nouvelle des premiers mouvemens de *Madalinski*, n'avait pas balancé à se rendre incessamment à Cracovie. Un corps russe fort de cinq cents hommes venait de quitter cette ville. Quatre cents Polonais, ayant à leur tête *Wodzicki*, y reçurent *Kosciuszko* avec un enthousiasme que rien ne peut égaler, et qui fut partagé bien vivement par tous les habitans des

environs, qui étaient accourus pour voir leur libérateur.

Le 24 mars 1794, il fut proclamé généralissime de l'armée, et tout ce qui était présent à Cracovie lui prêta serment. De son côté, *Kosciuszko* en prêta un à la nation, et commença à exercer ses fonctions.

L'acte d'insurrection de Cracovie portait l'établissement d'une dictature confiée à *Kosciuszko*, qui ne devait cesser qu'à l'époque de la délivrance de la Pologne, et en même temps l'institution d'un conseil national dont le choix des membres était réservé au chef suprême.

Le généralissime fit des adresses à l'armée et aux habitans, publia des universaux pour rassembler les nobles et les bourgeois, institua une commission palatinale, rétablit la bourgeoisie dans ses droits de citoyens, nomma un commandant à Cracovie, et, au bout de six jours, il quitta la ville pour joindre le corps de *Madalinski*, qu'il savait être poursuivi par sept mille Russes sous les ordres de *Denissoff* et de *Tormansoff*.

L'acte d'insurrection fut immédiatement suivi d'un réglement, adopté à l'unanimité par les habitans du palatinat de Cracovie, d'après lequel il était ordonné à tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-sept ans de se rendre au premier appel à l'armée du généralissime, et, outre cela, tous

les habitans des villes et villages devaient être armés pour être prêts à agir conformément aux dispositions qui leur parviendraient.

Pour suppléer au dénûment des fonds, il fut décidé que chaque citoyen paierait des impositions proportionnées à ses revenus, d'après un réglement général qui fut déterminé, et qui fit augmenter de beaucoup les redevances que l'on avait perçues jusqu'alors.

Il fut déclaré en outre que l'on fournirait le blé qui se trouvait dans les magasins, et tout ce qui était nécessaire pour l'entretien de l'armée, ainsi que des chevaux de remonte, des équipages pour le transport des fournitures de toute espèce, et des hommes pour la réparation des routes, d'après les ordres du généralissime, et contre les quittances délivrées par lui-même ou par des officiers en sous-ordre qu'il aurait autorisés à le remplacer.

Kosciuszko, après avoir rassemblé toutes les forces disponibles qui se trouvaient à Cracovie, et avoir réuni à quelques mille hommes de troupes de ligne un grand nombre de paysans armés de faux, qu'on avait eu à peine le temps d'exercer pendant quelques jours, quitta cette ville au 1er d'avril, pour s'avancer du côté de Skalmierz, où il s'attendait à devoir attaquer deux corps russes envoyés par *Igelström*, et commandés par les généraux *Tormansoff* et *Denissoff*.

Le 4 avril, le combat s'engagea près du village de Raslawice, entre le corps du général *Tormansoff* et l'armée polonaise. Le champ de bataille resta aux Polonais, après cinq heures d'un combat opiniâtre qui fut terminé à leur avantage, et qui fit tomber entre leurs mains onze canons, un étendard et beaucoup de prisonniers.

Cette affaire, qui, dans toute autre époque, n'aurait pas été d'une grande conséquence, produisit des effets étonnans à l'ouverture de cette campagne; car elle ranima la valeur des soldats polonais, raffermit la confiance qu'ils avaient dans leur chef, enhardit les paysans à braver avec leurs faux les armes à feu, et accéléra le développement de l'insurrection dans tout le pays.

On ne peut s'empêcher de citer un trait de témérité et de courage d'un paysan polonais nommé *Glowacki*, qui, voyant un canonnier ennemi prêt à faire feu d'un canon chargé à mitraille, se précipita sur lui, couvrit la lumière de son bonnet, renversa le canonnier d'un coup de faux, et donna le temps à d'autres paysans de venir enlever le canon et de le traîner jusqu'à leur camp.

Il est facile de se faire l'idée de l'impression qu'avaient faite sur les habitans de Varsovie les nouvelles qui leur étaient parvenues depuis le 24 mars. Tout le monde lisait avec avidité l'acte d'insurrection de Cracovie, les réglemens des

habitans de ce palatinat et les proclamations de *Kosciuszko*. Les citoyens les moins exaltés et même les plus timides se rassuraient mutuellement en apprenant que le commandement suprême était conféré à un homme qui jouissait de la confiance publique. Ils savaient que l'organisation et l'ordre à suivre dans tout ce qui devait être entrepris avaient été décidés d'un commun accord, avec beaucoup de sagesse et de prudence. Ils n'ignoraient pas que tous les militaires avaient prêté serment à *Kosciuszko* sans aucune opposition; et enfin ils étaient informés que les insurgés avaient commencé par se porter en foule à l'église de Sainte-Marie, pour prendre les autels à témoin de la justice de leur cause, et pour contracter l'obligation de ne jamais souiller par des scènes sanglantes, qui accompagnent ordinairement les révolutions, l'acte qu'ils venaient de signer.

Mais la joie de tous les bons patriotes se manifesta davantage lorsqu'on apprit que, dans la même église, on avait fait la lecture de la constitution du 3 mai, qui fut écoutée avec enthousiasme, mais dans un silence respectueux; et que tous ceux qui étaient présens avaient juré unanimement de maintenir cette constitution, sans épargner leurs fortunes et leur sang.

L'enthousiasme que ces nouvelles produisirent à Varsovie et dans tout le pays n'eut plus de

bornes lorsqu'on apprit les premiers succès de *Kosciuszko* à la bataille de Raslawice; mais plus la joie éclatait dans la capitale, plus les mesures qu'employait *Igelström* pour la réprimer devenaient sévères et violentes.

Beaucoup de personnes versées dans les affaires de Pologne ont prétendu que si *Sievers* n'avait pas été rappelé, il aurait pu épargner tout le sang que la révolution de 1794 a fait répandre.

Un auteur dit, en parlant de *Sievers*, que « son caractère n'était rien moins que méchant « et dépourvu de sensibilité; que les violences « qu'il avait exercées à Grodno étaient l'effet des « ordres qu'il avait reçus; que c'était un homme « de tête, et formé dès sa jeunesse pour manier « les affaires; qu'il était prudent, et ne s'empor- « tait jamais sans nécessité. »

Le même auteur prétend que sa conduite sage et modérée aurait prévenu même l'acte d'insurrection, et l'explosion sanglante de Varsovie qui en fut la suite; car il aurait évité par sa conduite de mécontenter les Polonais, et de les enflammer au point de les réduire à l'excès du désespoir. Il suppose même que dans le cas où l'insurrection eût eu lieu, il aurait employé des moyens plus efficaces, et plus adaptés aux circonstances pour l'étouffer dans le principe.

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'*Igelström* a fait tout ce qu'il fallait pour impatienter, ai-

grir, persécuter et opprimer les Polonais, sans avoir fait ce qui était en son pouvoir pour prévenir ou arrêter au moins dans son cours, cette révolution mémorable qui a paru comme un météore brillant et momentané sur l'horizon politique de l'Europe, et qui signala les derniers efforts des Polonais avant la chute totale de leur patrie.

CHAPITRE IV.

Le roi de Prusse avait chargé son ministre à Varsovie, *Buchholtz*, de présenter une note au gouvernement de Pologne pour demander une satisfaction de la violation du territoire prussien par le corps polonais sous les ordres de *Madalinski*.

Igelström fit remettre au roi et au conseil permanent une autre note fulminante en se plaignant de tout ce qui s'était passé à Cracovie, et en exigeant qu'on mît hors la loi, et qu'on déclarât comme ennemis et traîtres à la patrie tous les moteurs de la nouvelle insurrection.

Le chargé d'affaires de la cour de Vienne, *de*

Caché, présenta également une note en se plaignant des bruits que l'on avait répandus dans le public que sa cour voyait avec indifférence l'insurrection de Cracovie, et que même elle s'était entendue avec les insurgés. Il démentait formellement cette assertion, et déclarait que la cour de Vienne partageait tout-à-fait l'opinion de celles de Berlin et de Pétersbourg.

Les réponses que l'on fit à ces trois notes furent dictées par *Igelström;* et pour exécuter à la lettre les intentions de ce ministre, le roi de Pologne signa une proclamation en date du 11 avril 1794, dans laquelle, en désavouant ouvertement l'insurrection de Cracovie, il reprochait aux insurgés d'adopter les maximes révolutionnaires des Français. Il se plaignait que, sans appui et sans forces suffisantes, ces insurgés s'épuisaient inutilement par un zèle inconsidéré. Il enjoignait à toutes les autorités de veiller à ce qu'aucun écrit attentatoire à la religion, à la dignité du trône, au gouvernement, aux mœurs, à l'honneur des citoyens, aux droits sacrés de la propriété, ainsi qu'aux prérogatives de l'ordre équestre ne pût être inséré dans les actes publics, et ordonnait que toutes les productions de ce genre, qui viendraient à paraître, fussent immédiatement saisies et renvoyées au conseil permanent, afin de procéder selon toute la rigueur des lois contre les auteurs de ces écrits incendiaires qui méritaient

d'être punis comme perturbateurs du repos public.

La soumission avec laquelle le conseil permanent se prêtait à remplir les ordres d'*Igelström* acheva d'exaspérer les habitans de Varsovie, et de monter la tête de ceux qui attendaient impatiemment le moment d'une insurrection générale.

L'on peut juger de la position dans laquelle se trouvait la Pologne et Varsovie, ainsi que des inquiétudes et des alarmes qu'éprouvaient le général *Igelström*, par la lettre qu'il adressa, en date du 16 avril, au ministre de la guerre à Pétersbourg, et qui fut interceptée par les Polonais.

« Toute l'armée de Pologne, qui est forte « d'environ dix-huit mille hommes est en pleine « insurrection, de manière qu'on ne peut en « excepter que quatre mille hommes qui com- « posent la garnison de Varsovie. Les confédé- « rations de Cracovie, de Sandomir, de Lublin, « de Chelm, de Vlodimir et de Luck sont orga- « nisées sur des principes jacobins. L'insurrec- « tion se renforce d'un moment à l'autre, sa « marche est très rapide, et ses progrès effrayans. « Je suis moi-même dans l'attente de voir avan- « cer la confédération de Lublin, et je n'ai d'au- « tre espérance qu'en Dieu et dans la bonne « cause de ma souveraine. La Lithuanie ne man- « quera pas certainement de suivre l'exemple de

« la couronne. Je vous prie donc, au nom de « Dieu, de prendre sérieusement en considéra- « tion ce que je vous annonce ; car il est indis- « pensable de nous délivrer de ce nouvel ennemi « avant de commencer la guerre avec les Turcs. « Faites avancer l'armée du général *Soltykoff*, « et tout sera bientôt apaisé. *Suwarow* peut en « attendant remplacer ses troupes, et je vous « garantis que dans l'espace de deux mois l'an- « cien ordre de choses sera rétabli en Pologne. « On ne peut pas compter sur les Prussiens et « les Autrichiens ; Dieu sait ce que leurs forces, « regardées comme formidables sont devenues ! « Les Prussiens ne sont plus présentement ce « qu'ils étaient sous Frédéric II. Ils semblent ne « pouvoir se tenir que sur la défensive ; ils veu- « lent être méthodiques, et ont peur de tout. « Ce qu'il y a de plus, c'est qu'un bataillon chez « eux ne renferme que deux cents hommes, et « un escadron, cinquante cavaliers. Jugez donc « d'après cela de la triste position dans laquelle « je me trouve, étant obligé de rétablir la tran- « quillité dans un pays aussi étendu, me trou- « vant continuellement entouré d'ennemis et « d'espions, et ne recevant de secours et d'ap- « pui ni de nos alliés ni de nos troupes. Celles- « ci devraient être au moins employées pour « éloigner de nos frontières l'incendie d'une in- « surrection de paysans avant que la cour entre-

« prenne quelques autres mesures. Pensez à moi,
« et occupez-vous du bien de notre patrie.

« Je suis, etc.

« IGELSTRÖM. »

Le même jour il ordonna au conseil permanent de s'assembler à huit heures du matin, et ce n'est qu'à onze heures qu'il lui envoya l'intimation de faire arrêter vingt personnes des plus marquantes, qu'il désigna.

Le conseil chargea le grand-chancelier, prince *Sulkowski*, d'aller faire des représentations verbales au général *Igelström*, qui se fâcha, gronda, menaça, et exigea que ses ordres fussent remplis. Le prince *Sulkowski*, en rentrant au conseil, fut frappé d'un coup d'apoplexie dont il mourut peu de temps après. Le conseil ne balança pas à faire tout ce que *Igelstrôm* avait demandé.

L'auteur des Mémoires sur la révolution de Pologne, trouvés à Berlin, fait mention de vingt-six personnes arrêtées, au lieu de vingt, et date cet événement d'un jour plus tôt que je ne l'ai rapporté. « Un mémoire, dit-il, conçu dans des « termes très forts, que le général *Igelstrôm* fit « remettre au conseil permanent, le 15 avril, et « dans lequel il demandait l'arrestation immé- « diate de vingt-six personnes suspectes, a sans « doute contribué à enflammer les esprits et à « hâter l'explosion de la révolte. »

Le général *Igelström*, qui avait cru devoir envoyer une partie de ses troupes de Varsovie à la rencontre des insurgés, ne cessait de presser le général prussien *Schwérin* de se réunir au corps de *Denissoff*, et de marcher sur Cracovie. Il écrivit en même temps au général prussien qui commandait quelques troupes dans les environs de Zakroczym, de passer la Vistule et de faire cantonner son corps dans les villages voisins de Varsovie. Il semble qu'il ne craignait que l'approche de l'armée commandée par *Kosciuszko*, sans s'attendre à une insurrection à Varsovie, où l'on avait pris des mesures si bien calculées, que tout paraissait tranquille et calme dans les derniers jours qui précédèrent l'explosion.

Cependant il avait décidé de désarmer la garnison polonaise; et pour y parvenir il communiqua son plan au grand-général de la couronne, *Ozarowski*, et au général de camp de Lithuanie, *Zabiéllo*. Il avait désigné le jour du 18 avril pour l'exécuter, parce que c'était un jour de fête, et qu'il supposait que tout le monde étant à l'église, il aurait moins d'opposition à craindre.

D'après ses ordres, toutes les églises devaient être fermées et gardées; toutes les casernes, l'arsenal et les magasins à poudre devaient être occupés par des troupes russes, et le désarmement de la garnison polonaise devait être effectué le plus promptement possible.

Ceux à qui *Igelström* avait confié ses dispositions, envoyèrent un ordre secret au commandant du régiment d'infanterie de la couronne de se réunir aux Russes, et de faire main basse sur les Polonais s'ils faisaient quelques mouvemens. En outre, il fut ordonné aux cosaques, en cas de soulèvement, de mettre le feu aux quatre quartiers de la ville, afin de porter l'attention des habitans sur l'incendie, et faciliter, au milieu du désordre, l'enlèvement du roi, et l'exécution de tout le plan d'*Igelström*.

Ce projet aurait pu avoir les suites les plus funestes pour l'armée réunie sous les ordres de *Kosciuszko*, contre laquelle toutes les forces des Russes et des Prussiens se seraient portées, après avoir rétabli la tranquillité dans la capitale; mais il fut éventé le jour même que les ordres furent expédiés, et en conséquence tous ceux qui étaient initiés dans le secret de l'insurrection, se rendirent chez *Kilinski* pour y tenir conseil sur ce qu'il y avait à faire. Il ne restait pas de temps à perdre, et surtout pour ceux qui se trouvaient sur la liste des proscriptions, car *Igelström* avait fixé le 18 d'avril pour exécuter ses desseins. Il fut donc décidé qu'on le préviendrait, et que le 17 l'explosion aurait lieu.

On n'avait pas la possibilité de faire à la hâte un plan d'opération bien combiné, car il ne se trouvait pas de chef qui fût en état de le tracer

en si peu de temps, et qui pût prescrire l'ordre et la marche des corps polonais, ainsi que les mouvemens des habitans dans les différens quartiers de la ville. On s'abandonna donc à la Providence, ainsi qu'au zèle et à l'enthousiasme dont chacun était animé. On ne douta point du succès, parce qu'il y avait unité de volontés et de forces dans tous ceux qui devaient agir. Le désespoir donna l'impulsion, et le hasard seconda une des entreprises les plus téméraires qui aient jamais été tentées.

La seule précaution que les conjurés réunis chez *Kilinski* jugèrent à propos de prendre, fut de s'aboucher cette nuit même avec les officiers des régimens polonais, pour s'en assurer et pour convenir avec ceux-ci de l'occupation de l'arsenal. On devait commencer par s'en emparer. Ce devait être le premier signal de l'insurrection, et une démarche indispensable, afin de prévenir les Russes, et de se procurer des canons et tout ce qui était nécessaire pour l'armement du peuple.

Les conjurés ne s'étaient séparés qu'après avoir prêté serment de vaincre ou de mourir pour la patrie.

CHAPITRE V.

J'ai supprimé dans mes notes la description des scènes sanglantes qui eurent lieu à Varsovie le 17 et le 18 avril 1794; et il me suffira de citer un passage des Mémoires de *Pistor,* quartier-maître-général au service de Russie, auprès du général *Igelström,* pour faire connaître les premiers mouvemens de l'insurrection. On ne m'accusera pas de partialité, comme Polonais, puisque je rapporte mot à mot les expressions d'un officier au service russe, et témoin oculaire.

« La veille de la révolution, dit-il, je restai, comme à l'ordinaire, chez le général *Igelström* jusqu'à onze heures du soir; en le quittant je passai encore chez le ministre de Prusse, d'où je me retirai après minuit.

« Tout était fort tranquille dans les rues, et plus on touchait au moment de la révolution, moins on pouvait s'apercevoir qu'elle dût éclater. On prétend cependant que dans la soirée du 16, plus de cinquante mille cartouches furent distribuées de main en main dans tous les quartiers de la ville.

« Après trois heures du matin, on remarqua quelque mouvement à l'arsenal; après quatre heures, un détachement des gardes à cheval sortit de sa caserne et attaqua notre piquet placé avec deux pièces de campagne entre cette caserne et la porte de fer du jardin du palais de Saxe.

« Le piquet se défendit, et tira deux coups de canon contre le détachement ennemi, qui, étant supérieur en nombre, força notre piquet à se retirer. Le détachement hacha en pièces les roues des canons, et retourna à sa caserne. Peu après, toute la garde à cheval sortit, deux escadrons se portèrent à l'arsenal, et deux aux magasins à poudre.

« C'est par cette attaque que commencèrent les hostilités faites ouvertement par les Polonais contre nos troupes. Ensuite plusieurs signaux se donnèrent à l'arsenal par des coups de canon, pour avertir les troupes polonaises de se rendre à leurs postes et pour rassembler la populace.

« Le général *Cichocki* envoya d'abord l'ordre au régiment de *Dzialynski* d'entrer en ville et de marcher au château; il cria au peuple de ses fenêtres, *aux armes! aux armes!*

« On distribua à l'arsenal des sabres et des fusils à qui en voulut; on en jeta aux passans par les fenêtres.

« Le régiment des gardes de la couronne sortit aussi de ses casernes, et se porta avec impétuo-

sité vers les magasins à poudre, d'où un bataillon se rendit au château, et l'autre à l'arsenal, après que les trois compagnies de la milice du trésor les eurent relevés aux magasins à poudre.

« Cette milice ayant traversé la Vistule de bon matin en bateaux, marcha à l'arsenal, où on la pourvut d'armes, et elle se rendit de là aux magasins à poudre. En allant à l'arsenal, elle passa à côté de deux compagnies russes placées dans la rue Longue. Lorsqu'on eu fit le rapport au général *Igelström*, il ordonna de la laisser passer, pour ne pas commencer des hostilités si près de son quartier.

« Les escadrons de la cavalerie nationale, qui étaient à Praga, passèrent également la Vistule et se rendirent à l'arsenal. Ils tinrent d'abord des postes dans les rues aux environs de l'arsenal; ensuite ils combattirent à pied, de concert avec le peuple, et se jetèrent dans les maisons pour tirer sur les Russes par les fenêtres.

« Le général *Igelström*, étant averti de l'alarme et des hostilités commencées par le détachement des gardes à cheval contre notre piquet, ordonna d'abord au lieutenant-général *Apraxin* d'assembler toutes nos troupes aux postes qui leur étaient assignés; il envoya en même temps un messager au roi pour demander raison de ce qui venait de se passer.

« J'ignore la réponse que fit le roi; il y eut

plusieurs messages entre S. M. et le général *Igelström.*

« Le ci-devant grand-chambellan, prince Casimir *Poniatowski*, vint une fois, de la part du roi, chez le général; mais j'ignore le sujet de tous ces messages, etc., etc. » [1]

On trouvera dans ces Mémoires, dont je viens d'extraire un passage, une description détaillée des mouvemens de tous les corps polonais, ainsi que des mesures d'une vigoureuse résistance qu'on leur opposa. On y trouvera également la description de tous les combats qui eurent lieu dans les différentes rues de Varsovie; de l'attaque et de la défense obstinée et meurtrière de l'hôtel qu'occupait le général *Igelström*, avec les personnes attachées à la légation russe; on y découvrira les conseils que l'auteur, officier attaché au service d'*Igelström*, lui donnait, pour agir dans cette occasion critique, et enfin la manière dont il avait facilité l'évasion du général, pour le sauver d'un péril imminent.

On chercherait en vain dans cette description des ménagemens pour les Polonais, dont on avait tant de sujet de se plaindre; mais il est surprenant de voir entre les remarques de *Pistor*,

[1] Il est étonnant que *Pistor* ait ignoré les conseils que donnait le roi à *Igelström*, et la manière pressante dont il le sollicitait de se retirer avec les Russes de Varsovie, pour rétablir le calme et la tranquillité dans la capitale. (*Note de l'auteur.*)

qui se trouvent à la suite de cette description tragique, que le nombre des gens du peuple et des militaires qui agirent contre les Russes était en général très inférieur à celui des troupes qu'*Igelström* avait dans la ville, et qu'il pouvait employer contre eux. En faisant l'énumération des corps militaires Polonais, ainsi que de ceux du peuple armé, qui se portèrent sur différens points, il ne fait monter la force des premiers qu'à environ mille deux cents hommes, et des seconds à environ mille hommes.

Un officier de hussards prussiens, envoyé à Varsovie par le général *Wolky* qui se trouvait avec un corps de troupes aux environs de la ville, se présenta accompagné d'un trompette, dans la journée du 17, pour savoir si à Varsovie on regardait les Prussiens comme amis ou ennemis, et si on y reconnaissait encore Stanislas-Auguste comme roi de Pologne. On lui répondit que personne n'avait manqué de respect au roi; qu'on lui était toujours attaché, et qu'on n'attaquerait pas les Prussiens s'ils se tenaient éloignés de la ville et du magasin à poudre.

Peu de momens après, des houlans polonais, qui gardaient ce magasin à poudre, s'étant approchés du camp prussien, le général envoya un officier qu'on laissa passer librement, et qui était chargé de demander au roi de Pologne si ces houlans étaient du parti de S. M. ou s'ils agis-

saient contre elle. La réponse du roi fut, *que lui et sa nation ne faisaient qu'un ; que les Russes étaient leurs seuls ennemis, et qu'il se flattait que le général prussien n'entreprendrait aucune hostilité.*

D'après les rapports militaires que l'on trouva à la saisie des papiers d'*Igelström*, la garnison russe montait à sept mille neuf cent quarante-huit hommes, dont il périt deux mille deux cent soixante-cinq, dans les deux jours de la révolution de Varsovie, et cent vingt-deux furent blessés. On fit en outre cent soixante-un officiers prisonniers, et mille sept cent soixante-quatre soldats, y compris ceux qui tombèrent entre les mains des Polonais, dans les environs de Varsovie, jusqu'aux premiers jours de mai.

En s'emparant des archives de la légation russe et de la chancellerie privée d'*Igelström*, que l'on trouva dans l'hôtel qu'il avait habité, on s'assura de la correspondance et des relations que ce ministre avait eues avec plusieurs individus polonais. Ces documens servirent depuis à inculper ceux qui s'étaient fortement compromis; à les faire huer par le peuple, à les exposer aux plus grands dangers, pendant les deux jours de la révolution, et à leur attirer enfin la peine de mort, à laquelle ils ne purent échapper, au milieu de l'exaspération générale contre tous les partisans de la Russie.

Dans cet hôtel d'*Igelström*, dont l'occupation avait coûté beaucoup de sang de part et d'autre, on ne put empêcher le peuple de se livrer au pillage; mais on doit regarder comme un événement extraordinaire, que trois jours après, à la suite d'une proclamation du président de la régence, tous les billets de banque qui avaient été enlevés dans cet hôtel, furent rapportés, ainsi que quatre-vingt-quinze mille ducats en or, que l'on avait trouvés dans les caisses du ministre.

On ne peut non plus passer sous silence un trait d'honnêteté et de désintéressement d'un soldat du régiment de *Dzialynski*, qui, ayant trouvé mille ducats en or, les rapporta au Trésor public, refusa les récompenses qu'on lui offrait, et n'accepta qu'avec peine un ducat qu'on le força de garder, en répétant qu'il trouvait toute sa récompense dans le plaisir de servir son pays et de remplir ses devoirs.

Dans la soirée du 17, le peuple se porta en foule dans la cour du château, où il trouva le général *Mokranowski*, et l'ancien président de la ville *Zakrzewski*. Il proclama de suite le premier, commandant de Varsovie, et le second, président de la ville. Tous deux avaient des titres à sa confiance, car tous deux avaient bien mérité de la patrie; l'un en combattant vaillamment dans la campagne de 1792, et l'autre en

remplissant avec zèle et dévoûment les fonctions de président de la municipalité, en vertu de la constitution du 3 mai. Ce dernier n'avait cessé d'avoir en vue le rétablissement de cette constitution, l'abolition des décrets de la confédération de Targowica, la révocation du dernier traité de partage, et l'expulsion des troupes étrangères du territoire de la république.

Mokranowski et *Zakrzewski*, revêtus de l'autorité qui venait de leur être déférée, commencèrent d'abord par faire arrêter les progrès de l'incendie qui paraissait dans différens quartiers de la ville. Le 18 au soir tout était calme. Le 19, ayant la certitude que les Russes et les Prussiens se retiraient, ils se rendirent à l'Hôtel-de-Ville, pour former un conseil de régence dont ils se déclarèrent membres, en s'adjoignant douze citoyens connus sous des rapports avantageux. Ce conseil était provisoire et se composait de huit nobles, et six bourgeois. Il débuta par déclarer qu'il accédait sans aucune restriction à l'acte d'insurrection de Cracovie. Il envoya ensuite une députation au roi, pour lui exprimer les assurances du respect et de l'attachement que le conseil lui portait, mais pour notifier en même temps qu'il ne promettait obéissance entière qu'aux ordres de *Kosciuszko*.

Cette députation engageait le roi à favoriser les entreprises de la nation et à ne pas quitter la

capitale. Le roi fit entendre qu'il ne pensait point à quitter Varsovie; qu'il était sensible aux témoignages de respect et d'attachement qu'on lui donnait; que personne ne désirait plus sincèrement que lui le bien-être de la Pologne; que son bonheur était inséparable de celui de la nation; qu'il avait constamment suivi ce que la majorité avait voulu, et que voyant aujourd'hui pour la première fois, dans une vie tissue de chagrins et de désastres, toute la nation heureusement réunie dans une seule et puissante volonté, il en augurait une prospérité stable; qu'il désirait la partager avec ses compatriotes, ainsi que la constance dans les moyens d'y parvenir; qu'en souhaitant que cette entreprise tournât au bien de l'état, il recommandait par-dessus tout aux Polonais de prouver par leurs actions qu'ils respectaient la religion, les propriétés, la distinction des ordres, et le trône. Il demanda en même temps, pour le ministre de Prusse, *Buchholtz*, une escorte, afin que celui-ci pût se rendre avec sûreté au camp prussien.

Ce soir même, la régence envoya une seconde députation au roi pour l'informer qu'en témoignage de son respect pour les pratiques de la religion, elle ferait chanter un *Te Deum*, le lendemain, après la messe solennelle; que ce même jour, les chevaliers des ordres reprendraient leurs décorations; qu'on allait s'occuper

avec activité de la police et de la fourniture des subsistances pour la ville de Varsovie, qu'à l'égard du ministre prussien, dans la crainte de ne pouvoir pour le moment, lui donner une escorte capable de le faire respecter par une populace irritée, on lui proposait d'attendre quelques jours, pendant lesquels on lui donnerait une garde de sûreté.

Le lendemain, jour de Pâques, le *Te Deum* fut chanté en présence du roi, de sa cour, et des chevaliers des ordres de Pologne revêtus de leurs décorations. *Buchholtz* eut une garde de sûreté jusqu'à son départ, et écrivit au général *Wolky*, auprès duquel il désirait se rendre, en l'engageant à se retirer des environs de Varsovie.

Le conseil provisoire expédia un courrier à *Kosciuszko* pour l'informer de tout ce qui s'était passé. Le 20 d'avril, il décida le désarmement du peuple, afin de prévenir tous les inconvéniens qui pouvaient résulter en retardant cette opération, et il ordonna aux habitans de Varsovie de reporter à l'arsenal les armes qui leur avaient été délivrées; ce qui fut immédiatement exécuté. Le conseil s'occupa ensuite à désigner des quartiers convenables pour tous les prisonniers russes, tant militaires que civils, entre lesquels il y en avait plusieurs attachés à la légation de Russie, et prit toutes les mesures nécessaires pour leur tranquillité et leur sûreté.

Cette conduite du conseil à l'égard des Russes qui se trouvaient arrêtés à Varsovie, étant parvenue à la connaissance d'*Igelström*, ce ministre, qui avait déjà rejoint les restes des troupes russes, répondit à la princesse *Gagarin*, qui l'avait informé des égards qu'on avait pour elle à Varsovie : « Je vois avec intérêt qu'on vous traite « avec humanité et qu'on ne néglige pas même « les égards qui vous sont dus. Je reconnais dans « ce traitement la nation polonaise. Jamais les « Polonais n'inclinèrent à la cruauté : l'huma- « nité fut toujours une de leurs principales « vertus. Je déclare par la présente, que je ne « suis pas insensible envers ceux qui vous mon- « trent des égards dans votre malheur. »

Il m'est arrivé de rencontrer quelques années après l'époque de la révolution de Varsovie, plusieurs ministres étrangers qui s'y trouvaient alors, entre autres, le nonce du pape, le ministre de Suède, baron *de Toll*, celui de Prusse, *Buchholtz*, et le chargé d'affaires de la cour de Vienne, *de Caché*, qui m'assurèrent que pendant les journées du 17 et du 18, leur tranquillité n'avait pas été un instant troublée, et que mettant de côté l'acharnement avec lequel on combattait les Russes, ils n'avaient jamais vu de peuple plus doux et plus facile à conduire que l'était celui de Varsovie.

Cependant, le conseil provisoire, nonobstant

l'ordre donné aux bourgeois, de reporter les armes à l'arsenal, craignit encore que quelques individus de la populace, excités par des esprits remuans, ne se portassent à des excès; il ordonna donc de faire la recherche de ceux qui paraissaient les plus mutins, nomma des chefs pour les enrôler et les employer aux avant-postes. Il défendit, par une proclamation imprimée et publiée dans toute la ville, de porter dans les rues des sabres et des armes à feu, à quiconque n'était pas de service. Il déclara qu'on poursuivrait comme criminels tous ceux qui, sous prétexte de découvrir les coupables, se permettraient la moindre violence dans les maisons des particuliers, ou sur leurs personnes.

On voit par toutes ces démarches du conseil, comme on a pu le voir par l'acte d'insurrection de Cracovie, et par les proclamations de *Kosciuszko*, que la révolution de Pologne n'était rien moins que basée sur des principes jacobins. S'il s'est trouvé dans la suite quelques aventuriers sans religion, sans mœurs et sans principes, qui, profitant du fanatisme révolutionnaire de la populace, se sont rendus coupables, le mépris que leur ont porté les habitans paisibles de Varsovie et la peine qu'on leur a fait subir, ont donné suffisamment à connaître les sentimens de la nation en général, et la sévérité des me-

sures que le gouvernement employait pour réprimer tous les abus.

CHAPITRE VI.

Après la retraite de Varsovie, le général en chef *Igelström* se joignit avec environ deux cent cinquante hommes aux troupes prussiennes, et se porta sur la rive droite de la Vistule et de la Narew [1]. Il repassa ensuite la Vistule, pour se joindre à Ryczywol aux troupes russes sorties de Varsovie, sous les ordres du général *Nowicki*, et se rapprocher en même temps du corps de *Denissoff*, qui se trouvait dans les environs d'Opatow.

Igelström parvint enfin à rassembler à Lowicz toutes ses troupes, qui montaient à environ sept mille hommes. En y arrivant, il reçut le rapport du général *Denissoff*, que les insurgés de Chelm et de Lublin, au nombre de dix mille, avaient passé la Vistule à Pulawy. L'on présumait que *Denissoff* aurait pu empêcher ce passage, et cet événement imprévu fit craindre que les Polonais ne le prissent en dos et en flanc à

[1] Voyez *Pistor*, Mémoires trouvés à Berlin, page 150.

Staszow, tandis qu'il avait devant lui l'armée de *Kosciuszko*, retranchée à Polaniec sur la Vistule.

Le général en chef *Igelström* ayant des inquiétudes sur la situation embarrassante dans laquelle se trouvait *Denissoff*, et ayant appris que le général *Favrat*, avec des troupes prussiennes, pénétrait dans le palatinat de Cracovie, désira que *Denissoff* pût le joindre, et qu'à cet effet le général prussien se portât plus en avant vers le corps du général *Denissoff*, pour faciliter cette jonction.

Favrat, après avoir reçu des vivres pour l'armée, se mit en marche du côté de Cracovie, pour y attirer l'attention de *Kosciuszko*, et attaqua à Skala, à trois lieues de Cracovie, un avant-poste polonais qui se retira dans la ville. D'un autre côté, le général *Denissoff* quitta son poste de Staszow, dans la nuit même de l'affaire de Skala, et rejoignit les troupes prussiennes à la troisième marche. Il se campa lui-même avec une partie de ses troupes à Szczekociny; plaça le corps du général *Chrouszczoff* à sa droite, à une lieue de distance, pour y maintenir la communication avec les Prussiens qui cantonnaient aux environs de Zarnowiec, à deux lieues de Szczekociny; et enfin le corps du général *Rachmanoff* fut placé à quelque distance à la gauche du général *Denissoff*, vers la frontière de la Prusse méridionale.

En attendant, le *prince de Nassau* était arrivé à Lowicz, avec la nouvelle que le roi de Prusse viendrait sous peu de jours, commander ses troupes en personne; et en conséquence, le général *Igelström* fit passer l'ordre au général *Denissoff*, de se prêter à toutes les opérations que le roi de Prusse jugerait convenables pour agir contre les Polonais.

Kosciuszko, ayant suivi de près le général *Denissoff*, avait pris sa position à Jendrzeiow, à quatre lieues de Szczekociny et à cinq de Zarnowiec. Il avait quinze à seize mille hommes de troupes régulières, et jusqu'à dix mille paysans.[1]

Telles étaient les positions des troupes alliées et polonaises lors de l'arrivée du roi de Prusse à Zarnowiec. Trois jours après, *Kosciuszko* s'avança contre le corps qui était immédiatement commandé par le général *Denissoff*, et prit sa position à trois quarts de lieue de Szczekociny.

Le 5 juin, il attaqua les avant-postes et les força à se retirer; mais les mauvais chemins et l'approche de la nuit l'empêchèrent de profiter de ses premiers avantages. Les deux armées passèrent le reste de la nuit sous les armes, et s'avancèrent réciproquement le lendemain en ordre de bataille. Mais quelle fut la suprise des

[1] Voyez *Pistor*, page 153.

Polonais, lorsqu'ils se virent attaqués sur leur aile gauche par les Prussiens, qu'ils ne s'attendaient point à rencontrer, et lorsqu'ils eurent à soutenir tout le feu de leur artillerie, sans en avoir une suffisante à leur opposer.

Je supprimerai les détails de cette affaire, qu'on a nommé bataille de Szczekociny, car n'en ayant pas été témoin, je ne pourrais que m'en tenir à des descriptions plus ou moins partiales. Le fait est que le généralissime *Kosciuszko* ne croyait avoir affaire qu'à l'armée russe, et qu'il y trouva réunie toute l'armée prussienne, sous les ordres du roi de Prusse; ce qui rendait les forces ennemies deux fois supérieures à celles des Polonais. Ceux-ci se battirent avec leur valeur accoutumée. Ils enfoncèrent sur plusieurs points l'armée russe; ils attaquèrent avec tant de vigueur l'aile gauche des Prussiens, qu'ils la forcèrent à se replier [1]; mais malgré tous ces avantages, *Kosciuszko* ne jugea pas à propos de compromettre son armée contre des forces si supérieures, et crut nécessaire de se rapprocher de Varsovie, pour mettre cette capitale à couvert de l'ennemi, pour y organiser le nouveau gouvernement, et réunir toutes les forces disponibles. Il ordonna la retraite de ses troupes, qui auraient probablement remporté la victoire, sans

[1] Voyez *Pistor*, page 162.

la faute de quelques officiers qui ne remplirent pas exactement les ordres de *Kosciuszko*, et sans la perte des généraux *Grochowski* et *Wodzicki*, qui furent tués dans cette affaire. *Kosciuszko* fit sa retraite en bon ordre, et sans être inquiété par l'ennemi qui n'osa pas le poursuivre.

Dans l'ordre du jour qu'il publia à Kielce, en date du 9 juin, il fait monter la perte des Polonais à mille hommes et huit canons. Un général russe fut tué et plusieurs officiers blessés.

Voici la lettre de *Kosciuszko*, adressée au conseil suprême de Varsovie, dans laquelle il lui fait part de la bataille de Szczekociny :

« Comme je désire informer le conseil, le plus tôt possible, de l'affaire qui a eu lieu hier, je m'empresse de lui annoncer en attendant que j'ai été attaqué par l'ennemi, deux fois supérieur en nombre, et muni d'une artillerie formidable. Nous avons essuyé une perte peu considérable, à la vérité, en proportion de celle que nous avons fait éprouver à l'ennemi, mais toujours très remarquable, parce que nous avons perdu les généraux *Grochowski* et *Wodzicki*, qui ont été tués dans le combat. L'ennemi nous a enlevé aussi quelques canons. La Providence n'a pas voulu que l'heureux résultat de cette journée ait pu nous enorgueillir; car dans le moment où la victoire était entre nos mains, l'absence de quelques officiers subalternes, et la fuite d'un

bataillon, nous privèrent de tous nos avantages. Nous nous sommes retirés pourtant en bon ordre, après une canonnade de trois heures.

« Bientôt je donnerai à la nation un rapport exact et détaillé de cette affaire. En attendant, je me borne à recommander au conseil suprême de ne rien négliger pour maintenir la tranquillité à Varsovie et dans tout le pays, et d'exciter l'esprit des vrais républicains à redoubler de zèle et de bonne volonté. Je rappelle également au conseil la nécessité de réitérer les ordres pour les nouvelles levées, afin que cette force armée puisse rejoindre le plus tôt possible les différens corps de nos troupes qui se trouvent plus rapprochés de la capitale.

« Donné dans le camp, près de Malogoszcz, le 7 juin 1794.

« *Signé*, T. Kosciuszko. »

Cette lettre fut connue du public; mais le conseil jugea à propos de garder le silence sur le rapport détaillé de l'affaire de Szczekociny, et les habitans de Varsovie furent d'autant plus inquiets et alarmés, que dans le même temps l'on reçut des nouvelles sur l'échec qu'avait éprouvé le général *Zaionczek*, près de Chelm, en date du 8 juin. Cette affaire, qui dura environ six heures, aurait pu être terminée à l'avantage des Polonais, d'autant plus qu'ils étaient con-

duits par un chef plein de zèle et de bonne volonté; mais ils ne purent se soutenir avec un petit nombre de canons contre une artillerie formidable, dont ils se virent inopinément foudroyés de tous côtés.

Les ennemis de la révolution profitèrent de l'impression que produisirent sur les habitans de Varsovie les nouvelles fâcheuses de l'armée, et cherchèrent à intimider les patriotes les plus intrépides. Le public de Varsovie commençait à murmurer hautement contre la trahison, ou la négligence de plusieurs officiers distingués; car on n'admettait pas la possibilité que d'autres causes eussent pu attirer des revers à nos troupes, que l'on regardait comme invincibles.

C'était pour ranimer les esprits que le conseil suprême fit publier une déclaration de guerre contre la Prusse. Elle fut annoncée aux habitans de Varsovie au son des trompettes; et le style, plein de verve et d'enthousiasme qui fut employé pour cet acte, était bien propre à électriser la nation et à réveiller toute son énergie. Cette déclaration était signée par Ignace *Potocki*, président du conseil suprême, et parut à Varsovie en date du 12 juin 1794.

Le 10 du même mois, le généralissime avait fait publier dans son camp, près de Kielce, un ordre du jour dans lequel il faisait connaître que les troupes du roi de Prusse s'étant réunies

aux Russes pour combattre l'armée polonaise, en violant les frontières que les puissances co-partageantes avaient elles-mêmes fixées, il avait résolu de donner une autre direction aux forces nationales, et qu'en conséquence il ordonnait à tous les commandans des troupes de ligne de pénétrer autant qu'ils en auraient la possibilité au-delà des frontières prussiennes et russes, et d'y faire connaître l'acte d'insurrection des Polonais, en prêchant la liberté, et en engageant le peuple courbé sous le joug de l'esclavage à se réunir en masse contre ses oppresseurs. Il prescrivait à tous les chefs des corps de passer, non seulement dans les nouvelles acquisitions faites sur la Pologne, mais dans celles mêmes qui, depuis longtemps, faisaient partie de la Russie et de la Prusse, et de prêter partout secours et appui à ceux qui voudraient recouvrer leur liberté et leur ancienne patrie. Il promettait de récompenser généreusement ceux qui auraient fait le mieux leur devoir, et il leur assurait des gratifications sur les fonds des biens nationaux, et sur les propriétés qu'on confisquerait aux traîtres à la patrie. Il recommandait la plus grande promptitude dans l'exécution de ses ordres, et ne doutait pas du succès, vu le peu de troupes qui se trouvaient pour la défense du pays où il se proposait de transporter le théâtre de la guerre.

Cet ordre du jour, ainsi que la déclaration de

guerre à la Prusse, ne pouvait manquer de produire une grande sensation sur l'esprit des Polonais, et l'on vit aussi de suite un grand nombre de volontaires se présenter spontanément pour servir sous les ordres de *Kosciuszko;* mais l'état des finances était déplorable. Le gouvernement avait déjà été obligé de recourir à des moyens extraordinaires, et en date du 8 de juin, il avait décrété l'introduction des billets de banque, garantis par le trésor et hypothéqués sur les starosties et biens nationaux. Ces billets devaient suppléer au numéraire, dont la rareté se faisait sentir tous les jours davantage.

Le 13 juin, le conseil suprême défendit, sous les peines les plus rigoureuses, l'exportation de l'or et de l'argent; et pour s'assurer de l'exécution de cette mesure, il fit frapper la monnaie de Pologne sur le pied de celle de Prusse, en déterminant qu'un marc d'argent de Cologne donnerait quatre-vingt-quatre florins et demi. Il exigea en outre que les habitans payassent, outre les impôts extraordinaires fixés à Cracovie par l'acte d'insurrection, tous ceux qui avaient été déterminés par la diète constitutionnelle, et fit menacer de l'exécution la plus sévère les particuliers qui contreviendraient à ces ordres.

Un nouvel incident vint augmenter le mécontentement et les alarmes des habitans de Varsovie. Le roi de Prusse, après la bataille de

Szczekociny, avait fait avancer une partie de son armée du côté de Cravovie. Deux de ses généraux se présentèrent devant la ville le 14 juin au soir ; le général *Wieniawski*, qui y commandait, avait reçu ordre de *Kosciuszko* de se retirer avec toute la garnison et l'artillerie, au cas que la ville fût menacée d'une attaque de la part des Prussiens et avec des forces supérieures à celles qu'il avait à sa disposition. Il lui était enjoint de passer la Vistule, de se rendre en Gallicie, et de remettre la citadelle de Cracovie entre les mains des Autrichiens. Cependant, soit que *Wieniawski* n'eût pu déterminer les Autrichiens à occuper la citadelle, soit qu'il eût mis de la négligence dans la défense de la ville qui lui était confiée, soit qu'il eût trahi, comme il en a été accusé, il ne fit aucune résistance, et le 15 juin la ville de Cracovie se rendit aux Prussiens.

Le général *Elsner* y entra avec un corps de troupes de trois mille hommes, après que *Wieniawski* eut passé quelques heures auparavant au camp prussien.[1]

Cette nouvelle fatale parvint très promptement à la connaissance des habitans de Varsovie.

[1] L'auteur de l'*Histoire de la Révolution de Pologne en* 1794, dit à ce sujet, page 127 :

« La perte de la bataille de Szczekociny entraîna celle de la « ville de Cracovie. Cette place, entourée d'une mauvaise mu- « raille, dénuée des moyens de résister, n'ayant que huit pièces

Le silence que le conseil suprême garda à la suite de cet événement le mirent en doute pendant quelque temps ; mais enfin lorsqu'on en eut la certitude, la consternation devint générale.

Deux échecs éprouvés à peu de jours de distance l'un de l'autre, et l'occupation de Cracovie par les Prussiens, étaient des catastrophes malheureuses, plus que suffisantes pour atterrer les habitans de la capitale. Un profond abattement, accompagné d'un morne silence, régnait partout. Les intrigans et les ennemis de la bonne cause surent tirer parti de cette disposition des esprits pour les aigrir davantage, et les exciter à des mouvemens séditieux. On chercha à pénétrer les motifs de la reddition d'une forteresse qui, avec des moyens bien plus faibles, avait résisté dans les guerres précédentes à des forces très supérieures ; on n'en découvrait d'autres que la trahison, et de tous côtés on n'entendait qu'un cri général contre les traîtres.

Les ultra-révolutionnaires, que l'on pouvait à juste titre appeler jacobins, profitèrent de cette animosité générale pour faire croire à la classe du peuple la plus facile à séduire, que toutes ces trahisons ne devaient être attribuées qu'à la négli-

« de canon, et pour garnison que de nouvelles levées armées « de faux, ne pouvait attendre son salut que d'un miracle.

« Ce fut pour n'avoir pas fait un prodige que l'on punit « cruellement le commandant de la ville, *Wieniawski*. »

gence du gouvernement à juger et punir ceux qui remplissaient les prisons publiques. Dès-lors on commença à demander à hauts cris la mort des détenus dans ces prisons, comme s'ils avaient été coupables de la perte des deux batailles, et de la reddition de Cracovie.

Le 25 juin, l'on présenta un Mémoire au conseil suprême, par lequel on exigeait différentes réformes, et l'on finissait par demander la punition des traîtres. Comme le conseil suprême était composé d'hommes pour la plupart sages et modérés, les ultra, qui n'avaient dressé ce Mémoire que pour avoir l'air d'observer des formalités, n'obtinrent point de réponse satisfaisante, et alors ils prirent la résolution d'employer des moyens violens, avec la certitude d'être secondés par la multitude égarée.

Le 27 juin, un jeune homme de vingt-quatre ans, animé des principes démagogues, harangua le peuple en lui faisant le tableau des désastres que l'on venait d'éprouver, et en leur assignant pour cause principale la négligence des magistrats qui retardaient le châtiment des citoyens coupables. Presque tous les auditeurs partagèrent ces sentimens, et, enflammés par l'éloquence persuasive de celui qui les apostrophait, ils prirent la résolution de se faire eux-mêmes justice, s'ils ne pouvaient l'obtenir du gouvernement.

Le soir même, on éleva une douzaine de po-

tences dans différens quartiers de la ville. Le président les fit renverser, mais on profita des ténèbres de la nuit pour les rétablir.

Le 28 juin, à huit heures du matin, une foule d'hommes armés se présentèrent aux portes du président de la ville, pour demander que les coupables envers la patrie fussent incessamment jugés et punis. Le président leur parla avec douceur, et démontra l'inconvenance de cette demande, et l'impossibilité de l'accorder. Il répéta la même chose après s'être concerté avec le conseil suprême, auquel il avait fait son rapport; et le peuple, apaisé par les raisons qu'on lui avait exposées, commençait à se calmer et à se retirer, lorsque plusieurs démagogues, entourés de la plus vile populace, se jetèrent dans les prisons publiques, en enfoncèrent les portes, et enlevèrent tous ceux qu'ils croyaient mériter la mort. Ils conduisirent d'abord huit de ces individus au tribunal criminel, ne doutant point qu'ils en obtiendraient un arrêt tel qu'il leur plairait de lui dicter; mais ayant été informés de l'effet qu'avaient produit sur le peuple les représentations du président, et sachant d'ailleurs que l'on allait faire agir la police pour rétablir la tranquillité dans la ville, ils changèrent de plan, et, au lieu de soumettre le sort des prisonniers à la décision du tribunal, ils les pendirent eux-mêmes, en confondant des innocens avec ceux qui méritaient d'être jugés.

Ils auraient même poussé l'excès de leur barbarie jusqu'à sacrifier des hommes tout-à-fait innocens et distingués par leur patriotisme et leur mérite, si le président de la ville, *Zakrzewski*, qui jouissait d'une confiance générale, ne les en eût empêchés. Il s'exposa à tous les dangers en se précipitant au milieu de la foule, et en couvrant de sa poitrine ceux qu'on se préparait à arracher encore des prisons pour les immoler à la fureur de la multitude. Il harangua le peuple jusqu'à extinction de voix; il se jeta à genoux en croisant les bras pour supplier ces forcenés de suspendre des démarches criminelles, qui souillaient d'opprobre la nation polonaise, et compromettaient le sort de la patrie.... Son dévoûment sauva les malheureux prisonniers, calma le peuple, et rétablit la tranquillité publique. La multitude se sépara, et se perdit dans les rues.

L'on a soupçonné quelques membres du gouvernement, dont les principes exaltés n'étaient pas douteux, d'avoir eu connaissance des scènes scandaleuses qui devaient avoir lieu, et de ne pas les avoir empêchées, dans l'intention de se défaire de plusieurs individus qui avaient été épargnés le 9 mai, et qui auraient pu un jour leur faire ombrage, s'ils avaient été déclarés innocens par les tribunaux judiciaires. On leur attribuait aussi le dessein de se faire un parti puis-

sant entre les ultra-révolutionnaires et le peuple, qu'on peut entraîner facilement et conduire à volonté quand on prétexte la nécessité de punir des traîtres. Ces soupçons pouvaient avoir quelques fondemens, car, dans toutes les révolutions, on se jette ordinairement dans les extrêmes, et une exaltation coupable entraîne à des excès ceux mêmes qui ne désiraient, dans les commencemens, que le bien-être de leurs concitoyens. Mais, quoi qu'il en soit, si l'on excepte un millier d'individus du peuple que quelques aventuriers étaient parvenus à soulever, tous les autres habitans de Varsovie furent révoltés de l'événement qui souilla la journée du 28 juin, et le généralissime *Kosciuszko* en fut profondément affligé. Il connaissait trop bien sa nation pour ignorer qu'elle n'était pas faite pour un gouvernement démocratique; il savait que cette forme de gouvernement ne pouvait convenir à un pays où il n'y avait pas de tiers-état, et où le peuple se trouvait plongé dans l'ignorance. D'ailleurs, il était trop sensé et trop honnête pour ne pas redouter le régime de la terreur, sous lequel la France gémissait à cette époque, et qui avait fait couler des flots de sang, sans que l'on pût prévoir le dénoûment et la fin de ces scènes meurtrières.

Kosciuszko dit à ceux qui l'entouraient, et je le lui ai entendu répéter moi-même, comme on

le verra plus bas, qu'il aurait mieux aimé perdre deux batailles que d'apprendre les horreurs qui s'étaient passées à Varsovie, et que ces deux batailles perdues auraient fait moins de mal à la cause de la révolution que la scène sanglante du 28 juin.

Dès le lendemain de ce jour, il fit paraître la proclamation suivante.

« Dans le moment où toute mon attention et mes efforts étaient tournés vers l'objet principal, de repousser l'ennemi, j'apprends qu'un ennemi bien plus terrible vient de se faire connaître, et nous menace dans l'intérieur. Les événemens arrivés à Varsovie ont rempli mon cœur d'amertume et de tristesse. Le désir de voir les coupables punis n'est pas condamnable; mais doivent-ils être punis sans la décision d'un tribunal compétent? Pourquoi a-t-on osé violer l'autorité sacrée des lois? pourquoi ceux qui ont parlé en son nom n'ont-ils pas été respectés et écoutés? et pourquoi enfin un employé du gouvernement, auquel on n'avait aucun reproche à faire, a-t-il subi un châtiment ignominieux à côté de ceux que l'on regardait comme coupables? Est-ce ainsi que se conduit un peuple qui prend les armes pour triompher des armées ennemies, pour assurer sa liberté et son indépendance, et pour obtenir la paix, la tranquillité et le bien-être de la patrie? Réfléchissez-y

bien, citoyens, et vous trouverez qu'une basse intrigue travaille sous le voile du mystère, de concert avec nos ennemis pour vous induire en erreur, pour égarer votre esprit, et le porter à se soulever. Vos ennemis ne désirent autre chose que de vous voir plongés dans l'anarchie, et de vous voir emportés par un zèle coupable contre le gouvernement, les lois et l'ordre de la société; car c'est alors qu'il leur sera plus facile de vaincre vos forces et de détruire votre énergie, lorsqu'au milieu du désordre, d'un bouleversement général et des dangers personnels, aucun de vous n'aura le temps de songer au bien de l'état.

« Dès que les opérations de la guerre me permettront de m'absenter de l'armée, je me trouverai au milieu de vous. Je veux croire que la présence d'un militaire qui expose tous les jours sa vie pour vous, ne vous sera point désagréable; mais je désire ne pas y trouver des traces de tristes souvenirs, qui détruiraient en moi le plaisir que ce moment me promet. Ma joie sera parfaite, lorsque je vous verrai partager sincèrement la satisfaction que j'éprouverai en me retrouvant parmi vous, et lorsque ma présence vous rappellera que la défense de notre liberté et de notre patrie doit nous occuper exclusivement. Il n'y a que l'union la plus parfaite et l'exécution de la plus stricte justice, en nous abstenant des actes de violence, qui puissent nous

mériter l'estime et la considération aux yeux du monde entier. Citoyens, je vous conjure, au nom de la patrie et au nom de tout ce qui vous est le plus cher, d'effacer pour toujours de votre mémoire le moment d'égarement dans lequel vous vous êtes laissé entraîner, par une union parfaite, par votre zèle à agir contre l'ennemi commun, et par le respect que vous porterez à la loi et à tous ceux qui vous donneront des ordres en son nom. Sachez que celui-là ne mérite pas d'être libre, qui ne sait conserver une obéissance entière aux lois de son pays.

« Pour empêcher qu'un événement semblable ne vienne encore une fois affliger et déchirer mon cœur, je me trouve dans l'obligation de désapprouver hautement la négligence des tribunaux de justice qui ont tardé à juger les Polonais arrêtés et détenus dans les prisons; et en conséquence, je recommande au conseil suprême de faire agir avec plus d'activité les magistratures qui lui sont subordonnées, et de charger le tribunal criminel de s'occuper de suite de la révision des procès et des prisonniers, afin de punir les coupables, et de mettre en liberté ceux qui seront déclarés innocens.

« Mais ayant confié aux tribunaux compétens l'exécution de la justice, je défends le plus sévèrement au peuple de s'attrouper, de s'approcher

des prisons, et encore moins d'en enfoncer les portes et de maltraiter les prisonniers.

« Si vous avez quelque demande à adresser au gouvernement, ne le faites point en vous assemblant tumultueusement avec des cris et des menaces, ou avec des armes à la main, que votre devoir vous permet d'employer seulement contre les ennemis de la patrie; mais faites-le tranquillement et avec dignité par les employés de la bourgeoisie, ou par des personnes qui auront mérité votre confiance, et que vous aurez choisies parmi vous. Cette conduite est seule digne d'une nation libre. Vous n'ignorez pas que le gouvernement n'est établi que pour vous, et qu'il ne travaille que pour votre bien. Celui donc qui s'adresse à lui par des voies illégales, ne peut être qu'un séditieux et un perturbateur du repos public, qui mérite comme tel d'être puni sévèrement.

« Les troupes de la république ont marché volontiers avec moi, pour maintenir la liberté, l'intégrité et l'indépendance de notre pays. Ce n'est que pour ces biens inappréciables, et pour les citoyens qui désirent les obtenir, que nous sommes capables d'exposer nos jours. Vous donc, que le courage enflamme et porte à l'exaltation, venez en faire usage contre les ennemis de l'extérieur, et hâtez-vous de vous rendre dans

mon camp, si vous n'en êtes empêchés par d'autres services de l'état, ou par la nécessité indispensable de veiller par vous-mêmes à vos affaires domestiques. Là, vous serez reçus en frères; et ce sera avec plaisir que nous vous verrons prendre part au service que nous rendons à la patrie. Abandonnez-vous donc tout-à-fait à la surveillance du gouvernement, et vous verrez la tranquillité de l'état rétablie, et les traîtres punis. C'est le seul moyen de suivre une carrière honorable et d'éviter la peine due au châtiment.

« Donné au camp, près de Golkow, le 29 juin 1794.

« *Signé*, T. Kosciuszko. »

Le généralissime ne se borna point à cette proclamation; il fit faire les recherches les plus actives pour découvrir les principaux chefs qui avaient excité le peuple à un soulèvement dans les journées des 27 et 28 juin. Sept d'entre eux furent pendus; et le huitième, qui avait harangué, fut exilé : et pour empêcher qu'une scène semblable ne se renouvelât, il fit donner des ordres secrets au magistrat de la ville de choisir entre la populace ceux que l'on avait reconnus pour les plus mutins, les plus séditieux et les plus coupables, afin de les faire travailler dans son camp, dans les endroits les moins abrités

du feu de l'ennemi, et de les faire combattre dans les premiers rangs.

Jusqu'alors la cour de Vienne avait gardé le silence sur les changemens arrivés en Pologne, et n'avait point manifesté ses intentions; mais après l'occupation de Cracovie par les armées prussiennes, l'empereur ne voulant pas se priver des avantages que pourrait lui procurer un nouveau démembrement de la Pologne, et prévoyant qu'après la réunion des forces prussiennes avec celles de la Russie, pour agir conjointement contre les Polonais, la lutte ne pouvait plus être douteuse, il résolut de faire entrer son armée dans la Petite-Pologne, et fit publier, par le général comte d'*Arnoncourt*, la proclamation suivante :

« Comme S. M. impériale, royale, apostolique, ne peut plus considérer avec indifférence les troubles qui ont éclaté en Pologne, et qui peuvent avoir des suites funestes pour la sûreté et la tranquillité des états qui sont sous la domination de S. M., elle a, en conséquence, jugé nécessaire de me faire parvenir des ordres, afin que j'entre avec le corps de l'armée qui est sous mon commandement, sur le territoire polonais, pour éloigner par cette mesure tous les dangers auxquels les frontières de la Gallicie pourraient être exposées, ainsi que pour garantir la sûreté et la tranquillité des états de S. M.

« Je déclare donc par la présente, que tous

ceux qui se conduiront tranquillement, amicalement, avec modération et d'une manière convenable envers les militaires autrichiens, pourront jouir de la haute protection de S. M., et trouveront une garantie de la sûreté de leur personne, ainsi que de leurs propriétés et de leurs biens; et que ceux au contraire qui se rendraient coupables d'une résistance imprudente, seront livrés à la sévérité des lois militaires.

« Donné dans le quartier-général de Wielowies, ce 30 juin 1794.

« *Signé*, JOSEPH, comte D'ARNONCOURT. »

Comme dans ces contrées il ne se trouvait presque pas de troupes polonaises, les Autrichiens y pénétrèrent sans opposition, et la tranquillité des habitans n'y fut point troublée. Le gouvernement de Pologne ne pouvait sans doute être indifférent à cette démarche des Autrichiens; mais n'étant point en force de l'empêcher, il fut obligé de s'y soumettre, et *Kosciuszko* se contenta d'écrire au comte d'*Arnoncourt* : « Que les Polonais respectaient religieusement les traités existans avec S. M. l'empereur, et qu'on ne saurait rendre coupable la république de Pologne des suites funestes que l'entrée des troupes autrichiennes pouvait produire. »

Le chargé d'affaires de la cour de Vienne, *de Caché*, quitta la ville de Varsovie quelques jours

après; mais son départ, l'entrée des troupes autrichiennes sur le territoire polonais, ne donnèrent point d'inquiétudes aux habitans de Varsovie, qui n'admettaient pas la possibilité que la cour de Vienne voulût prendre une part directe à cette guerre.

Cependant les armées russes et prussiennes s'étaient avancées du côté de Varsovie, et menaçaient la ville d'un siége. Sa position devenait d'autant plus alarmante qu'elle n'avait jamais été fortifiée, et que par conséquent elle présentait de tous côtés une entrée libre à l'ennemi.

Ce n'est qu'au commencement de la révolution qu'on songea à faire des fossés et des retranchemens qui pussent mettre cette ville à l'abri d'un coup de main, et quand, après l'affaire de Szczekociny, *Kosciuszko* se retira du côté de Varsovie, ces ouvrages furent continués avec beaucoup d'activité, et on établit en outre à quelque distance de la ville des camps retranchés pour la mettre à couvert d'un bombardement.

Comme j'ai annoncé une description séparée de tous les événemens qui se sont passés en Lithuanie depuis l'insurrection de Wilna, je suspendrai ici la suite des opérations militaires pendant le siége de Varsovie, pour en reprendre le cours à mon retour dans cette ville, après l'occupation de Wilna par les Russes, et la retraite de l'armée de Lithuanie.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Je me trouvais à Nowogrodek en Lithuanie, au terme des contracts [1], lorsque, dans la nuit du 30 mars 1794, je fus éveillé par l'arrivée d'un courrier de Varsovie. C'était un homme de confiance qui avait su échapper à la vigilance de la police, pour venir m'apporter des copies de l'acte d'insurrection de Cracovie, ainsi que des proclamations de *Kosciuszko*. Il m'annonça également avec certitude que la révolution devait éclater à Varsovie dans quinze jours au plus tard.

Je profitai de cet avis pour écrire à ma femme de quitter Varsovie, et de se rendre incessamment à Wilna, et j'eus soin de me débarrasser du bas-officier russe que le général *Igelström*

[1] On nommait *contracts* en Pologne et en Lithuanie les réunions des habitans à certaines époques déterminées de l'année pour régler des achats et des ventes de terres, des hypothèques, emprunts, paiemens, etc. Il y avait des contracts à Varsovie, Posen et Dubno, pour la Pologne, et à Wilna, Minsk et Nowogrodek, pour la Lithuanie.

m'avait donné comme escorte de sûreté en route, mais dans le fait pour m'observer. Il ne me fut possible de m'en défaire qu'en le payant largement, et en prétextant le besoin de faire accompagner par lui une partie de ma caisse, que je disais vouloir renvoyer à Varsovie.

Je ne communiquai les nouvelles importantes que je venais de recevoir, qu'à quelques amis dont les sentimens m'étaient particulièrement connus, et je tâchai de terminer mes affaires en réalisant un capital d'environ quarante mille ducats en or, que je prévoyais pouvoir bien employer pour les besoins de la patrie, dans le cours des événemens qui allaient suivre. Je me rendis peu de jours après à Wilna, où ma femme me rejoignit; et je ne pus observer sans surprise la tranquillité qui régnait parmi les habitans, l'apathie remarquable du commandant de la ville, et l'ignorance des Russes sur ce qui se préparait dans tout le pays depuis que les proclamations de *Kosciuszko* y étaient parvenues.

Je n'étais pas initié, comme je l'ai dit, dans les mystères de ceux qui avaient projeté une révolution; j'avoue même que, connaissant nos faibles ressources et les forces redoutables qu'on pouvait employer pour nous écraser, je ne me berçais pas de vaines espérances, et je ne me flattais point que le succès répondît à l'attente des patriotes; mais malgré cela, je me proposais

décidément de ne pas quitter le pays, de partager les dangers de mes concitoyens, et de périr plutôt les armes à la main, que de me déshonorer en refusant de suivre l'élan patriotique et l'impulsion du désespoir.

Ce fut le 20 avril 1794 que *Nielepiec*, officier du septième régiment, m'avertit que la révolution éclaterait à Wilna dans la nuit du 23. Je me décidai à quitter la ville pour ne pas me trouver avec ma femme, mes gens de service et mes bagages au milieu des scènes tumultueuses et meurtrières qui ne pouvaient manquer d'avoir lieu, car la garnison russe était forte de plus de trois mille hommes. Cependant pour n'avoir pas l'air de fuir avec précipitation, j'allai passer la soirée du 22 dans la maison de madame *Wolodkowicz*, où le général *Arsénieff*, commandant russe, et plusieurs officiers de l'état-major étaient invités, et j'y acquis la certitude qu'ils n'avaient pas même de soupçon de l'événement sinistre qui les attendait vingt-quatre heures plus tard.

Le lendemain à trois heures du matin j'étais déjà avec tous mes équipages sur la route de Grodno, lorsque je rencontrai un Polonais, *Zylinski*, qui se rendait en courrier à Wilna, et qui me donna secrètement la nouvelle de la révolution qui avait éclaté à Varsovie le 17 avril. Il m'assura que tout était terminé à l'avantage des Polonais, et qu'il n'avait quitté la ville

qu'après la retraite d'*Igelström* et du petit nombre de Russes qui purent échapper au carnage.

Je pris à l'heure même le parti de quitter la grande route et de me rendre à Olkienniki, chez le comte *Granowski*, qui fut bien surpris de me voir arriver avec une suite nombreuse, et encore plus d'apprendre deux événemens auxquels il ne s'attendait pas : d'abord que la révolution de Varsovie était déjà terminée, et que celle de Wilna allait être effectuée la nuit prochaine. Nous n'étions qu'à sept lieues de Wilna. Un ami de la maison, *Siemaszko*, monta de suite à cheval, et se rendit à l'entrée de la nuit dans les environs de Wilna, d'où il entendit non seulement l'explosion des armes à feu, mais même les cris des combattans, ce qui suffisait pour prouver la réalité de ce que j'avais annoncé, sans pourtant pouvoir nous rassurer sur les résultats.

Le lendemain, après le retour de *Siemaszko*, j'envoyai un valet de chambre intelligent avec ordre de tâcher de parvenir jusqu'à Wilna. Il y arriva sans accident, et m'en rapporta un billet du vice-président, Antoine *Luchnicki*, qui contenait ce peu de lignes :

« Nous avons passé une nuit épouvantable. Le « sang coule encore dans tous les ruisseaux des « rues. Il n'y a plus de Russes à Wilna. Les uns « ont été massacrés, d'autres faits prisonniers. « Entre ceux-là se trouve le général *Arsénieff* et

« beaucoup d'officiers. Les Russes qui ont pu « échapper se sont réunis hors de la ville et « mettent le feu à tout ce qu'ils rencontrent sur « la route. K........ a été arrêté, jugé et con- « damné à mort. Des cris de joie retentissent dans « tous les quartiers de la ville. *Iasinski*, avec « environ trois cents militaires et un petit nom- « bre de gens du peuple a exécuté toute cette « entreprise périlleuse. Je vous conseille de re- « venir ici dès que le passage sera libre. Vous « serez moins exposé en ville qu'à la campagne. »

Il fut décidé que nous attendrions des nouvelles postérieures avant de nous mettre en route, et nous étions à faire nos préparatifs de départ lorsqu'on annonça l'arrivée d'un détachement de deux cents hommes de cavalerie russe dans le petit bourg d'Olkienniki, très peu distant de la maison que nous occupions. Heureusement pour nous, ce détachement, venant de Lida, ignorait ce qui s'était passé à Wilna, et son commandant, *Korff*, qui se trouvait avoir servi sous les ordres du père de *Granowski*, vint nous voir, dîna avec nous, et ce ne fut qu'après nous avoir quittés qu'il apprit les nouvelles du massacre de Wilna. Il se mit alors précipitamment en marche, en prenant la direction de cette ville; mais il quitta Olkienniki sans avoir fait aucun dommage au propriétaire et aux habitans, quoiqu'on l'eût informé que plusieurs pay-

sans de *Granowski* s'étaient permis d'arrêter ce jour-là même un transport de drap d'uniformes, et qu'ils avaient tué les soldats russes qui l'escortaient.

Cependant ce n'était pas *Korff* que nous avions le plus à redouter. Les débris de la garnison russe qui s'éloignaient de Wilna, et qui mettaient tout à feu et à sang en se retirant, marchaient à pas précipités sur la route de Grodno. La campagne où nous étions se trouvait à une demi-lieue du grand chemin. Des gens que nous avions postés vers cette direction, afin de nous avertir de la marche que suivrait ce corps, accoururent hors d'haleine en nous prévenant qu'il venait de quitter la grande route, et qu'il s'avançait au pas de charge vers Olkienniki.

Une nuée de poussière annonçait son approche. Bientôt une centaine de cosaques pénétrèrent avec des cris perçans dans la cour du château, s'emparèrent de toutes les issues et nous cernèrent de tous côtés. Trois cents hommes environ d'infanterie, couverts de poussière, à demi morts de lassitude, et portant sur leurs physionomies l'expression de la rage et de la vengeance, vinrent se ranger devant la maison que nous habitions, avec des desseins sinistres qu'un heureux hasard fit avorter.

Entre les officiers qui entrèrent bride abattue dans la cour, à la suite de l'infanterie, je recon-

nus un des aides-de-camp du général *Arsénieff*, que j'avais vu trois jours auparavant à Wilna. C'était un Français ou un Suédois. Il fut très surpris de me trouver à Olkienniki, et me demanda avec inquiétude s'il n'y avait point de confédérés armés dans la maison de *Granowski?* L'air d'assurance et le sang-froid avec lequel je lui répondis que je ne savais pas ce qu'il entendait par confédérés, et que je ne concevais pas le motif de son trouble, et de la violation de cet asyle où régnaient la paix et la tranquillité, parurent le calmer; mais j'eus beaucoup de peine à le faire descendre de cheval, et à l'engager d'entrer dans la maison. Ce ne fut qu'après lui avoir donné ma parole d'honneur qu'il ne courait aucun danger qu'il se détermina à me suivre. Sa surprise égala sa confusion, lorsqu'il ne trouva dans les appartemens que ma femme et la fille [1] du comte *Granowski*.

Il me dit avec beaucoup d'émotion que le commandant du corps russe qui se trouvait à une demi-lieue sur la grande route de Grodno, avait reçu un faux rapport qu'il y avait une réunion de confédérés armés à Olkienniki, et qu'en conséquence, il venait de donner les ordres les plus précis de mettre le feu aux quatre coins du châ-

[1] C'est la même qui fut mariée depuis au comte Adam *Chreptowicz*, ensuite au comte *Zamoyski*, et enfin au prince Casimir *Lubomirski*.

teau et de transporter en *kibitki*, et chargés de chaînes, tous ceux qu'on y trouverait. Je dis à l'officier, sans m'émouvoir, que je comptais bien qu'il n'exécuterait pas un ordre qu'on lui avait donné sur de faux renseignemens, et je le priai de m'expliquer ce qui occasionnait l'air effarouché des soldats, et cette marche aussi précipitée qu'inattendue?... Il me raconta en peu de mots, et avec l'accent de la douleur et du désespoir, ce qui s'était passé l'avant-dernière nuit à Wilna, en m'assurant que les soldats que je voyais harassés et accablés de lassitude n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures, et que lui-même, ainsi que plusieurs autres officiers, s'était échappé avec peine au milieu de la nuit, n'emportant qu'une chemise sur le corps.

Conduit uniquement par un mouvement de pitié, je lui glissai en main un rouleau de cent ducats, et comme je le voyais embarrassé, et faisant des difficultés de l'accepter, je lui dis franchement que sans doute il agirait de même à mon égard, si je me trouvais à sa place. Il fut vivement touché et pénétré de reconnaissance. Il m'assura qu'il se rendrait incessamment auprès du commandant pour lui faire un rapport de ce qu'il avait vu, et me fit espérer qu'il reviendrait apporter aux cosaques et à l'infanterie l'ordre de se retirer.

Pendant cet entretien, et jusqu'au retour de

l'officier, le maître de la maison avait fait servir copieusement des vivres et des rafraîchissemens pour les soldats, qui s'assirent au milieu de la cour et prirent quelque repos. Une heure après l'officier étant revenu avec les ordres du commandant, ils se mirent en marche et suivirent le même chemin par lequel ils étaient arrivés. Les *kibitki* qu'on avait destinées pour nous transporter furent remplies de vivres et de fourrages. On prit tous les chevaux qui se trouvaient dans l'écurie, et dans ce nombre les vingt-quatre qui m'avaient amené de Wilna. Les cosaques se contentèrent d'enlever quelques pièces de bétail qu'ils trouvèrent sur la route, et nous en étions quittes cette fois-ci pour la peur; mais ces mêmes cosaques, qui murmuraient hautement contre le commandant, et surtout contre l'officier qui les avaient empêchés de piller, déclarèrent à nos domestiques et à quelques gens de la campagne que, sans écouter leurs chefs, ils reviendraient cette nuit même à Olkienniki, et que personne n'y serait épargné.

Il était six heures du soir, lorsque nous vîmes s'éloigner les derniers rangs de la colonne russe qui nous avait donné tant d'inquiétudes et de frayeur. Les propos menaçans des cosaques qu'on nous rapporta, indiquaient la nécessité de quitter incessamment cet endroit, où nous ne pouvions continuer à rester sans être exposés à des dangers

inévitables.... Mais nous n'avions pas de chevaux. *Granowski* en fit venir six d'une ferme voisine, ce qui nous suffit pour une voiture, dans laquelle il se plaça avec sa fille, ma femme et moi. Nous laissâmes tout le reste à la merci du sort.

A l'entrée de la nuit nous quittâmes Olkienniki, escortés par le fils de *Granowski* et son neveu *Pociey*, qui s'étaient procuré des chevaux de paysan. L'embarras était de choisir la route la plus sûre. Nous suivîmes celle de Lida, et après quelques heures de repos au milieu de la forêt, nous arrivâmes heureusement à Wilna. Tous nos équipages et nos effets y arrivèrent trois jours après nous, en échappant au pillage des cosaques, qui revinrent à Olkienniki comme ils l'avaient promis, mais trente-six heures plus tard, et qui, après s'être emparés de tout ce qui tomba sous leurs mains, mirent le feu à plusieurs maisons.

A mon arrivée à Wilna je trouvai déjà toutes les rues déblayées, et les habitans aussi calmes et aussi tranquilles que s'il n'y avait jamais eu d'insurrection. K.... avait subi la peine de mort; les prisons étaient encombrées de militaires russes et d'hommes suspects; le conseil provisoire se trouvait organisé; *Iasinski* avait pris le commandement des troupes et marchait avec tout ce qu'il en avait pu rassembler sur les traces de l'ennemi, du côté de Niemenczyn; des courriers avaient

été expédiés à Varsovie et au quartier-général de *Kosciuszko*.

Nous fîmes avec *Granowski* des dons considérables en argent et en productions de différente espèce pour les premiers besoins de l'armée. Nous fûmes tous deux reçus membres du conseil provisoire. Je résignai volontairement la charge de grand-trésorier de Lithuanie, et je déclarai que je ne ferais partie du conseil provisoire qu'aussi long-temps qu'un nouvel ordre d'administration viendrait à être établi d'après les dispositions de *Kosciuszko*. Mon projet était de suivre ensuite la carrière militaire, et de partager, les armes à la main, les efforts et les dangers de mes compatriotes.

L'armée de Lithuanie n'était pas nombreuse; son chef *Iasinski*, plein de zèle, de bonne volonté et d'enthousiasme patriotique, et même très bon officier d'artillerie, n'avait pas l'expérience nécessaire.

Les deux batailles de Niemenczyn et de Soly ne produisirent d'autre effet que de tenir l'ennemi en échec, sans apporter de résultats décisifs. Aucune de ces affaires ne tourna à notre avantage. Les soldats combattirent avec beaucoup d'intrépidité; tous les officiers firent leur devoir et donnèrent chacun en particulier des preuves de leur valeur personnelle; le septième régiment de Lithuanie se distingua particulière-

ment, et animé par l'exemple de son chef, *Grabowski*, et de ses braves officiers, il fit des prodiges de valeur et se couvrit de gloire; mais nous étions bien loin de pouvoir nous flatter d'avoir battu et chassé l'ennemi. Il ne s'était retiré qu'à peu de distance de la ville, et il pouvait être renforcé de tous côtés; tandis que nous autres, resserrés dans un cercle fort étroit, sans moyen de nous procurer des subsistances, et dans l'impossibilité d'avoir des communications avec les habitans des provinces éloignées de Wilna, nous ne fondions nos espérances que sur les secours qu'on nous enverrait de Varsovie.

Ils n'arrivaient pas, malgré nos instances pressantes, et en attendant nous étions inquiétés et menacés de tous côtés. Différens corps russes commandés par *Knoring*, Nicolas *Zouboff* et *Benningsen*, maintenaient leur position entre Minsk et Wilna; le général *Cizianoff*, qui s'était retiré de Grodno avec six mille hommes, se trouvait dans les environs d'Iwie, à douze lieues de Wilna; et d'autres corps moins considérables traversaient en tous sens la Lithuanie, dont les habitans étaient pleins de zèle mais sans moyens de défense.

Le conseil provisoire attendait bien impatiemment des nouvelles de Varsovie, et des ordres de *Kosciuszko*. Il s'occupa dans cet intervalle à organiser une administration dans l'inté-

rieur de la ville, et dans ses environs; il publia des proclamations pour ranimer le courage des habitans; il prit les mesures les plus sages et les plus énergiques pour fournir aux besoins pressans de l'armée; il fit tous les réglemens que les circonstances présentes exigeaient, et qu'il était en son pouvoir de rendre praticables.

Les principaux bourgeois de la ville présentèrent un Mémoire au conseil, en demandant la permission de former un corps de chasseurs dont ils voulaient que je fusse le chef. Cette demande fut agréée. Jean *Nagurski* se chargea de lever un corps de cavalerie. Des volontaires plus ou moins équipés à leurs frais, venaient de toutes parts se ranger parmi les défenseurs de la patrie; l'enthousiasme était général, mais il n'y avait pas de temps et de moyens suffisans pour attaquer l'ennemi et le faire reculer jusqu'aux frontières. La triste nécessité de rester dans l'inaction rendait nulle toute la bonne volonté des Lithuaniens. Ils se plaignaient de ne pas recevoir de secours de Varsovie, car ils ignoraient l'impossibilité dans laquelle on se trouvait de leur en faire passer.



CHAPITRE II.

Le conseil provisoire n'était pas moins inquiet et alarmé relativement à la tranquillité intérieure de la ville de Wilna. Plus de mille cinq cents prisonniers russes, sans compter le général *Arsénieff* et beaucoup d'officiers, y étaient enfermés, et demandaient une surveillance qui détachait du service actif un grand nombre de militaires.

Des émissaires ennemis s'étaient introduits dans la ville, malgré la vigilance de la police, et cherchaient à exciter le peuple en lui rendant suspects plusieurs membres du gouvernement qu'ils accusaient de trahison. Leur dessein était de provoquer une sédition et des scènes tumultueuses, au milieu desquelles ils se proposaient de faire périr les principaux moteurs de l'insurrection, et les citoyens les plus dévoués à leur pays.

La bourgeoisie en général était composée d'hommes sages et tranquilles, qui, loin de se plaindre du conseil provisoire, se fiaient à lui et ne formaient d'autre désir que de se délivrer à jamais des Russes; mais plusieurs individus élevés dans l'oisiveté et le libertinage, et livrés à

toutes sortes de vices, se laissèrent facilement persuader qu'une révolution ne peut être consommée sans verser beaucoup de sang. Tous les désœuvrés et batteurs de pavé se réunirent à eux et parcouraient les rues en insultant ceux qui leur déplaisaient, et en faisant retentir l'air de cris et de menaces. Tantôt ils s'attroupaient pour tenir conseil entre eux; tantôt ils se portaient vers la salle du conseil pour reprocher la lenteur qu'on mettait dans la punition des coupables, et tantôt ils se précipitaient vers les prisons dont ils voulaient enfoncer les portes et égorger tous les détenus.

Un jour que l'effervescence était à son comble, car la douceur et la modération du gouvernement n'avaient fait que rendre les mutins beaucoup plus insolens, le conseil provisoire, sans se laisser intimider, donna des ordres pour assembler le peuple à Pohulanka, dans une vaste plaine hors de l'enceinte de la ville, et nomma deux de ses membres pour le haranguer. Le choix tomba sur *Wawrzecki*[1] et moi; et comme mon collègue s'obstinait à me céder la parole, j'acceptai la tâche de pérorer au milieu d'une assemblée qu'on avait mise en mouvement, mais où j'étais sûr de trouver plus d'individus égarés que de coupables.

[1] Thomas *Wawrzecki*, qui fut depuis généralissime après *Kosciuszko*.

Quoique l'ordre du conseil n'eût été publié qu'à deux heures après midi, toutefois plus de trente mille habitans des deux sexes se trouvèrent réunis avant six heures du soir à l'endroit indiqué, et se rangèrent autour d'un tertre sur lequel on avait posé une table, pour y placer les orateurs. Plus de trois cents des premières dames de la noblesse et de la bourgeoisie entouraient cet emplacement qu'on nous avait préparé. Un corps de troupes de plusieurs milliers d'hommes, composé pour la plupart de nouveaux conscrits et de volontaires, formait à une certaine distance un bataillon carré, au milieu duquel était placé le général *Iasinski*, avec son état-major. Tout cet appareil imposant m'anima et m'encouragea à faire un discours auquel je n'avais pas eu le temps de me préparer. Je le prolongeai sans m'en apercevoir, et je vis avec plaisir qu'il produisait sur l'assemblée tout l'effet que le conseil provisoire pouvait en attendre.

Comme des malveillans m'ont accusé quelques années après, d'avoir parlé le langage révolutionnaire, qui sentait trop le jacobinisme, je me vois obligé de joindre ici quelques fragmens de ce discours, que plusieurs jeunes gens notaient à mesure que je parlais, et que l'on a inséré en partie dans la Gazette nationale de Lithuanie. On reconnaîtra qu'au milieu de la crise dans laquelle nous nous trouvions, je me voyais

obligé d'apaiser, tranquilliser et calmer le peuple, sans cesser toutefois de l'émouvoir par les tableaux de nos malheurs, et d'entretenir son énergie et son enthousiasme patriotique. La tâche était pénible; mais le succès de ce discours en fait l'apologie, et détruit les accusations de jacobinisme que des ennemis envieux ont voulu accréditer. En voici une traduction fidèle :

« Citoyens, le conseil provisoire, jaloux de conserver l'estime et la confiance des habitans de la Lithuanie, n'a pu apprendre sans être profondément affligé que le public de Wilna, induit en erreur par des suggestions perfides, se plaint de la lenteur du gouvernement à faire punir ceux qui sont détenus dans les prisons, et attribue à une négligence impardonnable, ou à la trahison, le retard du châtiment des coupables.

« Persuadé que l'exposition exacte de la vérité est l'arme la plus efficace pour repousser les traits de la calomnie, le conseil a jugé à propos de déléguer deux de ses membres à cette nombreuse réunion de citoyens, pour lui faire connaître son opinion sur les démarches inconsidérées de plusieurs individus qui cherchent à troubler le repos public en provoquant des plaintes et des menaces contre le gouvernement, sans prévoir les suites funestes que cette conduite imprudente peut attirer.

« Le conseil provisoire, n'ayant rien à se re-

procher, ne peut avoir rien à craindre; mais peut-il voir d'un œil indifférent tout ce qui tend à établir la méfiance envers le gouvernement, à entretenir la désunion, la mésintelligence et l'esprit de parti, dans un moment où, sans un accord parfait de tous les habitans pour concourir à la défense commune, il n'y a pas d'espérance pour nous tous et pas de salut pour la patrie.

« Jetez les yeux sur ce qui vous environne, et vous trouverez, citoyens, des traces beaucoup trop récentes de la retraite de l'ennemi pour ne pas trembler à l'idée de le voir rentrer dans vos murs afin d'y exercer sa vengeance, et porter partout l'effroi, la désolation et le désespoir.

« Voyez ces débris encore fumans de vos maisons de campagne; ces ruines amoncelées qui indiquent la place où ont existé vos faubourgs, et ces tas de cendres qui ensevelissent des familles entières avec tout ce qu'elles possédaient! Regardez cette plaine même que vous foulez aux pieds, et qui, il y a peu de jours, a été arrosée du sang de vos frères!... Suivez de l'œil ces citoyens respectables que l'on vient d'enlever du sein de leur famille, et que l'on traîne chargés de fers dans le fond de la Sibérie! Écoutez les gémissemens des malheureux qui n'ont pu s'échapper des mains de leurs oppresseurs; les sanglots des mères privées de leurs enfans; et si ce tableau déchirant vous arrache des larmes, jugez

si vous pouvez vous occuper de tout autre objet que d'aller venger vos frères, vos parens, vos amis!...

« Oui, citoyens, c'est le seul devoir qui nous reste à remplir, si nous voulons prévenir des maux encore plus accablans, empêcher la rentrée de l'ennemi, mettre à couvert nos propriétés, conserver l'existence des personnes qui nous sont chères, défendre l'honneur national, assurer notre indépendance et sauver la patrie.

« C'est le sentiment de tout homme de bien, c'est celui de tous les membres du conseil, qui ne se borneront point à vous encourager par des discours et des proclamations, mais qui ne craindront pas de vous conduire partout où l'amour de la patrie et le devoir vous appellent.

« Mais prenez-y garde, citoyens, nous avons entre nous, nous cachons dans l'enceinte de la ville des ennemis bien plus dangereux que ceux que nous devons combattre; car ce sont des compatriotes, dont on ne se défie point, qui, avec le masque de l'hypocrisie et sous les apparences du patriotisme, vous tendent des piéges perfides. Il est triste d'avoir cette certitude; il est honteux de découvrir des coupables entre nos concitoyens; mais il n'est pas douteux qu'il se trouve des individus soudoyés par l'ennemi du dehors, qui intriguent, qui cabalent, qui cherchent à vous tromper, à réveiller toutes vos passions, à

vous exciter à des mouvemens séditieux, pour vous livrer ensuite avec plus de facilité à ceux à qui ils vous ont vendus, et pour entraîner dans votre chute vos femmes, vos enfans, vos propriétés, votre honneur, votre indépendance et le sort de votre patrie.

« Ce ne sont pas ceux que la confiance publique a appelés à la tête du gouvernement, et qui consacrent leurs veilles au service de l'état; ce n'est pas votre magistrat respectable, qui se voue avec zèle et assiduité à l'exercice de ses fonctions; ce ne sont pas les membres des tribunaux de justice, qui se livrent sans relâche à la recherche des coupables pour leur faire subir le châtiment qu'ils méritent; ce ne sont pas les habitans sages et tranquilles, qui sont prêts à sacrifier leurs biens et à verser leur sang pour la patrie; non, ce ne sont pas eux que vous devez craindre et dont vous devez vous défier.... Tous ceux-là n'ont d'autre objet devant les yeux que la patrie; ils ne reconnaissent d'autre chef que *Kosciuszko;* ils n'adoptent d'autre règle de conduite que celle que leur prescrit l'acte d'insurrection; ils haïssent l'ennemi qui nous a opprimés; ils ont en horreur les traîtres.

« Écoutez ce que vous dit le conseil dans ses proclamations.... En faisant un appel à votre courage, à votre énergie et à votre dévoûment pour la cause commune, se défend-il de parta-

ger vos sacrifices et vos dangers, et y a-t-il un seul membre de ce conseil qui n'aille volontiers se faire tuer dans les premiers rangs de l'armée, pour avoir la gloire de périr pour son pays?... Cela étant, et vous n'en doutez pas, comment appellerez-vous ces âmes vénales et ces fanatiques insensés qui se récrient contre le gouvernement; qui osent insulter les gens de bien; qui cherchent à vous égarer par des mensonges, à confondre les innocens avec les coupables, à vous envenimer contre ceux qui occupent des emplois publics, à semer la discorde et la désunion entre toutes les classes des habitans, et à profiter de l'exaspération des esprits pour les porter à des excès criminels?

« Oui, citoyens, ces hommes pervers qui tâchent de vous séduire et de vous entraîner à des actes de violence, n'ont pas tort en vous dénonçant une trahison!... Mais cette trahison, c'est eux seuls qui en sont coupables.

« Fuyez ces perfides conseillers; rejetez loin de vous les propos séditieux et la calomnie; ouvrez les yeux sur les périls auxquels on veut exposer la sainte cause que nous avons embrassée, et que nous avons juré de défendre et de maintenir;... réunissons tous les partis et toutes les opinions, pour agir d'un commun accord, et pour opposer une noble résistance à tous les dangers qui nous menacent!... respectons les ordres de

Kosciuszko; obéissons aux dépositaires de son pouvoir!... marchons en avant pour faire reculer l'ennemi, qui se trouve encore presque aux portes de la ville; et que notre mot de ralliement soit : *La liberté et l'indépendance de la patrie, ou la mort!*

« C'est après avoir triomphé de l'ennemi, et l'avoir repoussé loin de l'enceinte de nos murs; c'est après avoir raffermi notre existence, et consolidé un gouvernement naissant, que le conseil, qui partage votre impatience et votre désir de voir les coupables punis, prendra toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter les décrets de la justice; et c'est alors que nous pourrons nous écrier dans toute l'effusion de notre cœur : *Vive la liberté! vive la patrie! et périssent les traîtres!* »

Au moment où je venais de finir, tous les chapeaux furent jetés en l'air; l'émotion était générale; les larmes coulaient des yeux des auditeurs; on s'écriait de tous côtés : Vive la nation! vivent *Kosciuszko! Iasinski!* les membres du conseil et tous les bons patriotes! et ces cris furent prolongés avec un véritable enthousiasme; après quoi cette nombreuse population se retira tranquillement, sans qu'il fût question depuis d'inculper le conseil, et sans qu'on se permît de menacer, et encore moins de commettre quelques excès. Cette journée, dont je ne prévoyais pas l'heureux

dénoûment, et qui me procura tant de véritables jouissances, en rétablissant parfaitement le calme et la tranquillité, ne s'effacera jamais de mon souvenir!

Après que le conseil se fut rassuré quant aux troubles intérieurs dont la ville avait été menacée, il s'occupa avec beaucoup plus d'activité des mesures qu'il y avait à prendre pour agir contre l'ennemi. Je communiquai à *Wawrzecki* le projet de former trois ou quatre corps de quelques centaines d'hommes chacun, conduits par des chefs hardis et entreprenans, qui pénétreraient par différentes directions et sur plusieurs points dans les frontières de la Russie. Je prévoyais tous les dangers auxquels ils pouvaient être exposés, et même la possibilité de les voir coupés, entourés et détruits; mais j'étais sûr que c'était le seul moyen d'éloigner de la Lithuanie les troupes russes, qui seraient obligées de se replier et de se porter du côté des anciennes frontières de l'empire, dès que celles-ci seraient menacées.

Wawrzecki, qui approuvait ce projet, me fit cependant apercevoir les difficultés qui se présentaient pour son exécution, et me fit observer, 1°. que l'on ne trouverait pas facilement des chefs qui voulussent s'exposer avec ces corps d'enfans perdus; 2°. que quand même il s'en trouverait, il n'était pas présumable que le conseil provisoire, dans lequel il y avait des mem-

bres de différentes opinions, voulût se confier sans réserve à ceux qui se chargeraient d'une opération aussi périlleuse, et dont on ne pouvait prévoir le succès; 3°. que le chef de l'armée ne permettrait pas de la morceler, et par conséquent de l'affaiblir; 4°. qu'enfin il fallait combiner les opérations militaires en Lithuanie avec les mouvemens de l'armée de Pologne, et qu'on ne devait rien entreprendre avant d'avoir reçu les ordres de *Kosciuszko*.

Je déchirai en présence de *Wawrzecki* ce projet qui devait être porté au conseil, car il me fit entendre qu'on pouvait lui donner une mauvaise interprétation. Cependant l'on verra que la nécessité même le fit adopter, et que c'est à ces diversions faites du côté des frontières, et que j'avais conseillées, qu'on doit attribuer le retard de l'occupation de Wilna par les Russes, et de l'évacuation du reste de la Lithuanie par nos armées.

Depuis que j'avais été choisi par la bourgeoisie de Wilna, et nommé, par le conseil, chef d'un corps de chasseurs, je m'occupais à le recruter, l'habiller, l'armer et l'exercer. Je fournis tous les frais pour cela, et avec d'autant plus de plaisir que je le voyais se former et s'augmenter tous les jours par un concours de jeunes gens animés des meilleures dispositions, entre lesquels il y en avait beaucoup qui possédaient des talens et de

l'instruction, et qui quittaient leur maison paternelle et la perspective d'une vie aisée et tranquille, pour courir des chances incertaines, mais pour se procurer le bonheur de servir leur pays. Les principaux négocians et artistes de la ville voulurent partager cet enthousiasme, et entrèrent dans ce corps, soit comme soldats, soit comme officiers.

Je ne puis m'empêcher de donner ici ce juste témoignage à mes braves chasseurs, dont je me glorifie d'avoir été le chef, que tous ont fait preuve d'un dévoûment et d'un courage sans exemple; que sur quatre cent quatre-vingts, tant officiers que soldats, il n'en est resté que quarante environ, à la fin de la révolution; car les autres périrent tous, les armes à la main; et que dans le petit nombre de ceux qui ont survécu, et dont quelques uns existent encore, il n'y en a pas un qui ne soit estropié, ou couvert de glorieuses blessures.

En partageant mon temps entre les devoirs que m'imposait la place que j'occupais dans le conseil provisoire, et les exercices militaires, je cherchais aussi à me rendre utile, en fournissant pour les besoins pressans du nouvel armement, tous les fonds dont je pouvais disposer. J'offris cent mille florins pour la formation du régiment de *Nagurski*; je fis venir des chevaux pour les officiers de mon corps de chasseurs; des armes

pour les soldats; du drap pour les uniformes; et bientôt ce corps, composé de plus de quatre cents hommes bien équipés, fut en état de se mettre en marche.

Comme je me suis proposé de ne rien déguiser de tout ce qui m'est arrivé, au risque même de réveiller des soupçons que j'avais pu faire naître dans l'esprit de mes ennemis personnels, je ne puis manquer de parler d'un événement qui a trop fait de bruit dans le temps pour que je puisse le passer sous silence, d'autant plus qu'il fournit un exemple des dangers auxquels peuvent être exposés les citoyens les plus dévoués à leur patrie, au milieu des troubles et des mouvemens révolutionnaires.

J'avais pris la résolution de faire partir ma femme de Wilna, pour lui faire passer quelque temps à la campagne, en famille, chez la grande-générale *Oginska*, à Siedlce, à douze lieues de Varsovie. Je résolus de l'accompagner jusque-là; et après en avoir obtenu la permission du conseil, nous partîmes, munis de passe-ports nécessaires, en suivant la grande route de poste. A peine avions-nous fait une dizaine de lieues que nous vîmes des personnes qui nous assurèrent avoir rencontré des cosaques et des bandes de gens armés, qui inquiétaient les voyageurs entre Bialystok et Grodno. Ne voulant point exposer ma femme à des dangers que nous pouvions éviter

en prenant une autre direction, je quittai la grande route, avec l'intention de passer par la douane de Szczebra, de côtoyer la frontière et d'arriver à Siedlce, sans passer par Grodno.

L'intendant de la douane de Szczebra, vindicatif et brutal, n'avait jamais pu oublier que plusieurs années auparavant, en remplissant les fonctions de commissaire visiteur des douanes, je l'avais déplacé du poste qu'il occupait, et lui avais substitué un homme intelligent et expert. En me voyant arriver à la frontière et m'arrêter devant sa maison, il crut devoir profiter de l'occasion pour tirer une vengeance éclatante; et il y aurait réussi, si je n'avais été sûr de mon innocence, et si la présence d'esprit et le courage m'avaient abandonnés dans cette position aussi critique qu'inattendue.

Cet intendant, nommé *Huszcza*, en avançant sur moi le sabre à la main, arrêta mes équipages, appela tous ses douaniers armés et une troupe de paysans, déclara à haute voix que j'étais voué à la Russie, que je voulais passer la frontière pour me rendre en Prusse, et que j'emportais avec moi, outre des papiers importans, de l'argent, des diamans et autres effets précieux, pour la valeur de plusieurs millions.

Mon premier mouvement fut de me saisir d'un pistolet pour punir cet insolent qui attaquait mon honneur, et qui exposait ma vie,

qu'on ne parvient à sauver dans les révolutions qu'en opposant une ferme résistance aux attentats et à la violence; mais ma femme ayant arrêté mon bras, et la réflexion ayant succédé à l'emportement, je déclarai avec fermeté et sang-froid, que je restais à Szczebra, que je porterais mes plaintes au conseil provisoire, et que j'attendrais la résolution qu'on me ferait parvenir. Ma contenance désarma *Huszcza*, sans le faire renoncer à ses projets. Le courrier que j'expédiai au bout d'une heure à Wilna, avec des lettres qui contenaient en peu de mots les détails de ce qui venait d'arriver, fut jeté à bas de son cheval par les douaniers, et le paquet dont il était chargé lui fut enlevé.

De son côté, *Huszcza* dressa un rapport fort exagéré et plein de faussetés, qu'il envoya à Grodno. Trois jours après, le conseil administratif de cette ville, à la suite de ce rapport, délégua un de ses membres qui eut pour moi tous les égards possibles, mais qui déclara qu'il était chargé de m'engager à revenir à Grodno, d'où ma femme pourrait continuer son voyage à Siedlce, sans aucun empêchement. Il refusa l'escorte de l'intendant et de ses douaniers, et lui défendit même positivement d'accompagner mes équipages; mais celui-ci ne respirant que la vengeance, et s'attendant à être bien récompensé par le gouvernement, nous suivit, en se tenant

toutefois à une certaine distance, jusqu'à la ville même de Grodno.

A notre arrivée, *Huszcza* se posta avec quatre douaniers sur la grande place, et y passa la nuit pour observer le moindre mouvement qu'il apercevrait dans la maison que nous occupions.

Le lendemain, un corps de militaires s'étant rassemblé hors de la ville, ainsi que la levée en masse de la noblesse, et une population de plusieurs milliers d'individus curieux de voir les manœuvres de ces nouvelles troupes, *Huszcza* s'y rendit avec son neveu, et, courant de rang en rang, il ne manqua pas de débiter sur mon compte toutes les faussetés qui lui avaient servi de prétexte pour m'arrêter. Mais son projet fut déjoué avec plus de succès qu'il n'avait eu d'impudence pour le concevoir. Joachim *Chreptowicz*, gentilhomme du district de Grodno, plein de zèle, d'enthousiasme et de patriotisme, et connu pour ses principes révolutionnaires, qui lui avaient concilié une très grande popularité, ne put supporter l'outrage que l'on me faisait, et l'idée des dangers auxquels la calomnie pouvait m'exposer. Il se précipita d'abord sur les pas de *Huszcza*, qu'il apostropha avec mépris, et puis, se plaçant sur une banquette pour être mieux entendu des auditeurs, il fit en peu de mots l'éloge des sentimens patriotiques que j'avais

manifestés en toute occasion ; il parla avec véhémence des services que j'avais rendus à mon pays, et particulièrement aux habitans de Lithuanie; il exalta le zèle avec lequel je m'étais porté à seconder les projets des chefs de l'insurrection, à former un corps de chasseurs à mes frais, et à donner des fonds considérables pour les premiers besoins de l'armée.... Enfin, il parla avec tant de chaleur, et produisit tant d'effet sur l'auditoire, que les murmures qui commençaient à se faire entendre contre moi, se changèrent en expressions d'enthousiasme en ma faveur. Mais ce n'est pas tout; lorsque l'orateur ajouta que *Huszcza* était un imposteur, qu'un mouvement de haine personnelle l'avait animé contre moi, et qu'il ne pouvait être que partisan de la Russie, puisqu'il osait calomnier et flétrir la réputation d'un citoyen respectable, qui avait toujours bien mérité de la patrie, le peuple se jeta sur mon dénonciateur, qui ne put échapper aux injures et aux mauvais traitemens qu'en fuyant avec précipitation ce lieu même où il avait eu un moment de triomphe.

Pendant cette scène, que j'ignorais absolument, je demandais à être admis à la séance du conseil, qui était assemblé dans l'ancienne salle de la diète au château. J'y trouvai une trentaine de personnes, qui m'étaient pour la plupart très particulièrement connues. Je parlai d'un ton fort

animé, en rendant compte de ce qui m'était arrivé; je profitai du local où nous nous trouvions pour rappeler combien de fois on m'avait entendu dans la même enceinte professer les sentimens d'un homme dévoué à sa patrie; défendre les droits de ses concitoyens opprimés; attaquer ceux qui osaient les vexer et les tyranniser. Je fis voir que si, dans le cours d'une révolution, il est indispensable de surveiller strictement les ennemis de la bonne cause, et de les punir avec sévérité, il est tout aussi nécessaire d'empêcher que les innocens ne soient confondus avec les coupables, et que la calomnie ne puisse porter atteinte à la réputation dont ils ont toujours joui.... Je fis un tableau des scènes sanglantes qui ont déshonoré la révolution française sous le règne de la terreur.... Il ne me fut pas difficile de prouver à tous ceux qui composaient l'assemblée, qu'il n'y en avait pas un seul qui pût se soustraire à la perte de son honneur, de sa fortune et de sa vie, si les calomnies suffisaient pour rendre suspect, et si l'on condamnait sur de simples soupçons.

Ce peu de paroles produisit d'autant plus d'effet que dans le même moment le conseil venait de recevoir un rapport sur la scène qui s'était passée hors de la ville. L'assemblée décida qu'elle n'avait pas le droit de prononcer sur l'accusation de *Huszcza*, parce que j'étais mem-

bre du conseil provisoire de la Lithuanie, et que, par conséquent, je n'étais tenu de me justifier qu'à Wilna, si on l'exigeait. On ordonna en même temps de faire expédier des passeports pour ma femme, qui se mit incessamment en route pour Siedlce, tandis que je pris le chemin de Wilna.

A mon retour dans cette ville, je me rendis à la séance du conseil provisoire, où je racontai franchement mon aventure, dont la nouvelle avait devancé mon arrivée, avec des détails qui m'étaient très défavorables. Je demandai que mes papiers fussent visités, et j'insistai pour que l'intendant de la douane de Szczebra fût jugé et condamné comme calomniateur et provocateur des troubles et des séditions du peuple. Je sortis ensuite de la salle pour faire rassembler mes chasseurs, qui m'étaient tous dévoués, et dont chacun aurait sacrifié ses jours pour défendre mon honneur; je continuai à les exercer comme je l'avais fait autrefois, plusieurs heures de la journée, tandis que le conseil provisoire donna l'ordre au comité de sûreté publique d'examiner mes plaintes contre *Huszcza*, et de faire la révision de mes papiers.

Au bout de trois jours ce comité, composé de sept membres, me remit un certificat portant que l'on n'avait trouvé d'autres papiers chez moi que ceux qui avaient rapport à mes affaires de famille;

et il y ajouta une apologie de ma conduite passée et présente, qui produisit d'autant plus de sensation dans le public, que les membres de ce comité étaient reconnus pour des hommes de probité, d'honneur, et dévoués tout-à-fait à la patrie et au nouveau gouvernement.

Quant à *Huszcza*, il ne fut ni condamné, ni absous, parce qu'on attribua sa démarche à un excès de zèle pour le service public, qui avait pu l'égarer sans le rendre évidemment coupable.

Je fis assez peu de cas du témoignage que l'on m'avait délivré; car la certitude de n'avoir rien à me reprocher, et d'avoir toujours cherché à remplir mon devoir, me donnait plus de jouissances réelles que les certificats les plus flatteurs et les plus nombreux : cependant d'après ce qui venait de m'arriver, je fus plus décidé que jamais à quitter la carrière civile et à me faire soldat. Je préférais périr en combattant pour mon pays plutôt que de m'exposer à des soupçons injustes, à des opinions dictées par l'esprit de parti, et à des scènes périlleuses, auxquelles on n'échappe pas toujours avec autant de bonheur, au milieu des orages révolutionnaires.

Wawrzecki avait déjà pris ce parti, et ayant obtenu le commandement d'un corps de troupes régulières et de volontaires, il s'était porté du côté des frontières de la Courlande, où il eut différens succès. Il pénétra ensuite jusqu'à Libau,

dont il s'empara, et fut bien secondé par les généraux Romuald *Giedroyc* et *Niesiolowski*, qui, en suivant la même direction, arrêtaient les progrès de l'ennemi et le tenaient en échec.

Tous trois, ainsi que les braves qu'ils commandaient, méritèrent bien de la patrie, et cette diversion aurait produit de bien plus grands avantages, si l'armée principale de Lithuanie avait pu être renforcée par des secours qu'on attendait en vain de Varsovie.

CHAPITRE III.

Peu de jours après mon retour à Wilna, j'allai trouver le général *Iasinski* pour lui déclarer que s'il voulait me donner deux cents hommes de cavalerie, avec un bon officier sur lequel je pusse compter, j'étais résolu d'y joindre mes chasseurs, et de faire l'avant-garde de l'armée, qui était alors inactive, pour me porter jusqu'à Minsk. Si j'y parvenais sans éprouver de grande résistance, je m'engageais à pénétrer en Russie-Blanche pour y soulever une dizaine de milliers de paysans qui se trouvaient dans les terres de ma famille, en leur accordant la liberté, et pour me renforcer

de toutes les recrues qu'il me serait possible de faire à la hâte.

Je supposais qu'on pouvait sans difficulté mettre en mouvement les habitans de cette contrée, qui avaient manifesté le désir de prendre part à notre insurrection, et cette démarche ne pouvait manquer de forcer les troupes russes à se replier vers la frontière de l'empire, et à évacuer toute la Lithuanie.

Le général *Iasinski* goûta infiniment ce projet, dont il prévoyait tous les avantages; mais il ne me cacha pas les dangers de cette expédition, et les inquiétudes qu'il avait pour moi et le corps qu'il confiait à mon commandement. Je l'assurai que je ménagerais mes gens et ma personne autant que cela serait possible. Il fut convenu qu'on garderait le secret sur mon projet et la marche que je devais suivre, et quelques jours après je quittai Wilna avec deux cents hommes de cavalerie, conduits par le brave major *Korsak*, et trois cents hommes de mon corps de chasseurs.

Nous dépassâmes le quartier-général, qui était à Oszmiana, à sept lieues de Wilna, et j'allai trois lieues en avant à Boruny. Je n'y fus pas trop à mon aise pendant les premiers jours; car de forts détachemens de cosaques ne cessèrent de nous harceler; mais je ne perdis pas un seul homme, et tout au contraire, nous fîmes plusieurs prisonniers que j'expédiai au quartier-gé-

néral. L'on apprit par eux qu'ils étaient détachés du corps du général *Knoring*, qui, à la tête de six mille hommes, était campé à six lieues de Boruny. D'un autre côté, j'avais à ma droite, et à la même distance à peu près, un corps tout aussi considérable, commandé par le général *Cizianoff*. Malgré cela, persistant dans ma résolution de m'avancer jusqu'à Minsk, dont je n'étais éloigné que de dix lieues, j'engageai le général *Iasinski* à envoyer une forte avant-garde à Boruny, que j'allais quitter, et je me mis en marche pour passer par Wiszniew, et attaquer inopinément Wolozyn, où l'on prétendait qu'il y avait trois cents hommes d'infanterie russe et une cinquantaine de cosaques.

Je fondais l'espoir de réussir sur la sécurité dans laquelle devait se trouver cette garnison, qui était placée entre deux corps d'armée chacun de six mille hommes, et qui ne pouvait supposer d'être attaquée du côté d'où je venais, car de fortes patrouilles russes parcouraient nuit et jour les chemins qui aboutissaient à notre quartier-général. Je comptai aussi sur l'obscurité de la nuit et sur la précaution que j'avais prise de faire entrer ma cavalerie par trois différentes issues dans la ville, tandis que je m'en approchais moi-même avec mes chasseurs par la grande route de Wiszniew. Toutes ces précautions se trouvèrent être inutiles; car nous ne rencontrâmes qu'une qua-

rantaine de soldats qui se cachèrent dans les maisons, avec trois sous-officiers et un lieutenant. Il n'y eut que quelques coups d'armes à feu tirés de part et d'autre; l'officier fut grièvement blessé, quelques soldats furent tués, et les autres mirent bas les armes et furent faits prisonniers.

Une quinzaine de cosaques qui avaient fui à la première apparition de notre cavalerie, portèrent l'épouvante dans les environs, et prévinrent à temps Nicolas *Zouboff*, qui allait à Wolozyn en toute sécurité, et qui serait tombé entre nos mains, n'étant éloigné de Wolozyn que d'une demi-lieue, et ne s'attendant jamais à nous y trouver. Il revint avec précipitation sur ses pas, et immédiatement après, des ordres furent donnés pour me cerner de tous côtés et couper ma retraite. Comme j'ignorais cet événement, il ne fut rien changé à mon plan et à mes résolutions, et je continuai ma marche.

Nous trouvâmes à Wolozyn beaucoup d'objets de cuivre, d'étain et de fer, qu'on avait enlevés aux habitans du voisinage, ainsi qu'un troupeau nombreux et plusieurs centaines de bœufs, que l'on y avait réunis pour l'armée russe. J'expédiai de suite les prisonniers et tout ce qui était tombé entre nos mains au quartier-général, où *Niesiolowski* remplaçait momentanément le général *Iasinski*. Je fis accompagner ce transport d'une escorte de vingt hommes de cavalerie, et n'ayant

pas un moment à perdre, je marchai après quelques heures de repos du côté d'Iwieniec, petite ville éloignée de quinze lieues de Wilna.

A peu de distance de Wolozyn, je rencontrai deux courriers russes qui portaient des ordres de Pétersbourg pour l'armée. Je les arrêtai, n'ayant avec moi qu'un aide-de-camp et deux jeunes officiers de chasseurs. L'un de ces courriers, après avoir tiré un coup de pistolet contre nous, s'échappa dans les broussailles; le second fut pris avec la malle de lettres, et envoyé sous escorte au quartier-général. Ce second envoi arriva, ainsi que le premier, sans accident au lieu de sa destination; mais l'escorte qui l'accompagnait ne put plus me rejoindre, et ce fut le premier indice que nos communications étaient interceptées.

En arrivant à Iwieniec, je n'y trouvai plus de militaires russes, car ils s'étaient retirés précipitamment à notre approche; mais je fus étonné et embarrassé en même temps, en voyant la quantité de munitions, de drap pour uniformes, et d'autres objets pour l'équipement de l'armée, ainsi que de la vaisselle d'argent, de cuivre, d'étain, et autres effets enlevés aux habitans du pays, et placés dans différens dépôts et magasins.

Je balançai avant de me décider si je continuerais ma marche en abandonnant cette capture, qui était de la valeur de plusieurs centaines

de milliers de florins de Pologne, ou si je devais prendre le parti de l'escorter moi-même avec toute ma troupe, en prenant une route détournée. Je sortis de mon indécision en apprenant que le gouverneur de Minsk, *Népluyeff*, avait rassemblé dans la ville tous les militaires des environs; qu'il s'était barricadé de tous côtés, et qu'il avait placé hors de l'enceinte de la ville un grand nombre de paysans armés, afin de les exposer au premier feu. Cette nouvelle suffit pour me déterminer à rejoindre le quartier-général; mais la difficulté était de trouver le moyen de transporter des objets que deux cents chariots de paysans pouvaient à peine contenir. Le hasard vint l'aplanir; mais je ne jouis pas long-temps de l'avantage qu'il me procura.

Dans la matinée, en arrivant à Iwieniec, je n'avais trouvé ni chevaux ni voitures; mais comme c'était un jour de fête de la paroisse, plus de vingt équipages des premiers habitans des environs, attelés de six ou quatre chevaux, vinrent bientôt se ranger aux portes de l'église, et quelques centaines de charrettes de paysans remplirent la place du marché. Je sommai les propriétaires de me tirer d'embarras, et tous se prêtèrent spontanément à me seconder. Ils firent dételer les meilleurs chevaux de leurs voitures, qu'on attela à une vingtaine de chariots russes remplis de drap et de munitions; les paysans, à

leur exemple, fournirent autant de chevaux et de chariots que nous en avions besoin, et en moins de six heures de temps, cent soixante-dix équipages bien chargés étaient prêts à se mettre en marche avec notre escorte. Le même soir je quittai Iwieniec, en prenant une autre route que celle que j'avais suivie.

Il fallait me diriger vers Bakszty, et traverser d'épaisses forêts dont les chemins étaient encombrés par des arbres renversés, soit par le vent, soit par la prévoyance des habitans, qui voulaient rendre cette route impraticable à l'ennemi. Je perdis huit heures de temps à me frayer un passage, et, malgré toutes les fatigues que des marches aussi rapides que suivies depuis quelques jours nous avaient fait éprouver, nous nous réjouissions d'avoir échappé à la vigilance de l'ennemi, lorsqu'en nous approchant du village de Sakowszczyzna, à une lieue de Wolozyn, nous entendîmes le bruit du tambour, le son des trompettes, et les cris perçans des soldats qui croyaient nous tenir. Je fis presser la marche de mes bagages, qui passèrent fort heureusement le pont sur la Bérézyna. Je restai en arrière avec un détachement de cavalerie, pour observer les mouvemens de l'ennemi, et après avoir également passé le pont, j'ordonnai à un officier, que je laissai avec quelques volontaires, de le brûler. Il était à supposer que les Russes, ne pouvant

pas traverser cette rivière marécageuse à gué, perdraient du temps pour se faire un passage, et ne pourraient nous poursuivre de si tôt. Je continuai donc ma marche, harrassé de fatigue, mais avec l'espoir de rejoindre en toute sécurité le quartier-général, dont je ne croyais être éloigné que de quatre à cinq lieues. J'ignorais précisément où il se trouvait, car plusieurs courriers que j'y avais expédiés avec mes rapports, et l'information de la marche que j'allais suivre, ne purent revenir ni m'apporter quelques renseignemens.

Ce n'est qu'en arrivant à Wiszniew que j'appris que notre avant-garde, commandée par le brigadier Joseph *Wawrzecki* et le colonel *Guszkowski*, avait été obligée de se retirer de Boruny, après une faible résistance contre un corps bien supérieur, commandé par le général *Cizianoff*; que le quartier-général n'avait pas quitté Oszmiana, et qu'on ne pouvait m'envoyer de secours, car on était obligé de se tenir sur la défensive; et enfin, pour comble de malheur, je fus averti que l'officier *Woyciechowski*, que j'avais chargé de brûler le pont sur la Bérézyna, n'avait fait qu'en ôter les planches, et s'était retiré précipitamment, en m'exposant à être suivi de près et attaqué par les Russes que nous avions laissés derrière nous; ce qui arriva bien plus tôt que je ne pouvais le supposer.

Dans le moment même où j'avais fait arrêter tous les bagages après la descente de la montagne de Wiszniew, et que j'examinais sur la carte le chemin qu'il me conviendrait de suivre, ne pouvant plus passer par Boruny, un corps nombreux de cosaques, suivi du régiment de Nicolas *Zouboff*, traversa la ville de Wiszniew au grand galop, y sabra plusieurs de mes officiers et maraudeurs qui y étaient restés, et nous fûmes assaillis inopinément, tandis que trois mille hommes environ du corps de *Knoring* marchaient au pas de charge avec des pièces d'artillerie pour nous entourer. Au premier bruit d'alarme, je me précipitai vers l'ennemi; mais il n'y eut qu'une vingtaine de volontaires qui me suivirent, car le reste de la cavalerie avait pris la fuite. Mes chasseurs se réunirent pour opposer quelque résistance, et arrêtèrent l'impétuosité de la cavalerie russe pendant quelque temps; mais enfin ils furent obligés de se retirer dans les broussailles, d'où ils ne cessèrent encore de tirer contre l'ennemi.[1]

M'étant avancé trop imprudemment, j'eus mon chapeau percé de balles; et j'aurais péri sans

[1] J'appris, plusieurs années après, par le général *Benningsen*, qui commandait alors l'attaque, que deux escadrons de cavalerie avaient été obligés de se replier à trois différentes reprises devant le feu de mes chasseurs, qui leur firent essuyer une perte considérable en hommes et en chevaux.

doute, si un officier nommé *Pawlowicz* ne se fût emparé des brides de mon cheval, et ne m'eût forcé de me retirer. Je perdis dans cette affaire tous les bagages pris à Iwieniec, ma caisse, qui se montait à sept mille ducats en or, beaucoup d'objets précieux qui m'appartenaient, et tous mes papiers. Douze hommes de cavalerie, une vingtaine de volontaires, vingt-cinq chasseurs et tous mes gens de service furent tués.

A un quart de lieue de l'endroit où nous avions été attaqués, je retrouvai ma cavalerie, qui s'était débandée. Le brave major *Korsak*, que son cheval avait emporté au milieu des rangs de l'ennemi, vint nous rejoindre; et après avoir harangué les soldats, je m'obstinai à revenir sur nos pas pour protéger au moins la retraite des chasseurs.

Je réussis en effet à me faire suivre d'environ cent cinquante hommes; mais nous vîmes déjà tous les bagages tournés du côté de Wiszniew; mes chasseurs s'étaient retirés dans les bois, et la cavalerie ennemie continuait à avancer sur nos flancs pour nous entourer et empêcher notre retraite. Il fut donc indispensable de nous retirer pour la seconde fois; ce qui se fit en bon ordre et sans perdre un seul homme. Nous eûmes de la peine à trouver un chemin de traverse qui nous ramenât vers la position de notre armée. Après avoir échappé à l'attaque du corps de *Kno-*

ring, nous fûmes inquiétés pendant plusieurs heures par de fortes patrouilles du corps de *Cizianoff*. Enfin, à l'entrée de la nuit, nous parvînmes à rejoindre l'avant-garde de notre armée à Krewo.

Le lendemain matin, je me rendis au quartier-général, qui était toujours à Oszmiana. Le général *Iasinski* et tous les braves officiers de son armée, qui ne s'attendaient plus à me revoir, me firent l'accueil le plus amical, me reprochèrent ma témérité, et tâchèrent de me consoler des revers que je venais d'éprouver. Vingt-quatre heures après, je vis revenir mes chasseurs en bon ordre, malgré les fatigues qu'ils avaient endurées en traversant des forêts et des chemins presque impraticables. Immédiatement après, je me rendis à Wilna, où la manière bienveillante dont je fus reçu par le public ne me fit plus songer qu'à courir de nouvelles chances.

Depuis que j'avais quitté cette ville, il était survenu plusieurs changemens dans l'administration civile et militaire de la Lithuanie. *Kosciuszko* avait appelé à lui plusieurs membres du conseil provisoire pour les placer dans le conseil suprême, à Varsovie. *Iasinski* devait aussi se rendre auprès de *Kosciuszko*, dès que le général Michel *Wielhorski* arriverait à Wilna pour le remplacer dans le commandement de l'armée de Lithuanie. Ces changemens eurent l'approbation

des uns, et furent blâmés par d'autres, selon la différence d'opinions, qui étaient très partagées dans le public. Tous les révolutionnaires regrettaient *Iasinski*, dont les principes exaltés leur convenaient; tous les modérés se réjouissaient du choix de *Wielhorski*, dont on connaissait la douceur de caractère, et qui avait déjà donné en plusieurs occasions des preuves de ses talens militaires. Cependant personne n'osait prononcer hautement son avis, car *Kosciuszko* jouissait d'une confiance générale dans le public, et on le regardait comme infaillible dans tout ce qu'il avait conçu et décidé.

Wielhorski arriva à Wilna quelques jours après que je m'y étais rendu. Il fut effrayé en lisant le rapport de l'état de l'armée; il le fut bien davantage lorsque, après en avoir fait la revue, il vit le petit nombre de soldats en état de combattre, le manque d'artillerie et de munitions, et le dénûment complet de ces troupes qui se trouvaient en face de l'ennemi, sans avoir les moyens de l'attaquer et de le faire retirer des environs de Wilna.

Son premier mouvement le porta à refuser le commandement des troupes de Lithuanie et à revenir à la grande armée de Pologne; mais ses amis lui firent apercevoir l'inconvenance de cette démarche et le déterminèrent à expédier un courrier affidé à *Kosciuszko*, pour l'informer de

tout ce qu'il avait trouvé, et pour demander ses ordres, ses conseils, et surtout de l'artillerie, des munitions et des renforts en hommes et en chevaux.

Wielhorski me proposa de me charger de cette commission; je l'acceptai avec plaisir. Nous eûmes un long entretien, dans lequel il me communiqua beaucoup de détails et d'observations qu'il ne pouvait renfermer dans ses dépêches. Enfin, au bout de quelques heures je fus expédié, et je partis en courrier pour arriver avec toute la promptitude possible au quartier-général de *Kosciuszko*.

CHAPITRE IV.

J'ÉTAIS flatté de la confiance de *Wielhorski*, et très satisfait de pouvoir remplir une commission qui était dans ce moment de la plus grande importance. Je brûlais d'impatience de voir *Kosciuszko*, et ses braves compagnons d'armes; je désirais bien pouvoir embrasser mes anciens amis, et être témoin de leur enthousiasme!.... Mais je ne m'attendais pas à arriver à Varsovie le lendemain d'un jour dont les événemens tragiques ont souillé quelques pages de l'histoire de

cette révolution, qui ne devait avoir pour objet que d'assurer la liberté et l'indépendance de la Pologne.

J'arrivai à Varsovie la nuit du 29 juin, après avoir fait le trajet de Wilna dans l'espace de cinquante heures. La consternation y était générale après les journées du 27 et du 28, dont j'ai fait mention dans le troisième Livre de ces Mémoires. J'allai de suite trouver *Kosciuszko* dans son camp, à Pracka-Wola, à trois lieues de Varsovie. Il était cinq heures du matin lorsque je fus introduit dans sa tente, où il reposait sur un peu de paille, après avoir passé toute la nuit à faire la ronde du camp, que l'ennemi ne cessait d'alarmer. Il se leva pour m'embrasser très cordialement, et avec l'expression de l'amitié qu'il m'avait toujours témoignée. Avant d'ouvrir le paquet que je lui remis, il me questionna beaucoup sur la Lithuanie, en ajoutant qu'un courrier comme moi pouvait lui donner des détails tout aussi exacts que ceux qu'il trouverait dans le rapport qu'on lui adressait. Il ouvrit ensuite les lettres de *Wielhorski*, et après avoir lu attentivement les tristes nouvelles qu'il lui annonçait, et qui se trouvaient conformes à ce que je lui avais déjà dit, il parut vivement affecté, et me fit observer qu'étant lui-même cerné par l'ennemi qui se trouvait presque aux portes de Varsovie, il ne pouvait point partager ses forces, et

envoyer les secours que *Wielhorski* lui demandait.

Quelques momens après, ayant lu le rapport de *Iasinski* sur ma dernière expédition, et les témoignages flatteurs que *Wielhorski* y ajoutait sur mon zèle et mon dévoûment, il me serra la main, et me remercia de ce que je servais d'exemple à mes compatriotes, et suivais une carrière périlleuse et tout-à-fait neuve pour moi, mais qui me faisait d'autant plus d'honneur. Il me dit ensuite : « Vous avez toujours travaillé « dans votre cabinet autrefois, et vous vous êtes « rendu utile à votre pays par vos lumières et « vos talens; vous reviendrez sans doute encore « à vos anciennes occupations, lorsque, avec « l'aide de Dieu, nous aurons battu l'ennemi, et « que le calme et la tranquillité seront rétablis; « mais aujourd'hui, nous avons besoin principale- « ment de braves soldats...... L'exemple de vous « autres seigneurs riches, et de familles illustres, « ne peut manquer de produire un très grand « effet, car vous avez beaucoup plus à sacrifier « que d'autres pour vòtre patrie...... Je voudrais « que tout le monde se battît sans raisonner, « sans s'agiter, et sans se mêler des choses qui « ne le regardent pas...... Voyez quelles scènes « tragiques se sont passées à Varsovie, presque « sous mes yeux!,... La populace s'est permis « des excès impardonnables, que je suis obligé

« de réprimer sévèrement.... La journée d'avant-
« hier sera une tache ineffaçable pour l'histoire
« de notre révolution, et je vous avoue que deux
« batailles perdues nous auraient fait moins de
« mal que cette malheureuse journée, dont les
« ennemis profiteront pour donner des idées dé-
« favorables de nous aux yeux de toute l'Eu-
« rope!.... Dites à *Wielhorski*, dites à nos com-
« patriotes en Lithuanie, combien vous m'avez
« trouvé profondément affligé de cet événement
« inattendu.... Je suis aussi bien peiné des me-
« sures sévères dont je serai obligé de faire
« usage; mais j'ai pris mon parti, et malgré
« l'indulgence dont on m'accuse, je saurai punir
« rigoureusement les coupables, car l'intérêt de
« l'état le demande, et le succès de notre entre-
« prise l'exige. »

La physionomie de *Kosciuszko*, qui était ordinairement douce et prévenante, s'animait visiblement à mesure qu'il me parlait. Nous fûmes interrompus par l'arrivée de plusieurs membres du conseil suprême qui venaient prendre les ordres du généralissime, et d'une députation de la ville qui venait justifier le magistrat de n'avoir pu empêcher les attentats commis le 28 par un amas de gens du bas peuple, en alléguant pour raison qu'il n'avait eu qu'une faible garnison à lui opposer.

Kosciuszko reçut cette députation avec dignité

et la réprimanda sévèrement. Il lui dit que les soldats avaient assez à faire de combattre l'ennemi; que son armée n'était pas assez forte pour en employer une partie à maintenir la tranquillité publique dans la ville de Varsovie; que, si la garde de la bourgeoisie était bien organisée, ses chefs plus vigilans, la police plus active et le magistrat moins insouciant, on n'aurait pas été exposé aux scènes scandaleuses des journées du 27 et du 28. Il ajouta que chaque propriétaire devait être intéressé à maintenir l'ordre et la tranquillité intérieure dans la ville, car sa fortune et sa sûreté personnelle dépendaient des mesures qu'on emploierait pour prévenir les mouvemens populaires. Que, quant à lui, il ne pouvait pas être en même temps généralissime de l'armée et maître de police à Varsovie. Il renouvela les ordres précis de faire des enquêtes avec les détails les plus minutieux sur ce qui s'était passé dans ces deux malheureuses journées; de lui en faire un rapport exact; de découvrir les plus mutins et les plus coupables, et de les arrêter tous jusqu'à nouvel ordre. [1]

Kosciuszko après cela congédia la députation, et se tournant de mon côté, il me dit qu'il serait obligé de s'absenter pour quelques heures, car

[1] Voyez à la page 409 quels ont été les résultats de ces recherches, et la manière dont *Kosciuszko* fit châtier tous ceux qui avaient pris part aux événemens des 27 et 28 juin.

on avait entendu le canon, et ses avant-postes avaient signalé quelques mouvemens dans le camp ennemi. Il ajouta que je serais expédié le même jour après avoir dîné avec lui, et qu'il me donnerait à son retour des ordres par écrit, pour *Wielhorski*, et des instructions verbales.

J'employai le temps que *Kosciuszko* fut absent à faire un tour dans notre camp, avec un officier de mes amis. L'ordre, la tranquillité et une franche gaîté y régnaient en même temps. L'attitude martiale du soldat annonçait son désir de combattre l'ennemi, et la certitude de vaincre sous un chef qui s'était couvert de gloire, et qui avait acquis l'amour et la confiance de tous ceux qui l'environnaient. Jamais au sein de la paix la plus profonde il ne pouvait régner plus de calme et de sécurité qu'au milieu de ce camp où tout se trouvait en abondance, et où tous les corps d'artillerie, de cavalerie et d'infanterie étaient également bien organisés, montés et équipés. Les officiers auxquels j'adressai la parole étaient remplis d'amour pour la patrie, de dévoûment pour son service, d'admiration pour leur chef. Plusieurs soldats se plaignirent seulement d'être inactifs, et de se voir presque tous les jours alarmés sans recevoir l'ordre d'attaquer l'ennemi et de le battre. Mais ils ajoutaient d'abord, que le généralissime savait mieux que tout autre ce qu'il y avait à faire, et qu'il ne différait sans

doute le combat que pour avoir un succès plus glorieux et plus assuré. Un vieux caporal, en secouant la tête, me disait avec humeur que le canon qu'on venait d'entendre n'était certainement qu'une fausse alarme de l'ennemi qui avait peur d'attaquer, et que sans doute la journée se passerait comme les précédentes sans aucune action décisive.

Effectivement le bruit du canon cessa, et *Kosciuszko* revint au bout de quelques heures d'absence. Il se coucha dans sa tente, me fit asseoir à côté de lui, et parla long-temps de tout ce que j'avais à dire de sa part à *Wielhorski*. Il le priait de ne pas refuser le commandement de l'armée de Lithuanie; il l'encourageait à prendre patience et à ne pas se rebuter du mauvais état de ses troupes, et des obstacles qu'il rencontrerait pour exécuter les ordres qu'il avait reçus; il l'engageait à entretenir l'esprit public et à maintenir une subordination sévère dans l'armée, et lui conseillait de ne pas s'exposer à une affaire décisive dont les résultats pourraient être funestes, si, après avoir éprouvé un échec, il était obligé de se retirer, en abandonnant la Lithuanie aux Russes, et en leur laissant la liberté de venir renforcer les armées ennemies qui se trouvaient presque aux portes de Varsovie. Il ajoutait que les forces russes et prussiennes qu'il avait devant lui étaient si considérables, qu'il ne

pouvait faire autre chose que de les tenir en échec, sans être en état de les attaquer avec avantage. Il finit par m'ordonner d'assurer *Wielhorski*, que si ses projets, qu'il ne pouvait pas encore me communiquer, venaient à réussir, il enverrait au bout de quelques semaines le général *Mokranowski*, avec un corps de huit ou dix mille hommes, et un train d'artillerie, du côté de la Lithuanie.

Je parlai à *Kosciuszko* du projet que j'avais voulu présenter au conseil provisoire, et dont *Wawrzecki* m'avait détourné, d'envoyer plusieurs corps de volontaires vers les anciennes frontières de la Russie. Il approuva infiniment ce projet, et ajouta que son utilité en avait déjà été démontrée par le succès, puisque mes tentatives du côté de Minsk, et la diversion qu'avait faite *Wawrzecki* du côté de la Courlande, avaient produit des résultats favorables; car ces différens mouvemens sur un des points opposés avaient empêché jusque-là la réunion de différens corps russes, et n'avaient pas permis à l'armée ennemie de concentrer toutes ses forces pour attaquer l'armée de Lithuanie. Il ajoutait que c'était déjà avoir beaucoup gagné, car probablement cette armée de Lithuanie n'aurait pu tenir avec ses faibles moyens contre des troupes bien exercées et très supérieures en nombre. Il m'engagea à soutenir mon projet; à persister

dans ma résolution de me charger moi-même d'une expédition qui me ferait d'autant plus d'honneur qu'elle serait périlleuse; d'engager *Wielhorski* à me confier un détachement de cavalerie et mes chasseurs, et de mettre sous mes ordres l'arrière-ban de la noblesse de plusieurs districts. Il me fit connaître que la diversion la plus utile serait du côté de la Livonie et de la Courlande, pour forcer les Russes à partager les forces que l'on pouvait opposer à *Wawrzecki*, et pour nous faciliter à tous deux une communication et des succès qui empêcheraient l'armée ennemie de se concentrer dans les environs de Wilna.

Nous passâmes de la tente de *Kosciuszko* à une table servie sous des arbres. Le repas frugal que l'on y fit entre une douzaine de convives ne s'effacera jamais de mon souvenir. La présence de ce grand homme qui a fait l'admiration de l'Europe entière, qui était la terreur de ses ennemis et l'idole de la nation; qui, élevé au rang de généralissime, n'avait d'autre ambition que de servir la patrie et de combattre pour elle; qui conservait toujours un maintien modeste, affable et doux; qui ne portait aucune marque distinctive de l'autorité suprême dont il était revêtu; qui se contentait d'une redingote de mauvais drap gris, et qui avait une table aussi simplement servie que celle d'un officier subalterne;

ne pouvait manquer de réveiller en moi tous les sentimens d'estime, d'admiration et de vénération que je lui ai sincèrement portés à toutes les époques de ma vie.

Après dîné, il me remit un paquet à l'adresse de *Wielhorski*, et signa toutes les patentes que je lui avais présentées pour les officiers de mon corps de chasseurs. Je le quittai avec émotion, et je repassai par Varsovie sans m'y arrêter, pour me rendre le plus tôt possible au quartier-général de l'armée de Lithuanie.

Je trouvai *Wielhorski* à Weronow, à neuf lieues au-delà de Wilna. Notre camp de Lithuanie était bien différent de celui que je venais de quitter. Je ne sais à qui on doit en attribuer la faute, mais il est certain que tandis que la plupart des officiers de l'état-major jouaient gros jeu dans le quartier du général commandant, où l'on trouvait aussi une table très bien servie, les soldats manquaient de vivres, et les chevaux de fourrage. Il n'est pas moins vrai que, tandis que l'on goûtait le repos dans notre armée, sans avoir l'air de prévoir quelque danger, on laissait la ville de Wilna abandonnée à son sort et sans moyens de défense.

CHAPITRE V.

Les Russes qui se trouvaient campés du côté de Soly quittèrent inopinément leur position dans la nuit du 17 au 18 juillet, s'avancèrent à marches forcées du côté de Wilna, et commencèrent à attaquer les avant-postes le 19 à la pointe du jour. Vers midi, la colonne du général *Knoring* força les Polonais d'abandonner les batteries qui défendaient l'approche de la ville du côté de la Ostra-Brama, tandis que celle de Nicolas *Zouboff* se dirigeait vers le faubourg Zarzecze. Une canonnade des plus vives accompagnait l'attaque sur ces deux points, et fut prolongée jusqu'à sept heures du soir.

Le 19, le corps polonais commandé par le général *Meyen*, et posté à Niemiez, à une lieue en avant de Wilna, fut obligé de se retirer. Le brave général George *Grabowski* se maintint pendant long-temps avec une très faible garnison dans l'intérieur de la ville, et tint ferme malgré les attaques vigoureuses des Russes et leur artillerie meurtrière, à laquelle, faute d'un nombre suffisant de canons, on pouvait à peine riposter.

Les bourgeois de Wilna firent des prodiges de valeur en se jetant en désespérés contre l'ennemi qui avait pénétré par deux endroits différens dans les faubourgs, et qui avait mis le feu à toutes les maisons dont il pouvait approcher. Mes chasseurs, dont il n'était resté qu'une trentaine à Wilna, car tous les autres faisaient le service au camp, couraient se placer sur les murailles élevées et les toits des maisons, d'où ils tiraient contre l'ennemi, sans jamais manquer leur coup et sans pouvoir être atteints.

Le brave officier d'artillerie *Hornowski* voyant le moment où une des portes de la ville nommée Ostra-Brama allait être enfoncée, y accourut avec une poignée de gens déterminés, y traîna un canon qu'il dirigea vers cette porte; et tandis qu'une colonne ennemie, qui l'avait enfoncée, marchait au pas de charge pour pénétrer dans la ville, il fit un si bon usage de ce seul canon chargé à mitraille qu'il avait à sa disposition, et opposa une résistance si opiniâtre avec le petit nombre de braves qui l'entouraient, que les Russes furent obligés de renoncer à leur entreprise sur ce point, et de se retirer.

Cependant les Russes s'étaient réunis en force aux environs de Wilna, et ils poursuivaient l'attaque de cette ville avec vigueur, tandis que notre quartier-général était encore à Weronow. Le 19 juillet, à onze heures du soir, *Wielhorski*

reçut un rapport que le général *Meyen*, qui défendait les batteries en avant de Wilna, avait été obligé de se frayer un chemin au travers de l'ennemi, et de se retirer à Solenniki à une lieue de la ville; que George *Grabowski*, qui n'avait que quelques centaines d'hommes à opposer à l'ennemi, ne pouvait faire une plus longue résistance, et qu'il se trouverait contraint d'évacuer la ville, dont les Russes s'empareraient incessamment sans aucun doute, si l'armée de *Wielhorski* tardait un instant à venir à son secours.

Nous quittâmes Weronow à une heure après minuit, en y laissant tous les bagages avec une réserve de deux mille hommes sous les ordres de Paul *Grabowski*. Après avoir marché toute la nuit, nous arrivâmes avant midi à Jaszuny, à quatre lieues de Wilna. Le train d'artillerie ne pouvait presque plus avancer; les chevaux tombaient sur la route, de lassitude et de faim; les soldats mouraient de fatigue, manquant de vivres depuis plusieurs jours; tous les officiers se plaignaient hautement de ce que le général avait prolongé son séjour à Weronow sans prévenir et empêcher l'approche de l'ennemi aux portes de Wilna.

Telle était la triste position de l'armée au moment où nous nous arrêtâmes à Jaszuny pour y prendre quelque repos. C'est là que Jean *Weyssenhoff* accourut pour informer *Wielhorski*

de tout ce qui s'était passé à Wilna, et pour l'engager à presser sa marche. Le général expédia de suite son aide-de-camp avec des ordres pour *Meyen* et *Grabowski*, de garder leurs positions, et en annonçant qu'il était lui-même en marche, et à peu de distance de Wilna, avec un corps de six mille hommes. L'aide-de-camp étant arrivé à Korzysc, à une lieue de Jaszuny, y trouva déjà un fort détachement de cosaques, et revint à la hâte pour informer le général que la communication entre Wilna et Korzysc était coupée par l'ennemi. *Wielhorski*, vivement affecté, incertain sur le sort de Wilna, et indécis sur la marche qu'il devait suivre dans le cas où la ville serait déjà occupée par l'ennemi, s'adressa aux officiers qui l'entouraient, pour demander qui voudrait se charger de pénétrer jusqu'aux environs de Wilna, afin de lui faire un rapport exact si cette ville était déjà au pouvoir de l'ennemi, ou si elle faisait encore quelque résistance. Je m'offris à remplir cette commission périlleuse, s'il voulait me donner vingt hommes de cavalerie; et je l'assurai qu'ayant plusieurs possessions qui environnaient Wilna, je trouverais moyen de me faire conduire, par des chemins détournés, jusqu'aux portes de la ville. *Wielhorski* fut ravi de mon dévoûment; mes amis voulurent m'empêcher d'exécuter ce projet téméraire, tandis que quelques officiers ricanèrent sur ce

qu'ils appelaient entre eux une fanfaronnade. Cependant il n'y avait pas un moment à perdre; je m'avançai en droiture jusqu'à Korzysc : je n'y rencontrai plus de cosaques; mais ayant appris qu'il y en avait en grand nombre sur la route qui conduisait de là jusqu'à Wilna, je tournai à gauche, et passant au travers de mes forêts, dont je connaissais tous les sentiers, j'arrivai sans accident dans un village situé à une demi-lieue de Wilna, où je trouvai environ quatre-vingts de nos volontaires, qui m'apprirent que je ne pouvais aller plus loin, mais que la ville se défendait encore. J'écrivis quelques mots avec un crayon à *Meyen* et à *Grabowski*, pour leur annoncer l'approche de notre armée, et je remis mon billet à un paysan de confiance, qui le porta exactement à son adresse. Quant à moi, après avoir ramené mon escorte à Korzysc, et l'y avoir laissée pour observer les mouvemens de l'ennemi, je courus rejoindre *Wielhorski*, que je rencontrai en marche à peu de distance de là.

J'informai le général de ce que j'avais fait. Je l'assurai que la ville n'était pas en possession de l'ennemi; car, indépendamment des nouvelles que je m'étais procurées en parlant à nos volontaires, j'avais aussi entendu le long de la route une forte canonnade, qui indiquait la continuation de l'attaque et de la défense. Je l'engageai

à presser sa marche, à ne pas s'arrêter à Korzysc, et à s'avancer par la grande route jusqu'aux portes de la ville. Je lui fis observer que les Russes eux-mêmes devaient être fatigués de leurs efforts infructueux, et que, voyant notre armée fondre sur eux et les attaquer par-derrière, ils ne pouvaient manquer de se retirer.

Wielhorski semblait partager mon avis; mais étant arrivé à Korzysc, à huit heures du soir, il prit conseil de quelques uns de ses aides-de-camp, et se détermina à faire reposer les troupes le reste de la nuit. Il est vrai que les soldats et les chevaux étaient épuisés de fatigue; mais l'événement a prouvé, le jour d'après, que si l'on avait envoyé ce même soir deux escadrons seulement de cavalerie, avec un bataillon d'infanterie, le siége de Wilna aurait été levé avant que le soleil eût paru sur l'horizon.

La plupart de nos braves officiers passèrent une nuit blanche à Korzysc. Ils ne pouvaient soutenir l'idée de voir presque sous nos yeux la ville enlevée par l'ennemi. Les flammes qui la consumaient jetaient même à la distance où nous nous trouvions, c'est-à-dire à trois lieues, une lueur effrayante. Mais notre consternation fut à son comble, lorsqu'à la pointe du jour, au lieu de nous faire marcher du côté de Wilna, le général fit prendre le chemin de Waka-Gro-

dzienska, afin, disait-il, que si la ville de Wilna était occupée, nous pussions nous retirer vers Grodno.

Le colonel *Byszewski* avait été envoyé avec son régiment, et à notre insu, pour former l'avant-garde, en suivant cette direction, avec ordre de nous attendre à Waka. Nous avions déjà marché trois ou quatre heures, et nous entendions sans discontinuer une forte canonnade, qui indiquait positivement que la ville de Wilna se défendait encore; mais rien ne pouvait détourner le général de son projet. Il ordonna de faire prendre quelque repos aux soldats accablés de lassitude, et qui n'espéraient plus de rentrer dans les murs de leur capitale. Plusieurs de nos braves officiers m'entourèrent et me pressèrent d'obtenir du général la permission de marcher en droiture sur Wilna, avec un détachement de cavalerie. Je n'hésitai pas à faire cette proposition à *Wielhorski*, avec d'autant plus de plaisir que c'était aussi mon projet, et que je désirais être de la partie. Après beaucoup d'indécision et de pourparlers, le général permit enfin que le colonel *Guszkowski*, avec un régiment de cavalerie, et le brave Étienne *Grabowski*, avec un bataillon du septième régiment, se missent en marche pour aller sur Wilna. Il ne voulut point permettre à mes chasseurs de les suivre, et il

me retint sous prétexte que je lui étais nécessaire pour commander, en cas de besoin, le huitième régiment, qui n'avait point de chef.

Je me soumis avec peine à cette décision à mon égard; mais je m'en consolai par la certitude de la réussite de notre entreprise. Effectivement, à l'approche de nos lanciers, les cosaques disparurent, l'armée ennemie se retira; nos braves entrèrent dans la ville sans avoir perdu un seul homme; et lorsque notre général en fut informé, toutes nos troupes, la joie dans le cœur, suivirent cette avant-garde à la nuit tombante; et, après avoir traversé la ville, allèrent camper du côté de Pohulanka.

Le général *Wielhorski* se logea dans une auberge de la ville, et nous tous, qui formions sa suite, nous oubliâmes toutes nos impatiences, nos inquiétudes et nos fatigues, pour nous livrer au repos. Cependant notre sécurité n'était rien moins que rétablie, car l'ennemi se trouvait aux portes de la ville, ayant son camp retranché à Niemiez, à la distance d'une lieue de nous.

La faible résistance qu'une garnison peu nombreuse avait pu opposer à l'ennemi; l'abandon dans lequel on avait laissé la ville de Wilna, sans artillerie et avec peu de munitions; l'éloignement dans lequel se trouvait *Wielhorski* avec son armée au moment où les Russes attaquaient la ville, et la lenteur qu'il avait mise dans sa marche, sans

qu'on en sût les véritables raisons; tout cela, en faisant naître des soupçons, avait établi un mécontentement général parmi les habitans de notre capitale.

Des groupes nombreux se formaient sur la place publique et dans les rues principales; l'on murmurait hautement contre *Wielhorski* et contre tout ce qui portait l'uniforme. Ces bourgeois, qui avaient donné les preuves les plus signalées d'enthousiasme et de bravoure en repoussant l'ennemi, supposaient, et avec assez de fondement, que c'était à eux que la ville était redevable de son salut; et croyant avoir fait bien plus que les militaires, ils insultaient avec des paroles outrageantes ceux d'entre eux qu'ils rencontraient, et principalement les officiers de l'état-major et de la suite de *Wielhorski*.

Les fatigues que ces bourgeois avaient éprouvées pendant une résistance longue et opiniâtre, les angoisses dans lesquelles ils s'étaient trouvés pour leurs femmes, leurs enfans et leurs propriétés; les ravages que l'incendie avait occasionnés dans les faubourgs et différens quartiers de la ville, et enfin les regrets qu'ils éprouvaient de la perte d'un grand nombre d'habitans tués en se sacrifiant généreusement pour la défense commune, pouvaient justifier en partie l'exaspération générale de la bourgeoisie.

Il était urgent d'y mettre ordre, et de prévé-

nir des conséquences funestes dont l'ennemi n'aurait pas manqué de profiter.

Le prince Casimir *Sapieha*[1], qui servait comme volontaire sous les ordres de *Wielhorski*, voulut haranguer le peuple, et employa toute son éloquence persuasive pour calmer les esprits ; mais il fut interrompu par des cris et des menaces, et de tous côtés on lui répétait que ce n'était pas le lieu d'une assemblée de la diète, et qu'il s'agissait de battre l'ennemi, et non de pérorer.

George *Grabowski*, qui s'était sacrifié avec tant de dévoûment pour la défense de la ville, fut arrêté par des gens du peuple, qui voulaient se faire rendre raison de la conduite qu'il avait tenue, et des canons qu'on l'accusait d'avoir fait noyer ; ce qui était absolument faux.

Mes chasseurs étaient presque les seuls entre les militaires que l'on traitait favorablement, parce qu'on les avait vus donner des preuves signalées de courage et de dévoûment pendant la

[1] Casimir *Sapieha*, général d'artillerie, était rangé dans la classe des premiers orateurs en Pologne. Il fit preuve de son éloquence à plusieurs diètes en qualité de nonce, et particulièrement à la diète constitutionnelle dont il fut maréchal avec *Malachowski*. Pour certifier son dévoûment à la patrie, il suffit d'observer qu'à l'époque de la révolution de 1794, il servit dans l'armée comme volontaire, et que pendant le siége de Varsovie il a fait le service d'officier dans une batterie, en refusant toujours un poste plus élevé et plus digne de ses talens.

dernière attaque de la ville, et parce que presque chacun de ceux qui composaient ce corps avait des parens ou des amis dans la classe de la bourgeoisie. C'est sans doute en faveur de cette considération que je fus accueilli avec beaucoup de bienveillance; et j'en profitai pour apaiser des tumultes, des contestations et des rixes qui s'étaient élevées dans plusieurs quartiers de la ville, entre les bourgeois et les militaires.

Wielhorski, effrayé des suites fâcheuses que pouvait produire cette mésintelligence, crut devoir la faire cesser en publiant une adresse aux habitans de Wilna. Il me chargea de la rédiger, et en moins de six heures elle fut imprimée et distribuée. On y louait le zèle et la valeur des bourgeois; mais on faisait observer que leur propre intérêt les avait conduits à défendre les murs de la ville où ils voyaient menacées leurs maisons, leurs propriétés et leurs familles. On rendait justice aux soldats, qui, n'ayant pas tous ces motifs, s'étaient empressés de venir au secours de Wilna, guidés uniquement par leur zèle à remplir leur devoir, et prompts toujours à verser leur sang là où l'intérêt de leurs compatriotes l'exigeait. On fit entendre que la mésintelligence qu'on cherchait à entretenir entre les bourgeois et les militaires n'était que l'ouvrage des traîtres et des malveillans. On fit observer que ces malveillans se trouvaient dans l'enceinte

même de la ville; qu'ils communiquaient avec l'ennemi, auquel ils servaient d'agens et d'espions; que cet ennemi était aux portes de la ville; qu'il ne manquerait pas de profiter de la discorde que lui-même avait suscitée, et que non seulement la ville de Wilna pouvait être la première victime de nos dissensions intérieures, mais que toute la Lithuanie serait entraînée dans cette chute, sans que nos efforts réunis fussent ensuite capables de l'empêcher. . . . .

Il n'en fallait pas davantage pour ramener à la raison et calmer des hommes qui n'avaient qu'un désir, celui de repousser au loin l'ennemi, et de prévenir les dangers d'une nouvelle attaque. On vit avec plaisir, dès le lendemain, les bourgeois et les militaires se tendre amicalement la main : mais il était temps de rétablir cette bonne harmonie, car l'ennemi, qui était informé de tout par ses espions, n'attendait qu'un signal pour se présenter aux portes de la ville.

Trompé dans son attente après le rétablissement de la bonne intelligence entre les habitans et les militaires, il voulut au moins tenter de nous alarmer. Trois jours après notre arrivée à Wilna, l'on vint annoncer à *Wielhorski* qu'une colonne ennemie s'était mise en mouvement de Niemiez, et qu'elle avançait du côté de la ville. Nos avant-postes avaient été chassés; les cosaques parcouraient librement des batteries élevées à

peu de distance de la ville, dont ils avaient délogé l'officier *Nielepiec* avec trois cents hommes d'infanterie et quelques canons.

Nous étions à dîner lorsque ce rapport parvint au général. Notre armée était campée d'un côté opposé, à un quart de lieue de la ville; les officiers de la suite du général avaient renvoyé leurs chevaux de selle, ne s'attendant point à en avoir besoin. Avant que les ordres pour faire marcher nos troupes fussent expédiés, il se passa du temps; mais, heureusement pour nous, c'était de la part des Russes une attaque simulée; car il fut constaté quelques jours après, par le témoignage des prisonniers qu'on amena dans notre camp, que l'ennemi manquait de munitions, qu'on avait tout-à-fait épuisées à l'attaque de Wilna.

L'aide-de-camp *Bronikowski*, avec un détachement de cinquante lanciers qui se trouvait à la porte de la ville, chassa les cosaques de nos batteries; je reçus l'ordre de ramener *Nielepiec* avec ses canons, au poste qu'il avait dû abandonner. Je rejoignis ensuite le général *Wielhorski* qui s'était avancé en personne, avec cent cinquante hommes de cavalerie et un canon, du côté de la colonne ennemie. On dirigea contre nous quelques boulets, auxquels il fut répondu par le seul canon que nous avions. L'ennemi étonné de la démarche téméraire d'une poignée de gens qui s'étaient arrêtés si près de lui avec

une attitude calme et martiale; soupçonnant que toutes nos troupes avaient pris une autre direction pour le tourner du côté de Niemiez, et n'ayant pas d'ailleurs l'intention d'en venir sérieusement aux mains, se retira, et nous laissa rentrer dans la ville, avant même que notre armée eût eu le temps de la traverser, pour aller à la rencontre de l'ennemi.

Il était facile de prévoir que les Russes, qui étaient si près de Wilna, qui n'ignoraient pas tout ce qui s'y passait, et qui connaissaient nos faibles moyens de résistance, n'attendaient que de nouveaux renforts et des munitions pour nous attaquer, ce qui arriva bientôt en effet.

Au bout de quelques jours, nous commençâmes à nous impatienter d'être dans l'inaction. Il n'y a pas de doute que si l'on avait d'abord entrepris de déloger les Russes de leur position de Niemiez, on y serait parvenu, car ils manquaient de poudre et de boulets, et leur nombre ne montait alors qu'à sept mille hommes environ; mais le général *Wielhorski*, d'après sa conviction, et en se conformant aux ordres de *Kosciuszko*, évitait une action décisive, et n'osa rien entreprendre.

Il pouvait avoir raison, mais les officiers et les soldats murmuraient contre cette conduite; et le mécontentement, ainsi que la méfiance, s'emparaient de l'esprit des habitans de la Lithuanie,

et principalement de ceux de Wilna. Il paraissait naturel de condamner notre inaction, qui ne produisait d'autre effet que de décourager nos troupes, et de faire connaître à l'ennemi notre état de faiblesse et d'impuissance. D'ailleurs il était visible qu'en concentrant l'armée de Lithuanie dans les environs de Wilna, on épuisait toutes les ressources des habitans de ces contrées sans leur donner la perspective d'un avenir plus consolant, car tôt ou tard nos troupes, qui ne voyaient point arriver de renforts de Varsovie, devaient se retirer et faire place aux Russes, dont l'armée recevait journellement de nouveaux secours.

Il est connu que quinze jours après les événemens que je viens de rapporter, cette armée ennemie se montait déjà à quatorze mille hommes.

Je sentais peut-être mieux que beaucoup d'autres la triste position de la Lithuanie; j'avais vu de près ce qui se passait en Pologne, et lorsque je me livrais à des réflexions sur l'avenir, je voyais tout en noir! Cependant il fallait avaler la coupe jusqu'à la lie, et faire son devoir jusqu'à la fin.

CHAPITRE VI.

Dans les derniers jours du mois de juillet 1794, je proposai au général *Wielhorski* de faire une diversion du côté de la Livonie et de la Courlande, comme *Kosciuszko* l'avait désiré. Je lui fis observer qu'elle lui procurerait au moins l'avantage d'obtenir des renseignemens exacts sur les mouvemens de l'ennemi, et de retarder l'envoi des renforts pour l'armée russe qui tenait la ville de Wilna serrée de si près. Le général, après beaucoup de réflexions, se détermina enfin à céder à mes instances. Il me donna cinquante hommes de cavalerie, avec lesquels je devais rejoindre les différens corps de la noblesse armés et organisés dans le district de Zawiley, ainsi que dans ceux de Braslaw et de Wilkomierz. Il ordonna aux généraux-majors *Zienkowicz*, *Bielikowicz* et *Morikoni*, qui commandaient dans ces trois districts, de passer sous mes ordres. Il était urgent de prendre cette mesure, car les différens corps que l'on me confiait avaient éprouvé plusieurs échecs qui les avaient découragés et affaiblis.

Je quittai Wilna le 1er août 1794, et me diri-

geai par Niemenczyn sur Swienciany. Ma marche fut pénible. Je passai à peu de distance de plusieurs corps russes qui se dirigeaient vers Wilna, et j'apercevais de tous côtés des maisons de particuliers et des villages incendiés, jusqu'aux frontières de la Courlande.

A la distance de plus de trente lieues de Wilna, et sur les confins du district de Wilkomierz, qui avoisine la Courlande, je réunis les trois généraux-majors que je viens de nommer, avec les corps qu'ils commandaient. J'eus alors à ma disposition environ mille hommes de cavalerie, dont la moitié étaient mal montés et mal équipés, et environ mille cinq cents hommes d'infanterie, dont à peine trois cents avaient des fusils; tous les autres étaient armés de piques. Deux petits canons formaient notre artillerie.

Avec cette masse très zélée, mais mal disciplinée, et qu'on n'avait pas eu le temps d'exercer, je ne pouvais rien entreprendre, et je n'évitai la rencontre de l'ennemi que par un hasard heureux, que je secondais encore, en prenant la précaution de me faire précéder par des ordres pour la fourniture des vivres et des fourrages qui faisaient croire que je commandais un corps de six mille hommes, et que j'avais un train d'artillerie assez considérable.

Tôt ou tard la vérité ne pouvait manquer d'être dévoilée, et craignant enfin d'être attaqué

sérieusement, sans pouvoir livrer de combat, je pris la résolution de laisser à Dusiąty en lieu de sûreté, le corps que je commandais, et de me frayer une route de communication avec *Giedroyc* et *Wawrzecki*, en tentant un coup de main avec une poignée de braves, et en m'avançant jusqu'à la Dzwina. A cet effet, je choisis trois cents hommes de cavalerie des plus déterminés, qui demandèrent comme une faveur de me suivre, avec eux je traversai la Courlande, et me dirigeai sur la Livonie.

Je savais qu'il n'y avait pas de forte garnison à Dünebourg, qui est sur l'autre bord de la Dzwina; je n'ignorais pas que la plupart des canons y étaient démontés; qu'il s'y trouvait des magasins très considérables de poudre, et qu'on y avait apporté, depuis quelques jours, la caisse militaire russe, forte de plusieurs millions de roubles.

Il est probable que l'on aurait pu faire sauter les poudres, prendre les canons transportables, et enlever la caisse, si mes ordres avaient été exécutés; mais une patrouille de cinquante hommes que j'avais envoyée sur les bords de la Dzwina, pour passer cette rivière et me faciliter les moyens de la traverser avec le reste de ma petite troupe, se trouvait encore en deçà de la rivière, lorsque j'y arrivai, après avoir marché toute la nuit. Je comptais arriver à Dünebourg

à l'improviste, tandis que mon projet était déjà éventé.

Je n'étais séparé de la ville que par la rivière; on sonna le tocsin; les cris des femmes et des enfans alarmés se faisaient entendre; nous vîmes environ quatre-vingts à cent invalides, dont une partie, secondés par les habitans, remettaient les canons sur leurs affûts, tandis que d'autres braquaient contre nous ceux dont on pouvait faire usage. On nous lança enfin quelques boulets mal dirigés, qui ne nous firent pas de mal; mais je me vis obligé de remettre à un temps plus éloigné l'exécution de mon entreprise, dont les résultats ne pouvaient plus être les mêmes.

Les Russes eurent soin de faire sortir de suite la caisse hors de la ville; on mit les poudres en sûreté : on répandit l'alarme dans tous les environs pour attrouper les gens de campagne, et on se prépara à une défense sérieuse.

Cependant je comptais encore sur des moyens qui m'avaient réussi jusqu'alors. Je fis passer la Dzwina, à la nage, au major *Horodenski* avec vingt hommes de cavalerie, à deux lieues plus bas de Dünebourg. L'apparition inopinée de cette cavalerie, que l'on supposait être l'avant-garde d'un corps considérable, répandit la consternation jusque dans l'intérieur de la ville. J'en profitai pour envoyer le colonel Jean *Ziehkowicz*, avec un trompette, au commandant de Düne-

bourg, qui expédia de suite une barque pour mon parlementaire. Celui-ci était chargé de proposer une capitulation honorable, en menaçant, dans le cas contraire, de bombarder la ville dès le lendemain. Il avait aussi l'ordre de me rejoindre incessamment, si la capitulation dont j'avais dressé les points était signée; et, dans ce cas, il devait demander des barques pour nous transporter à l'autre bord; car on avait eu soin d'enlever toutes celles qui se trouvaient de notre côté.

Pendant la nuit, j'avais fait arranger et placer dans les broussailles des chariots qui représentaient assez bien un train d'artillerie. A la pointe du jour, j'avançai jusqu'aux bords de la Dzwina, et, ne voyant point revenir *Zienkowicz*, je menaçai de faire brûler la ville, si on ne le renvoyait pas. Il revint quelques momens après, et m'annonça que *Hulewicz* avait signé la capitulation avec le consentement de quelques anciens militaires, mais qu'il s'était refusé ensuite de la remettre; car les plus jeunes officiers, et surtout les sous-officiers et soldats, s'y étaient opposés fortement et avec menaces. En conséquence, je me vis obligé de renoncer à des tentatives ultérieures, qui devenaient tout-à-fait inutiles. D'ailleurs la garnison venait d'être augmentée et se montait à plus de cinq cents hommes, et les

bourgeois furent obligés de s'armer et de venir la renforcer.

On commença à tirer contre nous, sans que nous pussions rien entreprendre. Mes braves ne firent aucun mouvement, malgré les boulets qui venaient rouler à nos pieds; et leur contenance me fit connaître tout ce que l'on est capable de faire avec les Polonais, lorsqu'ils ont de la confiance dans leur chef. Ils se seraient jetés volontiers à la nage pour pénétrer dans la ville; mais cette témérité n'aurait produit aucun avantage, et je savais que l'on attendait des secours à Dünebourg, parce que l'on avait envoyé des courriers de tous côtés. J'ordonnai à ma cavalerie de se retirer au pas, et je me proposai de rejoindre mes compagnons d'armes à Dusiaty, à dix lieues de l'endroit où je me trouvais.

Cependant une trentaine de volontaires, qui avaient traversé la rivière à une demi-lieue plus bas, pénétrèrent dans la ville au moment où je me retirais, et, malheureusement en tirant des coups de pistolet dans des rues étroites et entre des maisons dont les toits étaient couverts de chaume, ils mirent le feu à plusieurs bâtimens, et réduisirent en cendres une partie de la ville.

Je fus consterné et vivement affecté en apercevant tout à coup une épaisse fumée et des flammes qui dévoraient cette ville presque toute

bâtie en bois. J'avais à la vérité menacé le commandant de la faire brûler, pour l'engager à capituler; mais jamais je n'aurais eu la barbarie d'autoriser un attentat contre les propriétaires paisibles de Dünebourg. Je fis faire des recherches sérieuses pour punir ceux qui avaient provoqué l'incendie; mais il fut prouvé que c'était le hasard et non la malveillance qui avait occasionné ce fâcheux événement.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'après ce malheureux incendie de Dünebourg les Russes, qui avaient mis souvent le feu à des habitations de propriétaires, et qui avaient brûlé des villages entiers dans ces environs et dans une partie de la Lithuanie, reçurent les ordres les plus sévères de ne plus se porter à de tels excès, que sans doute aucun chef ni officier n'avait autorisé, mais que des maraudeurs et des soldats ivres et avides de pillage avaient seuls pu se permettre.

On ne doit pas regarder mon expédition vers la Dzwina comme inutile, si l'on observe que j'attirais vers ce point une partie des renforts destinés pour l'armée russe, campée près de Wilna, et que j'empêchais les communications, en détruisant par mes patrouilles tous les ponts, ainsi que les ponts-volans et les barques qui pouvaient les faciliter. J'obtins aussi le but que je m'étais proposé, d'ouvrir une communication avec le général *Giedroyc*, qui venait de rempor-

ter des avantages sur les Russes près de Salanty, et avec *Wawrzecki*, qui se trouvait encore dans les environs de Libau. . . . .

Ces deux généraux m'écrivirent des lettres aussi amicales que patriotiques, en me remerciant d'avoir voulu concourir à partager leurs efforts. *Wawrzecki* surtout me faisait apercevoir les avantages qui pouvaient résulter de la combinaison de nos mouvemens sur toute la ligne, depuis la mer Baltique jusqu'à l'extrémité de la Courlande, en nous rapprochant de la Livonie, ou tout au moins en tenant en échec et en empêchant d'avancer différens corps de l'armée russe, à la distance de plus de quarante lieues de Wilna. Il ignorait que je n'avais que trois cents hommes, avec lesquels il ne m'était pas possible de continuer à garder ma position sur les rives de la Dzwina. . . .

La canonnade de Dünebourg recommença au moment où l'on m'avait perdu de vue, et continua le reste du jour, et même une partie de la nuit suivante; parce que l'on supposait que ma retraite n'était qu'une feinte, et que le reste de mon corps, qu'on faisait monter à six mille hommes, traverserait la Dzwina sur un autre point, et viendrait s'emparer de la ville de Dünebourg. . . . .

Un autre motif engageait encore à prolonger cette canonnade; on voulait avertir différens corps

russes, qui se trouvaient à plusieurs lieues de distance, du danger auquel on était exposé, et en effet des secours arrivèrent de différens côtés. Deux jours après, le général *Hermann* vint à la hâte avec trois mille hommes d'infanterie que l'on avait transportés sur des chariots de paysans, mais je ne courais plus de danger; car j'avais déjà dépassé Jeziorosy et Illukszta, pour rejoindre le corps que j'avais laissé sous les ordres du général *Morikoni* à Dusiaty, sans avoir perdu un seul homme dans toute cette expédition.

Le major *Horodenski*, auquel j'avais fait passer la Dzwina avec une vingtaine d'hommes pour faire une reconnaissance dans le pays, m'amena prisonniers deux officiers russes, dont l'un était le major d'artillerie *Monmotkazin*, et l'autre le lieutenant *Surokin*. Ils suivaient en toute sécurité le grand chemin de poste, en se rendant en courriers de Pétersbourg au quartier-général du prince *Repnin*.

Outre les ordres dont ils étaient porteurs pour le chef de l'armée, ils avaient une malle où je trouvai plus de trois cents lettres adressées à différens Russes et Polonais. J'expédiai incessamment, pendant que j'étais encore sur les bords de la Dzwina, un courrier à *Kosciuszko*, avec mon rapport que j'adressai directement à lui, comme il l'avait désiré, et en même temps je demandai ses ordres relativement au transport des deux

officiers prisonniers et de la correspondance que j'avais interceptée. Voici la réponse que j'en reçus, et dont j'ai conservé précieusement l'original :

« Citoyen, j'ai reçu le rapport que vous m'avez « expédié des bords de la Dzwina. Je suis charmé « que vous ayez pu remplir mes intentions, et « que le succès ait répondu à notre attente.

« Expédiez de suite les deux officiers russes « avec toute la correspondance dont vous vous « êtes saisi, au quartier de *Mokranowski*. Ne « discontinuez pas de marcher en avant avec le « zèle et le dévoûment qui vous ont fait braver « jusqu'à présent des dangers pour le service de « la patrie. Vous aurez bien mérité d'elle, vous « aurez rempli le devoir d'un bon citoyen; et en « vous faisant honneur, vous vous attirerez la « reconnaissance de vos concitoyens.

« Ce 11 août 1794.

« T. KOSCIUSZKO. »

En arrivant à Dusiaty, je me proposais de passer en revue la cavalerie et l'infanterie que j'y avais laissées, et de choisir tout ce qui était bien équipé et en état de combattre pour revenir sur mes pas du côté de la Dwina, en prenant une autre direction et en cherchant à me rapprocher du corps du général *Giedroyc*, qui était plus voisin de moi que celui de *Wawrzecki*....

Cependant, au milieu de ces préparatifs, et deux jours après mon arrivée à Dusiaty, nous reçûmes, par un courrier, la nouvelle que la ville de Wilna venait d'être attaquée et occupée par les Russes.

Le général *Wielhorski*, qui depuis que je l'avais quitté souffrait beaucoup d'une ophtalmie qui l'empêchait d'écrire, et même de quitter sa chambre, se trouva enfin si malade physiquement, si ennuyé de l'attente des secours qui n'arrivaient pas, et si fatigué de l'inaction à laquelle était réduite notre armée, qu'il se crut obligé de se démettre du commandement, et de le confier au général *Chlewinski*.

Celui-ci, n'ayant pas de forces suffisantes pour résister à l'armée russe, fut contraint de se retirer après une première attaque, et après avoir essuyé quelques pertes assez insignifiantes à la vérité, mais qui ne laissèrent pas d'affaiblir et de décourager tout-à-fait les troupes lithuaniennes.

Il se replia sur Kowno, et tous les corps avancés du côté de la Courlande se trouvèrent obligés d'abandonner les positions avantageuses qu'ils avaient pour ne penser qu'à se retirer et à se concentrer.

J'écrivis encore à *Wawrzecki* et à *Giedroyc*. Je les prévenais que j'allais me rendre au quartier-général de *Kosciuszko*; que je laissais le commandement de mes troupes à *Morikoni*, et

que je le chargeais de communiquer avec eux dans tous les mouvemens rétrogrades qu'il ferait, afin de n'être pas coupé dans sa retraite par l'ennemi.

Je pris le chemin de Kowno, pour voir *Chlewinski*, et connaître l'état de l'armée de Lithuanie après sa retraite, avant de me rendre à Varsovie. Je n'avais plus que de bien faibles espérances de la voir rentrer à Wilna, car les nouvelles que nous recevions de la Pologne n'étaient pas rassurantes.

Je trouvai le général *Chlewinski* avec l'armée à Ianow, à trois lieues de Kowno. Je lui fis part de la résolution que j'avais prise de me rendre auprès de *Kosciuszko*, et je quittai les bords du Niémen, que je n'ai revus que huit ans plus tard, au retour de mon émigration, et après une suite d'événemens auxquels, malgré mes pressentimens sinistres, je ne pouvais jamais m'attendre.

Ici finit la description des principaux faits de l'insurrection en Lithuanie, car après l'occupation de Wilna par les Russes, il ne s'y est rien passé d'important.

Étienne *Grabowski*, à la tête d'un corps qu'on lui avait confié, fit encore une diversion dans le palatinat de Minsk. Il se distingua, ainsi que les braves qu'il commandait, par sa valeur, son zèle et son dévoûment; mais il succomba à la fin ne pouvant tenir contre la force; et le corps prin-

cipal de l'armée étant en pleine retraite, tous les autres qui en étaient détachés furent obligés de suivre sa direction.

Ce fut le 12 du mois d'août que les Russes entrèrent à Wilna, et on leur doit rendre la justice qu'ils n'y ont pas commis les excès dont on les a accusés. La ville eut seulement à souffrir de l'incendie de ses faubourgs, occasionné par un bombardement qui avait duré le jour précédent depuis dix heures du matin jusqu'à neuf heures du soir.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES,

OU

SOMMAIRE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TOME PREMIER.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

Pages 104 *à* 120.

CHAPITRE VI.

Pages 120 *à* 145.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

LIVRE TROISIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

Pages 378 *à* 390.

CHAPITRE VI.

Pages 390 *à* 412.

LIVRE QUATRIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Pages 413 *à* 425.

CHAPITRE II.

Pages 426 *à* 446.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.



